



UNION EUROPEENNE



**ENQUETE DE NOTORIETE ET D'IMAGE PORTANT
SUR L'INTERVENTION DES FONDS EUROPEENS EN
BASSE-NORMANDIE**

*- Synthèse des phases qualitative et
quantitative de l'Institut CSA –*

Octobre 2009

*Cette étude a été cofinancée par l'Union européenne.
L'Europe s'engage en Basse-Normandie avec le Fonds européen de développement régional.*

CSA Politique-Opinion
2 rue de Choiseul, 75002 Paris
Tél. (33) 01 44 94 40 00 – Fax. (33) 01 44 94 40 01
www.csa.eu

SA au capital de 1 571 600 € – RCS Paris B 308 293 430 00010 – APE 741 E

Sommaire

I. Préambule : le dispositif méthodologique.....	4
I. Le contexte et les objectifs.....	5
II. La fiche technique du dispositif.....	9
II. Phase 1A : La recherche documentaire.....	10
I. La démarche d'analyse préalable	11
II. L'évolution des pratiques de communication sur les fonds structurels.....	12
III. Un aperçu des bénéficiaires au regard des premières actions engagées	18
IV. Les appréciations des partenaires sur les besoins en matière de communication	20
V. Les questionnements spécifiques issus de l'analyse préalable à destination des bénéficiaires et du grand public.....	23
VI. La bibliographie	25
III. Phase 1B : L'étude qualitative auprès du grand public	27
I. Perceptions et représentations globales sur la Basse-Normandie.....	28
II. Perceptions et représentations globales de l'Union européenne et des fonds européens	33
III. Représentations de l'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie	42
IV. Réactions à des supports de communication	48
V. Conclusions.....	52
IV. Phase 2 : L'étude qualitative auprès des bénéficiaires et bénéficiaires potentiels de fonds européens.....	54
I. Représentations globales de l'Union européenne et de son intervention en Basse-Normandie	55
II. Perception des fonds européens.....	62
III. Retours d'expériences	72
IV. Perception des supports de communication	84
V. Bilan & pistes d'optimisation.....	88

V. Phase 3 : L'étude quantitative auprès du grand public	90
A) Note synthétique des résultats de la phase quantitative	91
B) Résultats du sondage	102
I. Les représentations spontanées de l'Union européenne et de son intervention en Basse-	
Normandie	103
Sentiment d'attachement à l'Union européenne par rapport aux autres échelons	104
Image globale de l'Union européenne	115
II. L'image globale de l'Union européenne et apports perçus de son action en Basse-Normandie....	118
Image perçue de l'Union européenne.....	119
Appropriation de l'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie	124
III. La connaissance des champs d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie.....	127
Domaines d'intervention attribués à l'Union européenne	128
IV. L'appréciation détaillée de l'intervention européenne en Basse-Normandie.....	162
Appréciation des actions ou projets d'actions de l'Union européenne en Basse-Normandie	163
Tableau comparatif entre les domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie	
« connus » et donc ceux elle s'occupe « bien ».....	196
Place de la Basse-Normandie dans les fonds européens par rapport aux autres régions de France	197
V. Le niveau d'information sur l'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie	200
Sentiment d'information sur l'action de l'Union européenne en Basse-Normandie.....	201
Notoriété de l'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie.....	204
Notoriété spontanée des réalisations européennes en Basse-Normandie.....	207
Notoriété assistée des fonds européens en Basse-Normandie	210
VI. Les moyens d'information sur l'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie.....	219
C) Typologie	225
VI. Note globale d'analyse des résultats qualitatifs et quantitatifs grand public.....	228

I. Préambule :

Le dispositif méthodologique



I. LE CONTEXTE ET LES OBJECTIFS

★ LE CONTEXTE : UNE FAIBLE PERCEPTION DE L'INTERVENTION EUROPEENNE DANS LA REGION

La cohésion économique et sociale et le développement rural font partie depuis toujours des priorités de l'Union européenne. A ce titre, l'Europe prend en charge une partie des projets locaux grâce à quatre outils de financement : le fonds européen de développement régional (**FEDER**), le Fonds social européen (**FSE**), le Fonds européen agricole pour le développement rural (**FEADER**) et le Fonds européen pour la pêche (**FEP**).

Les grands objectifs de ces projets sont les suivants :

- **La compétitivité régionale et l'emploi** : doit renforcer la compétitivité et l'attractivité des régions, ainsi que l'adaptabilité des travailleurs ;
- **La coopération territoriale européenne** : s'inspirant de l'initiative communautaire Interreg, vise à intensifier la coopération entre pays ;
- **La convergence** : vise à combler les écarts de développement économique ;
- **Le développement rural** : agir pour une agriculture et une sylviculture compétitives et respectueuses de l'environnement ;
- **Le soutien aux activités de pêche** : aide spécifique pour le développement des territoires concernés par la pêche et l'aquaculture.

La nouvelle enveloppe accordée par l'Europe pour la nouvelle période 2007-2013 pour les projets s'élève à près de **20 milliards d'euros de crédits au niveau national et de 447 millions d'euros pour la Basse-Normandie**.



Un certain nombre d'évolutions caractérisent la nouvelle période de programmation financière pluriannuelle :

- La suppression du zonage : désormais, tous les territoires sont éligibles ;
- Un recentrage des programmes européens sur la stratégie de Lisbonne renouvelée ;
- Un renforcement de la communication sur les fonds (la période 2000-2006 ayant révélé une communication nationale relativement efficace auprès des bénéficiaires potentiels mais insuffisante auprès du grand public et des médias).

Sur ce dernier point, une stratégie de communication a déjà été lancée durant l'été 2008 avec notamment une journée de lancement des programmes européens à Caen, une page de publicité dans Ouest France et la réalisation d'une plaquette et d'une affiche sur les fonds européens en Basse-Normandie.

Cette communication renforcée doit par ailleurs faire l'objet d'une évaluation comme l'indique la section 1 du règlement (CE) n°1828/2006 de la Commission du 8 décembre 2006. Afin de l'accompagner dans une démarche d'évaluation de son plan de communication, la Basse-Normandie souhaite disposer d'un dispositif d'enquêtes auprès du grand public et des bénéficiaires (actuels et potentiels) mesurant la notoriété et l'image de l'intervention européenne en Basse-Normandie.

Il s'agira au final d'évaluer la pertinence de sa stratégie de communication globale initialement définie et de dégager des pistes de réflexion et des recommandations pour la mise en œuvre des actions de communication des programmes européens 2007-2013.

★ LES OBJECTIFS : AMELIORER LA VISIBILITE DE L'ACTION EUROPEENNE EN BASSE-NORMANDIE

Pour répondre aux besoins de la région de la Basse-Normandie, le dispositif devra répondre aux objectifs suivants :

- **Mesurer la notoriété et l'image de l'Union européenne et de son intervention en Basse-Normandie** auprès des Bas-Normands et des bénéficiaires (actuels et potentiels) : il s'agira de constituer un état des lieux global des connaissances et perceptions des fonds européens (notamment la notoriété des programmes européens, institutions européennes, modalités d'attribution, procédures, projets financés), ainsi que l'image globale et détaillée que l'Union européenne renvoie ;
- **Explorer dans le détail l'opinion, les attitudes et les comportements des dirigeants d'organismes publics ou privés de la région à l'égard de l'intervention européenne en Basse-Normandie**, comprendre les mécanismes psychologiques, les logiques entrepreneuriales voire politiques, qui mènent à la formation de ces opinions et ces conduites afin de pouvoir adapter la stratégie de communication menée à l'égard des bénéficiaires et bénéficiaires potentiels des actions; donner des éléments de cadrage sur les attentes spécifiques à l'égard de l'Europe, en terme de positionnement global mais aussi de réponses concrètes ; il s'agira **plus particulièrement d'identifier les freins et motivations à la demande de subvention européenne**, et pour les **bénéficiaires** des fonds européens plus particulièrement, **d'évaluer la satisfaction** tant au niveau de leurs contacts avec les institutions qu'au niveau de la perception des bénéfices retirés ;
- **Tester et optimiser les actions de communication entreprises en début de période de programmation des fonds européens** afin de valider leur pertinence aux yeux des habitants et des bénéficiaires (actuels et potentiels) ; préciser les attentes en terme d'information, les anticipations de la population ; mettre également en exergue les éventuels décalages existants entre ces attentes et les réponses apportées, tant au niveau des messages transmis qu'au niveau des moyens de communication mis en place ; **identifier les axes d'optimisation possibles** ;

- **Dégager des pistes de réflexion et des recommandations afin de préparer de manière optimale la stratégie globale de communication** ; il s'agira ainsi d'appréhender de manière approfondie non seulement les perceptions et les attitudes des populations étudiées à l'égard de l'intervention européenne mais également de cerner leurs attentes, de recueillir et analyser leurs réactions aux programmes de l'Union européenne ; d'identifier les leviers de communication qui peuvent émerger mais aussi de cerner les éléments de cristallisation et éventuellement de crispation, de blocages possibles, ainsi que les facteurs qui peuvent les déclencher ;
- **Etablir un suivi à même de décrire des tendances et les basculements d'opinion** autour de certaines problématiques (le caractère barométrique de l'outil est donc fondamental pour assurer, non pas une lecture ponctuelle mais évolutive dans le temps).
- **Evaluer dans le temps l'efficacité et la cohérence du dispositif de communication** pour procéder à des éventuels ajustements.



Au final, il s'agira de construire un outil d'accompagnement afin de permettre à la Basse-Normandie de valider, adapter, justifier ou relancer la stratégie de communication initialement définie dans le cadre des programmes européens 2007-2013 et d'atteindre un seuil optimal d'efficacité pour le succès de ses actions.

*

*

*

II. LA FICHE TECHNIQUE DU DISPOSITIF

Le dispositif mis en place a pour vocation de dresser un état des lieux de la connaissance et perception de l'intervention européenne en Basse-Normandie et à terme d'assurer un suivi dynamique du plan de communication mis en place pour valoriser les programmes 2007-2013.

Pour ce faire, en ce début de programmation des fonds européens, nous avons conduit :

➔ **Phase 1A : Une recherche documentaire préparatoire**

➔ **Phase 1B : Une phase qualitative** exploratoire prenant la forme de 10 entretiens individuels en face à face auprès de Bas-Normands réalisés en juillet 2009 répartis :

- dans les 3 départements de Basse-Normandie
- 50% rural, 50% urbain

➔ **Phase 2 : Une phase qualitative** réalisée par entretiens individuels en face à face dans les 3 départements de Basse-Normandie auprès des bénéficiaires de fonds :

- 10 entretiens bénéficiaires actuels de fonds européens (4 associations, 3 structures intercommunales, 1 agriculteur, 1 entreprise, 1 organisme de recherche)
- 5 entretiens bénéficiaires potentiels de fonds européens (1 association, 1 structure intercommunale, 1 agriculteur, 1 entreprise, 1 organisme de recherche)

➔ **Phase 3 : Une phase quantitative auprès du grand public** permettant d'établir un état des lieux statistique des performances du dispositif de communication mis en place à l'égard du grand public et d'évaluer à partir des prochaines vagues d'enquêtes son impact dans le temps.

Ce sondage a été réalisé par téléphone les 15, 16 et 17 septembre 2009 au domicile des personnes interrogées auprès d'un échantillon régional représentatif de 805 Bas-Normands âgés de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par département et catégorie d'agglomération.

II. Phase 1A : La recherche documentaire



I. LA DEMARCHE D'ANALYSE PREALABLE

La démarche engagée par la Région autour de la communication sur les fonds structurels s'appuie sur une première analyse des travaux préalables réalisés sur les fonds communautaires en Basse-Normandie. Le cahier des charges parle d'un recensement des travaux déjà réalisés pour évaluer la notoriété et l'image des interventions communautaires. Cette formulation peut se comprendre à plusieurs niveaux :

- un inventaire des études de notoriété et d'image déjà réalisées, ou tout du moins des éléments de connaissance de cette notoriété véhiculés à travers les projets européens engagés ;
- un inventaire des projets européens eux-mêmes financés par les fonds structurels, permettant d'identifier les efforts engagés en matière de communication et d'en estimer a priori les impacts.

Nous proposons d'aborder d'ores et déjà, dans l'analyse préalable, la première dimension citée, afin d'outiller au maximum la Région dans une connaissance des acquis et enjeux de la communication sur les fonds structurels.

La démarche a été conduite en juillet 2009 à travers les étapes suivantes :

- contact téléphonique auprès des différents services instructeurs régionaux des fonds européens (FEDER, FSE, FEADER, FEP) : SGAR, DRTEFP, services de la Région. Recueil auprès d'eux de l'ensemble des pratiques de communication autour des projets financés sur fonds structurels
- analyse bibliographique (presse régionale, sites internet, rapports et études régionales et nationales) des publications mettant en avant de manière significative les projets financés par les fonds structurels sur la région
- étude documentaire des projets soutenus au titre des fonds structurels sur la période 2007-2008 ainsi que des différentes actions de communication et d'étude de notoriété engagées sur la Basse-Normandie
- analyse critique des efforts voire stratégies de communication des porteurs ainsi que des services instructeurs. Formulation sur cette base du cahier des charges d'interrogation pour les entretiens complémentaires et de rédaction des questionnaires quantitatif et qualitatif.

II. L'EVOLUTION DES PRATIQUES DE COMMUNICATION SUR LES FONDS STRUCTURELS

A. L'EVOLUTION DU CONTEXTE DES FONDS STRUCTURELS

Il convient au préalable de rappeler les éléments de contexte qui ont assez fortement évolué entre les périodes de programmation 2000-2006 et 2007-2013. Ceux ci influent fortement sur les pratiques de communication.

Pour la période 2000-2006, et en relative continuité avec la période 1994-1999 :

- L'Etat est le seul instructeur et gestionnaire des fonds structurels. Les services centraux sont bien souvent les seuls à communiquer, éventuellement aidés par les agences nationales (RACINE pour le FSE).
- Les bénéficiaires sont limités à certains territoires pour une partie importante des fonds (zones Objectif 2). Le ciblage est donc plus facile et la communication n'a pas nécessairement à être grand public.
- Les actions éligibles au FE DER concernent en majeure partie des réalisations matérielles (gîtes, équipement de sites naturels, patrimoniaux, logistiques ou économiques...).
- Les exigences en matière de communication et d'évaluation de la communication sont légères. Elles se limitent principalement à la publicité de la présence de fonds européens par les bénéficiaires eux-mêmes. Ceci est relativement aisé pour les projets à investissements matériels.

Pour la période 2007-2013, avec une rupture plus nette quant au contenu et aux méthodes des fonds structurels :

- Les Organismes Intermédiaires comme la Région, OSEO ou le Département de la Manche sont gestionnaires de mesures issues de certains fonds, principalement le FEDER. Une stratégie commune de promotion des mesures et donc de communication devient nécessaire entre les partenaires ; elle se met en place depuis peu.
- L'Etat, via le SGAR, la DRTEFP, la DRAF et la DRAM, reste instructeur des Fonds et garant de leur cohérence.
- Par choix politique comme pour des raisons de commodités comptables, le budget de communication, intégré à la ligne de financement de l'assistance technique, est délégué à la Région¹. C'est une première : *la Basse-Normandie est la seule région dont la convention de subvention globale FEDER intègre la communication sur l'ensemble du programme*, précise la Région. La communication est néanmoins clairement co-élaborée et co-pilotée entre la Région et l'Etat. Le plan de communication 2007-2013 (voir ci-après) a été ainsi établi en étroit partenariat entre Région et SGAR. *C'est un apprentissage commun à construire, un nouveau mode de fonctionnement à inventer ensemble*, dit la Région.
- L'ensemble du territoire de la région est concerné par les fonds structurels, et donc potentiellement l'ensemble de ses habitants.
- Leur objet est néanmoins de nature beaucoup plus professionnelle et économique, autour de l'innovation en entreprise (FEDER), du développement de l'emploi (FSE), de la modernisation des exploitations (FEADER) et de la modernisation du secteur de la pêche (FEP). La communication grand public est ainsi moins aisée, car elle doit porter le plus souvent sur des projets immatériels. *Dans la période précédente, quelques réalisations très concrètes comme les investissements sur le Mémorial de Caen ou sur les accès à la mer étaient très visibles pour le public. Le porté à connaissance sur l'immatériel est bien plus délicat maintenant*, précise le SGAR.
- Les exigences de communication, après l'échec du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen, se sont très clairement renforcées. Les instructions européennes et françaises nécessitent une véritable stratégie et une démarche d'évaluation en continu et de rétroaction. *Suite à la grande claque du référendum, la Commission nous a clairement demandé de communiquer sur des réalisations concrètes*, dit également le SGAR.

¹ Une convention SGAR/Région du 9 juin 2008 définit les règles de délégation de crédits et les responsabilités de chacun.

B. L'EVOLUTION DES OBJECTIFS DE COMMUNICATION SUR LES FONDS STRUCTURELS

Nous rappelons ici dans les encadrés les axes principaux du plan de communication FEDER 2007-2013 en Basse-Normandie².

A. Valoriser les réalisations régionales :

Une étude réalisée au niveau national par l'IFOP montre que la perception des interventions communautaires est favorisée par des actions de communication centrées sur la réalisation de projets régionaux, qui témoignent de la proximité de l'Union européenne vis-à-vis de la vie quotidienne des populations et des réalités locales. La communication devra donc autant que possible mettre en valeur *le caractère concret et exemplaire* des projets soutenus financièrement par l'Union européenne. Un accent particulier devra être mis sur les actions qui s'intègrent à la stratégie régionale de l'innovation, qui constitue le cœur de l'intervention de l'Union européenne en région sur la période 2007-2013.

Comme le précise le SGAR, les nouvelles orientations des fonds structurels vont néanmoins rendre plus difficiles ces illustrations concrètes et exemplaires. Les actions autour de la formation, de l'emploi ou de l'innovation en entreprise sont en effet plus délicates à médiatiser que des projets matériels. De même, *de nombreuses actions financées dans la période précédente appartiennent à des domaines qui ne sont plus éligibles aujourd'hui et ne peuvent donc servir de support à de la communication (SGAR). La communication est facile sur les infrastructures, elle est problématique sur l'immatériel (Région).*

B. Faire des bénéficiaires les « ambassadeurs de l'Europe » :

En premier lieu, il conviendra d'accompagner les porteurs de projet dans la mise en œuvre de leurs obligations de publicité en direction des bénéficiaires des actions qu'ils organisent, notamment par la création et la diffusion de supports spécifiques. Toutefois, au-delà de cette obligation réglementaire, l'organisme bénéficiaire du financement communautaire devra être invité à participer à la communication sur les fonds européens en tant que relai d'information. En effet, l'étude de l'IFOP montre la sensibilité des publics au *témoignage* comme vecteur de communication. L'implication des bénéficiaires pourra notamment constituer un facteur de réussite des programmes en permettant de lever les freins à engager une démarche de demande de financement communautaire.

La prise de parole à des fins de témoignage par les bénéficiaires voire les destinataires finaux des actions eux-mêmes représente une évolution importante dans les pratiques de communication autour des fonds européens. En Basse Normandie comme ailleurs, la communication était jusqu'à présent centrée sur les dispositifs, leurs objectifs et modalités de fonctionnement, et sur les réalisations. Des premiers témoignages de porteurs institutionnels de projets financés ont été présentés dans la brochure "Financez vos projets grâce à l'Europe", à destination des élus, mais aucun support ne valorise à ce jour des témoignages d'entreprises ou d'associations de terrain. Certains bénéficiaires emblématiques sont notamment à privilégier : tel que l'illustre la Région, *Renault Trucks porte un projet de 52 millions d'euros, dont une aide du FEDER à hauteur de 2 millions ; il faudra que l'entreprise crée un événement inaugural spécifique.*

C. Communiquer de manière globale et transversale :

La communication sur les fonds européens s'adresse à *des publics variés*. Elle mobilise plusieurs partenaires et s'appuie sur différents moyens : audiovisuel, presse, événementiel, etc. Dès lors, dans un souci de transparence et de lisibilité vis-à-vis du grand public, il conviendra d'adopter une approche transversale aux différents fonds, qui favorisera la cohérence du message et sa compréhension par les différentes cibles. Une stratégie globale mobilisant plusieurs médias, avec un volet « grand public » commun aux différents fonds, sera donc privilégiée.

L'affirmation d'une dimension grand public pour la communication est également une innovation importante, qui va nécessiter l'usage de soutiens et de média nouveaux : agence de communication grand public, usage de la presse quotidienne régionale, des radios et télévisions locales, création d'évènements... *C'est clairement la dimension la plus nouvelle pour tous. Par exemple, les encarts publicitaires dans Ouest France représentent des actions nouvelles*, précise la Région.

C. L'EVOLUTION DES PRATIQUES DE COMMUNICATION SUR LES FONDS STRUCTURELS

Il est encore un peu tôt pour mesurer quels ont été les impacts de la mise en œuvre des orientations des pilotes régionaux au regard de ce contexte et des objectifs de la période en cours. On peut néanmoins analyser à ce stade les premières initiatives prises.

- ✓ La conception du plan de communication FEDER a fait l'objet d'un travail assez fin des équipes de la Région, avec validation du SGAR. Il s'appuie essentiellement sur le budget global de communication du FEDER qui est, pour la période, de 2,6 M €. *La communication du FEADER reste avant tout nationale*, selon le SGAR, et *le FSE ne dispose que de très peu de budget d'assistance technique et de communication*. Le plan de communication est suivi par un comité de pilotage trimestriel.

- ✓ La Région et le SGAR ont tiré parti des études d'opinion lancées à l'échelle nationale (étude IFOP notamment, comportant un zoom sur la Basse-Normandie). Les partenaires s'appuient sur la bonne coopération en matière d'information technique des bénéficiaires potentiels et de moyens humains et financiers significatifs dédiés à la communication. Ils ont conscience néanmoins de leur fragilité en matière de communication grand public, de mobilisation des acteurs locaux comme relais, et d'évaluation des impacts. *La demande faite à CSA s'inscrit notamment dans cette perspective*, précise la Région.

- ✓ Une journée de lancement, avec table ronde et ateliers thématiques, a été organisée le 9 juin 2008 avec des représentants de la Commission européenne, de l'Etat et de la Région. Elle semble s'être principalement adressé à des spécialistes et habitués des fonds européens, mais a bien touché, de l'avis du SGAR, *l'essentiel des représentants des bénéficiaires potentiels*. Une plaquette grand public *Innovons en Basse-Normandie* a été réalisée et diffusée fin 2008, visant un public beaucoup plus large. *Elle semble être très utile et a de bons retours, mais il n'y a pas eu à ce jour d'évaluation de son impact* (SGAR).

- ✓ Le travail de mobilisation de la presse régionale et des chargés de communication des services publics engagé fin 2008/début 2009 a commencé à porter ses fruits. Plusieurs insertions et publications presse et dossiers spéciaux ont été réalisées fin 2008³ de même qu'une demi-journée d'information ouverte à la presse, au siège de la Région, le 24 avril 2009. Des reportages télévisés ont été par ailleurs diffusés par la chaîne locale Demain et France 3 sur des projets financés. Des réunions d'information plus locales ont démarré courant 2009, deux réunions ont déjà été réalisées et neuf autres sont à faire.

- ✓ Enfin les partenaires régionaux envisagent d'aller plus loin dans la création de kits de communication pour les bénéficiaires, sur la base et au-delà du kit disponible au niveau national. *Les bénéficiaires devant maintenant apporter la preuve dans leur dossier de solde de leurs efforts en matière de communication, nous pouvons certainement les aider en leur proposant des supports et du conseil. Il faut leur offrir un accompagnement autour de la conception d'affiches, de communiqués de presse, de pages internet,* précise la Région.

³ Ouest France, La Manche Libre, Presse de la Manche, pour les médias. L'Etat en Basse-Normandie, Reflets et Normandirect (publications de la Région), Connexions (périodique des acteurs du développement économique), E pour Cent (publication de l'INSEE) pour les publications

III. UN APERÇU DES BÉNÉFICIAIRES AU REGARD DES PREMIÈRES ACTIONS ENGAGÉES

243 actions ont d'ores et déjà été financées sur le FSE ou le FEDER au titre de la période de programmation 2007-2013, selon la base de données nationale mise à jour au 21 juin 2009⁴. Leur analyse rapide permet de mieux connaître le profil actuel des bénéficiaires et, en creux, d'identifier les bénéficiaires potentiels.

Sur les 153 actions localisées, 78 sont du Calvados, 31 de l'Orne, 28 de la Manche et 20 se déploient sur plusieurs départements. En proportion des populations départementales, le Calvados est légèrement surreprésenté alors que la Manche est assez fortement sous-représentée. L'effet de Caen, ville siège de région explique sans doute cette situation et doit amener les partenaires à soutenir l'information sur les territoires plus éloignés, notamment ceux du Cotentin.

Les familles professionnelles de porteurs d'action les plus représentées sont :

- les acteurs de l'enseignement (établissements secondaires, services académiques, université, AFPA et CFA : 49 actions)
- les associations professionnelles (bâtiment, énergie, groupements d'employeurs... : 33 actions)
- les collectivités locales (intercommunalités, Départements, Région... : 29 actions)
- les intermédiaires de l'emploi (Missions Locales, Maisons de l'Emploi, PLIE... : 24 actions)
- les organismes privés de formation (OPCA, organismes de formation : 22 actions)
- les associations thématiques (insertion, emploi, patrimoine... : 19 actions)
- les organismes consulaires (Chambres de Commerce, des Métiers, de l'Agriculture : 18 actions).

⁴ www.projetsdeurope.gouv.fr/actu-news.php?id_article=5646&lang=fr. Base reproduite en annexe de ce document.

Seules dix actions sont portées par des entreprises et environ une dizaine également par des associations locales non insérées dans des réseaux plus importants. Les bénéficiaires des actions actuelles sont donc presque exclusivement des structures professionnelles, déjà informées voire expérimentées à propos des projets européens. Ceci peut représenter une opportunité autour du rôle d'« ambassadeurs de l'Europe » que les partenaires veulent faire jouer aux porteurs d'actions, puisque ceux-ci sont déjà largement sensibilisés aux fonds structurels. C'est également un motif de plus pour accentuer les efforts de communication grand public, afin que d'autres types de porteurs émergent sur la région, au delà du pré-carré des "spécialistes".

Les thématiques abordées par ces 243 premiers projets sont plus délicates à analyser, la typologie utilisée par la base de données FSE/FEDER ne permettant pas des regroupements très fins. Les projets FEDER, les moins nombreux aujourd'hui (67 actions sur 243) sont très éclatés entre les thématiques : aucune d'entre elle ne regroupe plus de 10 actions et seules les questions d'énergie (efficacité énergétique, biomasse) émergent timidement (14 actions pour ces deux thématiques). Les projets FSE, beaucoup plus nombreux (164 sur 243) sont également beaucoup plus concentrés sur la formation tout au long de la vie (44 actions), le soutien aux publics cibles (personnes vieillissantes, personnes défavorisées, public féminin : 38 actions), ou encore l'accompagnement à la création d'activité (20 actions). La communication sur les actions FSE, qui paraissait plus délicate pour les partenaires compte tenu de leur dimension plus immatérielle, pourrait sans doute faire l'objet d'un travail de mise en relation et de fédération autour de modèles d'intervention sur les compétences, le travail et l'emploi. Illustrés par des témoignages concrets de bénéficiaires directs, ces différents modèles pourraient alors être des supports pédagogiques efficaces.

IV. LES APPRECIATIONS DES PARTENAIRES SUR LES BESOINS EN MATIERE DE COMMUNICATION

A. LES ATTENTES DES PARTENAIRES

Pour le SGAR, la Région comme la DRTEFP, les besoins en matière de communication sur les fonds structurels sont les suivants :

- **Accessibilité pratique aux informations** pour les porteurs de projets potentiels. Le Programme Opérationnel reste un maquis difficile à défricher ; les porteurs ayant déjà mobilisé des concours européens sont souvent les seuls à s'y risquer vraiment. Les autres se perdent très vite dans les supports actuels, site internet, guide ou dossiers de demande à l'appui. *Le DOMO⁵ est fait pour des spécialistes et des entreprises, les particuliers sont noyés*, précise le SGAR.
- Promotion des bénéficiaires comme les premiers **relais des fonds structurels**. Ce principe qu'on retrouve affiché clairement dans la stratégie de communication FEDER 2007/2013 ("Ambassadeurs") nécessite un vrai travail de mobilisation des réseaux régionaux et locaux. Pour la DRTEFP par exemple, *si les organismes de formation jouent bien le jeu sur ce plan aujourd'hui, ce n'est pas encore le cas des organisations professionnelles de branche*. La Région prend pour exemple *la démarche collaborative des structures bénéficiaires du FSE dans le domaine de la formation* afin d'imaginer la démarche de mise en réseau possible des bénéficiaires.
- **Valorisation des réalisations concrètes** possibles grâce aux fonds structurels. Ce principe est également clairement affiché dans la stratégie de communication. *"Compte tenu de la complexité croissante des procédures d'instruction, il est très important de communiquer sur ce que les Fonds permettent de faire, plus que sur la manière dont on peut les déclencher"*, précise là aussi la DRTEFP. Dans la mesure où les champs d'éligibilité ont fortement changé entre les deux périodes de programmation, le SGAR précise qu'il n'est pas facile de s'appuyer sur la promotion d'actions financées sur la période précédente, et donc souvent plus éligibles.

- **Accompagner les porteurs potentiels dans la proximité.** Selon ce contexte, le travail d'accompagnement devient alors indispensable pour repérer de nouveaux porteurs, faire tomber leurs réticences naturelles face à l'Europe, valoriser les réalisations possibles en fonction de leurs besoins et attentes, les guider dans la mobilisation des fonds... Le contexte de la RGPP n'est néanmoins pas spécialement aidant pour développer cet accompagnement. La mise en place de partenariats avec les Organismes Intermédiaires, et notamment les collectivités, ainsi que le développement de services de relais, comme les relais Europe Direct, sont des leviers essentiels pour demain. La Région met également en avant ses deux Maisons de la Région, *même si le territoire reste de taille moyenne et les acteurs assez accessibles. Des réunions d'information sur les bassins de vie, comme celles qui ont été engagées, sont efficaces.*
- **Différenciation des stratégies selon les fonds.** Le FEDER est aujourd'hui le "vaisseau amiral" à l'échelle régionale. Il représente près de 50% des budgets (182 M € sur 358 M €), est géré conjointement par trois organismes intermédiaires et un gestionnaire public, et est doté spécifiquement d'un plan de communication. Le FEADER reste important financièrement (67 M €) mais il est, selon le SGAR, géré à une échelle plus nationale et dispose de peu de ressources d'assistance technique régionale. Le FSE porte sur 103 M € mais s'appuie sur des opérateurs assez récurrents, qui connaissent bien le dispositif. Le FEP reste enfin marginal, compte tenu de la modestie de son budget (7,3 M €).

B. LES SUPPORTS DE COMMUNICATION UTILISES

Les supports de communication les plus spontanément cités sont, par ordre d'importance :

- le *site internet du SGAR*, chapitre Europe, intégrant des aides sur la procédure de dépôt de dossier, et donnant accès à la liste de l'ensemble des projets financés. Les pages Europe de ce site sont très documentées mais leur accès est peu évident pour le grand public. Les pages Europe du site de la Région ne sont en revanche pas citées mais elles sont de fait moins documentées que celle du SGAR.
- la plaquette grand public *Innovons en Basse-Normandie*, qui a fait l'objet, à l'occasion du lancement de la Présidence française de l'Union, d'un véritable effort de pédagogie. Une mesure d'impact de cette plaquette serait fort instructive.

- la page spéciale publiée dans *Ouest France*, en juillet 2008, sur les fonds structurels. On peut s'interroger néanmoins sur l'intérêt d'un seul passage dans un seul support, sans démarche de campagne de communication ni actualité régionale particulière si ce n'est les échos de la Présidence française de l'Union européenne.
- les *supports vidéo et numériques* passés sur la chaîne Demain et France 3, avec des doutes de certains partenaires sur leurs effets en matière de notoriété réelle des fonds.
- le rôle des *relais Europe*, CREAN⁶ et CRIJ, et les initiatives engagées en commun avec la Région, notamment auprès des médias. L'antenne bruxelloise de la Région n'est pas citée, ainsi que sa lettre mensuelle, *Le mois de l'Europe*.
- les supports nationaux produits par l'Etat, tel le *kit de publicité pour les fonds structurels*, cité par les techniciens mais pas apparent sur le terrain semble-t-il.

Les *réunions d'information générale* mises en œuvre à l'échelle régionale (9 juin 2008) comme locales sont moins spontanément citées, de même que la *communication faite par les porteurs de projet eux-mêmes*, plus conscients aujourd'hui de cette nécessité. Les dossiers de solde intègrent maintenant des contraintes plus fortes quant à la communication, précise la Région, mais selon la DRTEFP *personne n'a pour l'instant été sanctionné sur ce plan*. Aucune initiative dans ce domaine n'est à ce jour retraceable dans les documents disponibles et à partir de l'expression des personnes rencontrées. Les partenaires régionaux devront sans doute se doter d'une démarche spécifique d'outillage pour les porteurs d'action, afin de les aider à engager plus facilement ces démarches de communication ; sans doute la piste proposée par la Région de *kit prêt à l'emploi pour les bénéficiaires* est à creuser.

V. LES QUESTIONNEMENTS SPECIFIQUES ISSUS DE L'ANALYSE PREALABLE A DESTINATION DES BENEFICIAIRES ET DU GRAND PUBLIC

Sur la base de ces premiers constats, on peut identifier différents axes à creuser dans la questionnement des cibles de CSA autour de l'enquête de perception qui doit être lancée cet automne.

A. LES QUESTIONNEMENTS POUR LES BENEFICIAIRES

- Distinguer dans l'échantillon les bénéficiaires existants et les bénéficiaires potentiels. Interroger les bénéficiaires existants sur leur propre rôle de relais et leurs besoins (kits prêts à l'emploi...). Mesurer la perception de la responsabilité des bénéficiaires vis-à-vis de leur obligation de communication.
- Distinguer dans les bénéficiaires les acteurs de l'enseignement, les collectivités, les acteurs de l'emploi, les collectifs économiques et entreprises, les organismes de formation, les consulaires. Identifier plus précisément les autres acteurs (à valoriser comme nouveaux entrants).
- Analyser les impacts comparés des supports de communication physiques (médias d'une part, kits de communication d'autre part), supports numériques, démarches de contact direct et d'accompagnement.
- Identifier le rôle perçu des services de l'Etat (SGAR, DRTEFP, DRAF, DRAM) et des Organismes Intermédiaires (Région, OSEO, Département de la Manche, etc.).
- Valider ou invalider l'image de complexité des procédures et de la mobilisation concrète des fonds.
- Faire appel à la créativité des bénéficiaires pour identifier des moyens de valorisation des réalisations issues des financements des fonds structurels (contenu possibles des supports de type kit).
- Identifier quels seraient les acteurs les mieux à même, pour les bénéficiaires, d'assurer une démarche d'accompagnement dans la communication : Région, relais Europe Direct, acteurs locaux mandatés pour le faire, autres...

B. LES QUESTIONNEMENTS POUR LE GRAND PUBLIC

- Mesurer la notoriété des supports grand public : brochure *Innovons en Basse-Normandie*, article de presse Ouest France, sites internet SGAR et Région, journée de lancement 2008, passages télé...
- Lister les types de projets identifiables par les personnes comme ayant reçu un financement européen via un fonds structurel. Interrogation spontanée puis assistée en fonction des domaines récurrents aujourd'hui pour le FSE (formation, appui aux publics cibles, aide à la création...). *On peut seulement citer des pistes pour le FEDER, mais pas de domaine marquant.*
- Identifier la perception de l'Europe par l'opinion publique, au-delà des seules subventions : apport de méthodes de travail et d'évaluation, échange de pratiques et capitalisation locale, régionale, nationale, européenne, articulation des différents niveaux territoriaux, évaluation des impacts...
- Identifier la manière dont peuvent se formuler pour les citoyens des demandes, attentes ou projets qui pourraient aller vers un appui des fonds structurels.
- Interroger les personnes sur leurs propres besoins en matière de communication vis-à-vis de l'Europe et des fonds structurels. Informations sur les projets possibles, sur les procédures, sur les aides et appuis, sur les engagements... ?

VI. LA BIBLIOGRAPHIE

A. LE CONTENU DES FONDS STRUCTURELS EN BASSE NORMANDIE

- Synthèse de la table ronde et des ateliers de la journée de lancement 9 juin 2008
- Liste des bénéficiaires actualisée en juin 2009 : www.projetsdeurope.gouv.fr/actu-news.php?id_article=5646&lang=fr
- Document Opérationnel de Mise en Œuvre (DOMO FEDER) : <http://www.crbn.fr/images/documents/souvirir-monde/DOMO.pdf>
- Fiches d'orientation FSE : http://www.cr-basse-normandie.fr/images/documents/souvirir-monde/fse-fiches_orientation.doc
- Document Régional de Développement Rural (DRDR FEADER) : www.cr-basse-normandie.fr/images/documents/souvirir-monde/feader-drdr.pdf

B. LA COMMUNICATION SUR LES FONDS STRUCTURELS EN BASSE NORMANDIE

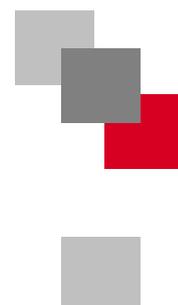
- Brochure Avec l'Europe innovons en Basse-Normandie
- Brochure Guide de l'Elu Basse-Normandie
- Brochure L'Europe s'engage pour une politique de cohésion économique et sociale, dynamique et ambitieuse
- Lettre d'information mensuelle de la Représentation de la Basse-Normandie à Bruxelles : www.cr-basse-normandie.fr/index.php/la-region/la-region-communique/mois-de-leurope

C. LES ETUDES D'IMPACT ET D'IMAGE SUR LES FONDS STRUCTURELS EN BASSE-NORMANDIE

- Rapport annuel d'exécution 2007 = contexte socio-économique et données générales
- Rapport annuel d'exécution 2007 = données de réalisation par programme
- **Plan de communication FEDER en Basse-Normandie**, programmation 2007-2013. Notamment 1ère partie : diagnostic et objectifs. Document SGAR/Région.
- **Communiquer sur l'intervention des fonds européens en France**. Evaluation des actions 2000-2006, recommandations pour 2007-2013. DIACT.
www.projetsdeurope.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT_EVALUATION_COM.pdf
- **La connaissance et la perception de l'action de l'Union européenne et des fonds européens auprès des Français**. Zoom régional dans l'étude in extenso de l'IFOP. Plus en ligne sur le site de la DIACT.
- Contribution de la Région Basse-Normandie au Livre Vert sur la qualité des produits agricoles :
<http://ec.europa.eu/agriculture/quality/policy/consultation/contributions/257.pdf>

III. Phase 1B :

L'étude qualitative auprès du grand public



I. PERCEPTIONS ET REPRÉSENTATIONS GLOBALES SUR LA BASSE-NORMANDIE

A - EN TOILE DE FOND : LA REGION BASSE-NORMANDIE VUE PAR SES HABITANTS

★ Aux yeux de nos interviewés, la Basse-Normandie, représente une **région « où il fait bon vivre »** :

- Une diversité et complémentarité géographique des 3 départements : l'Orne, la Manche et le Calvados ; un bon « mix » campagne / ville / littoral, avec toutes les qualités de l'un et l'autre type de sites : calme, sérénité, douceur de vivre, emploi, offre culturelle, dynamisme...
- Une proximité avec de grandes villes comme Paris et Nantes
- Une richesse culturelle et gastronomique qui contribue à la forte attractivité touristique
- Un vivier en **termes d'écoles et formations** (bonne réputation des établissements)

→ Un attachement fort des Bas-Normands à leur région

« La Basse-Normandie, moi je suis normand d'origine donc je suis très attaché, je pense que c'est une belle région, d'un point de vue touristique, on voit qu'il y a beaucoup de monde et même d'un point de vue historique, je crois que c'est la région la plus visitée de France voire d'Europe depuis presque un siècle. » (Ingénieur d'affaires)

« Je pense que c'est une région agréable à vivre, malheureusement il y a la météo... mais elle est agréable à vivre. Elle mérite d'être connue. On a tout, les forêts, la plage. » (Commercial à la SNCF)

« Je trouve que c'est une ouverture sur la mer et c'est que à deux heures de Paris, pas assez proche de Paris d'ailleurs, ça pourrait être un grand sujet. Je pense que c'est une alliance de terre et mer et je pense à la qualité de vie. Je pense à la complémentarité des 3 départements avec l'Orne, très centrée sur la terre, la Manche, très centrée sur la mer et le Calvados, un peu les deux. » (Conseillère en formation)

« Il y a un attrait : on vit dans une assez belle région, assez simple, la vie sociale, le coût de la vie, le logement, tout est correct par rapport à Rennes où je vois avec mes amis qu'au niveau coût de la vie, c'est plus cher, on est à quelques minutes de la mer, il y a tout un côté qui est très bien. » (Surveillant lycée)

« Une certaine valeur des choses, les gens sont attachés à leur région. » (Responsable Crédit Agricole)

« On y vit bien. Au calme. » (Infirmière Libérale)

▪ **Mais des points noirs sont évoqués :**

★ **Des infrastructures routières, ferroviaires et aériennes limitées ; un projet TGV qui ne semble pas voir le jour, un aéroport trop petit...**

« Un peu éloignée par rapport aux moyens de communication, c'est un handicap. Bon il y a l'autoroute mais au niveau des transports, du train, on est un peu délaissé. » (Commercial à la SNCF)

« Sinon c'est un peu à la traîne sur certaines choses, justement d'un point de vue desserte. Le train, c'est à la traîne, on est l'enfant oublié. Le TGV, c'est un vaste sujet... Apparemment à Paris Grenelle, Sarkozy ne l'aurait pas exclu, c'est quelque chose d'énorme. L'aéroport pourrait être amélioré aussi. » (Conseillère en formation)

« Mais le gros souci, à part le département de la Manche, il y a des gros problèmes d'infrastructures au niveau des routes, c'est archaïque. Au niveau du réseau ferroviaire, on a 20 ans de retard, c'est vraiment pénible de prendre le Caen-Paris. » (Surveillant lycée)

« On n'est pas très ouverts par rapport à tout ce dont on pourrait bénéficier en termes de communications. » (Responsable Crédit Agricole)

« Elle ne sait pas se développer en termes d'infrastructures pour continuer à se développer. Je pense au train notamment. Il y a un aéroport aussi mais il est tout petit, il n'y a pas de TGV, c'est abominable. Ça n'encourage pas les gens à venir s'installer ici, à venir monter des entreprises ici ou tout simplement à venir passer un week-end. [...] C'est la cata complète sur les infrastructures. J'aime ma région mais alors c'est la cata. Certes on a un aéroport mais il n'est pas dimensionné pour accueillir des avions de grosses capacités. Je sais que la piste va être rallongée mais ça va prendre quelques années. Pour le train, il n'y a pas de TGV. Ça manque. J'ai 28 ans, et depuis que je suis né j'entends parler de TGV en Basse-Normandie et 28 ans après il n'est toujours pas là. » (Ingénieur d'affaires)

« Ça ne se développe pas car il n'y a pas de moyens d'accès et sur un plan économique ça ralentit. En 20 ans il y a 40% des commerces qui ont disparu. » (Responsable Crédit Agricole)

« Peut-être une région un peu loin de Paris, je trouve. Un peu éloignée par rapport aux moyens de communication, c'est un handicap. Bon il y a l'autoroute mais au niveau des transports, du train, on est un peu délaissé. [...] Sur le plan économique, je pense qu'on manque un peu d'impulsion pour éviter que les gens partent. Il y a quand même des grandes écoles, il y a moyen de faire quelque chose d'intéressant mais elle souffre d'autres régions plus attractives à côté comme la Bretagne qui sont plus désenclavées... c'est un peu le bout de la France ici, la presqu'île de la France. » (Commercial à la SNCF)

« S'il y avait des dessertes plus importantes dans la région, peut-être ça aiderait à faire venir les grandes entreprises. C'est quelque chose qui me choque assez. » (Conseillère en formation)

« Les Parisiens qui veulent venir ici mettent aussi longtemps que pour aller à Bordeaux ou à Marseille alors qu'on n'est pas très loin. Et au lieu de concrétiser le projet du TGV pour faire avancer les choses, on n'avance pas aussi vite que les autres régions de France » (Conseillère en formation)

- Pour certains, des **ressources mal exploitées** (exemple cité du centre ville de Caen : terrains vides, vieux bâtiments...)

« A Caen, il y a tout un quartier qui est totalement en friche, j'ai toujours vu ça en friche avec des vieux bâtiments, ils ont installé l'école des beaux-arts, le Cargo, mais derrière, il y a pas mal d'hectares récupérables, [...] c'est des coins totalement oubliés de Caen. Je ne sais pas ce que font les mairies, les régions, moi quand je passe devant, je jette un œil et je vois tout le temps cette poche d'inutilité. [Du coup, vous vous demandez s'il y a vraiment une stratégie derrière ça ?] Voilà. » (Surveillant lycée)

- ★ **Une situation économique en berne**, avec notamment des « symboles » locaux et des petits commerces touchés par la crise actuelle (fermetures, délocalisations, investisseurs de plus en plus rares...)

« On avait des grandes entreprises qui ont malheureusement disparu comme la SMN ou Moulinex. [...] Avec la crise qu'on subit, ça a peut-être cassé le dynamisme économique. On vit beaucoup de sous-traitants automobiles et là avec la crise, ça va affaiblir la région. » (Commercial à la SNCF)

« Je pense que l'automobile est touchée par la crise, le petit commerce est touché aussi. Quand vous interrogez les cabinets comptables, ils vous disent tous que c'est la sinistrose. 80% de l'économie c'est les PME et elles sont beaucoup touchées, le secteur du bâtiment aussi est touché. » (Conseillère en formation)

« Moi qui vis depuis 15 ans à Caen, j'ai vu la SMN fermer, vous voyez la friche des usines Moulinex quand vous allez faire vos courses, c'était 700 personnes sur le carreau d'un coup. La SMN, c'était 1 100 personnes, Philips qui a récemment bouclé aussi et qui faisait vivre des commerçants, des trucs comme ça. Les boîtes qui ont ouvert récemment, les services d'appels, c'est du travail de 30 heures, et à part ces emplois un peu précaires, il n'y a pas eu vraiment une boîte qui a ouvert. On aura Ikea dans un an et demi, ça va créer 270 emplois je crois mais il n'y en a pas d'autres... » (Surveillant lycée)

« Cherbourg a eu de meilleurs moments qu'actuellement. Avec notamment Toyota qui est parti. » (Retraité)

« Les gens ne savent même plus où est Saint-Sauveur-le-Vicomte. Les jeunes n'ont pas envie de s'installer et pourtant on a un maire dynamique. La Basse-Normandie, c'est donc un caractère basé sur la ruralité, on n'est pas tellement ouvert parce qu'on est un peu une péninsule. » (Responsable Crédit Agricole)

« Économiquement on n'est pas au top. Nous on le perçoit chez nos patients aussi, les gens ne sont pas très rassurés pour ceux qui ont du travail. On a du chômage technique mais les gens n'ont pas été mis au chômage. On sent bien que les gens ne sont pas forcément très bien. » (Infirmière Libérale)

- ✦ En arrière-plan, une région qui souffre d'une **image climatique peu avantageuse** : pluie, basses températures...

« Quand les gens pensent à la Basse-Normandie, ils pensent tout de suite à grisaille et à la pluie, alors que ce n'est pas forcément vrai. » (Conseillère en formation)

- ➔ **Le sentiment d'un certain isolement, un véritable point noir pour l'attractivité de la région (tant au plan économique que touristique).**

Un manque d'attractivité qui engendre un exode des jeunes diplômés vers des villes plus « dynamiques ».

« Le gros problème avec ma génération, c'est que ce n'est pas une région qui garde ses jeunes. Les jeunes sont obligés de partir sur Rennes, Nantes voire la région parisienne pour trouver du travail parce qu'on a quand même tout un vivier de formation mais il n'y a pas un grand tissu économique qui fait qu'il y a des créations d'emplois dans la région. Sur 10 amis, j'en ai 7 qui sont partis sur Rennes, Paris, Nantes,... La région ne garde pas ses ingénieurs. » (Surveillant lycée)

- ✦ Cependant, en dépit de ces représentations, les interviewés soulignent que la région est dotée d'un très **fort potentiel de développement** ; selon eux une certaine **passivité des acteurs économiques** contribue à faire périlcliter la situation économique de la Basse-Normandie...

« Aujourd'hui je crois que c'est une région qui économiquement est en déclin et qui n'a pas su rebondir. Je dis ça parce que je suis acteur professionnellement dans la région, je recrute des gens et je vois que c'est une région qui ne bouge pas, les us et coutumes ont du mal à évoluer et en termes d'infrastructures, ça ne suit pas. Il y a mon côté normand qui reste attaché à la région et l'autre qui a envie de dire 'bougez-vous'. » (Ingénieur d'affaires)

« On est très attaché à notre région mais on ne fait rien pour la développer. » (Responsable Crédit Agricole)

B - REPRESENTATIONS DETAILLEES DU TISSU ECONOMIQUE DE LA BASSE-NORMANDIE

★ Plusieurs secteurs d'activités sont perçus comme étant des **secteurs clés sur lesquels s'appuyer pour revaloriser la région** :

- **En majeur, l'agriculture** : première région agricole notamment pour la production de produits laitiers (beurre, fromages ...) mais aussi, la production de fruits (surtout les pommes), de légumes (poireaux notamment) et l'élevage
- **Le secteur de l'industrie automobile** : la région a connu de belles réussites mais le secteur est aujourd'hui touché par la crise économique
- **Le nucléaire** est en développement : GANIL (Grand accélérateur national d'ions lourds), construction d'un réacteur EPR

« Bon ils essayent de redynamiser le site avec des cartes à puces, des produits de demain. C'est beaucoup plus technique, technologique. » (Commercial à la SNCF)

« On a aussi un accélérateur de particules qui s'appelle le Ganil et à ce niveau-là, je sais qu'ils communiquent avec les grands groupes et il y a 200 chercheurs étrangers qui travaillent au Ganil, il y a des interactions avec l'international. » (Ingénieur d'affaires)

« Il y a une forte volonté de développer le nucléaire avec la construction du réacteur EPR. C'est le premier, si ça fonctionne, ça sera dupliqué. » (Ingénieur d'affaires)

★ Les **potentialités liées au tourisme** sont nombreuses (richesse de la région) mais perçues comme **aujourd'hui insuffisamment exploitées**

« Je trouve que le département a axé sur le tourisme, ils ont mis beaucoup de fonds dans le tourisme, mais j'ai l'impression qu'ils ne font pas ce qu'il faut. La région ne se met pas assez en avant, on ne parle pas assez de nous et de nos atouts. » (Infirmière Libérale)

★ Il en est de même pour **l'écologie et le développement durable** : deux courants en vogue aujourd'hui qui mériteraient une plus grande mise en avant pour valoriser et se différencier des autres régions de France

➔ **Au final, un potentiel de revalorisation important, des ressources nombreuses pour faire émerger la région, mais un manque de dynamisme perçu : une « offre bas-normande » à mettre davantage en avant.**

Un écueil appuyé par une communication perçue comme faible sur la région.

II. PERCEPTIONS ET REPRÉSENTATIONS GLOBALES DE L'UNION EUROPEENNE & DES FONDS EUROPÉENS

A. PERCEPTIONS ET REPRESENTATIONS DE L'UNION EUROPEENNE ET DE SON INTERVENTION EN FRANCE

1) Une image de l'UE très valorisante

- ★ La grande majorité des interviewés ont une image positive de l'Union européenne. Elle est d'abord perçue comme une **source de financement importante pour la France et pour la Basse-Normandie.**

Dans ce contexte, **la PAC est fréquemment évoquée par les interviewés.**

« Ca peut être la PAC, on est plutôt concerné dans la région. [...] J'ai la sensation que l'Union européenne touche tout le monde. On est concerné par l'UE. Même d'un point de vue économique, aides,... il y a des gens qui bénéficient d'aides autour de moi alors que c'est des petites structures au fin fond de la campagne. Ca, je pense que c'est une force, ça concerne tout le monde. » (Ingénieur d'affaires)

« Pour moi, Union européenne, ce que j'entends, c'est elle qui distribue des subventions à la région pour essayer de développer des centres comme les hautes technologies. Moi je vois subventions pour UE. Comme les paysans, je vois les quotas laitiers, la PAC, tout ça. » (Commercial à la SNCF)

« Au niveau agriculture, la Basse-Normandie est quand même très verte, pendant longtemps l'Europe a beaucoup aidé les agriculteurs avec les primes européennes. Au niveau agriculture, ça a quand même été bien. Bien sûr il va y avoir la disparition des quotas laitiers un de ces jours. L'Europe a été une chance pour les agriculteurs. Au niveau touristique, industriel, je ne sais pas si l'Europe peut jouer quelque chose dans l'avenir de la Basse-Normandie. [Donc quand on vous dit 'Union européenne', vous pensez d'abord aux aides de la PAC ?] Voilà, oui. » (Surveillant lycée)

★ Cependant, l'Union européenne n'apparaît pas uniquement comme pourvoyeur de fonds :

★ **Elle dicte des orientations stratégiques et des objectifs de développement** aux pays et aux régions

« Pour moi, c'est une façon de mieux développer notre pays et notre région en particulier grâce aux aides. La Normandie est très orientée agriculture donc l'Union européenne est là pour ça. Le tourisme aussi. En gros, toutes les décisions qui peuvent faire bouger sont prises par l'Union européenne et derrière tout le monde va être concerné par ces décisions- là. » (Ingénieur d'affaires)

« De l'argent et des politiques décidées au niveau de l'Union. C'est eux qui dirigent un peu, ils dispatchent ce que font les régions. [...] C'est quelque chose qui a de plus en plus d'emprise sur l'avenir de notre région. C'est elle qui appuie ou qui dit non en fin de compte, elle peut décider de l'essor ou non de la région. » (Commercial à la SNCF)

▪ **Elle apporte un équilibre sur la scène internationale** : l'UE est un acteur indispensable pour contrebalancer le pouvoir des États-Unis ou des pays émergents comme la Chine ou l'Inde.

« Globalement, je pense que l'Union européenne, ça inspire une force, une entité qui peut faire face à des pays comme les USA ou la Chine. » (Ingénieur d'affaires)

« Je pense que c'est un contrepoids par rapport aux autres puissances. On pèse davantage, encore faut-il s'entendre. » (Conseillère en formation)

« Je suis de la génération qui a vu naître l'Union européenne et pour qui ça représentait un espoir merveilleux. Le poids de l'Europe dans un monde où il y a les États-Unis avec leur superpuissance, la Russie qui se modernise beaucoup. Ça équilibre. » (Retraité)

« L'Union européenne, ce sont les pays qui se réunissent pour définir une politique commune pour faire en sorte que l'Europe puisse faire face aux différentes grandes puissances. [...] Je pense que l'Union européenne est quelque chose de positif, si on ne l'avait pas comment faire face à la Chine, au Japon, aux États-Unis, ainsi de suite ? À mon avis l'UE est primordiale, importante et nécessaire. » (Responsable Crédit Agricole)

▪ **Elle permet une facilité dans les échanges** : libre circulation des marchandises et des individus, facilité dans les échanges monétaires avec une monnaie unique, l'euro...

« Échanges économiques facilités. Les frontières s'ouvrent aux entreprises, aux artisans. » (Retraité)

« Sinon, c'est une simplification des échanges. Je pense que ça se mesure quand on voyage, tout est simplifié : la monnaie commune, la circulation des individus, tout ce qui est échanges monétaires... Je pense aussi au niveau scolaire. Les jeunes qui rentrent dans des écoles ont forcément un séjour à l'étranger dans leur cursus. Au niveau de la justice aussi, ça permet un échange plus important, un partage des fichiers... Au niveau de l'implantation des entreprises, je pense que ça doit simplifier les choses, concrètement, je vous dis ça mais je ne sais pas. » (Conseillère en formation)

2) Mais quelques zones d'ombre viennent entacher cette image

✦ Malgré tous les bénéfices apportés par l'UE, des zones sombres :

- Une certaine **perte d'identité nationale**
- **Une union / « rassemblement des Européens » parfois vue comme plus politique, théorique que véritablement concrète** : augmentation du nationalisme, nostalgie du franc...
- Pour certains, le sentiment que les **directives économiques et politiques européennes bident les décisions au niveau national et régional** : des directives trop éloignées de la réalité, une marge de liberté restreinte voire un nivellement par le bas...

« On veut absolument nous faire passer pour des Européens mais ça reste au niveau politique tout ça. Je ne me sens pas européen mais bien français » (Retraité)

« Quand on voit la pêche, qu'ils payent les gens à casser leur bateau, c'est les quotas de pêche, elle décide beaucoup l'Union européenne. C'est un investissement fort mais j'espère qu'on ne perdra pas notre identité à cause de ça. On perd beaucoup d'identité en fin de compte. Mais on est obligé de passer par là parce que s'il n'y a que nous, on est mort, on ne peut pas s'en passer. » (Commercial à la SNCF)

« J'ai reçu l'autre jour un document concernant l'Europe où ils sont en train de travailler sur la quantité de sel dans les fromages, je me dis 'ils n'ont pas autre chose à faire ?' Tout ça pour embêter les producteurs de fromage... c'est d'une crétinerie. Ils viennent chercher la petite bête. » (Infirmière Libérale)

« Après quand on vous dit 'vous les Français, vous avez le taux de travail le plus bas, il va falloir s'aligner' ça fait moins sourire. Quand on fait partie du pays qui va être tiré vers le bas, ça fait moins sourire, ça veut dire un alignement. » (Conseillère en formation)

B. PERCEPTION DE SON INTERVENTION DANS LA RÉGION

✦ Une intervention connue dans l'absolu, mais une **faible visibilité sur les actions concrètes...**

« Je ne saurais pas vous dire ce qu'elle fait exactement. J'imagine qu'il doit y avoir des problématiques communes... » (Conseillère en formation)

✦ La seule intervention concrète de l'Union européenne dans les régions est la **Politique Agricole Commune (PAC)** et / ou, plus généralement, les aides agricoles.

« La PAC, c'est le premier point. » (Ingénieur d'affaires)

« Je ne sais pas... avec les paysans pour les quotas laitiers... » (Commercial à la SNCF)

« Je crois que beaucoup d'agriculteurs auraient disparu sans les aides européennes. » (Retraité)

C. NOTORIETE ET PERCEPTIONS DES FONDS EUROPÉENS

- ★ En spontané, on constate que les fonds européens restent **peu connus des personnes rencontrées.**

En effet, les interviewés n'ont qu'une **connaissance très vague des fonds européens** et n'en connaissent pas les noms (seuls 2 interviewés ont évoqué le FEDER)

*« J'en ai entendu parler mais... Telle région a le droit à tant et elle essaye d'en faire le meilleur usage. »
(Commercial à la SNCF)*

« Oui, j'en ai entendu parler. Je n'en sais pas grand-chose. » (Surveillant lycée)

« J'en ai entendu parler mais je ne sais pas quand ils sont débloqués, leur rôle, les circonstances... Je ne vois pas... Aucun de mes collègues de banque ne m'en a jamais parlé. Je n'ai pas véritablement la vision. » (Responsable Crédit Agricole)

*« J'en ai entendu parler dans la communauté de communes. Il y a le FEDER. Je ne sais pas dans quel but c'est. Je sais qu'ils participent financièrement mais je ne sais plus exactement pourquoi ils sont donnés. »
(Infirmière Libérale)*

❑ Images associées au FEDER.

✦ Sur présentation, le FEDER est décodé comme étant un fonds qui a pour but de **favoriser l'innovation, le développement des territoires et la protection de l'environnement.**

✦ Mais si son utilité est incontestée, des questionnements subsistent :

- **Quelles sont les applications concrètes ?**
- **Est-il derrière les grands projets de la région ? → un manque de visibilité...**

*« Je pense que c'est fait pour essayer de structurer le développement de certaines branches. Pour que l'argent investi serve à quelque chose. Pour favoriser certaines branches. Je pense que c'est l'agroalimentaire qui profite beaucoup de ce fonds, les entreprises de bâtiment, peut-être, je ne sais pas. »
(Commercial à la SNCF)*

« Oui, j'en ai entendu parler. Je pense que c'est les entreprises qui peuvent en bénéficier pour tous projets novateurs dans quelque domaine que ça soit j'imagine. J'ai entendu le nom 'FEDER'. J'ai l'impression que c'est dans n'importe quel domaine... Ca existe dans la formation il me semble. Je ne sais pas si ça s'appelait FEDER mais j'ai participé à l'évaluation de deux projets européens, un dans le domaine informatique et un dans le domaine social. » (Conseillère en formation)

« Jusqu'à maintenant, la protection de l'environnement n'a pas été le problème majeur mais ça le devient. Pour l'innovation, la recherche technologique et autre, c'est très utile. Il y a des audaces qu'on n'aurait pas sans ce secours. Par exemple pour la recherche contre le cancer, Caen a déjà les installations performantes. » (Retraité)

« Je ne connaissais pas. Je vois bien à quoi ça correspond puisqu'on a beaucoup de pôles de compétitivité en Basse-Normandie. On a un pôle qui s'appelle MOV'EO, qui est plutôt orienté industrie automobile. On a un autre pôle qui s'appelle CTN, sur les technologies nouvelles. Si ça se trouve, ils sont financés en partie par l'Europe. Je vois bien ce que font ces pôles. Si l'Union européenne se cache derrière ça, c'est vraiment très bien. [...] Ces deux pôles, leur rôle c'est vraiment de se faire parler les entreprises entre elles. Si derrière il y a un appui de l'Union européenne, ça peut donner une vision macroscopique. Je ne sais pas si le FEDER se cache derrière ces pôles » (Ingénieur d'affaires)

❑ Images associées au FSE

- ✦ Tout comme le FEDER, le FSE (Fonds social européen) reste peu connu des interviewés. Après une brève explication, ils le rattachent à la **lutte contre le chômage, en proposant des formations, des aides pour la réinsertion, le lancement de nouveaux projets...**

« J'imagine que c'est les gens qui se retrouvent au chômage qui ont des projets de création d'entreprise ou des entreprises qui veulent développer un autre secteur d'activité, de développer leur entreprise d'une autre façon. » (Ingénieur d'affaires)

« Je pense que c'est quelque chose pour aider les gens, comme il y a pas mal de restructuration, pour aider les gens à se reconvertir pour retrouver un autre emploi. Les centres d'appel se sont beaucoup développés sur Caen, ils ont dû en bénéficier pour aider les gens à se reconvertir à une nouvelle technologie qu'ils ne connaissaient pas. » (Commercial à la SNCF)

- ✦ Cependant, quelques interviewés peinent à voir l'utilité concrète de ce fonds : **le FEDER peut-il véritablement aider à endiguer les problèmes de chômage**, particulièrement fort dans la région ? Comment l'UE peut-elle se substituer aux acteurs locaux sur cette problématique ?

« Je ne vois pas concrètement comment l'Union européenne va favoriser le retour à l'emploi. J'aurais tendance à dire que c'est plutôt des actions de terrain. C'est plutôt aux conseils généraux, mairies, départements, à la région de manière générale de s'occuper de ça, qui connaît mieux le tissu local. Je ne sais pas si l'Europe peut avoir un rôle pertinent. Comme ça en vrac, j'aurais tendance à dire que c'est de l'argent qu'on balance sans trop savoir ou ça va et à quoi ça va servir. » (Ingénieur d'affaires)

« Je ne peux pas être contre. Mais je vois en Basse-Normandie, j'ai l'impression qu'il y a de plus en plus de personnes qui sont au chômage et je ne vois pas comment ces fonds-là ont été utilisés pour freiner le chômage en Basse-Normandie. Le Crédit Agricole a créé un point passerelle pour mettre à disposition des gens pour que la personne puisse créer une petite entreprise. On leur fait un prêt à taux zéro jusqu'à 20000 euros de manière à ce que ces personnes puissent retrouver une activité professionnelle. On a déjà monté 120 dossiers. Ce que vous me dites au niveau de ce fonds-là, si je fais un comparatif, le Crédit Agricole, c'est du concret, là ça me paraît très abstrait. Ca ne me parle pas. » (Responsable Crédit Agricole)

□ Images associées au FEADER

- ★ Quant au FEADER, ce dernier est **souvent assimilé à la PAC** en raison de sa cible, les agriculteurs.

« Je pense que c'est les agriculteurs et les éleveurs qui peuvent en bénéficier. C'est peut-être ça qui a fait survivre certaines exploitations, ça fait qu'il y a une politique commune. Si je comprends bien, les quotas laitiers, ce n'est pas au point... Je pense quand il y a des catastrophes, des difficultés... » (Conseillère en formation)

« Ca doit être celui-ci dont les agriculteurs se plaignent. Ils disent que c'est au profit des grosses structures. C'est un peu ce qui ressort quand mes patients m'en parlent. » (Infirmière Libérale)

En outre, il est important de noter que la PAC n'est pas toujours bien perçue par les interviewés, qui y voient une source de dépense importante pour une frange restreinte de la population : des agriculteurs trop souvent aidés par les fonds européens au détriment des autres. Dans ce contexte, la PAC impacte négativement l'image du FEADER.

Ainsi, le FEADER est perçu comme un **fonds supplémentaire à destination des agriculteurs**.

« Je ne connaissais pas, je ne sais pas s'il y a un lien avec la PAC. C'est un peu la même réflexion que pour le FSE. Je pense que c'est plutôt aux collectivités locales de s'impliquer dans ce genre de choses, elles connaissent mieux les contraintes de la région, encore une fois je mets le FEADER dans le même panier que la PAC, c'est de l'argent qu'on balance sans trop savoir ou ça atterrit sans savoir si c'est pertinent. Aujourd'hui, j'ai l'impression que 70% des revenus des agriculteurs proviennent de la PAC, on ne sait pas où cet argent va... j'imagine que ce fonds-là a la même utilité : encourager les jeunes agriculteurs à se lancer, renouveler leurs installations, maintenant est-ce que c'est à l'Europe de s'occuper de ça... je ne suis pas sûr. Est-ce que les députés européens qui votent sur ce type de fonds savent où va l'argent. » (Ingénieur d'affaires)

❑ Images associées au FEP

- ✦ Le FEP est fortement assimilé à une sorte de PAC pour les pêcheurs.
- ✦ Par ailleurs, ce fonds revêt, aux yeux de nos interviewés, une dimension écologique dans le sens où il pourrait protéger les ressources naturelles en **favorisant une pêche « plus responsable » et « plus propre »**, en aidant les intervenants à moderniser leur matériel par exemple.

« C'est pour essayer de sauvegarder les ressources. Heureusement que les pêcheurs sont encadrés, en mettant des périodes pour pêcher, pour protéger les ressources. Ça doit bénéficier aux armateurs, les usines qui traitent les produits de la mer pour se moderniser. » (Commercial à la SNCF)

« J'imagine qu'on peut en entendre parler... Peut-être pour redynamiser le secteur pêche, pour renouveler la flotte des bateaux pour qu'ils soient moins polluants, moins consommateurs de fioul, pour rendre la pêche plus compétitive. » (Surveillant lycée)

❑ Bilan sur les fonds européens

- ✦ Globalement, les fonds européens sont perçus positivement par les interviewés car ils **permettent de soutenir le développement d'une région et de la « tirer vers le haut », de la rendre plus attractive.**

« Tous ces fonds-là ça tire les gens vers le haut. Il doit y avoir des orientations stratégiques et ça permet aux gens de savoir dans quel sens va l'histoire, ça permet des investissements pour les exploitations et d'aller dans le sens attendu plutôt que de faire des investissements qui ne sont plus adéquats. » (Conseillère en formation)

« Si ça peut maintenir un tissu économique, voire l'améliorer pour l'attractivité et la création d'emplois, c'est merveilleux. » (Surveillant lycée)

« Ça permet de soutenir des projets. Le but de l'Europe, c'est de partager des fonds pour aider au développement d'une région j'adhère. » (Infirmière Libérale)

✦ Mais en mineur, **certains dénoncent** :

✦ **Le manque de communication et de médiatisation sur les fonds européens**

*« Après, il faudrait plus développer l'information sur ces fonds. Moi je n'étais pas au courant. »
(Surveillant lycée)*

« Un problème de communication. Si on ne communique pas aux gens que le fonds européen il existe et qu'il peut intervenir sur tel ou tel projet, ça ne sert à rien. » (Responsable Crédit Agricole)

✦ **La crainte que les fonds européens gommant les spécificités locales et engendrent une certaine perte d'identité** : des fonds qui serviraient à une sorte d'uniformisation des process pour lisser les différences entre les régions et entre les pays ?

« Ce qui est intéressant, c'est qu'on ne reste pas à la traîne. Ce qui est peut-être dangereux, c'est qu'on perde notre identité sur certaines choses mais ça nous force à nous adapter au monde qui nous entoure. » (Commercial à la SNCF)

III. REPRESENTATIONS DE L'INTERVENTION DE L'UNION EUROPEENNE EN BASSE-NORMANDIE

A. UN NIVEAU DE CONNAISSANCE FAIBLE

★ **Une très faible connaissance du niveau d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie**

« Je n'en perçois rien. Localement, je n'ai pas l'impression que derrière tel ou tel projet l'Union européenne se cache... mais sinon, non concrètement, je n'ai pas l'impression que l'UE se cache derrière de grands projets novateurs. » (Ingénieur d'affaires)

« J'ai l'impression qu'en Basse-Normandie on est les parents pauvres de l'Union européenne. Je ne vois pas tellement les impacts, les aboutissants en Basse-Normandie. Je n'ai pas l'impression que l'UE... qu'on va être bénéficiaires de ses œuvres. C'est impératif l'Union européenne mais l'impact de l'UE au niveau de la Manche, je ne vois pas tellement. Il n'y a pas quelque chose de palpable, de concret, on sait que ça existe, on voit Sarko à la télévision. Je ne vois pas tellement les retombées économiques en Basse-Normandie. » (Responsable Crédit Agricole)

★ **Cependant, à lecture du texte, [Pour la période 2007-2013, la Basse-Normandie bénéficie d'un peu plus de 447 millions d'euros apportés par l'Union européenne pour soutenir des projets en faveur de la création d'emplois, de la croissance économique par l'innovation et de la promotion du développement durable. Ces fonds sont gérés au niveau régional par les autorités publiques (Etat, Région, etc.), qui subventionnent les projets répondant aux critères et objectifs régionaux négociés avec l'Union européenne.] les réactions sont positives : un niveau d'intervention qui semble important dans la mesure où les fonds permettront de stimuler, développer la région et de la « maintenir à flot »**

« C'est la grosse surprise là. [...] Je ne savais absolument pas que l'UE apportait de tels fonds à la Basse-Normandie pour de la création d'emplois. C'est vraiment une excellente chose. Là vous m'apprenez vraiment quelque chose. [...] La région en a besoin je pense, on est un peu sinistré au niveau économique. On en a besoin. Aujourd'hui on cherche les secteurs qui se portent bien. » (Ingénieur d'affaires)

« En fin de compte, l'UE agit pour le bon essor de notre région. Elle essaye de mettre en place des aides pour sortir un peu la région de sa situation économique difficile. [...] Je pense que ça change plus en positif qu'en négatif. Heureusement qu'il y a ça parce que ça aide la région à faire vivre les personnes normalement, qu'on ne soit pas une région sinistrée non plus. Je pense que ça maintient la région à flot au niveau de pas mal de choses. » (Commercial à la SNCF)

- ✦ Mais en mineur, **quelques interrogations apparaissent, liées à la répartition et l'attribution des fonds** : qui pourra réellement en bénéficier ? Quelles sont les conditions, les critères ?

« Je lis beaucoup les journaux et on n'est pas beaucoup informés de cette somme, à quoi elle est allouée, à quels projets elle est liée. On n'est pas du tout informé là-dessus. » (Surveillant lycée)

« C'est bien mais ce que j'aimerais, c'est des exemples. Ils sont partis où ces 447 millions ? » (Responsable Crédit Agricole)

- ➔ **Des attentes clairement exprimées en termes de plus grande visibilité : une communication souhaitée sur ces fonds, leur existence, leur 'fonctionnement'...**

B. FOCUS SUR QUELQUES REALISATIONS CONCRETES

❑ **Le rétablissement du caractère maritime du Mont Saint-Michel**

- ✦ Ce projet a été **cité spontanément par deux interviewés** à titre d'exemple de l'intervention de l'UE en Basse-Normandie.
- ✦ Les interviewés interrogés sur ce projet comprennent avant tout qu'il s'agit ici de conserver un monument du **patrimoine mondial**. De fait, l'intervention de l'Union européenne est donc très favorablement accueillie, presque comme une 'évidence', d'autant que la commune du Mont Saint-Michel n'aurait pas pu mener ce projet seule.

« Je connais ce projet mais je ne savais pas que l'UE était derrière ça. C'est bien, le Mont Saint-Michel est classé au patrimoine mondial, c'est très bien que l'Europe s'implique là-dedans et qu'elle essaye de sauver des monuments qui derrière génèrent une activité touristique. » (Ingénieur d'affaires)

« Ca, au niveau touristique, j'en avais un peu plus entendu parler que l'Europe aidait pour les grosses infrastructures. C'est très bénéfique. Heureusement qu'il y a ça. Une petite commune comme le Mont Saint-Michel n'aurait pas pu faire tout toute seule, même avec l'aide du Département ou de la Région. » (Surveillant lycée)

« J'avais vu ce projet. C'est bien que l'UE intervienne là car tout le monde en profite. Ca appartient au patrimoine, c'est classé, donc je pense que ce n'est pas seulement l'Espagne, c'est une richesse internationale, on a fait l'équivalent en Espagne... Ce sont des choses qui appartiennent au patrimoine international. » (Conseillère en formation)

❑ La construction d'une nouvelle piscine par la Communauté de communes de Mortagne-au-Perche

✦ Sur relance, l'intervention de l'Union européenne dans ce projet a été particulièrement appréciée par les interviewés :

- ✦ une volonté de **mettre sur un même plan grandes et petites villes**
- ✦ un renforcement de **l'attractivité des zones rurales** (à la fois pour les touristes et pour les habitants).

« C'est pour pas laisser des gens de côté, les ruraux ont le droit à la piscine ou à Internet, autant que les urbains. Même les plus retirés peuvent bénéficier des avantages des urbains. Ça permet que tout le monde soit égal, ça nivelle vers le haut. » (Commercial à la SNCF)

« C'est super, quand on crée des zones d'attractivité comme ça, on développe le tourisme et l'attractivité et on développe l'économie. Ça développe l'attractivité du territoire. On crée des infrastructures qui vont développer l'économie. » (Conseillère en formation)

« Là je l'apprends aussi. Je pensais que c'était du ressort de la mairie, je ne savais pas que l'Europe intervenait dans ce genre d'infrastructures. J'imagine aussi qu'ils doivent intervenir pour l'éducation nationale pour la rénovation de lycées ou de collèges. C'est bien. Ça permet de maintenir une population dans cette région parce qu'il y a des infrastructures modernes, ce qui fait que les gens ne s'ennuient pas les week-ends et ont envie de rester dans ce secteur. » (Surveillant lycée)

« Je ne peux qu'approuver. A mon avis, une piscine dans une commune, ça ne peut être qu'attractif. Ça ne peut qu'inciter les gens à venir à la campagne et pouvoir bénéficier des mêmes infrastructures sociales, ludiques que dans une grande ville. Donc quand l'UE met à disposition des fonds pour ce genre de structure, je ne peux qu'applaudir des deux mains. » (Responsable Crédit Agricole)

❑ Le développement de la Cité de la Mer

- ★ L'intérêt touristique de ce projet fait l'unanimité parmi les interviewés : le développement de la Cité de la Mer va **attirer des touristes et donc relancer l'économie de la région.**

« C'est pour faire vivre le projet, qu'il se modernise. C'est pour attirer du monde au niveau touristique. C'est bien que l'UE intervienne, c'est bien pour la Normandie. » (Commercial à la SNCF)

« Tout ce qui est touristique comme ça, c'est un patrimoine partagé. De conserver une richesse internationale en commun, c'est normal. D'ailleurs on devrait étendre ça, il y a des richesses extraordinaires en Afrique, ça devrait concerner l'Europe. » (Conseillère en formation)

« Ah oui. Ça a ramené beaucoup de monde. D'un point de vue touristique, c'est très important mais le commerce de détail de Cherbourg n'est pas bon. » (Retraité)

❑ La réhabilitation et le développement du site historique et touristique du Château de Caen

- ★ Un projet fortement valorisé et apprécié pour son **impact sur le tourisme** et donc sur **l'économie de la région** : un site rendu plus esthétique et plus agréable → valorise la ville de Caen

« Je savais qu'il avait été restauré. Je ne savais pas que l'UE se cachait derrière. Là ça concerne plutôt les Bas-Normands. Ça va attirer des touristes donc ça va générer du business, donc c'est bon pour la Basse-Normandie. » (Ingénieur d'affaires)

« On a pu voir les résultats. C'est bien mais c'est vrai que je ne le savais pas du tout. Ces demandes de fonds ont dû se faire avant les travaux, on peut voir la réalisation mais tous les avant-projets avant construction de demandes d'aides faites par les mairies, les départements, ça on n'est pas au courant. On a vu le résultat mais on ne savait pas que l'UE était derrière. Je trouve ça bien, ça a des répercussions économiques, ça fait une ville plus chaleureuse, ça attire un peu de tourisme, ça ne peut être que bénéfique. » (Surveillant lycée)

❑ L'aménagement du Port de Cherbourg

- ★ Ce projet est jugé intéressant à plusieurs niveaux par les interviewés :

- ★ **Modernisation de la ville afin de la rendre plus attractive** : *« une ville qui va faire parler d'elle »*

- ✦ **Exploitation du port avec tous les avantages associés** : ouverture vers la mer et vers l'occident, redynamisation de la ville d'un point de vue économique, intensification des échanges...

« C'est très bien aussi parce que qui dit port, dit relation avec les autres pays, donc c'est très bien que l'UE s'investisse là-dessus. » (Ingénieur d'affaires)

« C'est très appréciable. La glorieuse époque des paquebots est passée depuis longtemps. A quoi servira ce très bel outil qu'est le port de Cherbourg. Les ferrys, ça marche mais je pense que le port en eaux profondes est un outil qui n'a pas trouvé sa pleine utilisation. Je pense que l'Union investit, non pas parce qu'elle aime bien les Bas-Normands, elle le fait partout où il y a des perspectives de modernisation, d'intensification économique. » (Retraité)

❑ BILAN

- ➔ **Des appuis à la valorisation et à la modernisation de la région bien vus, renforçant le sentiment de « fierté » des habitants : une aide à l'économie locale, un renforcement de l'attractivité de la Région ➔ les fonds contribuent de manière très positive à atténuer le sentiment d'isolement.**

C. LES ATTENTES CONCERNANT LA MISE EN AVANT DU TERRITOIRE

- ✦ Une communication nécessaire autour des fonds européens, **valorisant les répercussions en termes de valorisation du territoire et modernisation de certains sites...**

⇒ Une communication à faire à la fois auprès :

- **Des habitants (sentiment de fierté, attractivité locale, bassin d'emploi)**
- **Des touristes (potentiel de la région, aide au 'maintien' du patrimoine culturel)**
- **Des acteurs économiques étrangers, pour un renforcement des partenariats et échanges intra-européens**

« Pour mon quotidien à moi, le fait qu'on donne de l'argent au Mont Saint-Michel ou au château, c'est très bien, il y aura toujours des touristes et on est quand même une région ultra touristique et ça veut dire qu'il peut y avoir des créations d'emplois à la clé. Pour le port de Cherbourg, c'est plutôt une vision à long terme, c'est comment améliorer les infrastructures pour les échanges avec les autres pays donc je me sens moins concerné à court terme. Et puis le fait que si je vais un week-end au Mont Saint-Michel, et que l'UE participe à conserver le site dans le respect de l'environnement, c'est bien ça. » (Ingénieur d'affaires)

« Ce qui est bien, c'est de faire vivre toutes les choses qui sont à améliorer, c'est bien de redynamiser ces choses-là. Ca donne un coup de pouce à la modernisation de la région. » (Commercial à la SNCF)

« Intéressant pour le point de vue touristique, pour garder les gens sur place... Au niveau des infrastructures j'imagine que si la piscine de Mortagne, la piscine de Caen bénéficiera d'aides. Je passe tous les jours devant le château donc je profite aussi. C'est que des petites touches au quotidien mais ça nous permet de voir que l'Europe est là. » (Surveillant lycée)

« Pour les entrepreneurs, il faut avoir la bonne idée et il faut être bien entouré et bien conseillé pour bien démarrer. Si nous en Basse-Normandie, il y a des gens qui ont l'idée de créer une entreprise, il y a sûrement des gens qui ont la même idée en France et même ailleurs. Est-ce que l'UE ne pourrait pas donner des fonds... Peut-être qu'en Allemagne, un monsieur X a la même idée que moi en Basse-Normandie et faire en sorte que ces fonds arrivent aux personnes et qu'ils se parlent. Renforcer les synergies entre les entreprises de l'ensemble de l'Union européenne. C'est bien de donner des fonds mais en communiquant mieux et en renforçant ces synergies-là, ça donnerait encore plus de business. » (Ingénieur d'affaires)

« Partager des savoirs-faire entre entreprises aussi. Ca serait bien aussi. Ca reste un peu folklorique. Des chefs d'entreprise sont invités mais ce n'est pas passé en termes de réunions de travail. Il y a des échanges de projets, des validations mais ce n'est pas encore dans les mœurs. Ce n'est pas du vrai travail. Ca existe mais c'est trop anecdotique pour moi. » (Conseillère en formation)

★ Au plan des fonds à proprement parler et dans la continuité de cette volonté perçue de revaloriser la région, des attentes fortes sont exprimées en termes de **développement des infrastructures de transport**

« Tout ça c'est très bien, mais il y a des priorités et pour moi c'est le désenclavement, le TGV c'est la priorité. Si c'est compliqué de venir quelque part, il y a beau avoir des infrastructures... La priorité c'est les déplacements et les moyens de communication. Mortagne-au-Perche bon c'est bien mais les Parisiens ne vont pas là. Ca développera tout le reste je pense. [...] Il me semble qu'avoir une réflexion commune sur un réseau ferroviaire, c'est la priorité des priorités. » (Conseillère en formation)

« Pour que les entreprises puissent venir en Basse-Normandie, il faut qu'elles puissent avoir un accès. Un développement économique ne peut pas être si les infrastructures ne sont pas mises en place. [...] Pourquoi on ne crée pas un aéroport digne de ce nom. Pourquoi est-ce que Cherbourg n'aurait pas un aéroport pour communiquer, pour s'ouvrir ? On va mettre des centaines de millions d'euros dans le Mont Saint-Michel, pourquoi Caen n'aurait pas le droit d'avoir un aéroport ? Vous ne pouvez pas désenclaver une région en désensablant le Mont Saint-Michel. » (Responsable Crédit Agricole)

IV. REACTIONS A DES SUPPORTS DE COMMUNICATION

Comme nous l'avons vu précédemment, les connaissances sur les fonds européens sont faibles. Spontanément, la majorité des interviewés évoque n'avoir **ni lu, ni vu d'articles sur les fonds européens**. Quelques interviewés déclarent « en avoir entendu parler » sans pouvoir dire par quel média ni ce qu'ils ont reçu comme information.

« Non, je pense ; on voit des affiches quand il y a des travaux, on voit que l'Europe est dedans dans l'affichage, aussi bien en France qu'à l'étranger et sinon c'est à travers mon domaine. » (Conseillère en formation)

« Je lis beaucoup les journaux et on n'est pas beaucoup informés de cette somme, à quoi elle est allouée, à quels projets elle est liée. On n'est pas du tout informé là-dessus. » (Surveillant lycée)

« Je n'ai pas lu d'informations dessus, non. » (Retraité)

« Rien du tout, j'apprends tout avec vous. » (Responsable Crédit Agricole)

A. ÉVALUATION DE LA PLAQUETTE

1) Points forts

✦ Spontanément, la plaquette est **très bien accueillie**.

✦ Son **aspect informatif** sur les fonds est valorisé : elle renseigne bien le lecteur sur la variété des problématiques sur lesquelles l'UE intervient.

« Ca résume bien ce dont on a parlé. Ca fait bien ressortir à quoi ça sert, ou va l'argent, c'est fait pour quoi... » (Commercial à la SNCF)

« Je trouve que c'est bien. Ca donne une mesure des financements, on voit les chiffres au niveau Europe, France et Basse-Normandie. » (Conseillère en formation)

« Ca montre bien l'implication de l'UE et la diversité des secteurs dans lesquels elle intervient. » (Ingénieur d'affaires)

« Ca explique bien les aides de l'Union européenne dans la région, comment elle aide à développer la région. » (Commercial à la SNCF)

« Je trouve que c'est bien. Ca donne une mesure des financements, on voit les chiffres au niveau Europe, France et Basse-Normandie. Le détail, ça donne une répartition de l'argent. » (Conseillère en formation)

« On voit que toutes les branches professionnelles sont quand même touchées par ces aides européennes. » (Surveillant lycée)

« On y apprend plein de choses. Ca donne vraiment l'impression que l'UE s'implique dans le développement de la région. C'est très bien. » (Responsable Crédit Agricole)

« Ca renseigne bien sur ce que sont les fonds. » (Infirmière Libérale)

★ **La mise en page** du document est également une des forces notées par les interviewés : ils apprécient notamment **la clarté, les couleurs et les images** présentées.

« La première page est super bien faite. On part de l'Union européenne, on se focalise sur la France, puis sur la Basse-Normandie, on comprend bien comment c'est structuré et ça c'est bien. » (Ingénieur d'affaires)

« La mise en page, avec les pièces, on voit que c'est beaucoup d'argent. Les couleurs, le vert et le bleu, le bleu pour la mer et le vert pour l'agriculture, c'est comme la région, ça représente la région telle qu'elle est. Les photos, on voit la pêche, on voit le Mont Saint-Michel... » (Commercial à la SNCF)

« C'est les couleurs de la région, le bleu et vert, la mer, la terre et c'est des images de la région donc c'est bien. C'est très bien que le papier ne soit pas glacé, c'est bien qu'on voit que ça ne soit pas trop chicos, il faut montrer l'exemple. » (Conseillère en formation)

« La mise en page me plaît, c'est synthétique, c'est très clair, ce n'est pas fouillis, c'est très bien fait, ça synthétise avec les objectifs. Impeccable. » (Surveillant lycée)

« La mise en page, je trouve qu'elle est synthétique tout en étant complète. Quand vous faites des projets, si vous en mettez une palanquée, les gens se noient. Il faut qu'il y ait 4 ou 5 grands titres donc là, elle est... ça va. Très bien. C'est clair. C'est parlant. Les couleurs sont biens, elles ne sont pas agressives. Elles sont douces. » (Responsable Crédit Agricole)

« J'aime bien la forme, ça me convient. » (Infirmière Libérale)

★ **Le ton de la plaquette est également apprécié** par quelques interviewés. Celui-ci est jugé **positif et pédagogique**.

« On sent qu'ils veulent aller de l'avant. C'est 'soutenir la stratégie', 'renforcer la compétitivité', 'soutenir le développement', on donne des axes, on sent que c'est réfléchi. » (Ingénieur d'affaires)

« C'est explicatif, descriptif. On voit l'argent, à quoi ça va servir. C'est succinct mais on voit un peu la direction des aides qui nous sont destinées. » (Commercial à la SNCF)

« On sent qu'il y a un désir d'information des gens. » (Conseillère en formation)

2) Points faibles

★ Le manque d'ancrage dans le « concret » de la plaquette est unanimement soulevé. L'absence d'exemples d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie est regrettée

« On y apprend plein de choses. Ça donne vraiment l'impression que l'UE s'implique dans le développement de la région. C'est très bien. Ce que je trouve un peu dommage c'est qu'on ne voit pas comment. Ils ne donnent pas les moyens. Par exemple pour le FEDER, ils disent 'renforcer la compétitivité des filières...' 'Ok, mais comment ? C'est plutôt ça le problème. Comment concrètement on va renforcer notre compétitivité ? Deux trois exemples de projets, ça aurait pu être sympa pour voir quelle est l'implication de tout ça. [...] J'ai un peu l'impression que c'est des paroles quoi. C'est très bien 'préserver la qualité de l'environnement', maintenant comment concrètement on va aider les particuliers et les entreprises à le faire ? » (Ingénieur d'affaires)

« Ca manque de concrétisation, voir plus de concrétisation, des exemples d'entreprises. » (Commercial à la SNCF)

« Par contre, ce que je ne trouve pas bien du tout, c'est qu'ils ne donnent pas d'exemples concrets. Les gens ils verront ça, ils ne se rappelleront de rien, je vous le dis tout de suite. Il faut leur dire 'renforcer la compétitivité de la filière agroalimentaire', un exemple ; la filière équine, un exemple. Je donnerais un exemple à chaque fois. Par rapport à la région. » (Conseillère en formation)

« Ca synthétise ce que nous avons dit. C'est par les exemples que vous m'avez donnés que j'ai réalisé à quoi servaient ces fonds parce qu'on sait la somme allouée mais comme il n'y a pas d'informations, ce n'est pas très clair au niveau des explications, dans les exemples précis quand il y a des projets, on n'est pas au courant. Quand on voit les exemples précis, on voit que l'Europe aide. Ca manque d'exemples comme ça dans la brochure. » (Surveillant lycée)

« Elle est très parlante cette brochure. Si on lit tout ça, c'est fabuleux. Par contre, la mise en application, j'ai du mal à vraiment percevoir ce que ça a généré dans nos régions. Ca manque de concret. 'Améliorer la compétitivité des secteurs agricoles...', 'favoriser les pratiques pour préserver l'environnement' en termes de quoi ? Je ne vois pas. » (Responsable Crédit Agricole)

« Sur le fond, donner des exemples de projets. Le Mont Saint-Michel, le château ducal, ça parle aux gens et dire comment on va y arriver. C'est très bien mais comment. » (Ingénieur d'affaires)

« Ca manque d'un exemple frappant, de ce que ça a donné. [...] Il faudrait mettre les résultats, les réussites. Plus de concrets, plus d'image. Là, c'est un peu la cagnotte, ça parle beaucoup d'argent. C'est bien mais il faudrait voir le résultat de tout ça. » (Commercial à la SNCF)

- ✦ Pour certains, le **manque d'information quant aux critères d'attribution et à la répartition des fonds** est relevé, les précisions sur ce point étant jugées indispensables

« Est-ce que c'est un appel à ce que les gens soient acteurs... on ne sait pas, on se pose la question. Quelle est la vocation de cette plaquette, qui va l'avoir ? On se pose un peu la question. Ça sent le grand public mais ça serait bien de préciser... sur la somme, on la reçoit en combien de temps, ça donne un ordre mais c'est quand... c'est faussement informatif. Ça donne une idée de la mesure. '308 milliards d'euros'... sur combien de temps ? Ça ne veut rien dire. On a l'impression de savoir parce qu'ils donnent des chiffres mais on ne sait rien. Ça donne une précision fausse... et je pense qu'il faudrait comparer... La France par rapport à qui. On dit 'soyez citoyen européen' mais on ne donne pas la mesure de ce que touchent les autres. On ne se positionne pas, ça donne rien... » (Conseillère en formation)

« Je donnerais des points de comparaison : est-ce que la France est bien lotie, l'Espagne touche combien ? Je dirai en combien de temps... Si je vous dis : je dépense 50 euros de lait c'est la même chose, ça ne veut rien dire. [...] Il y a un devoir d'information sur les interventions de l'Europe. Là, est-ce que les gens... Il faut des exemples concrets... peut-être que les gens peuvent bénéficier de quelque chose. Là c'est seulement de l'info. De quelles façons les gens peuvent être acteurs de ça. C'est abstrait pour les gens. » (Conseillère en formation)



- ✦ Au final, les interviewés se montrent globalement positifs sur la plaquette : elle apportera des **informations globales** sur les fonds européens.

« C'est la première fois que je la vois, avec une brochure comme ça, on visualise beaucoup mieux ce que l'UE construit dans notre région. Tous les ancrages qu'elle a dans notre région. » (Commercial à la SNCF)

- ✦ Des optimisations peuvent néanmoins être apportées : **exemples concrets de réalisations, précisions** sur ce qui est fait avec les sommes allouées.

- ✦ Plus largement, c'est la **communication sur les fonds européens** en général qu'il faut rendre plus disponible selon les répondants.

« C'est le développement de l'information qui est le petit souci. Vous m'avez appris beaucoup de choses aujourd'hui. J'aurais aimé être plus au courant. Par exemple aux dernières élections, il aurait été judicieux de fournir un petit fascicule un mois avant les élections, ça aurait pu un peu augmenter le vote des électeurs. Les gens auraient su pourquoi ils votent. » (Surveillant lycée)

« La communication, c'est peut-être ça qui pêche. Qu'on fasse plus prendre conscience de l'impact des fonds européens sur le plan économique, social, et culturel. Le montrer. » (Responsable Crédit Agricole)

VI. CONCLUSIONS

- ✦ Aux dires de ses habitants, la Basse-Normandie apparaît comme une région rurale et agréable à vivre.
- ✦ En matière d'économie, la région est perçue comme en déclin, malgré un potentiel élevé. Les déficits en matière d'infrastructures de transport empêcheraient son bon développement économique, malgré des filières porteuses (tourisme, agriculture, automobile, nucléaire et recherche).
- ✦ L'avenir semble relativement sombre pour la région, en témoignent, selon nos interviewés, l'exode des jeunes et l'incapacité à faire venir les entreprises en masse.
- ✦ L'Union européenne est globalement perçue positivement. Elle est assimilée à une source de financement important voire à un centre de décision stratégique (pour certains interviewés). Son rôle d'espace de libre-échange et son poids par rapport aux autres grandes puissances sont également évoqués.
- ✦ La PAC est la seule intervention de l'UE en région perçue par les interviewés. Ils imaginent qu'elle intervient également pour des gros projets (mais cela reste très flou).
- ✦ Les fonds européens ne sont pas connus (ni les noms, ni leurs objectifs). En assisté, le rôle des différents fonds semble plutôt clair (surtout le FEDER et le FSE, le FEADER étant assimilé à la PAC) et ces fonds sont jugés utiles et bienvenus (avec un bémol pour le FSE, dont l'utilité semble plus difficile à percevoir). Au global, ces fonds semblent tirer la région vers le haut et apparaissent comme une bonne initiative dans un contexte difficile.
- ✦ L'intervention de l'UE en Basse-Normandie n'est pas connue (hormis le Mont Saint-Michel parfois). Les exemples cités lors des entretiens sont bien compris et les interviewés apprécient que l'UE intervienne pour dynamiser le tourisme et l'attractivité du territoire.

- ✦ Les interviewés souhaitent que l'UE intervienne davantage auprès des entreprises (en créant des passerelles entre entrepreneurs de pays différents, en facilitant l'installation en Basse-Normandie et en les aidant à y rester) et qu'elle aide la région sur les infrastructures de transport, essentielles au développement.

- ✦ Les interviewés n'avaient pas vu, lu ou entendu d'informations sur les fonds européens auparavant. Ils sont d'ailleurs en attente de plus d'informations sur ce sujet. La brochure testée est globalement jugée informative et sa forme plaît. Elle n'est cependant pas assez concrète selon les interviewés qui aimeraient y voir des exemples de réalisations.

- ✦ C'est donc d'information concrète qu'ont besoin les habitants de la région : information sur les fonds d'une manière générale (types de fonds, fonctionnement...), informations sur l'aide réelle qu'elle a pu apporter. Leur montrer l'intervention de l'Europe pourra contribuer à atténuer le sentiment d'isolement dont certains semblent souffrir.

IV. Phase 2 : L'étude qualitative auprès des bénéficiaires et bénéficiaires potentiels de fonds européens

A decorative graphic on the right side of the page consists of four overlapping squares: a light grey square at the top, a dark grey square below it, a red square to the right of the dark grey one, and another light grey square at the bottom.

I. REPRESENTATIONS GLOBALES DE L'UNION EUROPEENNE ET DE SON INTERVENTION EN BASSE-NORMANDIE

A. PERCEPTIONS SPONTANÉES DE L'UNION EUROPEENNE

- ✦ L'Union européenne bénéficie globalement **d'une image positive** dans la mesure où elle renvoie principalement à l'idée **d'aide et de soutien financier**.

Dans ce contexte, la PAC est très vite mentionnée et conservera une place forte dans l'esprit des interviewés tout au long des entretiens.

« Le gros de financement vient de là-bas maintenant. [...] La politique agricole commune qui est gérée par l'Europe. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Je sais qu'il y a beaucoup d'argent derrière tout ça... » (Potentiel entreprise)

« Spontanément, nous concrètement, on est dans notre quotidien, l'UE, c'est des appels à projets, des fonds pour faire avancer les projets de nos territoires. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

Si l'Union européenne est souvent associée aux fonds qu'elle alloue aux pays, c'est parce qu'elle apparaît aujourd'hui comme **le point névralgique de la stratégie qui s'impose à la France** (notamment d'un point de vue économique) et donc indirectement **à la région**.

« Ce n'est que positif de toute façon, c'est un regroupement de toutes les nations. Le gros de financement vient de là-bas maintenant. Tout ce qu'on a aujourd'hui vient de l'Europe, beaucoup vient de l'Europe. Les décisions sont prises beaucoup là-bas. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

- ✦ Autre bénéfice de l'Union européenne : **la coopération, l'échange de cultures et de bonnes pratiques**.

« Même si nous sommes un pays en avance par rapport à d'autres pays, il y a vraiment un intérêt à poursuivre ces échanges d'expériences. On a fait des échanges avec l'Espagne, la Lituanie, la Grèce et ça a été très intéressant. » (Association bénéficiaire)

« C'est aussi une facilitation des échanges transnationaux qui permet des échanges d'informations, donc un travail différent et plus riche. » (Organisme de recherche potentiel)

- ➔ Ce centre de décision stratégique qu'est l'Europe est perçu comme étant **un véritable moyen de tirer la France vers le haut**.

« Ce n'est pas que des fonds, c'est une grande idée qui a fédéré, qui a évité la guerre depuis 45, c'est une idée fondatrice et nous, dans le développement durable, on compte beaucoup sur l'Europe pour faire évoluer les choses parce qu'on est quand même un pays sous-développé dans ce domaine. [...] Pour nous l'Europe, c'est le vecteur important qui fait évoluer la France dans ce domaine. » (Entreprise bénéficiaire)

- ★ L'application de la stratégie définie par l'Union européenne passe notamment par une **harmonisation imposée par la réglementation**. « L'aspect législatif » de l'Union européenne est ainsi cité comme une concrétisation de l'harmonisation des stratégies politiques des pays.

« Les règlements, l'aspect réglementaire qui s'applique ensuite en France. Un aspect législatif principalement. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

Mais, cette harmonisation est parfois connotée négativement dans l'esprit des personnes rencontrées : **la perte d'identité** du pays et/ou de la région est ainsi évoquée spontanément comme un corollaire de l'harmonisation.

« J'en vois les contraintes à travers de ce que les gens ont vécu pour la baisse de la TVA. Le fait de faire partie de l'Union a été difficile pour les restaurateurs. Ca me révolte un peu pour les petits producteurs de fromage quand il y a des contraintes d'hygiène, on se dit qu'on perd un petit peu... » (Potentiel entreprise)

« La réglementation, harmonisation de la réglementation au niveau de l'Europe. Il y a pas mal de choses faites au niveau de l'environnement. Mais parfois aussi des contraintes parce que chaque pays a ses spécificités et il faut essayer de s'harmoniser avec les autres pays et ce n'est pas toujours facile. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

→ Une dimension qui semble un peu anxiogène dans le sens où les mesures prises à Bruxelles restent distantes et souvent **très éloignées des besoins locaux.**

« Sur le fond, je me dis que c'est une belle chose. Dans la pratique, je me dis que c'est une grosse mécanique un peu lourde, j'en vois les contraintes à travers ce que les gens ont vécu pour la baisse de la TVA. » (Potentiel entreprise)

« Les élections européennes. Après on se demande quel poids on peut avoir, ça a l'air d'être une grosse machine. » (Agriculteur bénéficiaire)



Au final, l'Union européenne est vue comme une instance puissante et a priori bénéfique pour le développement et l'échange, mais distanciante et par conséquent qui fait craindre un manque d'emprise sur les décisions qu'elle prend pour les pays.

B. IDENTIFICATION DE LA STRATEGIE DE LA BASSE-NORMANDIE

Le niveau de connaissance de la stratégie de la Basse-Normandie et les perceptions à son égard sont hétérogènes au sein de notre échantillon de bénéficiaires actuels et potentiels de fonds européens.

- ★ **Certains peinent à identifier cette stratégie**, parce qu'ils ne la considèrent pas comme étant en lien avec leur métier.

« Dans le cadre de mon travail, cette stratégie n'est pas forcément très claire parce qu'on ne sait pas quelle peut être l'interactivité entre une collectivité comme celle pour laquelle je travaille qui est toute petite et où on a plus de rapport avec le Conseil général qu'avec le Conseil régional. Au niveau personnel, ce n'est pas non plus très clair quoiqu'ils font des efforts de communication. Ils éditent un journal qui s'appelle Reflets que je lis, les informations y sont assez intéressantes. » (Entreprise bénéficiaire)

- ★ D'autres évoquent une stratégie **surtout basée sur quelques actions désordonnées**, sans vraiment de ligne directrice

« Alors là, je vais être désagréable, au niveau développement durable, on voit que c'est une politique incohérente qui est plus centrée sur la com' et qui n'associe pas ses partenaires. On parle bien de la région. Ils ont fait un bilan gaz à effet de serre bidon au niveau des pays, ça s'appelle de la com', il y a beaucoup de choses de ce type... [...]. On est dans le coup par coup. Et surtout dans le positionnement politique... [...]. C'est une absence de stratégie, quand on propose des choses, on envoie des courriers, on n'a même pas de réponse, donc on va voir d'autres régions. » (Entreprise bénéficiaire)

« Je pense qu'il y a quand même des choses qui sont mises en place. On ne brille pas plus que d'autres régions. Je sais qu'il y a pas mal d'argent dépensé autour du tourisme, du cheval aussi, ... après, est-ce qu'il y a de réelle stratégie, je ne sais pas. » (Potentiel entreprise)

★ Certains se montrent extrêmement sévères, évoquant l'absence de stratégie pour une région délaissée...

« Je trouve que les gens qui sont à la tête de la Basse-Normandie ne prennent pas d'initiative, ils ne vont pas de l'avant, il n'y a pas de projet, ça vivote. Quand on met plus de temps à faire Paris-Caen en train qu'il y a 30 ans, il faut le faire. Ils sont aussi en train de se battre pour les aéroports, on investit à Caen et à Deauville et on n'arrive à rien. Je vais à Rennes de temps en temps et quand on voit cette ville, ça n'a rien à voir, c'est fou ce qu'ils ont fait de cette ville en 20 ans, nous, on n'a rien fait. Caen a perdu 8 000 habitants en 10 ans. Il n'y a pas non plus de grande entreprise en Basse-Normandie, les investisseurs ne viennent pas dans notre région. » (Agriculteur potentiel)

« Ils ne font rien, en tous les cas ils donnent le sentiment de ne rien faire » (Entreprise bénéficiaire)

« C'est une région abandonnée de tous, on n'intéresse pas » (Organisme de recherche potentiel)

« Je dirais que c'est un peu pauvre. A part un ou deux gros chantiers, il n'y a pas de gros investissements qui sont faits aujourd'hui. Il y a l'EPR à Flamanville mais c'est tout. C'est beaucoup moins concret en Basse-Normandie qu'en Haute-Normandie avec le port du Havre et l'extension TGV Paris-Le Havre. On sait que la Basse-Normandie se bat pour avoir aussi sa voie rapide mais en général, l'Europe en Basse-Normandie c'est plus difficile. On n'est pas dans les territoires où il y a de gros investissements. » (Association bénéficiaire)

★ Enfin, pour ceux qui identifient une stratégie de la région, ils la situent sur plusieurs grands axes sans pour autant réussir à les détailler :

- Le **développement économique et social**, l'accès à l'emploi
- Le **tourisme**
- Le **développement rural**, avec l'ambition d'aider les petites communes à être plus attractives
- L'**agriculture**, l'agroalimentaire
- L'**innovation**, la **recherche**, le **nucléaire**
- Le **développement durable**

« En développant le tourisme, on a de fortes chances de développer économiquement notre région. On la booste, elle fait parler d'elle et elle attire de nouveaux arrivants et de nouveaux investisseurs » (Association bénéficiaire)

« Si je ne me trompe pas, il y a un gros chantier en Basse-Normandie qui est le nucléaire, je sais que sur Caen se développe toute une pépinière d'entreprises.»
(Organisme de recherche potentiel)

« Aujourd'hui, la France bénéficie moins de dotations depuis que les nouveaux pays sont entrés dans l'Europe, ce qui paraît logique, sauf si ce sont des projets à caractère de développement durable. Pour être clair, si c'est pour construire des autoroutes, faire rouler des bagnoles et polluer plus, l'Europe n'intervient plus en France. Par contre si c'est pour créer une ligne de TGV qui pollue un peu moins l'Europe intervient, par exemple pour la ligne Marseille-Nice s'il n'y avait pas l'Europe, la ligne ne serait jamais construite, ça coûte un max de fric. » (Association bénéficiaire)

« Notre région se mobilise aussi pour accompagner les territoires ruraux, des petites villes, des territoires de pays. Une des particularités est l'accueil des nouveaux arrivants avec un constat de vieillissement de la population et de départ des jeunes, avec un manque de motivation des jeunes à rester en Basse-Normandie. Une vraie stratégie d'accueil des nouveaux arrivants. On est très au fait sur ces sujets-là. Tout ce qui est aide aux entreprises en matière d'export. C'est une stratégie pour faire rester les gens sur la Basse-Normandie je crois. Il y a tout ce qui est service à la population, aux habitants. C'est lié à l'accueil des nouveaux habitants. Des services attractifs qui permettent d'avoir une offre équitable par rapport à des territoires urbains. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

- ★ En mineur, certains lient spontanément la stratégie de la Basse-Normandie et la stratégie de l'Union européenne : **la région adopte une stratégie inspirée par l'Union européenne** mais adaptée aux particularités de la région.

« Déjà, tout ce qui se recoupe avec les chantiers européens. La région essaye de s'adapter aux exigences et stratégies européennes. Tout ce qui est innovation... Ca va être les axes des programmes opérationnels européens en matière d'innovation, de recherche, de développement, d'emploi, d'égalité hommes-femmes, d'insertion des publics en difficulté. C'est une stratégie qui va suivre celle de l'UE adaptée aux particularités de la Basse-Normandie avec un territoire très rural. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

C. L'INTERVENTION DE L'UNION EUROPEENNE EN BASSE-NORMANDIE

- ★ L'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie est **relativement vague** pour la majorité des interviewés : ceux-ci **ne perçoivent l'intervention de l'Union européenne qu'à travers leur dossier** et avouent n'avoir **aucune visibilité sur les autres projets**.

« Je ne m'intéresse qu'à la formation puisque c'est mon travail. » (Responsable d'un centre de formation professionnelle, bénéficiaire actuel)

« On sait pour notre dossier mais c'est plus flou pour les autres dossiers. Surtout dans la région ici... On n'a pas trop d'idées... C'est plutôt les opérations nationales. En Basse-Normandie, je ne sais pas trop ce que l'Europe a investi au niveau local. Quels projets ont été soutenus, mis en avant... c'est un peu obscur... Peut-être les projets routiers. C'est plus obscur que l'intervention de la Région ou du Département. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« En tant que contribuable, je n'ai pas de vision de ce que fait l'Europe en Basse-Normandie. [...] La seule expérience que j'ai faite, c'est au travers le montage d'un dossier avec le FEDER. » (Potentiel entreprise)

« Non je ne vois pas ce que l'Union fait en Basse-Normandie. Après mon propre cas, je ne saurais pas dire... [Les fonds européens en Basse-Normandie, ça vous parle ?] Non, pas du tout. » (Agriculteur bénéficiaire)

- ★ Seuls quelques interviewés mettent **spontanément en avant les fonds européens**, estimant que l'intervention de l'Union européenne est **très bénéfique**, voire vitale pour la région, qui se trouve dans une situation économique difficile. **Les fonds permettent ainsi de structurer les projets** dans la région et de les rendre plus ambitieux.

« Ca permet de faire des politiques, de faire avancer le train, de faire des choses bien. C'est fondamental dans des régions un peu sinistrées ou sous-développées comme nous. Economiquement, ce n'est pas la grande joie. On a besoin d'aides. C'est des fonds structurants pour des politiques qui aident à aller plus loin. Pour moi, c'est un vecteur fondamental du développement. » (Entreprise bénéficiaire)

« Un effet levier sur les projets menés en Basse-Normandie qui ne pourraient pas l'être sans les fonds européens et une marge de progrès sur les projets pour leur donner plus d'ambition. On le voit bien avec le programme LEADER. La vraie valeur ajoutée, c'est la démarche d'innovation, de partenariat entre acteurs. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

II. PERCEPTION DES FONDS EUROPEENS

A. CONNAISSANCE ET OBJECTIFS PERCUS

1) Connaissance des fonds

- ★ Les **bénéficiaires actuels** des fonds européens évoquent rarement **plus que le fonds dont ils ont bénéficié**, et ne détaillent pas leurs objectifs au-delà de leurs **grandes lignes**.

« Je pense au FEDER, c'est tout ce qui me vient à l'esprit. C'est un organisme européen qui accorde des subventions pour des projets. Ils servent à développer des projets qui vont dans la ligne directrice de l'UE. » (Entreprise bénéficiaire)

« Pour nous dans notre secteur professionnel, c'est essentiellement le FSE mais globalement c'est surtout le FEDER. C'est une redistribution des versements des différents pays pour des projets. À part ça, je ne connais rien » (Association bénéficiaire)

« Je ne sais pas trop. On a touché le FEDER mais les autres qui existent... [Si je vous dis FEADER ?] Non. [LEADER ?] Oui, LEADER, on en a entendu parlé avec le pays qui est un relais important pour les fonds européens. Pour mes dossiers, j'ai contacté la directrice du pays. C'est important, on a bon contact avec le pays et ils font un bon relais avec les fonds européens. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Je ne connais pas les différents fonds qui existent. Seulement le FEDER. » (Potentiel entreprise)

- ★ Seuls quelques-uns d'entre eux se montrent **plus au fait de l'existence de différents fonds**.

« Le FEADER c'est plutôt lié au développement rural, aux paysans, le FEDER ça regroupe un petit peu tout, je ne connais pas précisément les secteurs, je crois qu'il faut être novateur dans des domaines qui sont retenus par la CE. » (Association bénéficiaire)

Ceux qui sont **les plus informés** du fonctionnement et des objectifs des fonds européens le sont souvent parce que :

- Ils en ont fait **plusieurs fois** la demande (et en ont plusieurs fois bénéficié). Ils sont plus 'rôlés' aux démarches que les autres
- Travaillant au sein de **structures intercommunales**, ils sont eux-mêmes des relais de communication sur le sujet auprès des entreprises de leur territoire

« L'aide de financement de projets concrets sur le développement durable en particulier. Une aide concrète pluriannuelle ou sur un an. [...] Entre les LEADER, FEDER, FSE, ... FEDER sert à développer la région sur des politiques, le chemin de fer entre autres, ça nous permet de faire de l'espace info, les LEADER et LEADER+ pour aider les territoires qui sont dans la mouise par rapport aux critères européens, pour essayer de faire une moyenne européenne. Et les fonds sociaux c'est plus sur des projets social et solidaire. » (Entreprise bénéficiaire)

« Les fonds européens dédiés en Basse-Normandie, le FEDER, le FEADER, le FSE... Bon je ne parlerai pas du FEP. Concrètement, l'UE en Basse-Normandie est vue par la mobilisation des fonds européens. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

- ✦ Les **bénéficiaires potentiels** ont une **connaissance très vague** des fonds européens. Elle se limite à l'idée de la répartition d'une enveloppe budgétaire à la région.

Certains évoquent la PAC comme étant un fonds européen.

« Il y a une enveloppe de chaque Etat de X millions d'euros, avec ça l'UE a un budget et elle reverse 40% par exemple à l'agriculture, 30% à l'industrie et les Ministres reversent aux gens. Il doit y avoir d'autres secteurs économiques qui en bénéficient mais je ne vois pas lesquels. Peut-être quand ils construisent une ligne TGV, il y a peut-être des subventions de l'UE, des grands chantiers, comme un barrage par exemple. » (Agriculteur potentiel)

« Je suppose que c'est des fonds qu'on donne pour des manifestations culturelles, pour l'agriculture. » (Potentiel entreprise)

2) Compréhension des objectifs

✦ Les objectifs des fonds européens, sur relance (présentés aux interviewés), suscitent dans l'ensemble des réactions positives :

- **L'objectif de convergence** : les fonds européens viennent aider à gommer une « injustice », ils aident à instaurer une équité, répondant à un retard de la région au plan économique. Cependant, cet objectif n'est pas compris de tous, certains ne le reliant qu'aux entreprises.

« Ca permet quand même de donner plus de moyens aux régions et rééquilibrer l'injustice qui règne. Concrètement, au niveau des emplois, essayer de développer des secteurs mourants, de s'accrocher au tissu. » (Entreprise bénéficiaire)

« Une équité entre les Etats membres. Faire en sorte que tous les territoires européens soient au même niveau. Et puis la coopération aussi. Renforcer la coopération entre les Etats membres et les régions à travers des projets concrets ayant des applications sur des entreprises. Quasi tous les fonds européens ont un objectif de favoriser la coopération ou d'engager des projets de coopération. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Ca ne nous concerne pas directement comme objectif comme on n'a pas d'entreprise sur le territoire. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

- **L'objectif de coopération territoriale européenne** : le partenariat est vu comme un réel enrichissement.

« Ce sont des souvenirs de collaboration fantastique. J'ai monté en 97 un programme Integra avec le groupe Desmos, il y avait 6 pays européens, ça a duré trois ans et on a fait un travail fantastique. On s'est régalé à visiter les 6 pays, on a fait des échanges de pratiques dans les prisons et ça a été remarquable. C'est quelque chose qui a été subventionné par l'UE, c'était un programme FSE. Moi, c'est ce que je retiens d'abord de l'UE. A part ça, je sais comment ça fonctionne politiquement, les instances européennes. Avec ce programme FSE, pour moi, l'UE prenait corps, c'était du concret. » (Association bénéficiaire)

« Je préfère la coopération à la compétition. Ce serait intéressant pour nous de coopérer avec d'autres associations en Europe. Pour nos scientifiques et pour nos juristes, ce serait des échanges, on pourrait bénéficier des expériences des autres. » (Association potentiel)

- **L'objectif de compétitivité régionale et emploi** suscite des réactions partagées :
 - perçu positivement parce qu'allant dans le sens d'un renforcement de la position économique de la région.
 - jugé peu adéquat dans la mesure où toutes les régions ne sont pas au même niveau économique

« Je n'y crois pas parce que ce serait de la non concurrence. Si vous donnez du pognon à des régions pour qu'elles soient plus compétitives, il faut le faire pour toutes les régions, je ne suis pas sûr que ce soit un axe. Ou alors, là, on parle des pays qui sont en retard, la Roumanie, la Bulgarie mais en France cet objectif n'est plus valable. Au contraire ce serait agrandir l'écart entre l'est et l'ouest de l'UE. » (Association bénéficiaire)

- **Le développement rural** : un objectif d'autant plus positif pour une région à forte composante rurale et qui, en outre, s'inscrit dans la logique de développement durable. La confusion avec la PAC est parfois faite.

« Evident. L'écologie, c'est un grand pilier actuel. » (Association bénéficiaire)

« Je pense à la PAC. Après, le monde agricole, je ne le connais pas bien. » (Organisme de recherche potentiel)

« Respectueuse de l'environnement, c'est important. A ce moment-là, ils devraient financer les fermes collectives. A côté de chez nous, il y a un paysan qui a pris sa retraite, il vivait seul sur sa ferme et quand il a arrêté son activité il a dit qu'il voulait que sa ferme soit bio, il a fait venir deux boulangers qui cultivent leurs céréales sur la ferme, un maraîcher, un éleveur de porcs et de veau et il cherche un crémier. Ils font deux marchés par semaine et ils vendent ce qu'ils produisent. » (Association potentiel)

« C'est la partie dossier PAC ça. » (Agriculteur bénéficiaire)

- **Le soutien aux activités de pêche** : là aussi, un objectif très bien perçu

« Travaillant depuis peu avec le comité régionale des pêches, ça me parle un peu plus. On reçoit le magazine européen qui parle d'aquaculture et des pêches européennes, on est un peu au courant de ce qui se fait dans ce domaine-là, il y a un travail sur l'évaluation du stock de coques, un autre sur les ressources estuariennes, animaux et végétaux. » (Organisme de recherche potentiel)

« Il y a un problème avec la pêche effectivement. Si on pêche et qu'il n'y a plus de ressources, il va falloir construire des fermes aquacoles et on ne mangera plus de poisson sauvage. Il y aura moitié moins de pêcheurs dans 20 ans, les chalutiers à la casse. » (Agriculteur potentiel)

« Ils donnent des fonds pour détruire des bateaux, ce n'est pas plus mal. Ils devraient les subventionner pour changer leurs méthodes de pêche. Aujourd'hui, ils emploient des filets qui draguent tout et comme ils n'ont pas le droit de pêcher du cabillaud quand ils ont atteint leur quota, ils les remettent à l'eau morts avant d'arriver au port. » (Association potentiel)

- ✦ En mineur, un objectif sous-jacent est évoqué : mettant en place des **méthodologies harmonisées** et des **échanges internationaux**, les fonds européens permettent une meilleure **lisibilité des actions**.

« J'y vois un cadre de travail beaucoup plus large, au moins dans le cadre de l'activité scientifique qu'on peut mener. Le reproche qui pouvait être fait en avant en France, c'est chacun travaillait dans sa région, dans son coin, avec sa façon de faire et avec ses résultats. Avec ce type de normalisation des méthodes et d'échanges internationaux, on a plus envie et plus les moyens de faire un effort pour s'harmoniser au niveau méthodologique avec ce qui est fait ailleurs, de comparer, d'avoir des échanges. Et on obtient des résultats qui sont plus parlants, plus représentatifs et à une échelle plus large que celle de la région. Je parle pour la recherche scientifique mais je pense que c'est valable pour tous les secteurs d'activités, ça engage une lisibilité plus claire des actions, il y a des critères d'éligibilité, des règles à suivre et à partir de là, on peut faire plus facilement le tri entre les actions dont on a besoin et les actions dont on a moins besoin. On a une grille de lecture au niveau national et européen pour un développement plus cadré. C'est un enrichissement. » (Organisme de recherche potentiel)

B. CIBLES ET CRITERES D'ELIGIBILITE IDENTIFIES

1) Cibles

- ★ Concernant les cibles des fonds européens, il semble relativement clair pour les interviewés que ces fonds s'adressent à un **large éventail de destinataires** : de l'entreprise à la collectivité, en passant par l'association.

« Soit collectivité, entreprise ou association et avoir un projet cohérent de développement dans le cadre de ce qui est préconisé dans les politiques européennes. Tous les territoires et tous les acteurs peuvent en profiter, c'est ça qui est génial et on peut y associer des partenaires dont des partenaires extra hexagonaux. » (Entreprise bénéficiaire)

« Toutes les collectivités territoriales. Des collectivités. Des entreprises aussi. Des pays... » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Ca peut être du privé et du public. De ce que j'ai pu entendre des gens qui étaient à nos réunions, je n'ai pas vu de restrictions particulières. » (Organisme de recherche potentiel)

- ★ Pour certains bénéficiaires potentiels, le sentiment que tous n'ont pas droit à ces fonds, réservés **« au privé »**

« Je suis méfiant avec ça. On a vu des entreprises qui ont eu des aides de plusieurs millions d'euros pour survivre et au bout de deux ans, elles ferment. Moi, si j'ai besoin de matériel, ce ne serait pas normal que je demande des aides, parce que c'est le voisin qui va payer. » (Agriculteur potentiel)

2) Critères d'éligibilité

- ★ Pour pouvoir prétendre à l'aide de l'Union européenne, les projets doivent **être en phase avec les axes identifiés de la stratégie régionale**. Au delà de cette 'condition', les interviewés **peinent à décoder d'autres critères d'éligibilité**.

« Les critères d'éligibilité, je ne les connais pas trop. Je n'ai pas vu de notice. On essaye de voir... il y a un document qui dit les projets qui rentrent dans la grille... Je n'ai pas vu de critères précis par contre, plutôt des grilles, savoir à peu près si on rentre dans des mesures. [...] Pour le développement durable, soutenir le développement durable, tout ce qui est maîtrise de l'énergie. J'avais lu rapidement des autres points, j'ai vu qu'il y avait des choses au niveau de l'égalité

hommes-femmes mais je n'avais pas encore bien compris dans quelle direction. Je me suis attaché à la cible qui m'intéressait. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Il y a des critères particuliers, oui. Faudrait que je reprenne tout le dossier pour savoir. C'est des critères de... d'objectif d'entreprise peut-être, je me trompe peut-être. » (Agriculteur bénéficiaire)

« Dans ce que j'en ai compris, les objectifs c'est peut-être de soutenir des projets qui en valent la peine pour en faire des cas d'école et des cas d'exemple. Maintenant comme c'est un peu partout ces fonds européens, ça va aussi bien dans le tourisme que dans les économies d'énergie, donc là aussi, il y a certainement un message à décoder derrière tout ça que je ne vois pas. » (Entreprise potentiel)

C. ORGANISMES INTERLOCUTEURS

1) Connaissance des organismes

- ★ Les organismes interlocuteurs sont connus **de certains interviewés, mais pas la majorité.**

Pour leur demande de fonds européens, ils se sont tournés vers plusieurs types de structures pour avoir des informations et préparer leur projet. Sont cités : la Direction Régionale du Travail, la DDA, le Ministère de l'Agriculture, OSEO, l'ADEME, la DIREN...

- ★ Pour les autres (la majorité), les organismes qui jouent un rôle dans l'attribution des fonds ne sont pas réellement identifiés :

- Soit ils se mettent en relation avec un **organisme (proche de leur activité, et avec lequel ils ont déjà des relations récurrentes)** et cet organisme gère l'intégralité du dossier

« Je suis passé par une association qui s'appelle Bessin Leader +. Eux ont fait le lien je pense avec tout le monde. » (Potentiel entreprise)

« D'abord l'ADEME qui nous a signalé l'existence du fonds. C'est entièrement l'ADEME qui nous a dit de déposer un dossier auprès du FEDER. C'est l'ADEME. Elle m'a aidé à constituer le dossier un petit peu. Moi je ne suis pas technicien, elle m'a aidé à constituer le dossier. Après le dossier FEDER, c'est moi qui l'ai rédigé entièrement mais elle m'a donné les grandes bases pour présenter le dossier au niveau du surcoût. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Ensuite, j'ai attrapé mon téléphone pour avoir un rendez-vous avec la personne qui s'en occupait au Ministère de l'Agriculture, ensuite on est allé voir l'ADEME qui nous a mis le pied à l'étrier. » (Association bénéficiaire)

- Soit cet organisme les met en relation avec la Région et la constitution du dossier se fait **en direct avec la Région.**

« La Chambre d'agriculture et après on est rentré directement en relation avec la Région. Le dossier a été fait directement avec la Région. La Chambre d'agriculture a donné l'information au départ mais après le dossier c'est directement avec la Région. » (Agriculteur bénéficiaire)

« C'est la Région qui est gestionnaire. On est en contact avec la DRAF qui est l'autorité de gestion de l'ensemble du FEADER. Au tout début c'était plus la DRAF notre contact et après on a eu plus à faire qu'à la Région. A la Région, ils ont plusieurs personnes qui s'en occupent. On a un référent sur la politique des pays. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

- ✦ Pour les bénéficiaires potentiels, parce qu'ils n'ont jamais eu encore à faire de demande (et, on le verra, l'absence de communication joue en la défaveur d'une identification des interlocuteurs...), les organismes ne sont pas connus.

« Il faut peut-être s'adresser au Ministère de l'environnement, aux députés européens ? » (Association bénéficiaire)

2) Poids de la Région

- ✦ Le poids de la Région est un point **assez peu clair pour les interviewés**. La plupart d'entre eux savent que la Région « **gère les dossiers** » mais plus précisément, **son rôle dans l'attribution des fonds** reste flou.

« Je ne sais pas trop le rôle de la Région, est-ce qu'ils ont une influence au niveau de l'Europe ? Je ne sais pas trop » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« La commission qui attribue, je suppose qu'il y en a une quelque part, je ne sais pas qui... la part qui vient de chaque, comment ça transite, c'est la Région qui gère le dossier mais je pense qu'il y a plusieurs sources de financement, la Région et l'Europe. » (Agriculteur bénéficiaire)

« Ce qui est moins clair, c'est la répartition de ce qui est géré par la Région, par l'Etat, sur les fonds européens. On a du mal à savoir quelle est l'utilité de ne pas avoir de guichet unique. Pour les porteurs de projets, c'est un peu nébuleux. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« La Région est seulement un intermédiaire ? » (Association potentiel)

- ✦ **Sur relance, le rôle de garant de la bonne répartition des fonds par la Région** est perçu de manière contrastée :

- Une responsabilité **nécessaire** pour la majorité dans la mesure où la Région est directement bénéficiaire de la mise en place d'un projet cadrant avec ses axes de développement.

« La place de la Région dans l'attribution des fonds est primordiale parce qu'on parle quand même de partenariat, il faut déjà que le projet apporte quelque chose à la Région et que l'échange soit intéressant. Elle est partenaire financier dans les projets qu'on a géré donc il faut qu'elle s'y retrouve. » (Organisme de recherche potentiel)

- Un discours plus réservé pour quelques uns qui craignent

- une **partialité de la Région** qui favoriserait certains types de projets

« La Région n'est pas présente sur tous les axes d'attribution. Nous, bien sûr, en matière de formation professionnelle, d'emploi, elle est très présente, c'est notre partenaire mais elle n'est pas présente sur tous les axes sociaux. Mais même nous, lorsqu'on demande un budget FSE, ça n'a rien à voir avec la Région, à la limite on peut être même en opposition à la Région par rapport à ce qu'on veut financer. La Région représente une voix dans la commission du projet et c'est l'Etat qui instruit la demande. » (Association bénéficiaire)

- la **mainmise des interlocuteurs locaux** au détriment des véritables bénéficiaires des fonds ; cette gestion régionale « pervertirait » les règles du jeu, la Région récupérerait ces fonds européens pour s'en attribuer les mérites.

« Il y a une grosse confusion. Il faudrait qu'il y ait un organisme européen connu. Je trouve que ce qui pervertit cet aspect-là, c'est que ça n'est pas géré par des gens qui sont ici et de l'Europe et non pas de la Région. Vous voyez comment nous on nous a présenté l'Europe : cette année pour que ça nous coûte moins cher, on va vous donner une part de votre budget en fonds européens. [...] En fait c'est la Région qui a un budget en plus qui s'appelle compte Europe. Ca facilite le jeu des politiciens. Tout est récupéré. J'aime mieux que ça soit récupéré par la Région que par l'Etat mais ce n'est pas sain. Il faudrait un représentant neutre. » (Entreprise bénéficiaire)



Dans l'ensemble, les fonds européens sont perçus comme une véritable manne financière et une aide précieuse pour la Région, qui est perçue dans la plupart des cas comme participant activement à la bonne gestion de ces fonds.

« Ca permet de faire des politiques, de faire avancer le train, de faire des choses bien. C'est fondamental dans des régions un peu sinistrées ou sous-développées comme nous. Economiquement, ce n'est pas la grande joie. On a besoin d'aides. C'est des fonds structurants pour des politiques qui aident à aller plus loin. Pour moi, c'est un vecteur fondamental du développement. » (Entreprise bénéficiaire)

« Un effet levier sur les projets menés en Basse-Normandie qui ne pourraient pas l'être sans les fonds européens et une marge de progrès sur les projets pour leur donner plus d'ambition. On le voit bien avec le programme LEADER. La vraie valeur ajoutée, c'est la démarche d'innovation, de partenariat entre acteurs. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

III. RETOURS D'EXPERIENCES

A. COHERENCE DES PROJETS AVEC LA STRATEGIE DE LA REGION

- ★ Selon les interviewés, leur projet **est cohérent avec les axes de développement de la stratégie de la région.**

(Pour les personnes ayant montré quelques difficultés à évoquer une stratégie régionale, leur projet s'insère dans une stratégie plus globale, française voire européenne.)

- ★ **Des projets en cohérence avec la stratégie de développement économique** : accès à l'emploi, formation, aide au recrutement...

« Dans les objectifs de la région, je pense qu'il y avait le souhait de développer ce qui est vente directe et je crois que ça s'est inscrit dans ce cadre-là. Le fait qu'on ait embauché une personne, ça a joué aussi. » (Agriculteur bénéficiaire)

- ★ **Des projets en cohérence avec la stratégie de développement rural** : mise en place ou maintien de structures et services attractifs

« Une vraie stratégie d'accueil des nouveaux arrivants. On est très au fait sur ces sujets-là. Tout ce qui est aide aux entreprises en matière d'export. C'est une stratégie pour faire rester les gens sur la Basse-Normandie je crois. Il y a tout ce qui est service à la population, aux habitants. C'est lié à l'accueil des nouveaux habitants. Des services attractifs qui permettent d'avoir une offre équitable par rapport à des territoires urbains. [...] Ca nous permet de maintenir... si on n'avait pas ce FEADER aujourd'hui, on aurait pas ce poste au sein du pays. [...] Si l'UE a des objectifs de convergence, la Basse-Normandie les a aussi et la Basse-Normandie mène une politique forte de soutien aux pays en étant conscient que le développement régional passe par un développement des territoires ruraux et que ces territoires ne peuvent pas avoir de projets s'ils n'ont pas de capacité intellectuelle, etc. pour accompagner les élus dans le montage de projets qui correspondent vraiment aux nouveaux enjeux. Pour essayer de sortir de projets communaux et essayer de les emmener plus loin. C'était tout à fait cohérent de mobiliser du FEADER. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

★ **Des projets en cohérence avec la stratégie développement durable** : mise en place de matériel permettant des économies d'énergie, écologique...

« En nous donnant le moyen d'informer le grand public sur la maîtrise de l'énergie, on va économiser les consommations énergétiques directement et on va en plus renseigner les gens, pour qu'ils comprennent les enjeux qui sont importants dans l'avenir. C'est une goutte d'eau dans un océan de ce qu'il faut faire. » (Entreprise bénéficiaire)

« Ca rentre assez logiquement, la région est portée sur le développement durable. On est dans l'axe que veut développer la région, donc développement durable avec maîtrise de l'énergie... [projet de médiathèque HQE] » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« On est dans l'écologie, l'économie d'énergie et c'est un axe qui existe au niveau de l'Europe et qui est important. Pour le second c'était le projet de fabriquer des produits sophistiqués, avec la rénovation d'un atelier pour la fabrication d'un camembert et une tour de séchage pour faire du lait de bébé. La CE encourage la fabrication de produits compliqués qui ne vont pas venir embrumer le marché des produits basiques. » (Association bénéficiaire)

★ **Des projets en cohérence avec la stratégie sociale** : sensibilisation, accompagnement social...

« Il y a d'abord eu le projet Equal où on a fait l'essai et nous, ça nous a permis de faire cette conférence qui a été passionnante où on avait invité tous les institutionnels, ça a été une excellente sensibilisation aux problématiques du milieu carcéral. Il y a eu les actions qu'on a mené ici intra-muros, les ateliers, des actions avec des organismes avec lesquels on n'avait pas l'habitude de travailler comme Finance et Pédagogie qui fait de la sensibilisation sur la gestion des budgets et avec les détenus que nous avons et qui vont tous sortir de prison, c'est fort intéressant de leur apprendre un peu ce qu'est un chèque, un crédit. » (Association bénéficiaire)

B. MOTIVATIONS A LA DEMANDE DE FONDS EUROPEENS

✦ Les motivations à la demande de fonds européens sont de **trois ordres** :

✦ **Une nécessité pour mener à bien un projet** : sans l'obtention des fonds, le projet ne pouvait pas voir le jour.

« Ce projet de médiathèque HQE, il a été estimé à une certaine somme, on avait établi un plan de financement avec des aides du Conseil régional, de l'ADEME, de l'Etat aussi. Après l'ouverture du marché public, on a eu une estimation du marché qui était plus élevée que ce qu'on pensait. Donc mauvaise surprise à l'appel d'offres et donc il a fallu rechercher des financements supplémentaires. Donc on s'est mis en contact avec l'ADEME et d'ailleurs c'est grâce à l'ADEME en fait. Je ne connaissais pas les ficelles, l'ADEME m'a dit 'ça serait intéressant de déposer un dossier auprès du FEDER puisqu'ils subventionnent les surcoûts HQE.' » (Structure intercommunale bénéficiaire)

✦ **Une opportunité** : les fonds européens peuvent **aider à financer** un projet (qui aurait eu lieu dans tous les cas) ou à faciliter le **fonctionnement d'une structure** (recrutement de collaborateurs par exemple).

« Comme on est en lien direct avec la Région, c'est les services de la Région et les services de l'Etat qui ont fléchi les financements pour l'ingénierie sur l'animation des projets de territoire. Finalement, on a aussitôt déposé notre dossier. On le savait par les réunions, on a été associé à la rédaction du document, dès qu'il a été opérationnel. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Il y a deux ans une des épouses souhaitait revenir avec nous dans le GAEC donc dans ce cadre-là on a souhaité mettre en place un atelier de vente directe. [...] On s'est dit 'si on peut avoir le droit à ce genre d'aide, il y a 120 000 euros d'investissement, si on peut le diminuer un peu et le ramener à 105 ou 110 000 euros, on y va'. » (Agriculteur bénéficiaire)

✦ **Un financement imposé** (une personne dans notre échantillon) : un recours aux fonds européens imposé par la Région, qui peut ainsi allouer ses fonds propres à un autre projet.

« La Région nous a imposé de prendre une part de notre financement par le FEDER pour 47 000 Euros [...]. » (Entreprise bénéficiaire)

C. CHOIX DU TYPE DE FONDS

- ★ La plupart des interviewés de notre échantillon **ne se sont pas sciemment orientés vers un type de fonds** en particulier ; c'est leur(s) interlocuteur(s) qui ont le plus souvent tranché pour eux.

« Là c'est la Région qui a dit qu'il fallait prendre le FEDER. » (Entreprise bénéficiaire)

« C'est parce que l'ADEME nous a conseillé ce fonds. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

- ★ Rares sont ceux qui ont su d'emblée choisir le type de financement nécessaire.

« Comme c'est des petites entreprises, c'était plus FEADER. Après sur les postes de direction qui sont très transversaux, j'ai du FEADER mais j'aurais pu avoir aussi du FEDER et certains pays sont organisés comme ça. J'aurais pu faire la même chose sur le chargé de mission. Je ne l'ai pas fait pour le moment, tant qu'on n'est pas plafonné sur le FEADER, on ne va pas se compliquer la vie. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

D. LA PRISE D'INFORMATION & LE CONTACT

1) La prise d'information

- ✦ Globalement, la **prise d'information** est considérée par tous comme **une étape simple et accessible**

« L'information, celui qui ne la trouve pas, c'est un blaireau. » (Entreprise bénéficiaire)

- Certains évoquent des sources **d'information spécifiques** telles que RACINE
« Il suffit d'aller chez Racine à Paris pour avoir toutes les informations nécessaires. Réseau d'animation et de centralisation de l'information européenne, c'est pour tous ces programmes FSE. Si vous allez à la cellule FSE à Caen, vous avez les informations. Et une fois que vous êtes inscrit à Racine, ils vous envoient des informations. » (Association bénéficiaire)
- Pour la majorité, l'information est vue comme plutôt **descendante**, elle vient aux bénéficiaires potentiels sans nécessairement qu'ils fassent la démarche d'aller la chercher
« On est destinataires des DRDR (Document régional de développement rural) à chaque modification, et même chose pour le FEDER avec le DOMO donc ce n'est pas du tout compliqué pour nous. Ils font des envois collectifs aussi. On vient à nous pour nous tenir informés. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

- ✦ Cependant, si l'information est accessible, elle est souvent jugée **floue**, notamment au début du montage du dossier. Des **difficultés** sont rencontrées, comme évoqué précédemment, concernant **l'identification** :

- **Des fonds**
- **De l'interlocuteur**
- **Des critères d'éligibilité**

« C'était un peu flou. J'ai fait plusieurs courriers. Il y a eu une période de flottement entre la Préfecture et la Région. Un moment on m'a parlé de la DIREN... » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Le souci c'est de savoir ce qui est éligible et ce qui ne l'est pas, ce n'est pas facile, on a eu du mal à avoir des infos là-dessus. » (Agriculteur bénéficiaire)

« Ceci dit pour le public, l'information devrait être plus présente et même pour certains élus. Je peux vous dire que pour certains élus c'est une catastrophe, ils ne pigent rien du

tout. On peut avoir facilement beaucoup de docs, mais c'est difficile d'avoir la vision de toutes ces politiques pour voir ce qui correspond le mieux. [...] Ce n'est pas évident de savoir comment on le positionne entre certains fonds. On trouve les infos mais pour les comprendre exactement, ce n'est pas simple. » (Entreprise bénéficiaire)

2) Le contact

✦ Au global, les **contacts sont jugés bons** et les **interlocuteurs cordiaux**

✦ Cependant, certains notent un **manque de réactivité des interlocuteurs** au moment de la demande de fonds, avec une vision parfois « archétypale » des processus de l'administration....

« C'est des gens très courtois si ce n'est qu'on monte le dossier par rapport aux carcans qu'ont les gens en face de nous. On essaye de rentrer dans un moule, c'est un peu dommage. Par exemple, la personne, on commence à monter le dossier, me dit 'si vous aviez été une association, vous auriez eu 40% de financement.' Moi je lui dis 'c'est un peu dommage que vous me disiez ça maintenant parce qu'on aurait pu créer une association pour développer le projet' – 'ah oui mais c'est trop tard'. Une écoute plus fine par rapport aux entreprises. » (Potentiel entreprise)

« C'est des gens gentils mais la lourdeur de la structure et de la technocratie. [...] Franchement, on a des gens sympas au contact, pour la DIREN, la Région aussi. Ils ont tout fait pour que ça se passe au mieux. » (Entreprise bénéficiaire)

E. LE MONTAGE DU DOSSIER

★ La quasi-totalité des interviewés juge le **dossier difficile à remplir** :

- Complexité de **l'ensemble du dossier**
- Et de la **note explicative** à joindre au dossier

➔ Le dossier est vu comme **l'archétype même du 'dossier compliqué'**

« Ils vous redemandent des questions, on n'a jamais de réponse, c'était une galère sans nom. On a presque clôturé, mais il faut qu'on refasse des précisions. » (Entreprise bénéficiaire)

« Là où ça a été plus compliqué, ça a été sur la note jointe pour expliquer. On ne savait pas jusqu'à quel niveau de détail il fallait aller, s'il fallait mettre des nombres d'heures. J'ai fait quelque chose d'assez léger et ça ce n'est pas mal passé. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Le dossier pour les fonds européens est très lourd, c'est énorme. Pour l'ADEME et le Conseil régional, c'était plus simple. Franchement le dossier FEDER c'est le pire que je n'ai jamais eu dans les dossiers. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

➔ Au vu des sommes demandées, un **effort jugé parfois disproportionné voire décourageant...**

« L'instruction était complexe, il y avait des pourcentages, inutilement complexe pour une somme de 26 000 euros. » (Entreprise bénéficiaire)

« La seule expérience que j'ai, c'est au travers le montage d'un dossier avec le FEDER si ce n'est que c'était tellement lourd à monter et il y a tellement de contraintes derrière tout ça pour un intérêt relativement aléatoire en ce qui concerne les entreprises ; pour les institutions je pense qu'ils sont un peu mieux lotis, j'ai trouvé en tant qu'entreprise privée que c'était une mécanique assez lourde pour ce qu'on pouvait en espérer. » (Potentiel entreprise)

« C'est long et chiant. Je peux faire le dossier, la partie présentation, ça va, monter les projets budgétaires, il faut quelqu'un qui connaît la comptabilité. Donc maintenant on va mettre dans les fonds FEDER une partie du budget que nous coûte d'avoir quelqu'un qui fait de la compta. » (Entreprise bénéficiaire)

« Déjà, c'est lourd et un moment il faut que le jeu en vaille la chandelle parce que c'est tellement lourd à monter que c'est le montant de la subvention. » (Potentiel entreprise)

« On devrait calculer le temps qu'on passe à préparer les dossiers et à préparer les justificatifs, du coup le temps qu'on coûte en fonds publics par rapport à ce qu'on mobilise en fonds européens après. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

→ **Des procédures à alléger.** Voire, pour certains, le détachement, à la Région ou même à un niveau plus européen, de personnels dédiés au montage de projet : un « **guichet unique** ».

« Ce qui est intéressant pour un industriel, c'est d'avoir un guichet unique. Qu'il y ait une sorte de maître d'œuvre et qu'il se tape tous les fonctionnaires qu'il faut solliciter. » (Association bénéficiaire)

« Il faudrait que ces dossiers soient gérés par des agences de l'Europe. Aujourd'hui, ça passe par les Ministères, les Régions et lorsque vous avez un de ces politiques ou techniciens qui change, pour nous, ça peut changer toute la donne, déjà, vous n'avez jamais le même interlocuteur, si on avait le même, un professionnel de l'Europe, ça simplifierait beaucoup les choses. » (Association bénéficiaire)

F. LES DELAIS DE RECEPTION DES FONDS & LA RECEPTION DES FONDS

✦ Autre point de crispation : les **délais de réception des fonds**, jugés **beaucoup trop longs**. Certaines réponses arrivent même parfois des années après la demande.

→ Des délais qui peuvent placer les demandeurs dans des situations parfois délicates (avances de trésorerie, emprunts...).

« Il y a un FEDER qu'on a commencé en 2005 et qui n'est toujours pas fini. Si vous voulez nous tuer financièrement, continuez à nous aider de cette façon, ça ira plus vite. C'est des sommes énormes pour moi. [...] Si je n'avais pas remis 20 000 euros que j'ai empruntés, on était en découvert bancaire et on plantait une boîte. [...] Sur les 26 000 on nous doit encore 7 000 qu'on aura peut-être fin 2009 pour un FEDER 2005-2006 » (Entreprise bénéficiaire)

« Le premier dossier qu'on a monté, c'était le financement 2008. On a dû déposer en septembre 2008 et depuis on n'a toujours pas les crédits. Moi j'ai un trou dans mon budget 2008 d'environ 40 000 euros. On n'a pas de convention mais une notification. Aujourd'hui on ne peut pas produire de justificatif, on a les bulletins de salaire, tout ce qu'il faut mais on n'a pas pu demander de versement de la subvention, faute de convention. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« On a su en octobre 2007 qu'on pouvait prétendre à 17 300 euros. On pouvait démarrer les travaux à partir de ce moment-là. On n'a pas encore été payé là. Lancé fin 2007 ; construction courant 2008, achèvement des travaux en octobre 2008. Là on devrait, on a rappelé plusieurs fois, on nous dit que c'est parti pour paiement ; que c'est en cours. Ca fait long quand même. On nous dit que ça va être demain mais ça fait déjà un mois qu'on nous dit ça quoi. » (Agriculteur bénéficiaire)

G. EXIGENCES DE L'EUROPE VIS-A-VIS DE L'USAGE DES FONDS

- ★ Perçus comme **lourde et coûteuse en temps**, la production de justificatifs exigée par l'Union européenne pour l'allocation de fonds est **jugée nécessaire et n'est ainsi pas remise en cause**. Répondant à une **exigence de transparence**, leur aspect contraignant est accepté.

« Ils demandent, ce qui est logique, un bilan de l'activité, de ce qui a été fait, il faut justifier, c'est tout à fait normal. Il n'y a pas de sous donnés sans que ça soit prouvé, justifié. Ils ont vérifié qu'on avait bien acheté le matériel qu'on avait dit. » (Entreprise bénéficiaire)

« Je comprends que l'Europe ait besoin de garantie, il faut que tout soit transparent, je le comprends tout à fait. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

- ★ Cependant, quelques **critiques sont émises** :

- Un flou relatif quant aux **pièces exactes à fournir**, les organismes demandant souvent des éléments différents...

« En terme de justificatifs, je ne sais pas ce que j'ai à produire. Une copie de l'agenda ? Comment doit se formaliser l'agenda ? Quel niveau de détail on va me demander. On a essayé de mettre en place des agendas électroniques pour anticiper... [...] Pour d'autres projets, on produit des factures, mais quand c'est une partie du poste, il faut produire normalement un agenda. [Vous dites 'normalement', vous le savez ou vous le devinez ?] On le devine... on ne nous a rien dit sur les justificatifs. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« La Région gère les dossiers d'une autre façon que les autres structures. [...] Il faudrait une harmonisation. Que tous le monde demande la même chose. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

- Une exigence de **compte-rendu / contrôle** assez forte et complexe à satisfaire

« Là où ça se corse, c'est au niveau des comptes-rendus. Il y a un niveau d'exigence de conformité entre le projet initial et le résultat qui est trop important. Et il y a un niveau d'exigence de contrôle et de pièces à fournir qui est colossal. Tout ce que je gère par rapport au FSE me prend au moins 40% de mon travail. Pour donner un exemple, à Laval, j'ai un contrôle de services de l'UE, on a fourni tous les états analytiques financiers

et là on me demande de fournir les photocopies de toutes les feuilles de paye du personnel de Laval alors qu'ils ont déjà tous les états comptables et tout est clair. Ils veulent vérifier la cohérence entre les fiches de paye et ce qu'on a fourni en état sur les charges sociales pour chaque salarié. Il faut que je fournisse les photocopies de toutes mes notes de frais. On est déjà sous le contrôle de l'administration pénitentiaire et autant vous dire que si on dérapait, ça se saurait tout de suite. » (Association bénéficiaire)

« Si aujourd'hui on me demande de quantifier l'efficacité des fonds, je ne peux pas le faire. Je ne sais pas si la formation qu'on a donnée à une personne a un lien direct avec le fait qu'elle ait retrouvé du travail. Aujourd'hui en France, on ne sait pas faire. Aujourd'hui, on se demande aussi si c'est rentable financièrement de faire une demande. » (Association bénéficiaire)

- ✦ En mineur, certains évoquent **l'exigence de publicité de l'Union européenne sur leur projet**, sans toutefois la remettre en cause : l'UE participe au bon fonctionnement d'un projet (voire à sa réussite), il est donc évident qu'elle a sa place sur les communications.

« Ils veulent communiquer aussi sur les fonds employés, c'est tout à fait normal. Informer le public, c'est normal. Sinon le public, s'il ne sait pas que ça vient de l'Europe, le jour des élections il va voter pour rien. Cette plaque, c'est bien mais ça n'empêche pas quand on fait des publications, le FEDER est cité, on essaye d'être le relais auprès du public, c'est normal. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

H. ABOUTISSEMENT DES PROJETS

- ✦ Rappelons-le, les interviewés se sont tournés vers les fonds européens pour trois raisons principales : par 'contrainte', par opportunité ou par nécessité.

Ce à quoi les fonds ont permis d'aboutir est donc **très différent en fonction de la raison pour laquelle les interviewés se sont en première instance tournés vers ceux-ci.**

- ✦ Ceux qui se sont vu **imposer** les fonds européens par la Région se montrent quelque peu **amers** : les fonds européens n'ont fait que remplacer des fonds régionaux mais n'ont rien apporté de plus. De plus, pour certains, un problème de gestion dans les fonds (incompatibles avec d'autres subventions) ont posé de gros problèmes de trésorerie et ont obligé à emprunter.

« La Région nous a imposé de prendre une part de notre financement par le FEDER pour 47 000 euros, on a une belle lettre du Président de Région et quand ils se sont aperçus des règles régionales sur un emploi-tremplin, ils ont vu que ce n'était pas compatible et

du coup on a perdu 20 000 euros, qu'on aura plus. On nous a expliqué : 'Ah non, c'est vrai, on ne peut plus faire, voilà.' 20 000 euros pour une structure comme nous... on a fait 15 000 euros de bénéfice, donc en fait, on a fait 5 000 euros de perte. » (Entreprise bénéficiaire)

Dans ces conditions, interrogé sur ce que le FEDER lui a permis de faire, il reste très lucide : celui-ci remboursera l'avance que la banque lui a faite...

« Le FEDER a permis de rembourser l'emprunt que j'avais pris à la banque en attendant qu'il arrive. » (Entreprise bénéficiaire)

- ✦ Les individus qui ont déposé un dossier de demande de fonds européens par **opportunité** sont **plus positifs** : la mise en place du projet a été facilitée par les fonds. Ceux-ci ont permis un financement plus aisé du projet voire de revoir le projet à la hausse.

« C'est une aide qui nous a rassurés dans le début puisque ça nous a permis de créer les postes puisque c'est des postes de contractuels. Avoir la certitude qu'on a au moins du FEADER jusqu'en 2013, sauf que tous les pays ont demandé aussi du FEADER donc apparemment on n'arriverait pas jusqu'en 2013. En tout cas, nous on se posait la question sur des contrats de 3 ans. En novembre 2008 j'ai recruté ces 2 personnes-là et je savais que j'avais du FEADER sur 3 ans. Ça a permis de conserver 2 postes. Maintenant je ne sais pas combien de temps... » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Je pense que le projet aurait vu le jour sans l'aide. Financièrement, ça aurait été plus difficile. On l'aurait fait parce qu'on était motivé mais ça aurait été plus difficile. » (Agriculteur bénéficiaire)

- ✦ Enfin, ceux qui ont fait une demande de fonds européens par **nécessité** sont **encore plus positifs** : les fonds européens ont tout simplement permis au projet de voir le jour. Sans ceux-ci, le projet n'aboutissait pas.

« Ça a fait aboutir le projet et de trouver l'argent qui manquait pour faire aboutir ce projet. On ne l'aurait pas eu, ça aurait été catastrophique. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

- ★ Certains regrettent un manque de « suivi » sur le long terme : **si les fonds ont permis la mise en place du projet, quid de sa pérennité ?**

« Souvent, les gens se retrouvent le bec dans l'eau parce qu'ils n'ont pas les moyens de pérenniser les choses et il faut qu'ils repartent dans l'innovation pour obtenir des fonds. Et je trouve ça un peu dommage parce qu'on peut mettre en péril des actions qui fonctionnent bien. Je me rappelle d'un chef de service que j'avais dans un autre établissement pénitentiaire qui était tellement dans cette logique-là que tous les ans il remettait tout en cause. » (Association bénéficiaire)



Des procédures à revoir et alléger pour éviter aux bénéficiaires de se décourager à l'idée de recommencer une démarche qui leur a « coûté »... Une réflexion à mener autour de l'idée d'accompagnement au moment du montage du dossier.

IV. PERCEPTION DES SUPPORTS DE COMMUNICATION

A. PERCEPTIONS SPONTANÉES

★ Spontanément, la majorité des interviewés déclare n'avoir **ni lu, ni vu quoique ce soit sur les fonds européens** avant d'en faire une demande. Quelques interviewés déclarent « en avoir entendu parler » sans pouvoir dire par quel média.

★ Seule **une interviewée** raconte **une expérience de communication** à laquelle elle a participé (mais après avoir déposé son dossier). La réunion d'information a été jugée inadaptée, en raison du **décalage entre la présentation très magistrale et les attentes très concrètes** des entreprises.

« Ils ont essayé de co-organiser entre la Région et le SGAR des réunions d'information délocalisées auprès de tous types de porteurs de projets FEDER, FEADER et FSE pour faire une présentation. L'objectif était de présenter les fonds et de proposer des entretiens individuels avec les responsables de ces fonds. Concrètement les présentations n'étaient pas du tout adaptées aux interlocuteurs qui étaient des petites associations... Présentation très magistrale du FEDER où ça paraissait déconnecté du terrain, petite présentation du FSE où ils ont insisté sur les micro-projets à juste titre... mais je suis très critique sur cette réunion car ce n'était pas efficace et ça n'a pas participé à une meilleure lisibilité des fonds européens. Et puis sur le FEADER, il y a eu une présentation très succincte, sans préciser qu'il y a des publics éligibles sur des mesures, sans exemple, ce qui ne donne pas grand-chose aux personnes présentes. Les services ne s'étaient pas posé la question des personnes qu'ils auraient en face d'eux. On voit qu'il y a un manque de visibilité, un manque de communication sur les fonds. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

★ Concernant les **sources d'information** consultées au moment du dépôt de dossier, les répondants restent **vagues**. Ils ne peuvent citer les sites consultés ou les informations trouvées (rappel : une procédure souvent entamée il y a un certain nombre de mois, voire d'années).

Seule une interviewée évoque le **site Internet de la Région** (et généralise la remarque aux sites Internet de tous les interlocuteurs) : on trouve l'information sur celui-ci, mais à condition de savoir exactement ce qu'il faut chercher.

« Sur le site Internet de la Région, de la Préfecture, de la DRAF, on trouve les fiches mais quand on ne sait pas comment s'appelle le DOMO du FEDER, on ne peut pas le trouver. Du point de vue communication, il y a un vrai souci de lisibilité. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

B. PERCEPTION DE LA PLAQUETTE

✦ Au global, la plaquette est **perçue positivement** :

- En soi, l'existence d'un support est bien accueillie, comblant le manque d'informations sur les fonds

Plus particulièrement, l'édition d'un **support papier** est saluée dans une région rurale, pas toujours très bien équipée en accès Internet.

« Le document papier est un peu incontournable dans le milieu rural parce que le réflexe Internet n'est pas toujours là. Donc il faut le faire. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Une brochure, c'est bien. La brochure papier, c'est important sur un territoire rural. Les élus, ils ne font pas trop Internet, tout ça. On n'est pas très bien desservis Internet. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

- **L'aspect informatif** de la plaquette est salué :

- **les fonds et leur répartition sont bien expliqués**

« C'est bien, ils disent d'où viennent les fonds. Que du bien. Ça explique un peu d'où viennent les fonds, que veulent dire tous ces sigles, encore il n'y a pas tout. Ça permet de savoir combien la région touche et à quoi ça a servi. » (Entreprise bénéficiaire)

« Les choses sont positionnées, je sais ce que c'est le FEDER, le FSE et le FEADER. Globalement, ok. Je sais à peu près où va l'argent dans les grandes lignes. » (Potentiel entreprise)

« On apprend des choses. Oui, je ne savais même pas que le FSE existait. Ce n'est pas mal. » (Agriculteur bénéficiaire)

- **les contacts sont mis en évidence** (un point fort sur la plaquette dans la mesure où les contacts sont assez difficiles à trouver en général)

« Il y a les contacts, pour les différents fonds. Très bien fait. » (Entreprise bénéficiaire)

« Il y a des coordonnées, c'est bien, c'est important de savoir où s'adresser. Les illustrations, c'est pas mal. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

✦ Cependant, certaines lacunes sont relevées :

➤ **Un manque de précisions et d'exemples concrets.**

« Je pense qu'elle a vocation à être un premier niveau d'information pour les élus et les accompagnateurs de projet et qui ne doit pas avoir d'autres objectifs à mon avis. C'est un premier niveau d'information. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« On a l'impression qu'on n'est pas concerné. Je ne vois pas où je rentre. Ils n'expliquent même pas... ce n'est pas aussi clair que ça pour quelqu'un qui n'a pas une expérience. Ca donne les grandes lignes mais voilà. Qu'est ce que j'en fais si je veux faire un dossier, quels fonds j'appelle...! » (Entreprise bénéficiaire)

« Mais j'aime bien avoir des exemples de projets et là ça manque je trouve. Ils marquent les mesures, c'est bien mais des exemples de projets, ça parle plus. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Est-ce que moi, éditeur, je suis concerné ? Ca ne donne pas assez de détails. Je ne sais pas si je suis concerné... 'Informatique' ? Dans l'édition, on fait du développement, notamment de DVD, est-ce que je rentre dans cette filière, je ne sais pas. Je ne m'identifie pas à ça. [...] On n'arrive pas à se projeter, j'en comprends les grandes lignes mais je ne m'identifie pas derrière tout ça. » (Potential entreprise)

➔ **Au final, un certain déficit d'éléments plus concrets qui gêne l'identification à la cible.**

C. PERCEPTION DE LA DOUBLE PAGE DU MAGAZINE CONNEXIONS

★ Une double page consacrée aux fonds européens **très appréciée** :

➤ **Informations concrètes**, avec mention très positive du circuit du dossier

« Ca c'est très bien le circuit d'instruction des dossiers. On ne fait pas souvent de préciser à quel niveau est pris la décision... » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Le circuit du dossier, c'est important aussi. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« C'est bien, il y a des informations sur ce que l'UE peut apporter en Basse-Normandie. Je ne sais pas à qui c'est destiné et où c'est diffusé mais c'est bien accessible. Ca donne des exemples concrets des actions permises par l'UE. » (Association bénéficiaire)

➤ **Simplicité et accessibilité**

« Ce qui est important, c'est les témoignages. Je suis sûr qu'une réunion d'info avec des témoignages aurait été plus parlante. On essaye, quand on communique sur LEADER, de s'appuyer sur des témoignages de projets, il faut concrétiser les fonds européens. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Il y a les expériences, c'est pas mal ça. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

« Les exemples, c'est bien par contre. » (Potentiel entreprise)

★ Mais pour certains, des **faiblesses à corriger** :

➤ Un manque de **précisions sur la cible et les critères d'éligibilité**

« Pour moi, ça confirme que ce n'est pas accessible pour les gens lambda. A chaque fois, on ne voit dans ces brochures que des élus ou des grands chefs d'entreprise. On ne sait pas avec ces articles que tout le monde peut en bénéficier. » (Agriculteur potentiel)

➤ Le sentiment d'un **manque de neutralité**

« Ca fait plus racoleur, plus politique. Ca fait un peu pub, justification. C'est partisan pour l'Europe. » (Structure intercommunale bénéficiaire)

V. BILAN & PISTES D'OPTIMISATION

Généralement, la connaissance des fonds européens se limite à sa propre expérience. Les vocations et le fonctionnement semblent peu connus dans les détails. Ils n'en demeurent pas moins perçus très positivement et leurs objectifs, qui s'inscrivent globalement dans le développement de la région, sont bien accueillis pour une région considérée comme en déclin aujourd'hui.

Concernant le 'fonctionnement' des fonds (demande, montage du dossier), on le juge perfectible. Aujourd'hui, les organismes interlocuteurs sont difficilement identifiés et l'information tend à se faire de manière descendante (mais de manière insuffisamment précise). Un manque en termes de communication est évoqué : où chercher de l'information sur les fonds ?

Les bénéficiaires potentiels sont souvent orientés vers les fonds européens par un organisme qu'ils connaissent bien ; le dossier est ensuite pris en charge soit par cet organisme, soit par la Région. Au final et même lorsqu'ils ont déjà bénéficié de fonds européens pour mener à bien des projets, peu de bénéficiaires estiment être parfaitement au courant des démarches exactes pour y avoir recours.

Cependant, les demandeurs prennent part au montage du dossier et identifient des écueils qu'il faut nécessairement lever pour éviter de décourager les bénéficiaires potentiels :

- ✦ Un manque de réactivité des interlocuteurs chargés du dossier
- ✦ Une complexité du dossier
 - ➔ **Un accompagnement à mettre en place, sur le mode du guichet unique**
- ✦ Des délais de versement des fonds beaucoup trop longs, qui peuvent amener à faire des avances de trésorerie pénalisantes pour la structure demandeuse
 - ➔ **Des délais à raccourcir**
- ✦ Un manque de clarté concernant les pièces justificatives à fournir
- ✦ La communication sur les fonds européens est jugée insuffisante.
 - ➔ **Une information à mettre en avant, une communication à rendre nettement plus visible.**

Cette communication doit bien reprendre :

- Les **différents fonds européens**, leurs objectifs, leurs cibles et les critères d'éligibilité
- Les **organismes vers lesquels se tourner** pour en faire la demande
- La **place et le rôle de la Région** dans l'attribution des fonds
- Le **'fonctionnement' de la demande** : montage du dossier, contacts en cas de besoin, pièces à fournir... dans ses grandes lignes
- Une **dimension testimoniale** permettrait une meilleure identification à la cible des fonds : exemple concret, témoignages de représentants d'entreprises, d'associations...
- Avec une mise en valeur de l'impact **de l'attribution de ces fonds sur la région** et sur le 'quotidien' des structures bénéficiaires.

V. Phase 3 : L'étude quantitative auprès du grand public



**A) Note synthétique des
résultats de la phase
quantitative**

Fiche technique du sondage

Sondage exclusif CSA / Région Basse-Normandie réalisé par téléphone les 15, 16 et 17 septembre 2009 au domicile des personnes interrogées

Echantillon régional représentatif de 805 Bas-Normands âgés de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par département et catégorie d'agglomération.

(Tous les sondages publiés par CSA sont disponibles sur le site : <http://www.csa.eu>)

Les rappels sont issus de l'enquête suivante :

- Sondage exclusif réalisé par téléphone au domicile des personnes interviewées les 07 et 08 novembre 2007, auprès d'un échantillon national représentatif de 996 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

I- Une distance notable à l'égard de l'Union européenne et une image globale de l'Union européenne assez médiocre

Les Bas-Normands sont relativement peu attachés à l'Union européenne : **58% d'entre eux s'en disent attachés, dont seulement 17% de « très attachés ».**

Les « europhiles » sont moins présents au centre de la pyramide des âges (53% des 30-49 ans se déclarent attachés à l'Union européenne, contre 64% des jeunes et 60% des seniors), de même que chez les habitants de communes rurales (moins de 2 000 habitants : 53%) et dans le département de la Manche (54%). Par contraste, les Bas-Normands sont quasi unanimement attachés à leur pays (95%). De même, ils sont dans l'ensemble fortement attachés à leur région (89%), même si, dans le détail, cet attachement caractérise davantage les seniors (50 ans ou plus : 94%) que les jeunes (moins de 30 ans : 79%), ainsi, bien sûr, que ceux qui vivent depuis plus de dix ans dans la région (91%). L'attachement au département (87% dans l'ensemble) a une structure comparable, et il est plus marqué dans le département de la Manche (90%). Enfin, l'attachement à leur commune (84%) suit à peu de choses près le même schéma.

Lorsqu'on leur demande plus spécifiquement de noter, sur une échelle de 0 à 10, l'image qu'ils ont de l'Union européenne (0 correspondant à une très mauvaise image, et 10 à une très bonne image), **les Bas-Normands témoignent d'une représentation moyenne de l'Union européenne.** Plus de la moitié des interrogés (53%) donnent une note inférieure à 6/10 (cette proportion se réduisant à 44% chez les jeunes), tandis que plus d'un tiers (34% dans l'ensemble ; notamment 46% des CSP+) citent une note de 6/10 ou 7/10. Seuls 13% des Bas-Normands donnent donc une note d'image égale ou supérieure à 8/10, pour une moyenne de 5,17/10, qui tombe à 5,01/10 dans la Manche, voire à 4,86/10 chez les habitants de communes rurales.

II- L'action européenne en Basse-Normandie est même jugée majoritairement de façon plus nuisible que bénéfique

Ce faible attachement des Bas-Normands à l'égard de l'Union européenne peut s'expliquer par le fait que l'impact de l'Union européenne **sur leur environnement immédiat** est perçu de façon plutôt négative.

A peine plus d'un tiers d'entre eux (37%) déclarent que l'appartenance à l'Union européenne a eu plus d'avantages que d'inconvénients pour la région (mais cette proportion monte à 44% chez les CSP+ et à 53% chez les 18-24 ans), contre 48% jugeant que cette appartenance a eu plus d'inconvénients que d'avantages (opinion surreprésentée chez les ruraux, 56%, et les CSP-, 53% ; mais sous-représentée dans le Calvados : 41%).

Ces résultats traduisent une légère dégradation de l'impact perçu de l'Union européenne dans la région par rapport au sondage de novembre 2008, où les Bas-Normands étaient 42% à estimer que l'appartenance à l'Union avait plus d'avantages que d'inconvénients, même si ce chiffre se situait déjà en-dessous de la moyenne des Français (48%).

Ce jugement négatif se renforce même au regard de leur propre situation : il est partagé par la majorité des Bas-Normands (51%) en ce qui concerne l'impact de l'adhésion à l'Union européenne sur leur situation personnelle, et tout particulièrement chez les CSP- (60%) et les 40-64 ans. **Au final, seulement 30% des Bas-Normands jugent que cette appartenance a eu plus d'avantages que d'inconvénients**, les jeunes (42%) et les CSP+ (44%) constituant le fer de lance de cette population satisfaite personnellement.

On constate également qu'au niveau strictement individuel, **seule une minorité relative de Bas-Normands, 47% contre 50%, estime bénéficier personnellement de l'intervention européenne en Basse-Normandie**, que ce soit directement ou indirectement. On observe même qu'à peine 12% des Bas-Normands jugent ce bénéfice personnel « certain ». Dans le détail, on note que le bénéfice global perçu est plus fort dans le Calvados (50%) que dans l'Orne (47%) et la Manche (45%).

III- Les interventions de l'Union dans la région souffrent d'un important manque de visibilité

Lorsque l'on interroge les Bas-Normands sur l'existence d'une participation financière de l'Union en Basse-Normandie dans différents domaines, on s'aperçoit que **les domaines d'intervention européenne sont très inégalement connus**.

Les secteurs où ces interventions sont **les plus visibles des Bas-Normands sont les échanges culturels et universitaires** (69% ; 83% chez les plus diplômés), **le tourisme** (68% ; 58% seulement chez les CSP+), **et le développement durable** (68%) – la question environnementale étant bien mieux ancrée auprès des CSP+ (77%).

L'intervention de l'Union européenne est supposée **par un peu plus de la moitié** des Bas-Normands dans **la recherche et l'innovation** (63% ; proportion décroissante avec l'âge : 71% chez les jeunes, 61% chez les seniors), **l'agriculture** (seulement 59%, soit une perte de 17 points par rapport au sondage de novembre 2008 ; mais résistant chez les plus diplômés : 78%), **le développement économique** (54% ; seulement 48% dans la Manche) et **l'industrie** (51% ; seulement 40% des moins diplômés).

En revanche, **seule une minorité** de Bas-Normands sait que l'Union européenne intervient **dans la pêche et l'aquaculture** (47% ; malgré un score de 58% chez les CSP+ et de 57% dans le Calvados), **les infrastructures de transports** (46%) – connues par 50% des jeunes contre 43% des seniors, et par 51% des Ornais –, **la qualité de l'alimentation** (44% ; 51% des CSP+ mais seulement 39% dans la Manche), **les infrastructures de santé** (40%) – particulièrement citées par les 18-24 ans (57%) et les Ornais (54%), par opposition aux Manchois (31%) –, **la formation professionnelle** (39% ; mais 53% des 18-24 ans et 49% des Ornais) et **le développement des zones rurales** (38% ; fréquence de citation croissante avec l'âge).

Enfin, **moins d'un tiers** des interrogés attribuent une intervention financière à l'Union en matière **de rénovation et amélioration de quartiers** (33% ; avec une fracture entre Orne, 49%, et Manche, 28%), **d'insertion sociale et professionnelle** (31% ; malgré 40% dans l'Orne) et **d'emploi** (29%).

IV- Malgré une certaine appréciation des domaines d'intervention les plus visibles, les Bas-Normands ne se sentent pas assez pris en compte par l'Union européenne

Sans surprise, on constate que **l'appréciation par les Bas-Normands de l'action de l'Union européenne dans les différents domaines est souvent liée à l'intervention financière qu'ils supposent de l'Union européenne dans les mêmes domaines.**

Ainsi, **les trois domaines où l'action de l'Union européenne suscite la plus grande satisfaction** sont également le **tourisme (71%)**, les **échanges culturels et universitaires (69%** ; mieux appréciés dans le Calvados, 72%, dans la Manche, 68% mais l'Orne 63%) et **l'environnement et le développement durable (61%** ; avec une appréciation en baisse avec l'âge : 68% de « bien » chez les jeunes, 58% chez les seniors). **Il faut souligner que l'appréciation positive de l'action européenne, dans quelque domaine que ce soit, est caractérisée par une très faible intensité** : s'ils sont donc 61% des Bas-Normands à estimer que l'Union européenne s'occupe dans l'ensemble « bien » de **l'environnement et du développement durable**, seuls 8% répondent qu'elle s'en occupe « très bien » (12% parmi les 18-24 ans).

Derrière ce trio de tête vient **la recherche et l'innovation (58%)**, davantage appréciée par les jeunes (66%) que par les seniors (55%), avec une fracture géographique entre taux d'appréciation dans le Calvados (61%) et dans la Manche (54%).

On note que **si l'intervention européenne est moins connue en matière d'infrastructures de transports (46% de « oui »), elle est néanmoins plus appréciée (57% de « bien »)** – particulièrement par les jeunes (63%), les CSP- (64%) et les moins diplômés (63%) –, à l'instar de **la qualité de l'alimentation**, domaine d'intervention connu par 44% des Bas-Normands mais apprécié par 53% d'entre eux.

A l'inverse, **l'agriculture est un domaine d'intervention financière européenne supposée par 59% des Bas-Normands, mais ils ne sont que 41% à estimer que l'Union européenne s'en occupe bien** (seulement 37% des hommes et 32% dans la Manche). De même, respectivement 51% et 47% des interrogés supposent une intervention financière de l'Union dans **l'industrie** et dans **la pêche/aquaculture**, tandis qu'ils ne sont que 42% et 40% à juger que l'Union européenne s'en occupe « bien » (voire 36% des CSP+ et des Manchois pour la pêche).

Dans l'esprit des Bas-Normands, leur région est assez peu considérée par l'Union européenne relativement aux autres régions françaises. Si une majorité des interrogés (52%) estiment que la participation financière de l'Union européenne en Basse-Normandie n'est ni plus, ni moins importante que dans les autres régions françaises (62% des Bac+2), ils sont quatre fois plus nombreux à penser que cette participation est relativement moins importante en Basse-Normandie (28%) qu'à penser qu'elle est relativement plus importante (7% ; 13% parmi les 18-24 ans).

V- Une nette majorité de Bas-Normands se sent mal informée sur l'intervention européenne dans la région, ce qui se vérifie au regard d'une connaissance limitée

Dans l'ensemble, **les Bas-Normands ont très largement le sentiment d'être mal informés sur l'action de l'Union européenne dans leur région : c'est le cas pour 76% d'entre eux.** Trois Bas-Normands sur dix estiment même qu'ils sont « très mal informés » sur cette question, cette proportion montant à 41% chez les 30-39 ans, mais se limitant à 21% des retraités. Moins d'un quart d'entre eux (23%) se jugent bien informés (seulement 15% des 40-49 ans), seuls 3% allant jusqu'à affirmer qu'ils sont « très bien informés ». Par rapport aux résultats de novembre 2008, on constate néanmoins une légère hausse de la part des Bas-Normands se déclarant bien informés, avec une progression de 5 points (de 18% à 23%).

Ce sentiment individuel de mauvaise information au sujet de l'intervention européenne est avéré par la **notoriété très faible des fonds européens en général en Basse-Normandie.** Après s'être entendus décrire en quoi ces fonds consistaient, **près de huit Bas-Normands sur dix (78%) reconnaissent ne pas avoir entendu parler de ces fonds** (84% des jeunes). Moins d'un quart des interrogés (22%) déclare donc avoir entendu parler des fonds européens (avec une fracture entre CSP-, 14%, et CSP+, 31%), et moins d'un Bas-Normand sur dix (9%) affirme qu'il savait bien ce dont il s'agissait (28% des plus diplômés).

De façon spontanée, les Bas-Normands ont du mal à citer des actions ou réalisations soutenues financièrement par l'Union européenne : 76% d'entre eux ne se prononcent pas sur la question. **Les éléments spontanés les plus fréquemment cités sont les infrastructures** (12% ; 9% des femmes, mais 20% des plus diplômés), **les transports** (10% ; 4% des jeunes), l'agriculture et la pêche (8% ; mais 20% des plus diplômés), le tourisme/la culture (7% ; 3% des CSP- contre 17% des plus diplômés), l'éducation (7% ; 23% des plus diplômés contre 3% des moins diplômés), l'emploi/l'économie (6% ; 3% des femmes) voire l'environnement (3% ; 0% des moins diplômés contre 8% des plus diplômés).

Ce manque d'information se confirme à nouveau lorsque l'on énonce aux interrogés les noms de différents fonds européens : **aucun d'entre eux n'est connu par plus d'un Bas-Normand sur trois. Le FEADER et le FSE** arrivent à égalité en tête du classement de notoriété, **29%** des interrogés en ayant entendu parler (16% des jeunes contre 52% des 65-74 ans pour le FEADER). Cette proportion tombe à **27% pour le FEP**, néanmoins mieux connu parmi les seniors (35%) et les Manchois (32%), par opposition aux Ornaïens (14%). Moins d'un Bas-Normand sur quatre a entendu parler du **FEDER (23% ; 15% des jeunes et 16% des CSP-)**.

VI- La télévision, en tête des moyens d'information sur l'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie

Les sources d'information les plus utilisées par les Bas-Normands pour se renseigner sur l'activité de l'Union européenne dans leur région sont d'abord la télévision puis les supports avec une composante locale.

En effet, **la télévision nationale (49%)** arrive en tête des réponses (particulièrement parmi les seniors, 53%, les CSP-, 52%, et les Manchois, 52%). **Elle est suivie de près par un trio de médias locaux** : la télévision locale (46% ; 56% des seniors et 55% des moins diplômés), la presse écrite locale (45% ; 57% des plus diplômés mais seulement 32% des jeunes) et, dans une moindre mesure, la radio locale (30% ; voire 34% des Manchois).

Le bouche à oreille n'est cité que par 28% des Bas-Normands (mais par 40% des 18-24 ans), tandis que moins d'un quart d'entre eux déclare utiliser la presse nationale (23%) et Internet (23% ; mais 45% des jeunes et 41% des CSP+).

Enfin, un Bas-Normand sur cinq affirme utiliser la radio nationale (20% ; 24% dans l'Orne).

VII- Conclusion : les principaux enseignements de la phase quantitative

Les Bas-Normands font preuve d'une attitude problématique à l'égard de l'Union européenne : d'une part, ils témoignent d'un a priori plutôt négatif sur l'action de l'Union européenne dans leur région et, d'autre part, leur connaissance très limitée des interventions de l'Union européenne en Basse-Normandie montre que ce jugement négatif est sans doute légèrement dépassable.

Si l'action de l'Union reste globalement soutenue par un noyau dur de sympathisants « europhiles », celle-ci souffre donc d'un grand manque de visibilité auprès des Bas-Normands en général. Ceux-ci connaissent d'ailleurs très mal les fonds européens. Or, on s'aperçoit que sur les domaines où ils sont les mieux informés, les Bas-Normands manifestent une réelle appréciation de l'intervention européenne.

Très clairement, les fonds européens gagneraient donc en visibilité en mettant fortement en avant quelques projets très concrets bénéficiant d'une aide financière de l'Union européenne. Cette matérialisation de l'Union européenne dans l'univers immédiat des Bas-Normands apparaît indispensable pour gagner les faveurs des plus réticents, qui sont le plus souvent des individus sous-informés sur les interventions européennes en général.

B) Résultats du sondage

I. Les représentations spontanées de l'Union européenne et de son intervention en Basse-Normandie

Sentiment d'attachement à l'Union européenne par rapport aux autres échelons

QUESTION - Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas attaché du tout... ?

%	Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Plutôt pas attaché	Pas attaché du tout	Ne se prononcent pas
- ... à votre pays.....100	95	60	35	5	3	2	-
- ... à votre région.....100	89	48	41	11	6	5	-
- ... à votre département.....100	87	42	45	13	7	6	-
- ... à votre commune100	84	45	39	16	8	8	-
- ... à l'Union européenne.....100	58	17	41	41	15	26	1

%	<i>Rappel Hiver 2008 Français</i>					
	Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Peu attaché	Pas attaché du tout
- ... A la France..... 100	92	59	33	8	6	2
- ... A votre région..... 100	83	43	40	17	13	4
- ... A votre commune 100	80	34	46	20	16	4
- ... A l'Europe..... 100	65	23	42	35	24	11

%	<i>Rappel Hiver 2008 Bas-Normands</i>					
	Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Peu attaché	Pas attaché du tout
- ... A la France..... 100	90	56	34	10	8	2
- ... A votre région..... 100	84	40	44	16	13	3
- ... A votre commune 100	76	32	44	24	20	4
- ... A l'Europe..... 100	57	20	37	43	29	14

Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas attaché du tout... ?

	Total	... à votre pays						NSPP
		Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Plutôt pas attaché	Pas attaché du tout	
ENSEMBLE	100	95	60	35	5	3	2	0
Sexe								
- Homme.....	100	93	58	35	7	3	4	0
- Femme.....	100	97	62	35	3	2	1	0
Age								
Moins de 30 ans	100	92	41	51	7	4	3	1
- 18 à 24 ans.....	100	92	42	50	8	5	3	0
- 25 à 29 ans (*).....	100	92	37	55	7	3	4	1
De 30 à 49 ans	100	96	59	37	4	3	1	0
- 30 à 39 ans.....	100	94	52	42	6	5	1	0
- 40 à 49 ans.....	100	97	64	33	3	2	1	0
50 ans ou plus	100	95	68	27	5	2	3	0
- 50 à 64 ans.....	100	93	67	26	7	2	5	0
- 65 à 74 ans.....	100	96	65	31	3	2	1	1
- 75 ans et plus.....	100	100	77	23	0	0	0	0
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	100	74	26	0	0	0	0
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	96	47	49	4	0	4	0
CSP +	100	94	61	33	6	5	1	0
- Cadre, profession libérale.....	100	94	64	30	5	4	1	1
- Profession intermédiaire.....	100	93	59	34	7	6	1	0
CSP -	100	93	54	39	7	4	3	0
- Employé.....	100	91	56	35	9	6	3	0
- Ouvrier.....	100	94	53	41	6	3	3	0
- Retraité.....	100	98	69	29	2	1	1	0
- Autres inactifs (*).....	100	94	53	41	6	3	3	0
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	93	58	35	7	5	2	0
- Cadre, profession libérale (*).....	100	95	57	38	5	3	2	0
- Profession intermédiaire.....	100	93	58	35	7	6	1	0
CSP -	100	94	57	37	6	3	3	0
- Employé.....	100	94	53	41	6	4	2	0
- Ouvrier.....	100	93	60	33	7	3	4	0
- Retraité.....	100	97	70	27	2	1	1	1
- Autres inactifs.....	100	96	53	43	3	2	1	1
Statut								
Actif	100	94	58	36	6	3	3	0
- Travaille à son compte.....	100	97	70	27	3	0	3	0
- Salarié.....	100	94	55	39	6	4	2	0
Dont : secteur public.....	100	95	58	37	5	4	1	0
Dont : secteur privé.....	100	93	53	40	7	4	3	0
Inactif	100	97	63	34	3	2	1	0
- Etudiant (*).....	100	94	32	62	5	5	0	1
- Femme au foyer.....	100	96	57	39	4	2	2	0
- Retraité.....	100	97	70	27	2	1	1	1
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	97	65	32	3	1	2	0
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	95	62	33	5	4	1	0
- BAC.....	100	92	57	35	8	3	5	0
- BAC + 2.....	100	96	49	47	3	1	2	1
- Supérieur à Bac +2.....	100	92	50	42	8	6	2	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas attaché du tout... ?

	Total	... à votre pays						NSPP
		Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Plutôt pas attaché	Pas attaché du tout	
ENSEMBLE.....	100	95	60	35	5	3	2	0
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	96	60	36	4	2	2	0
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	98	60	38	2	1	1	0
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	96	67	29	4	2	2	0
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	88	54	34	12	7	5	0
Département								
- Calvados	100	94	59	35	6	3	3	0
- Manche	100	95	63	32	5	2	3	0
- Orne	100	98	59	39	2	2	0	0
Type d'habitation								
- un appartement HLM.....	100	92	66	26	8	3	5	0
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	90	58	32	10	6	4	0
- un pavillon ou une maison individuelle	100	96	60	36	4	2	2	0
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	95	60	35	5	3	2	0
- Locataire	100	94	61	33	6	4	2	0
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	95	46	49	4	2	2	1
- 6 à 10 ans	100	96	51	45	4	2	2	0
- Plus de 10 ans	100	95	62	33	5	3	2	0
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	97	65	32	3	2	1	0
- Très attaché	100	98	81	17	2	1	1	0
- Plutôt attaché	100	97	59	38	3	3	0	0
Pas attaché	100	92	53	39	8	3	5	0
- Plutôt pas attaché	100	98	56	42	2	1	1	0
- Pas attaché du tout.....	100	89	51	38	11	5	6	0
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	91	54	37	9	4	5	0
- 5	100	94	56	38	5	3	2	1
- 6 et 7	100	97	64	33	3	2	1	0
- 8 et plus.....	100	98	69	29	2	2	0	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	96	65	31	4	3	1	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	94	59	35	6	3	3	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	99	66	33	1	1	0	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	94	59	35	6	3	3	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas attaché du tout... ?

	Total	... à votre région					
		Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Plutôt pas attaché	Pas attaché du tout
ENSEMBLE	100	89	48	41	11	6	5
Sexe							
- Homme.....	100	90	51	39	10	6	4
- Femme.....	100	89	45	44	11	5	6
Age							
Moins de 30 ans	100	79	34	45	21	12	9
- 18 à 24 ans	100	78	35	43	22	14	8
- 25 à 29 ans (*)	100	84	35	49	16	5	11
De 30 à 49 ans	100	88	46	42	12	7	5
- 30 à 39 ans	100	87	41	46	13	7	6
- 40 à 49 ans	100	89	49	40	11	6	5
50 ans ou plus	100	94	55	39	6	3	3
- 50 à 64 ans	100	92	48	44	8	3	5
- 65 à 74 ans	100	94	59	35	6	4	2
- 75 ans et plus.....	100	98	67	31	2	0	2
Profession du chef de famille							
- Agriculteur (*)	100	94	52	42	6	4	2
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	79	36	43	21	14	7
CSP +	100	87	40	47	13	6	7
- Cadre, profession libérale.....	100	82	39	43	18	9	9
- Profession intermédiaire	100	88	39	49	12	5	7
CSP -	100	88	46	42	12	7	5
- Employé	100	86	47	39	14	8	6
- Ouvrier	100	89	46	43	11	6	5
- Retraité.....	100	93	58	35	7	4	3
- Autres inactifs (*).....	100	93	45	48	7	1	6
Profession de l'interviewé(e)							
CSP +	100	87	38	49	13	7	6
- Cadre, profession libérale (*)	100	82	38	44	18	13	5
- Profession intermédiaire	100	90	39	51	10	4	6
CSP -	100	88	46	42	12	6	6
- Employé	100	84	42	42	16	7	9
- Ouvrier	100	92	50	42	8	5	3
- Retraité.....	100	93	61	32	7	4	3
- Autres inactifs	100	88	41	47	12	6	6
Statut							
Actif	100	88	45	43	12	6	6
- Travaille à son compte.....	100	90	51	39	10	8	2
- Salarié	100	87	42	45	13	7	6
Dont : secteur public	100	86	46	40	14	7	7
Dont : secteur privé.....	100	89	40	49	11	6	5
Inactif	100	91	53	38	9	5	4
- Etudiant (*)	100	75	31	44	25	14	11
- Femme au foyer.....	100	96	42	54	4	1	3
- Retraité.....	100	93	61	32	7	4	3
Niveau de diplôme							
- Sans diplôme/Primaire.....	100	91	59	32	9	3	6
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	92	49	43	8	6	2
- BAC.....	100	86	38	48	14	6	8
- BAC + 2.....	100	84	30	54	16	9	7
- Supérieur à Bac +2.....	100	79	37	42	21	12	9

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas attaché du tout... ?

	Total	... à votre région					
		Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Plutôt pas attaché	Pas attaché du tout
ENSEMBLE	100	89	48	41	11	6	5
Catégorie d'agglomération							
- Communes rurales (-2000)	100	88	46	42	12	6	6
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	91	52	39	9	6	3
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	89	54	35	11	5	6
- Unités urbaines de 100 à 200000h et + ...	100	91	43	48	9	6	3
Département							
- Calvados	100	88	47	41	12	6	6
- Manche	100	91	49	42	9	5	4
- Orne	100	90	51	39	10	6	4
Type d'habitation							
- un appartement HLM	100	89	55	34	11	5	6
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	83	43	40	17	10	7
- un pavillon ou une maison individuelle	100	90	48	42	10	6	4
Statut d'occupation							
- Propriétaire	100	91	48	43	9	5	4
- Locataire	100	86	49	37	14	7	7
Ancienneté d'habitation dans la région							
- 5 ans et moins (*)	100	71	33	38	29	11	18
- 6 à 10 ans	100	77	30	47	23	13	10
- Plus de 10 ans	100	91	50	41	9	5	4
Attachement à l'Union européenne							
Attaché	100	91	50	41	9	6	3
- Très attaché	100	93	71	22	7	5	2
- Plutôt attaché	100	90	40	50	10	6	4
Pas attaché	100	87	46	41	13	6	7
- Plutôt pas attaché	100	92	48	44	8	7	1
- Pas attaché du tout	100	84	45	39	16	5	11
Note d'appréciation de l'Union européenne							
- 4 et moins	100	89	53	36	11	5	6
- 5	100	85	42	43	15	9	6
- 6 et 7	100	90	42	48	10	6	4
- 8 et plus	100	92	63	29	8	3	5
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région							
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	93	49	44	7	4	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	88	51	37	12	6	6
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle							
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	92	52	40	8	4	4
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	87	48	39	13	7	6

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas attaché du tout... ?

	Total	... à votre département					
		Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Plutôt pas attaché	Pas attaché du tout
ENSEMBLE	100	87	42	45	13	7	6
Sexe							
- Homme.....	100	87	41	46	13	7	6
- Femme.....	100	87	43	44	13	7	6
Age							
Moins de 30 ans	100	78	29	49	22	12	10
- 18 à 24 ans	100	80	31	49	20	11	9
- 25 à 29 ans (*)	100	74	26	48	26	15	11
De 30 à 49 ans	100	86	40	46	14	8	6
- 30 à 39 ans	100	83	34	49	17	11	6
- 40 à 49 ans	100	89	45	44	11	5	6
50 ans ou plus	100	91	49	42	9	4	5
- 50 à 64 ans	100	86	39	47	14	5	9
- 65 à 74 ans	100	94	53	41	6	5	1
- 75 ans et plus.....	100	98	66	32	2	0	2
Profession du chef de famille							
- Agriculteur (*)	100	98	42	56	2	1	1
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	75	36	39	25	11	14
CSP +	100	83	36	47	17	9	8
- Cadre, profession libérale.....	100	79	41	38	21	10	11
- Profession intermédiaire	100	85	34	51	15	8	7
CSP -	100	85	37	48	15	8	7
- Employé	100	82	38	44	18	10	8
- Ouvrier	100	86	36	50	14	8	6
- Retraité.....	100	93	54	39	7	4	3
- Autres inactifs (*).....	100	86	39	47	14	7	7
Profession de l'interviewé(e)							
CSP +	100	86	36	50	14	7	7
- Cadre, profession libérale (*)	100	86	39	47	14	12	2
- Profession intermédiaire	100	86	35	51	14	6	8
CSP -	100	85	37	48	15	8	7
- Employé	100	81	33	48	19	11	8
- Ouvrier	100	88	41	47	12	5	7
- Retraité.....	100	94	57	37	6	4	2
- Autres inactifs	100	83	36	47	17	8	9
Statut							
Actif	100	86	38	48	14	7	7
- Travaille à son compte.....	100	92	46	46	8	5	3
- Salarié	100	85	36	49	15	8	7
Dont : secteur public	100	84	35	49	16	11	5
Dont : secteur privé.....	100	86	36	50	14	7	7
Inactif	100	89	48	41	11	6	5
- Etudiant (*)	100	69	27	42	31	13	18
- Femme au foyer.....	100	89	35	54	11	3	8
- Retraité.....	100	94	57	37	6	4	2
Niveau de diplôme							
- Sans diplôme/Primaire.....	100	89	54	35	11	4	7
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	93	41	52	7	5	2
- BAC.....	100	83	32	51	17	9	8
- BAC + 2.....	100	80	33	47	20	10	10
- Supérieur à Bac +2.....	100	72	33	39	28	16	12

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas attaché du tout... ?

	Total	... à votre département					
		Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Plutôt pas attaché	Pas attaché du tout
ENSEMBLE	100	87	42	45	13	7	6
Catégorie d'agglomération							
- Communes rurales (-2000).....	100	86	41	45	14	8	6
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	91	46	45	9	5	4
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	87	46	41	13	6	7
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	86	38	48	14	7	7
Département							
- Calvados.....	100	85	40	45	15	7	8
- Manche.....	100	90	44	46	10	5	5
- Orne.....	100	87	44	43	13	9	4
Type d'habitation							
- un appartement HLM.....	100	82	49	33	18	7	11
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	85	43	42	15	10	5
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	89	42	47	11	6	5
Statut d'occupation							
- Propriétaire.....	100	90	42	48	10	5	5
- Locataire.....	100	84	42	42	16	9	7
Ancienneté d'habitation dans la région							
- 5 ans et moins (*).....	100	70	31	39	30	16	14
- 6 à 10 ans.....	100	73	30	43	27	18	9
- Plus de 10 ans.....	100	90	44	46	10	5	5
Attachement à l'Union européenne							
Attaché	100	90	45	45	10	6	4
- Très attaché.....	100	93	66	27	7	2	5
- Plutôt attaché.....	100	88	36	52	12	8	4
Pas attaché	100	84	39	45	16	7	9
- Plutôt pas attaché.....	100	93	41	52	7	6	1
- Pas attaché du tout.....	100	79	38	41	21	8	13
Note d'appréciation de l'Union européenne							
- 4 et moins.....	100	86	43	43	14	7	7
- 5.....	100	84	39	45	16	8	8
- 6 et 7.....	100	89	39	50	11	7	4
- 8 et plus.....	100	90	55	35	10	6	4
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région							
- Plus d'avantages que d'inconvénients.....	100	91	45	46	9	6	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages.....	100	86	42	44	14	7	7
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle							
- Plus d'avantages que d'inconvénients.....	100	90	49	41	10	6	4
- Plus d'inconvénients que d'avantages.....	100	86	40	46	14	7	7

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas attaché du tout... ?

	Total	... à votre commune						NSPP
		Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Plutôt pas attaché	Pas attaché du tout	
ENSEMBLE	100	84	45	39	16	8	8	0
Sexe								
- Homme	100	82	47	35	18	9	9	0
- Femme	100	84	43	41	16	9	7	0
Age								
Moins de 30 ans	100	74	24	50	26	14	12	0
- 18 à 24 ans	100	78	27	51	22	13	9	0
- 25 à 29 ans (*).....	100	64	16	48	36	16	20	0
De 30 à 49 ans	100	83	45	38	17	8	9	0
- 30 à 39 ans	100	81	43	38	19	9	10	0
- 40 à 49 ans	100	83	45	38	17	8	9	0
50 ans ou plus	100	87	52	35	13	7	6	0
- 50 à 64 ans	100	82	41	41	18	9	9	0
- 65 à 74 ans	100	92	59	33	7	5	2	1
- 75 ans et plus.....	100	93	70	23	7	4	3	0
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*)	100	77	27	50	23	19	4	0
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	84	36	48	16	3	13	0
CSP +	100	77	39	38	23	10	13	0
- Cadre, profession libérale.....	100	80	44	36	20	9	11	0
- Profession intermédiaire	100	76	36	40	24	11	13	0
CSP -	100	82	41	41	18	9	9	0
- Employé	100	81	46	35	19	11	8	0
- Ouvrier.....	100	83	39	44	17	8	9	0
- Retraité.....	100	88	58	30	12	8	4	0
- Autres inactifs (*).....	100	88	38	50	12	4	8	0
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	77	41	36	23	12	11	0
- Cadre, profession libérale (*)	100	75	40	35	25	21	4	0
- Profession intermédiaire	100	79	42	37	21	8	13	0
CSP -	100	82	39	43	18	10	8	0
- Employé	100	78	40	38	22	15	7	0
- Ouvrier.....	100	86	39	47	14	6	8	0
- Retraité.....	100	89	62	27	11	5	6	0
- Autres inactifs.....	100	82	35	47	18	6	12	0
Statut								
Actif	100	81	40	41	19	11	8	0
- Travaille à son compte.....	100	86	45	41	14	9	5	0
- Salarié	100	81	39	42	19	12	7	0
Dont : secteur public	100	80	38	42	20	14	6	0
Dont : secteur privé	100	82	40	42	18	10	8	0
Inactif	100	86	51	35	14	6	8	0
- Etudiant (*)	100	71	22	49	29	15	14	0
- Femme au foyer	100	86	38	48	14	3	11	0
- Retraité.....	100	89	62	27	11	5	6	0
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	84	55	29	16	7	9	0
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	87	46	41	13	7	6	0
- BAC	100	83	36	47	17	8	9	0
- BAC + 2	100	73	30	43	26	17	9	1
- Supérieur à Bac +2	100	72	28	44	28	15	13	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas attaché du tout... ?

	Total	... à votre commune						NSPP
		Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Plutôt pas attaché	Pas attaché du tout	
ENSEMBLE	100	84	45	39	16	8	8	0
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000)	100	82	43	39	18	9	9	0
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	87	45	42	13	8	5	0
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	84	45	39	16	7	9	0
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	81	50	31	19	8	11	0
Département								
- Calvados	100	81	43	38	19	9	10	0
- Manche	100	85	45	40	15	8	7	0
- Orne	100	87	48	39	13	7	6	0
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	79	47	32	21	8	13	0
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	77	37	40	23	5	18	0
- un pavillon ou une maison individuelle	100	85	46	39	15	9	6	0
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	86	47	39	14	8	6	0
- Locataire	100	79	42	37	21	10	11	0
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*)	100	69	21	48	31	8	23	0
- 6 à 10 ans	100	74	37	37	26	12	14	0
- Plus de 10 ans	100	85	47	38	15	8	7	0
Attachement à l'Union européenne								
- Attaché	100	86	48	38	14	7	7	0
- Très attaché	100	87	59	28	13	8	5	0
- Plutôt attaché	100	86	44	42	14	7	7	0
- Pas attaché	100	79	40	39	21	10	11	0
- Plutôt pas attaché	100	89	44	45	11	6	5	0
- Pas attaché du tout	100	74	38	36	26	12	14	0
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	82	39	43	18	8	10	0
- 5	100	80	42	38	20	9	11	0
- 6 et 7	100	86	48	38	14	9	5	0
- 8 et plus	100	87	53	34	13	6	7	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	88	51	37	12	7	5	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	82	44	38	18	8	10	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	85	48	37	15	9	6	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	81	43	38	19	8	11	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas attaché du tout... ?

	Total	... à l'Union européenne						NSPP
		Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Plutôt pas attaché	Pas attaché du tout	
ENSEMBLE	100	58	17	41	41	15	26	1
Sexe								
- Homme	100	59	19	40	41	12	29	0
- Femme	100	57	16	41	41	17	24	2
Age								
Moins de 30 ans	100	64	13	51	35	13	22	1
- 18 à 24 ans	100	65	13	52	35	13	22	0
- 25 à 29 ans (*)	100	63	13	50	36	15	21	1
De 30 à 49 ans	100	53	14	39	46	17	29	1
- 30 à 39 ans	100	56	16	40	44	17	27	0
- 40 à 49 ans	100	51	13	38	47	16	31	2
50 ans ou plus	100	60	22	38	39	14	25	1
- 50 à 64 ans	100	56	17	39	43	14	29	1
- 65 à 74 ans	100	60	21	39	40	20	20	0
- 75 ans et plus	100	68	33	35	28	6	22	4
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*)	100	52	24	28	48	12	36	0
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	44	7	37	52	16	36	4
CSP +	100	65	22	43	34	15	19	1
- Cadre, profession libérale	100	71	25	46	28	12	16	1
- Profession intermédiaire	100	61	20	41	38	17	21	1
CSP -	100	56	14	42	44	14	30	0
- Employé	100	56	11	45	44	23	21	0
- Ouvrier	100	57	15	42	43	11	32	0
- Retraité	100	58	21	37	40	17	23	2
- Autres inactifs (*)	100	59	13	46	41	11	30	0
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	61	18	43	39	17	22	0
- Cadre, profession libérale (*)	100	69	25	44	31	15	16	0
- Profession intermédiaire	100	58	16	42	42	18	24	0
CSP -	100	56	13	43	44	15	29	0
- Employé	100	54	9	45	45	19	26	1
- Ouvrier	100	58	17	41	42	10	32	0
- Retraité	100	60	23	37	37	14	23	3
- Autres inactifs	100	61	18	43	39	17	22	0
Statut								
Actif	100	55	13	42	44	15	29	1
- Travaille à son compte	100	47	20	27	50	14	36	3
- Salarié	100	58	13	45	42	15	27	0
Dont : secteur public	100	58	15	43	41	15	26	1
Dont : secteur privé	100	57	11	46	43	16	27	0
Inactif	100	60	22	38	38	15	23	2
- Etudiant (*)	100	66	14	52	33	14	19	1
- Femme au foyer	100	59	22	37	41	24	17	0
- Retraité	100	60	23	37	37	14	23	3
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire	100	55	24	31	44	14	30	1
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	54	11	43	44	15	29	2
- BAC	100	61	16	45	38	15	23	1
- BAC + 2	100	61	10	51	38	19	19	1
- Supérieur à Bac +2	100	75	31	44	25	13	12	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Diriez-vous que vous êtes très attaché, plutôt attaché, plutôt pas attaché ou pas attaché du tout... ?

	Total	... à l'Union européenne						NSPP
		Attaché	Très attaché	Plutôt attaché	Pas attaché	Plutôt pas attaché	Pas attaché du tout	
ENSEMBLE.....	100	58	17	41	41	15	26	1
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	53	14	39	45	14	31	2
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	61	21	40	38	12	26	1
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	58	18	40	40	24	16	2
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	65	21	44	35	11	24	0
Département								
- Calvados	100	60	19	41	40	12	28	0
- Manche	100	54	13	41	44	21	23	2
- Orne	100	61	22	39	37	10	27	2
Type d'habitation								
- un appartement HLM.....	100	49	13	36	51	18	33	0
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	61	13	48	36	11	25	3
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	59	19	40	40	15	25	1
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	59	19	40	40	15	25	1
- Locataire	100	53	14	39	45	15	30	2
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	68	12	56	31	15	16	1
- 6 à 10 ans	100	54	20	34	45	15	30	1
- Plus de 10 ans	100	58	18	40	41	15	26	1
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	13	2	11	87	25	62	0
- 5	100	56	14	42	42	16	26	2
- 6 et 7	100	83	24	59	16	11	5	1
- 8 et plus.....	100	89	40	49	9	3	6	2
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	80	24	56	19	11	8	1
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	39	12	27	60	19	41	1
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	82	30	52	17	11	6	1
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	39	9	30	60	18	42	1

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Image globale de l'Union européenne

QUESTION - Pouvez-vous me donner une note de 0 à 10 correspondant à l'image que vous avez de l'Union européenne, 0 voulant dire que vous en avez une très mauvaise image, 10 que vous en avez une très bonne image, les notes intermédiaires permettant de nuancer votre jugement ?

	Ensemble %
- 4 et moins	28
- 5.....	25
- 6 et 7.....	34
- 8 et plus	13
- Ne se prononcent pas	-
TOTAL	100
MOYENNE.....	5.17

Pouvez-vous me donner une note de 0 à 10 correspondant à l'image que vous avez de l'Union européenne, 0 voulant dire que vous en avez une très mauvaise image, 10 que vous en avez une très bonne image, les notes intermédiaires permettant de nuancer votre jugement ?

	Total	4 et moins	5	6 et 7	8 et plus	NSPP	Moyenne
ENSEMBLE	100	28	25	34	13	0	5.17
Sexe							
- Homme	100	31	23	33	13	0	5.04
- Femme	100	25	26	36	13	0	5.30
Age							
Moins de 30 ans	100	17	27	45	11	0	5.54
- 18 à 24 ans	100	15	25	46	14	0	5.76
- 25 à 29 ans (*).....	100	22	33	43	2	0	4.92
De 30 à 49 ans	100	30	26	32	12	0	5.09
- 30 à 39 ans	100	27	27	33	13	0	5.35
- 40 à 49 ans	100	33	25	32	10	0	4.88
50 ans ou plus	100	30	22	32	16	0	5.12
- 50 à 64 ans	100	33	21	34	11	1	4.89
- 65 à 74 ans	100	33	25	25	17	0	4.95
- 75 ans et plus	100	17	22	35	26	0	5.87
Profession du chef de famille							
- Agriculteur (*)	100	29	34	32	5	0	4.80
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	34	23	24	19	0	5.11
CSP +	100	17	25	47	11	0	5.52
- Cadre, profession libérale	100	13	20	52	15	0	5.85
- Profession intermédiaire	100	18	28	45	9	0	5.36
CSP -	100	30	26	35	9	0	5.16
- Employé	100	24	28	35	13	0	5.53
- Ouvrier.....	100	32	25	35	8	0	5.04
- Retraité.....	100	30	23	29	18	0	5.08
- Autres inactifs (*).....	100	37	20	23	19	1	4.86
Profession de l'interviewé(e)							
CSP +	100	23	25	46	6	0	5.23
- Cadre, profession libérale (*)	100	16	8	66	10	0	5.85
- Profession intermédiaire	100	26	31	39	4	0	4.98
CSP -	100	29	25	35	11	0	5.15
- Employé	100	24	30	37	9	0	5.28
- Ouvrier.....	100	33	21	34	12	0	5.03
- Retraité.....	100	28	24	30	18	0	5.18
- Autres inactifs.....	100	26	24	32	18	0	5.38
Statut							
Actif	100	28	25	37	10	0	5.12
- Travaille à son compte.....	100	35	23	26	16	0	4.99
- Salarié	100	27	26	39	8	0	5.21
Dont : secteur public.....	100	28	21	41	10	0	5.15
Dont : secteur privé	100	26	29	37	8	0	5.25
Inactif	100	27	24	31	18	0	5.24
- Etudiant (*)	100	13	24	41	22	0	5.86
- Femme au foyer	100	31	21	29	18	1	5.30
- Retraité.....	100	28	24	30	18	0	5.18
Niveau de diplôme							
- Sans diplôme/Primaire.....	100	31	22	25	22	0	5.15
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	29	28	34	9	0	5.04
- BAC	100	26	20	44	10	0	5.32
- BAC + 2.....	100	20	31	42	6	1	5.20
- Supérieur à Bac +2	100	19	21	46	14	0	5.60

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pouvez-vous me donner une note de 0 à 10 correspondant à l'image que vous avez de l'Union européenne, 0 voulant dire que vous en avez une très mauvaise image, 10 que vous en avez une très bonne image, les notes intermédiaires permettant de nuancer votre jugement ?

	Total	4 et moins	5	6 et 7	8 et plus	NSPP	Moyenne
ENSEMBLE	100	28	25	34	13	0	5.17
Catégorie d'agglomération							
- Communes rurales (-2000)	100	33	25	32	10	0	4.86
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	25	24	31	20	0	5.44
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	22	26	36	16	0	5.52
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	21	24	45	10	0	5.38
Département							
- Calvados	100	27	24	34	15	0	5.21
- Manche	100	31	25	33	11	0	5.01
- Orne	100	25	25	37	13	0	5.38
Type d'habitation							
- un appartement HLM	100	36	24	27	13	0	4.80
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	29	22	27	22	0	5.50
- un pavillon ou une maison individuelle	100	27	25	36	12	0	5.19
Statut d'occupation							
- Propriétaire	100	27	24	35	14	0	5.20
- Locataire	100	30	25	32	13	0	5.11
Ancienneté d'habitation dans la région							
- 5 ans et moins (*)	100	24	25	30	21	0	5.46
- 6 à 10 ans	100	31	28	34	7	0	4.83
- Plus de 10 ans	100	28	24	35	13	0	5.20
Attachement à l'Union européenne							
Attaché	100	6	24	49	21	0	6.30
- Très attaché	100	3	20	47	30	0	6.71
- Plutôt attaché	100	8	26	50	16	0	6.12
Pas attaché	100	59	25	13	3	0	3.58
- Plutôt pas attaché	100	46	26	25	3	0	4.63
- Pas attaché du tout	100	66	24	7	3	0	2.98
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région							
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	8	20	51	21	0	6.32
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	45	26	20	9	0	4.29
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle							
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	6	16	51	27	0	6.60
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	45	27	21	7	0	4.24

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

II. L'image globale de l'Union européenne et apports perçus de son action en Basse-Normandie

Image perçue de l'Union européenne

QUESTION - Diriez-vous que l'appartenance à l'Union européenne a eu... ? ⁽¹⁾

	%	... plus d'avantages que d'inconvénients	... plus d'inconvénients que d'avantages	Ne se prononcent pas
- Pour la situation de la région.....	100	37	48	15
- Pour votre situation personnelle.....	100	30	51	19

		<i>Rappel Hiver 2008 Français</i>			
	%	... plus d'avantages que d'inconvénients	... plus d'inconvénients que d'avantages	... autant d'avantages que d'inconvénients	Ne se prononcent pas
- Pour la situation de la région.....	100	48	41	10	1

		<i>Rappel Hiver 2008 Bas-Normands</i>			
	%	... plus d'avantages que d'inconvénients	... plus d'inconvénients que d'avantages	... autant d'avantages que d'inconvénients	Ne se prononcent pas
- Pour la situation de la région.....	100	42	50	8	-

⁽¹⁾ En hiver 2008, la question était formulée de la manière suivante : « Pensez-vous que l'appartenance de la France à l'Union européenne a eu... ? »

Diriez-vous que l'appartenance à l'Union européenne a eu... ?

	Total	Pour la situation de la région		NSPP
		... plus d'avantages que d'inconvénients	... plus d'inconvénients que d'avantages	
ENSEMBLE	100	37	48	15
Sexe				
- Homme	100	39	45	16
- Femme	100	35	50	15
Age				
Moins de 30 ans	100	47	39	14
- 18 à 24 ans	100	53	34	13
- 25 à 29 ans (*)	100	30	54	16
De 30 à 49 ans	100	32	50	18
- 30 à 39 ans	100	31	48	21
- 40 à 49 ans	100	33	52	15
50 ans ou plus	100	39	48	13
- 50 à 64 ans	100	36	52	12
- 65 à 74 ans	100	37	49	14
- 75 ans et plus	100	48	38	14
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	44	49	7
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	38	46	16
CSP +	100	49	32	19
- Cadre, profession libérale	100	50	31	19
- Profession intermédiaire	100	49	32	19
CSP -	100	31	53	16
- Employé	100	36	47	17
- Ouvrier	100	30	55	15
- Retraité	100	38	49	13
- Autres inactifs (*)	100	23	61	16
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	44	37	19
- Cadre, profession libérale (*)	100	54	33	13
- Profession intermédiaire	100	40	39	21
CSP -	100	32	53	15
- Employé	100	34	50	16
- Ouvrier	100	30	56	14
- Retraité	100	39	46	15
- Autres inactifs	100	37	50	13
Statut				
Actif	100	37	47	16
- Travaille à son compte	100	45	43	12
- Salarié	100	36	47	17
Dont : secteur public	100	31	50	19
Dont : secteur privé	100	39	45	16
Inactif	100	37	49	14
- Etudiant (*)	100	64	21	15
- Femme au foyer	100	28	64	8
- Retraité	100	39	46	15
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	34	57	9
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	35	48	17
- BAC	100	46	35	19
- BAC + 2	100	37	41	22
- Supérieur à Bac +2	100	46	37	17

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Diriez-vous que l'appartenance à l'Union européenne a eu... ?

	Total	Pour la situation de la région		
		... plus d'avantages que d'inconvénients	... plus d'inconvénients que d'avantages	NSPP
ENSEMBLE	100	37	48	15
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	31	56	13
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	43	46	11
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	37	45	18
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	48	26	26
Département				
- Calvados	100	39	41	20
- Manche	100	34	53	13
- Orne	100	39	52	9
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	40	49	11
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	31	46	23
- un pavillon ou une maison individuelle	100	38	47	15
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	40	46	14
- Locataire	100	33	52	15
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	33	40	27
- 6 à 10 ans	100	38	35	27
- Plus de 10 ans	100	38	49	13
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	52	32	16
- Très attaché	100	52	34	14
- Plutôt attaché	100	51	32	17
Pas attaché	100	17	69	14
- Plutôt pas attaché	100	27	60	13
- Pas attaché du tout	100	12	74	14
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	11	76	13
- 5	100	30	50	20
- 6 et 7	100	56	28	16
- 8 et plus	100	59	32	9
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	74	19	7
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	19	71	10

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Diriez-vous que l'appartenance à l'Union européenne a eu... ?

	Total	Pour votre situation personnelle		NSPP
		... plus d'avantages que d'inconvénients	... plus d'inconvénients que d'avantages	
ENSEMBLE	100	30	51	19
Sexe				
- Homme	100	32	52	16
- Femme	100	30	49	21
Age				
Moins de 30 ans	100	42	45	13
- 18 à 24 ans.....	100	45	43	12
- 25 à 29 ans (*).....	100	33	54	13
De 30 à 49 ans	100	29	51	20
- 30 à 39 ans.....	100	32	46	22
- 40 à 49 ans.....	100	26	56	18
50 ans ou plus	100	28	52	20
- 50 à 64 ans.....	100	26	60	14
- 65 à 74 ans.....	100	29	48	23
- 75 ans et plus.....	100	31	38	31
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	31	55	14
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	37	48	15
CSP +	100	46	32	22
- Cadre, profession libérale	100	57	16	27
- Profession intermédiaire	100	40	41	19
CSP -	100	26	59	15
- Employé	100	31	52	17
- Ouvrier.....	100	24	62	14
- Retraité.....	100	28	50	22
- Autres inactifs (*).....	100	15	64	21
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	44	36	20
- Cadre, profession libérale (*)	100	61	25	14
- Profession intermédiaire	100	38	41	21
CSP -	100	24	60	16
- Employé	100	27	53	20
- Ouvrier.....	100	21	66	13
- Retraité.....	100	28	49	23
- Autres inactifs.....	100	34	47	19
Statut				
Actif	100	31	52	17
- Travaille à son compte	100	31	55	14
- Salarié	100	32	50	18
Dont : secteur public.....	100	37	47	16
Dont : secteur privé	100	28	52	20
Inactif	100	30	49	21
- Etudiant (*)	100	58	33	9
- Femme au foyer	100	29	48	23
- Retraité.....	100	28	49	23
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire.....	100	23	60	17
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	28	53	19
- BAC	100	36	40	24
- BAC + 2.....	100	38	44	18
- Supérieur à Bac +2	100	54	28	18

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Diriez-vous que l'appartenance à l'Union européenne a eu... ?

	Total	Pour votre situation personnelle		NSPP
		... plus d'avantages que d'inconvénients	... plus d'inconvénients que d'avantages	
ENSEMBLE	100	30	51	19
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	26	56	18
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	35	49	16
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	36	46	18
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +.....	100	32	41	27
Département				
- Calvados	100	32	48	20
- Manche.....	100	26	57	17
- Orne.....	100	35	47	18
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	24	58	18
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	29	53	18
- un pavillon ou une maison individuelle	100	32	49	19
Statut d'occupation				
- Propriétaire.....	100	36	45	19
- Locataire.....	100	21	61	18
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	36	48	16
- 6 à 10 ans.....	100	33	37	30
- Plus de 10 ans	100	30	52	18
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	43	35	22
- Très attaché	100	54	28	18
- Plutôt attaché	100	39	38	23
Pas attaché	100	12	73	15
- Plutôt pas attaché	100	21	60	19
- Pas attaché du tout	100	7	80	13
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins.....	100	6	81	13
- 5.....	100	20	55	25
- 6 et 7	100	46	31	23
- 8 et plus.....	100	62	29	9
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients.....	100	60	26	14
- Plus d'inconvénients que d'avantages.....	100	12	76	12

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Appropriation de l'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie

QUESTION - Vous personnellement, diriez-vous que vous bénéficiez directement ou indirectement de l'intervention européenne en Basse-Normandie ? ⁽¹⁾

	Ensemble %	<i>Comparatif Hiver 2008 Français %</i>	<i>Comparatif Hiver 2008 Bas-Normands %</i>
Oui	47	30	30
- Oui, certainement	12		
- Oui, probablement.....	35		
Non	50	70	70
- Non, probablement pas	27		
- Non, certainement pas	23		
- Ne se prononcent pas	3	-	-
TOTAL	100	100	100

⁽¹⁾ En hiver 2008, la question était formulée de la manière suivante : « En tant que citoyen, pensez-vous bénéficier personnellement d'actions financées par l'Union européenne dans votre région ? »

Vous personnellement, diriez-vous que vous bénéficiez directement ou indirectement de l'intervention européenne en Basse-Normandie ?

	Total	Oui	Oui, certainement	Oui, probablement	Non	Non, probablement pas	Non, certainement pas	NSPP
ENSEMBLE	100	47	12	35	50	27	23	3
Sexe								
- Homme	100	49	17	32	48	24	24	3
- Femme	100	47	8	39	50	29	21	3
Age								
Moins de 30 ans	100	50	9	41	46	26	20	4
- 18 à 24 ans	100	58	9	49	40	21	19	2
- 25 à 29 ans (*)	100	30	11	19	60	37	23	10
De 30 à 49 ans	100	45	11	34	54	28	26	1
- 30 à 39 ans	100	47	13	34	52	27	25	1
- 40 à 49 ans	100	43	9	34	55	29	26	2
50 ans ou plus	100	50	15	35	46	25	21	4
- 50 à 64 ans	100	50	17	33	48	27	21	2
- 65 à 74 ans	100	50	12	38	46	25	21	4
- 75 ans et plus.....	100	50	13	37	43	23	20	7
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	69	7	62	20	18	2	11
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	31	12	19	68	29	39	1
CSP +	100	53	12	41	45	27	18	2
- Cadre, profession libérale.....	100	56	19	37	44	35	9	0
- Profession intermédiaire.....	100	53	10	43	45	22	23	2
CSP -	100	44	10	34	54	29	25	2
- Employé.....	100	36	10	26	61	30	31	3
- Ouvrier.....	100	46	10	36	53	29	24	1
- Retraité.....	100	50	14	36	45	25	20	5
- Autres inactifs (*).....	100	44	18	26	56	22	34	0
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	50	15	35	47	29	18	3
- Cadre, profession libérale (*).....	100	62	33	29	38	28	10	0
- Profession intermédiaire.....	100	46	8	38	50	29	21	4
CSP -	100	44	9	35	55	31	24	1
- Employé.....	100	42	7	35	55	31	24	3
- Ouvrier.....	100	46	10	36	53	30	23	1
- Retraité.....	100	49	14	35	45	24	21	6
- Autres inactifs.....	100	49	12	37	51	25	26	0
Statut								
Actif	100	47	12	35	51	28	23	2
- Travaille à son compte.....	100	46	11	35	50	21	29	4
- Salarié.....	100	47	11	36	51	29	22	2
Dont : secteur public.....	100	55	14	41	45	27	18	0
Dont : secteur privé.....	100	42	9	33	55	30	25	3
Inactif	100	49	13	36	47	24	23	4
- Etudiant (*).....	100	60	8	52	39	22	17	1
- Femme au foyer.....	100	47	12	35	53	30	23	0
- Retraité.....	100	49	14	35	45	24	21	6
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	48	12	36	48	22	26	4
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	47	11	36	50	27	23	3
- BAC.....	100	48	11	37	50	30	20	2
- BAC + 2.....	100	39	15	24	57	33	24	4
- Supérieur à Bac +2.....	100	57	19	38	42	27	15	1

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Vous personnellement, diriez-vous que vous bénéficiez directement ou indirectement de l'intervention européenne en Basse-Normandie ?

	Total	Oui	Oui, certainement	Oui, probablement	Non	Non, probablement pas	Non, certainement pas	NSPP
ENSEMBLE	100	47	12	35	50	27	23	3
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000)	100	44	12	32	53	28	25	3
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	51	13	38	44	22	22	5
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	50	10	40	47	27	20	3
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	53	16	37	47	27	20	0
Département								
- Calvados	100	50	15	35	48	27	21	2
- Manche	100	45	10	35	52	30	22	3
- Orne	100	47	10	37	48	20	28	5
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	41	9	32	59	31	28	0
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	39	16	23	56	26	30	5
- un pavillon ou une maison individuelle	100	50	12	38	47	26	21	3
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	47	11	36	49	27	22	4
- Locataire	100	49	14	35	49	25	24	2
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*)	100	41	14	27	55	32	23	4
- 6 à 10 ans	100	45	17	28	51	18	33	4
- Plus de 10 ans	100	49	12	37	48	26	22	3
Attachement à l'Union européenne								
- Attaché	100	60	16	44	36	23	13	4
- Très attaché	100	68	27	41	28	16	12	4
- Plutôt attaché	100	57	11	46	39	26	13	4
- Pas attaché	100	30	7	23	68	32	36	2
- Plutôt pas attaché	100	40	8	32	60	36	24	0
- Pas attaché du tout	100	25	6	19	72	29	43	3
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	25	7	18	73	31	42	2
- 5	100	38	10	28	56	30	26	6
- 6 et 7	100	63	14	49	34	24	10	3
- 8 et plus	100	73	21	52	27	16	11	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	67	18	49	31	21	10	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	33	8	25	64	33	31	3
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	63	19	44	34	24	10	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	37	8	29	60	30	30	3

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

III. La connaissance des champs d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie

Domaines d'intervention attribués à l'Union européenne

QUESTION - Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?⁽¹⁾

%	Oui	Non	Ne se prononcent pas
- Les échanges culturels et universitaires	69	25	6
- Le tourisme	68	29	3
- L'environnement et le développement durable.....	68	29	3
- La recherche et l'innovation	63	32	5
- L'agriculture.....	59	39	2
- Le développement économique	54	42	4
- L'industrie.....	51	45	4
- La pêche et l'aquaculture	47	44	9
- Les infrastructures de transports.....	46	48	6
- La qualité de l'alimentation.....	44	52	4
- Les infrastructures de santé	40	54	6
- La formation professionnelle	39	55	6
- Le développement des zones rurales	38	58	4
- La rénovation et amélioration de quartiers	33	63	4
- L'insertion sociale et professionnelle.....	31	62	7
- L'emploi.....	29	68	3

%	<i>Rappel Français Hiver 2008</i>		
	Oui	Non	Ne se prononcent pas
- L'agriculture.....	72	28	-
- L'environnement et le développement durable.....	70	30	-
- Le développement économique	64	36	-
- La recherche et l'innovation	64	36	-
- La pêche et l'aquaculture	52	47	1
- La qualité de l'alimentation.....	51	48	1
- Les transports	46	54	-
- Le développement des zones rurales	45	55	-
- La défense	39	61	-
- La formation professionnelle	38	61	1
- L'emploi.....	35	65	-
- L'insertion sociale et professionnelle.....	34	66	-
- La sécurité des personnes et des biens.....	27	73	-

⁽¹⁾ En hiver 2008, la question était formulée de la manière suivante : « Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en France ? »

QUESTION - Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ? ⁽¹⁾

	%	<i>Rappel Bas-Normands Hiver 2008 %</i>	
		Oui	Non
- L'agriculture.....	100	76	24
- L'environnement et le développement durable.....	100	65	35
- La recherche et l'innovation	100	59	41
- Le développement économique	100	57	43
- La pêche et l'aquaculture	100	57	43
- La qualité de l'alimentation	100	53	47
- Les transports	100	40	60
- Le développement des zones rurales.....	100	40	60
- La défense	100	40	60
- La formation professionnelle	100	42	58
- L'insertion sociale et professionnelle.....	100	31	69
- L'emploi.....	100	30	70
- La sécurité des personnes et des biens.....	100	25	75

⁽¹⁾ En hiver 2008, la question était formulée de la manière suivante : « Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en France ? »

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	Les échanges culturels et universitaires		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	69	25	6
Sexe				
- Homme	100	68	24	8
- Femme	100	71	25	4
Age				
Moins de 30 ans	100	69	29	2
- 18 à 24 ans	100	71	27	2
- 25 à 29 ans (*)	100	64	36	0
De 30 à 49 ans	100	71	24	5
- 30 à 39 ans	100	71	25	4
- 40 à 49 ans	100	71	24	5
50 ans ou plus	100	68	23	9
- 50 à 64 ans	100	67	28	5
- 65 à 74 ans	100	70	17	13
- 75 ans et plus	100	67	20	13
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	63	35	2
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	70	19	11
CSP +	100	82	14	4
- Cadre, profession libérale	100	88	11	1
- Profession intermédiaire	100	80	15	5
CSP -	100	65	31	4
- Employé	100	73	26	1
- Ouvrier	100	62	33	5
- Retraité	100	66	24	10
- Autres inactifs (*)	100	73	23	4
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	76	20	4
- Cadre, profession libérale (*)	100	90	8	2
- Profession intermédiaire	100	71	24	5
CSP -	100	65	31	4
- Employé	100	72	27	1
- Ouvrier	100	58	35	7
- Retraité	100	66	22	12
- Autres inactifs	100	80	18	2
Statut				
Actif	100	68	27	5
- Travaille à son compte	100	64	28	8
- Salarié	100	71	26	3
Dont : secteur public	100	81	18	1
Dont : secteur privé	100	64	31	5
Inactif	100	71	21	8
- Etudiant (*)	100	86	14	0
- Femme au foyer	100	82	14	4
- Retraité	100	66	22	12
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	63	29	8
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	68	24	8
- BAC	100	74	23	3
- BAC + 2	100	76	22	2
- Supérieur à Bac +2	100	83	13	4

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	Les échanges culturels et universitaires		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	69	25	6
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	65	28	7
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	69	26	5
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	73	22	5
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	79	13	8
Département				
- Calvados	100	71	22	7
- Manche	100	69	26	5
- Orne	100	66	27	7
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	65	34	1
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	60	32	8
- un pavillon ou une maison individuelle	100	71	22	7
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	71	21	8
- Locataire	100	66	30	4
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	65	26	9
- 6 à 10 ans	100	70	23	7
- Plus de 10 ans	100	70	24	6
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	80	16	4
- Très attaché	100	77	18	5
- Plutôt attaché	100	82	14	4
Pas attaché	100	54	37	9
- Plutôt pas attaché	100	62	27	11
- Pas attaché du tout	100	49	43	8
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	56	36	8
- 5	100	65	27	8
- 6 et 7	100	82	14	4
- 8 et plus	100	72	21	7
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	85	13	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	57	35	8
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	85	12	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	59	35	6

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	Le tourisme		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	68	29	3
Sexe				
- Homme	100	69	27	4
- Femme	100	67	31	2
Age				
Moins de 30 ans	100	74	25	1
- 18 à 24 ans	100	78	21	1
- 25 à 29 ans (*)	100	65	33	2
De 30 à 49 ans	100	62	34	4
- 30 à 39 ans	100	60	36	4
- 40 à 49 ans	100	64	33	3
50 ans ou plus	100	71	25	4
- 50 à 64 ans	100	74	22	4
- 65 à 74 ans	100	63	35	2
- 75 ans et plus	100	74	20	6
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	78	21	1
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	58	36	6
CSP +	100	67	29	4
- Cadre, profession libérale	100	74	22	4
- Profession intermédiaire	100	62	33	5
CSP -	100	70	27	3
- Employé	100	61	36	3
- Ouvrier	100	73	25	2
- Retraité	100	66	30	4
- Autres inactifs (*)	100	72	26	2
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	58	38	4
- Cadre, profession libérale (*)	100	59	39	2
- Profession intermédiaire	100	58	37	5
CSP -	100	68	29	3
- Employé	100	66	30	4
- Ouvrier	100	70	27	3
- Retraité	100	70	26	4
- Autres inactifs	100	73	26	1
Statut				
Actif	100	66	30	4
- Travaille à son compte	100	64	32	4
- Salarié	100	66	31	3
Dont : secteur public	100	69	29	2
Dont : secteur privé	100	65	31	4
Inactif	100	70	27	3
- Etudiant (*)	100	79	21	0
- Femme au foyer	100	69	28	3
- Retraité	100	70	26	4
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	70	28	2
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	65	30	5
- BAC	100	73	25	2
- BAC + 2	100	70	26	4
- Supérieur à Bac +2	100	62	33	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	Le tourisme		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	68	29	3
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	65	31	4
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	72	26	2
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	68	30	2
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	71	25	4
Département				
- Calvados	100	70	27	3
- Manche	100	65	32	3
- Orne	100	67	28	5
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	63	35	2
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	67	33	0
- un pavillon ou une maison individuelle	100	69	27	4
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	69	27	4
- Locataire	100	66	32	2
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	64	31	5
- 6 à 10 ans	100	69	30	1
- Plus de 10 ans	100	68	29	3
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	75	23	2
- Très attaché	100	77	21	2
- Plutôt attaché	100	74	24	2
Pas attaché	100	59	37	4
- Plutôt pas attaché	100	62	33	5
- Pas attaché du tout	100	57	39	4
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	55	40	5
- 5	100	68	28	4
- 6 et 7	100	78	20	2
- 8 et plus	100	70	29	1
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	79	19	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	61	35	4
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	79	20	1
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	62	34	4

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	L'environnement et le développement durable		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	68	29	3
Sexe				
- Homme	100	69	28	3
- Femme	100	66	31	3
Age				
Moins de 30 ans	100	72	28	0
- 18 à 24 ans	100	71	29	0
- 25 à 29 ans (*)	100	77	23	0
De 30 à 49 ans	100	70	27	3
- 30 à 39 ans	100	71	26	3
- 40 à 49 ans	100	69	28	3
50 ans ou plus	100	64	32	4
- 50 à 64 ans	100	59	37	4
- 65 à 74 ans	100	66	34	0
- 75 ans et plus	100	71	20	9
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	76	23	1
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	65	33	2
CSP +	100	75	21	4
- Cadre, profession libérale	100	85	15	0
- Profession intermédiaire	100	70	24	6
CSP -	100	67	32	1
- Employé	100	67	33	0
- Ouvrier	100	67	32	1
- Retraité	100	64	32	4
- Autres inactifs (*)	100	66	31	3
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	77	19	4
- Cadre, profession libérale (*)	100	93	7	0
- Profession intermédiaire	100	71	23	6
CSP -	100	66	33	1
- Employé	100	66	32	2
- Ouvrier	100	65	34	1
- Retraité	100	64	31	5
- Autres inactifs	100	67	32	1
Statut				
Actif	100	70	28	2
- Travaille à son compte	100	72	27	1
- Salarié	100	71	27	2
Dont : secteur public	100	80	19	1
Dont : secteur privé	100	65	32	3
Inactif	100	65	32	3
- Etudiant (*)	100	68	32	0
- Femme au foyer	100	74	25	1
- Retraité	100	64	31	5
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	60	37	3
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	70	27	3
- BAC	100	73	26	1
- BAC + 2	100	68	30	2
- Supérieur à Bac +2	100	79	18	3

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	L'environnement et le développement durable		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	68	29	3
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	66	33	1
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	66	29	5
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	74	25	1
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	71	23	6
Département				
- Calvados	100	68	28	4
- Manche	100	68	30	2
- Orne	100	65	33	2
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	63	35	2
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	60	37	3
- un pavillon ou une maison individuelle	100	70	28	2
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	69	28	3
- Locataire	100	63	34	3
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	73	23	4
- 6 à 10 ans	100	70	26	4
- Plus de 10 ans	100	67	30	3
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	80	18	2
- Très attaché	100	78	17	5
- Plutôt attaché	100	81	18	1
Pas attaché	100	51	46	3
- Plutôt pas attaché	100	62	35	3
- Pas attaché du tout	100	45	53	2
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	49	50	1
- 5	100	65	30	5
- 6 et 7	100	82	16	2
- 8 et plus	100	74	22	4
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	80	18	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	59	39	2
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	84	14	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	58	40	2

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	La recherche et l'innovation		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	63	32	5
Sexe				
- Homme	100	65	31	4
- Femme	100	62	32	6
Age				
Moins de 30 ans	100	71	29	0
- 18 à 24 ans	100	75	24	1
- 25 à 29 ans (*)	100	57	43	0
De 30 à 49 ans	100	63	32	5
- 30 à 39 ans	100	62	35	3
- 40 à 49 ans	100	65	29	6
50 ans ou plus	100	61	32	7
- 50 à 64 ans	100	60	35	5
- 65 à 74 ans	100	63	28	9
- 75 ans et plus	100	59	30	11
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	62	37	1
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	60	31	9
CSP +	100	65	30	5
- Cadre, profession libérale	100	82	17	1
- Profession intermédiaire	100	57	37	6
CSP -	100	66	32	2
- Employé	100	62	38	0
- Ouvrier	100	68	30	2
- Retraité	100	61	30	9
- Autres inactifs (*)	100	56	35	9
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	67	29	4
- Cadre, profession libérale (*)	100	78	22	0
- Profession intermédiaire	100	62	33	5
CSP -	100	63	34	3
- Employé	100	61	34	5
- Ouvrier	100	66	33	1
- Retraité	100	61	30	9
- Autres inactifs	100	67	27	6
Statut				
Actif	100	64	33	3
- Travaille à son compte	100	55	42	3
- Salarié	100	67	30	3
Dont : secteur public	100	71	26	3
Dont : secteur privé	100	65	32	3
Inactif	100	62	30	8
- Etudiant (*)	100	73	27	0
- Femme au foyer	100	69	23	8
- Retraité	100	61	30	9
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	55	39	6
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	64	30	6
- BAC	100	74	23	3
- BAC + 2	100	64	33	3
- Supérieur à Bac +2	100	71	26	3

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	La recherche et l'innovation		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	63	32	5
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	61	32	7
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	64	33	3
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	64	32	4
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	70	25	5
Département				
- Calvados	100	68	26	6
- Manche	100	58	38	4
- Orne	100	63	31	6
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	66	34	0
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	59	37	4
- un pavillon ou une maison individuelle	100	64	30	6
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	63	30	7
- Locataire	100	62	36	2
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	65	34	1
- 6 à 10 ans	100	62	27	11
- Plus de 10 ans	100	63	32	5
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	73	22	5
- Très attaché	100	74	23	3
- Plutôt attaché	100	72	22	6
Pas attaché	100	50	45	5
- Plutôt pas attaché	100	62	34	4
- Pas attaché du tout	100	44	52	4
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	50	47	3
- 5	100	62	29	9
- 6 et 7	100	71	24	5
- 8 et plus	100	72	24	4
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	78	20	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	54	40	6
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	81	18	1
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	53	43	4

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	L'agriculture		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	59	39	2
Sexe				
- Homme	100	62	35	3
- Femme	100	56	42	2
Age				
Moins de 30 ans	100	60	38	2
- 18 à 24 ans	100	60	37	3
- 25 à 29 ans (*)	100	62	38	0
De 30 à 49 ans	100	63	35	2
- 30 à 39 ans	100	61	37	2
- 40 à 49 ans	100	64	33	3
50 ans ou plus	100	54	43	3
- 50 à 64 ans	100	54	43	3
- 65 à 74 ans	100	49	49	2
- 75 ans et plus	100	61	35	4
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	80	18	2
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	64	36	0
CSP +	100	63	32	5
- Cadre, profession libérale	100	78	15	7
- Profession intermédiaire	100	57	39	4
CSP -	100	59	39	2
- Employé	100	57	43	0
- Ouvrier	100	61	37	2
- Retraité	100	52	45	3
- Autres inactifs (*)	100	54	44	2
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	67	30	3
- Cadre, profession libérale (*)	100	79	21	0
- Profession intermédiaire	100	62	34	4
CSP -	100	56	41	3
- Employé	100	52	45	3
- Ouvrier	100	61	37	2
- Retraité	100	53	44	3
- Autres inactifs	100	60	38	2
Statut				
Actif	100	62	36	2
- Travaille à son compte	100	63	36	1
- Salarié	100	62	35	3
Dont : secteur public	100	72	27	1
Dont : secteur privé	100	56	40	4
Inactif	100	55	42	3
- Etudiant (*)	100	57	41	2
- Femme au foyer	100	66	32	2
- Retraité	100	53	44	3
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	47	51	2
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	60	38	2
- BAC	100	68	28	4
- BAC + 2	100	64	34	2
- Supérieur à Bac +2	100	78	20	2

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	L'agriculture		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	59	39	2
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	58	40	2
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	56	41	3
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	60	40	0
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	63	32	5
Département				
- Calvados	100	61	36	3
- Manche	100	54	43	3
- Orne	100	61	38	1
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	57	41	2
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	49	51	0
- un pavillon ou une maison individuelle	100	60	37	3
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	60	37	3
- Locataire	100	56	43	1
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	58	36	6
- 6 à 10 ans	100	74	25	1
- Plus de 10 ans	100	58	40	2
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	68	29	3
- Très attaché	100	70	28	2
- Plutôt attaché	100	67	30	3
Pas attaché	100	46	52	2
- Plutôt pas attaché	100	47	50	3
- Pas attaché du tout	100	45	53	2
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	46	52	2
- 5	100	58	38	4
- 6 et 7	100	68	30	2
- 8 et plus	100	63	35	2
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	72	27	1
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	47	51	2
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	73	25	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	48	51	1

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	Le développement économique		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	54	42	4
Sexe				
- Homme	100	55	40	5
- Femme	100	52	44	4
Age				
Moins de 30 ans	100	51	48	1
- 18 à 24 ans	100	49	50	1
- 25 à 29 ans (*)	100	56	44	0
De 30 à 49 ans	100	59	37	4
- 30 à 39 ans	100	62	35	3
- 40 à 49 ans	100	58	38	4
50 ans ou plus	100	49	46	5
- 50 à 64 ans	100	50	46	4
- 65 à 74 ans	100	46	50	4
- 75 ans et plus	100	52	37	11
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	60	38	2
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	60	38	2
CSP +	100	60	36	4
- Cadre, profession libérale	100	66	33	1
- Profession intermédiaire	100	57	37	6
CSP -	100	51	46	3
- Employé	100	55	43	2
- Ouvrier	100	50	47	3
- Retraité	100	50	44	6
- Autres inactifs (*)	100	53	46	1
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	63	33	4
- Cadre, profession libérale (*)	100	85	13	2
- Profession intermédiaire	100	55	40	5
CSP -	100	50	46	4
- Employé	100	52	46	2
- Ouvrier	100	49	47	4
- Retraité	100	49	43	8
- Autres inactifs	100	56	43	1
Statut				
Actif	100	55	41	4
- Travaille à son compte	100	52	47	1
- Salarié	100	57	39	4
Dont : secteur public	100	68	27	5
Dont : secteur privé	100	50	47	3
Inactif	100	51	44	5
- Etudiant (*)	100	54	46	0
- Femme au foyer	100	56	42	2
- Retraité	100	49	43	8
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	46	51	3
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	53	41	6
- BAC	100	59	37	4
- BAC + 2	100	58	41	1
- Supérieur à Bac +2	100	69	28	3

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	Le développement économique		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	54	42	4
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	54	42	4
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	56	42	2
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	46	48	6
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	57	37	6
Département				
- Calvados	100	57	39	4
- Manche	100	48	48	4
- Orne	100	55	41	4
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	55	44	1
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	52	45	3
- un pavillon ou une maison individuelle	100	54	42	4
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	53	41	6
- Locataire	100	55	44	1
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	48	43	9
- 6 à 10 ans	100	53	43	4
- Plus de 10 ans	100	54	42	4
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	63	34	3
- Très attaché	100	63	33	4
- Plutôt attaché	100	63	34	3
Pas attaché	100	40	55	5
- Plutôt pas attaché	100	42	52	6
- Pas attaché du tout	100	39	57	4
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	37	59	4
- 5	100	52	42	6
- 6 et 7	100	64	33	3
- 8 et plus	100	64	32	4
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	72	26	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	38	58	4
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	72	26	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	40	56	4

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	L'industrie		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	51	45	4
Sexe				
- Homme	100	52	43	5
- Femme	100	50	47	3
Age				
Moins de 30 ans	100	58	40	2
- 18 à 24 ans	100	63	35	2
- 25 à 29 ans (*)	100	46	54	0
De 30 à 49 ans	100	57	40	3
- 30 à 39 ans	100	65	33	2
- 40 à 49 ans	100	50	45	5
50 ans ou plus	100	42	53	5
- 50 à 64 ans	100	44	53	3
- 65 à 74 ans	100	42	55	3
- 75 ans et plus	100	40	49	11
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	46	46	8
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	63	37	0
CSP +	100	57	40	3
- Cadre, profession libérale	100	73	24	3
- Profession intermédiaire	100	49	48	3
CSP -	100	54	43	3
- Employé	100	58	41	1
- Ouvrier	100	53	43	4
- Retraité	100	42	53	5
- Autres inactifs (*)	100	47	49	4
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	57	39	4
- Cadre, profession libérale (*)	100	79	19	2
- Profession intermédiaire	100	49	46	5
CSP -	100	50	47	3
- Employé	100	52	46	2
- Ouvrier	100	47	49	4
- Retraité	100	43	51	6
- Autres inactifs	100	57	41	2
Statut				
Actif	100	54	43	3
- Travaille à son compte	100	51	46	3
- Salarié	100	55	42	3
Dont : secteur public	100	63	35	2
Dont : secteur privé	100	49	46	5
Inactif	100	47	48	5
- Etudiant (*)	100	68	30	2
- Femme au foyer	100	54	43	3
- Retraité	100	43	51	6
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	40	58	2
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	51	44	5
- BAC	100	63	33	4
- BAC + 2	100	61	36	3
- Supérieur à Bac +2	100	63	34	3

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	L'industrie		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	51	45	4
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	49	47	4
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	49	47	4
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	56	42	2
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	53	41	6
Département				
- Calvados	100	52	44	4
- Manche	100	50	47	3
- Orne	100	51	45	4
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	60	38	2
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	43	56	1
- un pavillon ou une maison individuelle	100	51	45	4
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	49	46	5
- Locataire	100	51	47	2
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	50	46	4
- 6 à 10 ans	100	55	44	1
- Plus de 10 ans	100	51	45	4
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	57	39	4
- Très attaché	100	58	38	4
- Plutôt attaché	100	57	39	4
Pas attaché	100	42	54	4
- Plutôt pas attaché	100	46	47	7
- Pas attaché du tout	100	40	58	2
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	37	60	3
- 5	100	49	46	5
- 6 et 7	100	59	37	4
- 8 et plus	100	61	37	2
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	63	34	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	42	54	4
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	69	29	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	41	56	3

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	La pêche et l'aquaculture		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	47	44	9
Sexe				
- Homme	100	48	45	7
- Femme	100	46	44	10
Age				
Moins de 30 ans	100	42	49	9
- 18 à 24 ans	100	44	49	7
- 25 à 29 ans (*)	100	39	48	13
De 30 à 49 ans	100	49	43	8
- 30 à 39 ans	100	49	45	6
- 40 à 49 ans	100	48	42	10
50 ans ou plus	100	47	44	9
- 50 à 64 ans	100	50	42	8
- 65 à 74 ans	100	46	44	10
- 75 ans et plus	100	42	49	9
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	51	37	12
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	49	38	13
CSP +	100	57	35	8
- Cadre, profession libérale	100	62	25	13
- Profession intermédiaire	100	55	39	6
CSP -	100	45	50	5
- Employé	100	41	56	3
- Ouvrier	100	46	47	7
- Retraité	100	45	43	12
- Autres inactifs (*)	100	33	63	4
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	58	37	5
- Cadre, profession libérale (*)	100	67	27	6
- Profession intermédiaire	100	54	41	5
CSP -	100	44	48	8
- Employé	100	44	49	7
- Ouvrier	100	44	48	8
- Retraité	100	45	43	12
- Autres inactifs	100	45	48	7
Statut				
Actif	100	49	43	8
- Travaille à son compte	100	46	40	14
- Salarié	100	50	44	6
Dont : secteur public	100	54	42	4
Dont : secteur privé	100	48	45	7
Inactif	100	44	46	10
- Etudiant (*)	100	43	50	7
- Femme au foyer	100	51	44	5
- Retraité	100	45	43	12
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	38	50	12
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	48	44	8
- BAC	100	53	40	7
- BAC + 2	100	51	43	6
- Supérieur à Bac +2	100	66	29	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	La pêche et l'aquaculture		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	47	44	9
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	45	46	9
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	47	44	9
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	43	51	6
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	57	34	9
Département				
- Calvados	100	51	39	10
- Manche	100	45	48	7
- Orne	100	40	51	9
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	39	55	6
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	35	55	10
- un pavillon ou une maison individuelle	100	50	41	9
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	50	40	10
- Locataire	100	40	52	8
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	44	44	12
- 6 à 10 ans	100	52	37	11
- Plus de 10 ans	100	47	45	8
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	58	35	7
- Très attaché	100	58	32	10
- Plutôt attaché	100	58	36	6
Pas attaché	100	33	57	10
- Plutôt pas attaché	100	40	51	9
- Pas attaché du tout	100	28	62	10
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	33	58	9
- 5	100	45	41	14
- 6 et 7	100	59	35	6
- 8 et plus	100	51	45	4
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	61	34	5
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	36	53	11
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	62	33	5
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	38	54	8

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	Les infrastructures de transports		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	46	48	6
Sexe				
- Homme	100	49	46	5
- Femme	100	42	51	7
Age				
Moins de 30 ans	100	50	49	1
- 18 à 24 ans	100	51	47	2
- 25 à 29 ans (*)	100	45	55	0
De 30 à 49 ans	100	46	47	7
- 30 à 39 ans	100	54	41	5
- 40 à 49 ans	100	41	51	8
50 ans ou plus	100	43	50	7
- 50 à 64 ans	100	40	52	8
- 65 à 74 ans	100	50	48	2
- 75 ans et plus	100	39	47	14
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	55	36	9
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	43	54	3
CSP +	100	43	48	9
- Cadre, profession libérale	100	50	37	13
- Profession intermédiaire	100	39	53	8
CSP -	100	51	46	3
- Employé	100	51	45	4
- Ouvrier	100	50	47	3
- Retraité	100	44	49	7
- Autres inactifs (*)	100	31	61	8
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	42	50	8
- Cadre, profession libérale (*)	100	53	36	11
- Profession intermédiaire	100	38	55	7
CSP -	100	48	47	5
- Employé	100	47	47	6
- Ouvrier	100	49	47	4
- Retraité	100	44	48	8
- Autres inactifs	100	45	51	4
Statut				
Actif	100	47	47	6
- Travaille à son compte	100	56	39	5
- Salarié	100	46	49	5
Dont : secteur public	100	56	41	3
Dont : secteur privé	100	40	53	7
Inactif	100	43	50	7
- Etudiant (*)	100	47	51	2
- Femme au foyer	100	41	51	8
- Retraité	100	44	48	8
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	41	51	8
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	50	44	6
- BAC	100	48	48	4
- BAC + 2	100	35	61	4
- Supérieur à Bac +2	100	51	45	4

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	Les infrastructures de transports		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	46	48	6
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	44	49	7
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	49	46	5
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	44	50	6
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	46	49	5
Département				
- Calvados	100	47	46	7
- Manche	100	41	52	7
- Orne	100	51	47	2
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	47	50	3
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	38	56	6
- un pavillon ou une maison individuelle	100	46	47	7
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	46	46	8
- Locataire	100	43	53	4
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	36	57	7
- 6 à 10 ans	100	47	45	8
- Plus de 10 ans	100	46	48	6
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	52	43	5
- Très attaché	100	58	37	5
- Plutôt attaché	100	49	46	5
Pas attaché	100	37	55	8
- Plutôt pas attaché	100	42	52	6
- Pas attaché du tout	100	35	56	9
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	35	58	7
- 5	100	43	48	9
- 6 et 7	100	50	46	4
- 8 et plus	100	61	36	3
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	60	36	4
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	37	57	6
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	60	37	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	37	57	6

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	La qualité de l'alimentation		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	44	52	4
Sexe				
- Homme	100	40	57	3
- Femme	100	48	48	4
Age				
Moins de 30 ans	100	41	55	4
- 18 à 24 ans	100	38	59	3
- 25 à 29 ans (*)	100	48	46	6
De 30 à 49 ans	100	45	52	3
- 30 à 39 ans	100	44	52	4
- 40 à 49 ans	100	46	52	2
50 ans ou plus	100	45	51	4
- 50 à 64 ans	100	42	55	3
- 65 à 74 ans	100	41	55	4
- 75 ans et plus	100	57	36	7
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	57	42	1
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	41	55	4
CSP +	100	50	44	6
- Cadre, profession libérale	100	47	49	4
- Profession intermédiaire	100	52	41	7
CSP -	100	44	55	1
- Employé	100	49	51	0
- Ouvrier	100	42	57	1
- Retraité	100	42	53	5
- Autres inactifs (*)	100	34	60	6
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	51	45	4
- Cadre, profession libérale (*)	100	56	42	2
- Profession intermédiaire	100	49	46	5
CSP -	100	44	55	1
- Employé	100	41	58	1
- Ouvrier	100	47	52	1
- Retraité	100	44	50	6
- Autres inactifs	100	39	54	7
Statut				
Actif	100	45	53	2
- Travaille à son compte	100	50	50	0
- Salarié	100	46	52	2
Dont : secteur public	100	51	48	1
Dont : secteur privé	100	43	54	3
Inactif	100	43	51	6
- Etudiant (*)	100	45	50	5
- Femme au foyer	100	43	49	8
- Retraité	100	44	50	6
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	47	50	3
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	43	54	3
- BAC	100	38	57	5
- BAC + 2	100	44	52	4
- Supérieur à Bac +2	100	52	45	3

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	La qualité de l'alimentation		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	44	52	4
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	41	56	3
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	48	49	3
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	51	46	3
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	40	51	9
Département				
- Calvados	100	48	48	4
- Manche	100	39	57	4
- Orne	100	45	52	3
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	48	48	4
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	38	60	2
- un pavillon ou une maison individuelle	100	45	51	4
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	45	51	4
- Locataire	100	44	54	2
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	44	51	5
- 6 à 10 ans	100	48	48	4
- Plus de 10 ans	100	44	52	4
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	53	43	4
- Très attaché	100	55	38	7
- Plutôt attaché	100	52	45	3
Pas attaché	100	32	65	3
- Plutôt pas attaché	100	33	62	5
- Pas attaché du tout	100	32	66	2
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	30	68	2
- 5	100	42	53	5
- 6 et 7	100	52	44	4
- 8 et plus	100	60	37	3
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	59	38	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	35	62	3
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	57	41	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	37	61	2

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	Les infrastructures de santé		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	40	54	6
Sexe				
- Homme	100	41	52	7
- Femme	100	39	56	5
Age				
Moins de 30 ans	100	54	44	2
- 18 à 24 ans	100	57	42	1
- 25 à 29 ans (*)	100	46	51	3
De 30 à 49 ans	100	38	56	6
- 30 à 39 ans	100	42	53	5
- 40 à 49 ans	100	34	58	8
50 ans ou plus	100	37	56	7
- 50 à 64 ans	100	32	65	3
- 65 à 74 ans	100	40	49	11
- 75 ans et plus	100	46	42	12
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	43	45	12
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	32	61	7
CSP +	100	37	56	7
- Cadre, profession libérale	100	36	54	10
- Profession intermédiaire	100	37	58	5
CSP -	100	43	54	3
- Employé	100	29	69	2
- Ouvrier	100	48	49	3
- Retraité	100	41	51	8
- Autres inactifs (*)	100	38	57	5
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	30	62	8
- Cadre, profession libérale (*)	100	39	49	12
- Profession intermédiaire	100	26	67	7
CSP -	100	41	56	3
- Employé	100	36	61	3
- Ouvrier	100	46	51	3
- Retraité	100	41	49	10
- Autres inactifs	100	49	48	3
Statut				
Actif	100	38	57	5
- Travaille à son compte	100	39	54	7
- Salarié	100	38	57	5
Dont : secteur public	100	38	57	5
Dont : secteur privé	100	38	57	5
Inactif	100	43	49	8
- Etudiant (*)	100	57	41	2
- Femme au foyer	100	47	50	3
- Retraité	100	41	49	10
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	51	44	5
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	39	53	8
- BAC	100	34	62	4
- BAC + 2	100	28	69	3
- Supérieur à Bac +2	100	27	64	9

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	Les infrastructures de santé		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	40	54	6
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	40	55	5
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	42	52	6
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	39	55	6
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	38	53	9
Département				
- Calvados	100	41	52	7
- Manche	100	31	62	7
- Orne	100	54	43	3
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	41	54	5
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	36	58	6
- un pavillon ou une maison individuelle	100	41	53	6
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	38	54	8
- Locataire	100	42	55	3
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	40	54	6
- 6 à 10 ans	100	39	51	10
- Plus de 10 ans	100	40	54	6
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	45	48	7
- Très attaché	100	45	42	13
- Plutôt attaché	100	45	51	4
Pas attaché	100	33	62	5
- Plutôt pas attaché	100	35	57	8
- Pas attaché du tout	100	32	64	4
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	27	70	3
- 5	100	41	50	9
- 6 et 7	100	42	51	7
- 8 et plus	100	62	33	5
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	51	42	7
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	34	63	3
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	55	40	5
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	34	61	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	La formation professionnelle		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	39	55	6
Sexe				
- Homme	100	40	55	5
- Femme	100	37	55	8
Age				
Moins de 30 ans	100	51	48	1
- 18 à 24 ans	100	53	46	1
- 25 à 29 ans (*)	100	42	56	2
De 30 à 49 ans	100	35	58	7
- 30 à 39 ans	100	37	57	6
- 40 à 49 ans	100	34	59	7
50 ans ou plus	100	37	55	8
- 50 à 64 ans	100	33	63	4
- 65 à 74 ans	100	35	57	8
- 75 ans et plus	100	49	34	17
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	62	32	6
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	35	56	9
CSP +	100	36	55	9
- Cadre, profession libérale	100	47	45	8
- Profession intermédiaire	100	31	60	9
CSP -	100	39	58	3
- Employé	100	36	62	2
- Ouvrier	100	40	56	4
- Retraité	100	39	52	9
- Autres inactifs (*)	100	26	68	6
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	33	61	6
- Cadre, profession libérale (*)	100	47	53	0
- Profession intermédiaire	100	27	64	9
CSP -	100	36	58	6
- Employé	100	33	58	9
- Ouvrier	100	39	58	3
- Retraité	100	41	48	11
- Autres inactifs	100	39	58	3
Statut				
Actif	100	37	58	5
- Travaille à son compte	100	48	50	2
- Salarié	100	36	58	6
Dont : secteur public	100	40	55	5
Dont : secteur privé	100	33	59	8
Inactif	100	40	52	8
- Etudiant (*)	100	62	38	0
- Femme au foyer	100	32	62	6
- Retraité	100	41	48	11
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	45	48	7
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	35	58	7
- BAC	100	33	61	6
- BAC + 2	100	34	60	6
- Supérieur à Bac +2	100	44	51	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	La formation professionnelle		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	39	55	6
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	39	54	7
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	42	54	4
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	39	54	7
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	29	64	7
Département				
- Calvados	100	37	56	7
- Manche	100	34	59	7
- Orne	100	49	48	3
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	32	66	2
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	36	60	4
- un pavillon ou une maison individuelle	100	40	53	7
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	37	55	8
- Locataire	100	39	59	2
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	40	50	10
- 6 à 10 ans	100	36	55	9
- Plus de 10 ans	100	38	56	6
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	45	49	6
- Très attaché	100	53	40	7
- Plutôt attaché	100	41	53	6
Pas attaché	100	29	65	6
- Plutôt pas attaché	100	36	59	5
- Pas attaché du tout	100	25	68	7
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	24	71	5
- 5	100	44	45	11
- 6 et 7	100	40	56	4
- 8 et plus	100	55	38	7
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	47	49	4
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	35	58	7
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	54	42	4
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	32	61	7

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	Le développement des zones rurales		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	38	58	4
Sexe				
- Homme	100	41	55	4
- Femme	100	35	61	4
Age				
Moins de 30 ans	100	31	68	1
- 18 à 24 ans	100	30	69	1
- 25 à 29 ans (*)	100	35	63	2
De 30 à 49 ans	100	36	61	3
- 30 à 39 ans	100	34	61	5
- 40 à 49 ans	100	37	61	2
50 ans ou plus	100	43	52	5
- 50 à 64 ans	100	41	53	6
- 65 à 74 ans	100	40	56	4
- 75 ans et plus	100	49	45	6
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	43	54	3
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	42	58	0
CSP +	100	34	61	5
- Cadre, profession libérale	100	41	54	5
- Profession intermédiaire	100	31	64	5
CSP -	100	36	61	3
- Employé	100	36	61	3
- Ouvrier	100	37	60	3
- Retraité	100	41	55	4
- Autres inactifs (*)	100	38	52	10
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	38	58	4
- Cadre, profession libérale (*)	100	48	50	2
- Profession intermédiaire	100	34	61	5
CSP -	100	32	65	3
- Employé	100	23	73	4
- Ouvrier	100	39	58	3
- Retraité	100	44	51	5
- Autres inactifs	100	38	57	5
Statut				
Actif	100	35	62	3
- Travaille à son compte	100	45	55	0
- Salarié	100	35	62	3
Dont : secteur public	100	33	63	4
Dont : secteur privé	100	36	62	2
Inactif	100	42	53	5
- Etudiant (*)	100	36	62	2
- Femme au foyer	100	44	52	4
- Retraité	100	44	51	5
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	40	56	4
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	39	57	4
- BAC	100	32	67	1
- BAC + 2	100	32	63	5
- Supérieur à Bac +2	100	46	49	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	Le développement des zones rurales		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	38	58	4
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	35	62	3
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	43	53	4
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	44	49	7
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	34	62	4
Département				
- Calvados	100	39	57	4
- Manche	100	34	61	5
- Orne	100	43	56	1
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	41	57	2
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	33	63	4
- un pavillon ou une maison individuelle	100	38	58	4
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	39	58	3
- Locataire	100	37	59	4
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	38	51	11
- 6 à 10 ans	100	44	53	3
- Plus de 10 ans	100	38	59	3
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	45	51	4
- Très attaché	100	55	41	4
- Plutôt attaché	100	42	54	4
Pas attaché	100	28	69	3
- Plutôt pas attaché	100	32	64	4
- Pas attaché du tout	100	25	72	3
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	24	72	4
- 5	100	36	58	6
- 6 et 7	100	45	53	2
- 8 et plus	100	54	41	5
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	54	44	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	28	69	3
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	50	47	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	32	64	4

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	La rénovation et amélioration de quartiers		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	33	63	4
Sexe				
- Homme	100	33	62	5
- Femme	100	32	65	3
Age				
Moins de 30 ans	100	28	72	0
- 18 à 24 ans	100	28	72	0
- 25 à 29 ans (*)	100	25	73	2
De 30 à 49 ans	100	30	66	4
- 30 à 39 ans	100	32	65	3
- 40 à 49 ans	100	29	66	5
50 ans ou plus	100	37	58	5
- 50 à 64 ans	100	34	61	5
- 65 à 74 ans	100	31	64	5
- 75 ans et plus	100	55	41	4
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	30	69	1
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	32	62	6
CSP +	100	27	68	5
- Cadre, profession libérale	100	20	75	5
- Profession intermédiaire	100	30	65	5
CSP -	100	36	63	1
- Employé	100	36	63	1
- Ouvrier	100	35	63	2
- Retraité	100	35	60	5
- Autres inactifs (*)	100	34	61	5
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	23	69	8
- Cadre, profession libérale (*)	100	17	77	6
- Profession intermédiaire	100	26	66	8
CSP -	100	34	64	2
- Employé	100	29	70	1
- Ouvrier	100	38	59	3
- Retraité	100	36	58	6
- Autres inactifs	100	34	64	2
Statut				
Actif	100	31	66	3
- Travaille à son compte	100	42	58	0
- Salarié	100	29	67	4
Dont : secteur public	100	24	72	4
Dont : secteur privé	100	33	63	4
Inactif	100	36	60	4
- Etudiant (*)	100	26	74	0
- Femme au foyer	100	40	57	3
- Retraité	100	36	58	6
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	44	52	4
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	30	66	4
- BAC	100	31	67	2
- BAC + 2	100	16	80	4
- Supérieur à Bac +2	100	26	69	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	La rénovation et amélioration de quartiers		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	33	63	4
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	29	67	4
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	42	57	1
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	41	54	5
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	22	74	4
Département				
- Calvados	100	29	66	5
- Manche	100	28	68	4
- Orne	100	49	49	2
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	35	64	1
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	31	63	6
- un pavillon ou une maison individuelle	100	33	63	4
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	33	62	5
- Locataire	100	34	64	2
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	32	65	3
- 6 à 10 ans	100	38	57	5
- Plus de 10 ans	100	33	63	4
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	36	60	4
- Très attaché	100	53	45	2
- Plutôt attaché	100	29	66	5
Pas attaché	100	29	68	3
- Plutôt pas attaché	100	37	58	5
- Pas attaché du tout	100	25	73	2
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	28	69	3
- 5	100	32	63	5
- 6 et 7	100	33	64	3
- 8 et plus	100	44	52	4
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	45	52	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	28	69	3
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	40	56	4
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	32	66	2

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	L'insertion sociale et professionnelle		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	31	62	7
Sexe				
- Homme	100	34	59	7
- Femme	100	29	65	6
Age				
Moins de 30 ans	100	34	63	3
- 18 à 24 ans	100	39	59	2
- 25 à 29 ans (*)	100	22	73	5
De 30 à 49 ans	100	30	65	5
- 30 à 39 ans	100	33	62	5
- 40 à 49 ans	100	27	68	5
50 ans ou plus	100	32	59	9
- 50 à 64 ans	100	31	62	7
- 65 à 74 ans	100	24	65	11
- 75 ans et plus	100	44	45	11
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	30	54	16
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	31	68	1
CSP +	100	30	64	6
- Cadre, profession libérale	100	34	54	12
- Profession intermédiaire	100	27	69	4
CSP -	100	35	61	4
- Employé	100	31	67	2
- Ouvrier	100	36	60	4
- Retraité	100	32	60	8
- Autres inactifs (*)	100	20	68	12
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	29	66	5
- Cadre, profession libérale (*)	100	30	64	6
- Profession intermédiaire	100	28	67	5
CSP -	100	33	63	4
- Employé	100	29	67	4
- Ouvrier	100	36	60	4
- Retraité	100	32	57	11
- Autres inactifs	100	30	65	5
Statut				
Actif	100	32	63	5
- Travaille à son compte	100	28	65	7
- Salarié	100	33	62	5
Dont : secteur public	100	38	58	4
Dont : secteur privé	100	30	65	5
Inactif	100	31	61	8
- Etudiant (*)	100	44	54	2
- Femme au foyer	100	25	69	6
- Retraité	100	32	57	11
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	36	56	8
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	29	64	7
- BAC	100	34	62	4
- BAC + 2	100	23	73	4
- Supérieur à Bac +2	100	30	64	6

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	L'insertion sociale et professionnelle		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	31	62	7
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	30	63	7
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	35	60	5
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	34	60	6
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	25	67	8
Département				
- Calvados	100	29	64	7
- Manche	100	29	63	8
- Orne	100	40	57	3
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	29	66	5
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	21	75	4
- un pavillon ou une maison individuelle	100	33	60	7
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	33	59	8
- Locataire	100	28	68	4
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	34	59	7
- 6 à 10 ans	100	32	65	3
- Plus de 10 ans	100	31	63	6
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	38	56	6
- Très attaché	100	45	47	8
- Plutôt attaché	100	35	60	5
Pas attaché	100	22	71	7
- Plutôt pas attaché	100	25	69	6
- Pas attaché du tout	100	21	72	7
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	16	77	7
- 5	100	38	55	7
- 6 et 7	100	31	63	6
- 8 et plus	100	51	43	6
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	45	50	5
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	25	69	6
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	47	49	4
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	25	70	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	L'emploi		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	29	68	3
Sexe				
- Homme	100	31	66	3
- Femme	100	27	70	3
Age				
Moins de 30 ans	100	28	70	2
- 18 à 24 ans	100	33	66	1
- 25 à 29 ans (*)	100	14	80	6
De 30 à 49 ans	100	28	69	3
- 30 à 39 ans	100	33	62	5
- 40 à 49 ans	100	24	74	2
50 ans ou plus	100	31	66	3
- 50 à 64 ans	100	27	69	4
- 65 à 74 ans	100	34	64	2
- 75 ans et plus	100	35	65	0
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	26	63	11
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	25	67	8
CSP +	100	26	71	3
- Cadre, profession libérale	100	33	65	2
- Profession intermédiaire	100	23	73	4
CSP -	100	31	67	2
- Employé	100	32	65	3
- Ouvrier	100	30	68	2
- Retraité	100	32	67	1
- Autres inactifs (*)	100	19	77	4
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	31	66	3
- Cadre, profession libérale (*)	100	48	52	0
- Profession intermédiaire	100	24	72	4
CSP -	100	28	70	2
- Employé	100	30	67	3
- Ouvrier	100	26	72	2
- Retraité	100	33	65	2
- Autres inactifs	100	24	73	3
Statut				
Actif	100	29	68	3
- Travaille à son compte	100	30	64	6
- Salarié	100	29	68	3
Dont : secteur public	100	33	65	2
Dont : secteur privé	100	26	71	3
Inactif	100	29	69	2
- Etudiant (*)	100	21	73	6
- Femme au foyer	100	22	75	3
- Retraité	100	33	65	2
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	31	67	2
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	26	71	3
- BAC	100	30	67	3
- BAC + 2	100	21	75	4
- Supérieur à Bac +2	100	41	56	3

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?

	Total	L'emploi		
		Oui	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	29	68	3
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	29	69	2
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	31	67	2
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	27	69	4
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	29	67	4
Département				
- Calvados	100	31	65	4
- Manche	100	28	69	3
- Orne	100	28	72	0
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	32	66	2
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	23	73	4
- un pavillon ou une maison individuelle	100	29	68	3
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	30	67	3
- Locataire	100	25	72	3
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	27	68	5
- 6 à 10 ans	100	38	59	3
- Plus de 10 ans	100	29	68	3
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	35	61	4
- Très attaché	100	44	55	1
- Plutôt attaché	100	32	64	4
Pas attaché	100	20	78	2
- Plutôt pas attaché	100	25	72	3
- Pas attaché du tout	100	18	81	1
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	16	83	1
- 5	100	30	66	4
- 6 et 7	100	33	63	4
- 8 et plus	100	46	53	1
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	44	54	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	20	79	1
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	43	55	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	23	76	1

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

IV. L'appréciation détaillée de l'intervention européenne en Basse- Normandie

Appréciation des actions ou projets d'actions de l'Union européenne en Basse-Normandie

QUESTION - Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'occupe... ?

		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	Ne se prononcent pas
	%							
- Le tourisme.....	100	71	15	56	23	15	8	6
- Les échanges culturels et universitaires.....	100	69	13	56	21	14	7	10
- L'environnement et le développement durable.....	100	61	8	53	34	22	12	5
- La recherche et l'innovation.....	100	58	8	50	32	21	11	10
- Les infrastructures de transports.....	100	57	8	49	37	24	13	6
- La qualité de l'alimentation.....	100	53	7	46	42	26	16	5
- Les infrastructures de santé.....	100	45	7	38	47	31	16	8
- L'industrie.....	100	42	5	37	51	33	18	7
- L'agriculture.....	100	41	6	35	54	32	22	5
- La formation professionnelle.....	100	41	4	37	50	35	15	9
- Le développement économique.....	100	41	4	37	53	35	18	6
- La pêche et l'aquaculture.....	100	40	6	34	50	29	21	10
- Le développement des zones rurales ...	100	39	6	33	54	36	18	7
- La rénovation et amélioration de quartiers.....	100	39	6	33	53	38	15	8
- L'insertion sociale et professionnelle	100	34	3	31	57	38	19	9
- L'emploi.....	100	27	4	23	68	41	27	5

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	Le tourisme						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	71	15	56	23	15	8	6
Sexe								
- Homme	100	73	16	57	21	14	7	6
- Femme	100	69	14	55	24	16	8	7
Age								
Moins de 30 ans	100	72	24	48	23	15	8	5
- 18 à 24 ans	100	75	26	49	20	12	8	5
- 25 à 29 ans (*)	100	64	20	44	32	23	9	4
De 30 à 49 ans	100	68	14	54	24	16	8	8
- 30 à 39 ans	100	69	20	49	21	11	10	10
- 40 à 49 ans	100	68	9	59	25	19	6	7
50 ans ou plus	100	74	13	61	21	15	6	5
- 50 à 64 ans	100	66	14	52	29	19	10	5
- 65 à 74 ans	100	75	7	68	20	16	4	5
- 75 ans et plus	100	88	19	69	6	6	0	6
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*)	100	81	18	63	18	17	1	1
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	63	19	44	32	24	8	5
CSP +	100	63	13	50	24	13	11	13
- Cadre, profession libérale	100	71	15	56	21	12	9	8
- Profession intermédiaire	100	60	13	47	25	13	12	15
CSP -	100	74	16	58	22	16	6	4
- Employé	100	67	18	49	31	22	9	2
- Ouvrier	100	76	16	60	19	14	5	5
- Retraité	100	75	12	63	20	14	6	5
- Autres inactifs (*)	100	70	28	42	24	15	9	6
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	62	12	50	24	13	11	14
- Cadre, profession libérale (*)	100	66	17	49	29	17	12	5
- Profession intermédiaire	100	60	10	50	23	12	11	17
CSP -	100	71	15	56	24	18	6	5
- Employé	100	66	14	52	27	16	11	7
- Ouvrier	100	76	16	60	21	19	2	3
- Retraité	100	78	12	66	17	12	5	5
- Autres inactifs	100	72	20	52	24	14	10	4
Statut								
Actif	100	69	16	53	24	17	7	7
- Travail à son compte	100	69	22	47	28	23	5	3
- Salarié	100	70	14	56	22	14	8	8
Dont : secteur public	100	68	13	55	25	16	9	7
Dont : secteur privé	100	71	15	56	20	12	8	9
Inactif	100	75	15	60	20	13	7	5
- Etudiant (*)	100	77	25	52	23	11	12	0
- Femme au foyer	100	75	14	61	21	15	6	4
- Retraité	100	78	12	66	17	12	5	5
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire	100	75	17	58	21	13	8	4
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	71	13	58	23	17	6	6
- BAC	100	73	19	54	20	15	5	7
- BAC + 2	100	68	15	53	25	16	9	7
- Supérieur à Bac +2	100	65	14	51	24	13	11	11

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	Le tourisme						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	71	15	56	23	15	8	6
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	69	11	58	25	15	10	6
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	73	25	48	23	17	6	4
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	69	10	59	25	21	4	6
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	79	16	63	12	8	4	9
Département								
- Calvados	100	75	15	60	19	11	8	6
- Manche	100	66	12	54	28	21	7	6
- Orne	100	72	21	51	20	13	7	8
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	70	23	47	22	19	3	8
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	74	25	49	21	6	15	5
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	71	13	58	23	16	7	6
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	71	12	59	22	15	7	7
- Locataire	100	70	19	51	24	16	8	6
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	67	12	55	28	14	14	5
- 6 à 10 ans	100	74	23	51	19	14	5	7
- Plus de 10 ans	100	72	15	57	22	15	7	6
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	78	18	60	17	13	4	5
- Très attaché	100	81	26	55	14	10	4	5
- Plutôt attaché	100	76	14	62	18	14	4	6
Pas attaché	100	63	12	51	30	19	11	7
- Plutôt pas attaché	100	70	11	59	23	18	5	7
- Pas attaché du tout.....	100	59	13	46	34	19	15	7
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	60	9	51	36	22	14	4
- 5	100	65	12	53	21	16	5	14
- 6 et 7	100	81	17	64	15	12	3	4
- 8 et plus.....	100	80	28	52	19	8	11	1
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	84	20	64	14	11	3	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	63	13	50	31	19	12	6
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	86	22	64	12	9	3	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	63	13	50	32	21	11	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	Les échanges culturels et universitaires						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	69	13	56	21	14	7	10
Sexe								
- Homme.....	100	69	16	53	21	13	8	10
- Femme.....	100	69	11	58	22	15	7	9
Age								
Moins de 30 ans	100	75	20	55	19	10	9	6
- 18 à 24 ans.....	100	80	21	59	17	6	11	3
- 25 à 29 ans (*).....	100	60	17	43	28	24	4	12
De 30 à 49 ans	100	67	12	55	23	14	9	10
- 30 à 39 ans.....	100	67	14	53	25	14	11	8
- 40 à 49 ans.....	100	67	10	57	22	14	8	11
50 ans ou plus	100	68	12	56	21	16	5	11
- 50 à 64 ans.....	100	64	10	54	29	22	7	7
- 65 à 74 ans.....	100	74	15	59	15	9	6	11
- 75 ans et plus.....	100	70	13	57	11	11	0	19
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	46	7	39	27	27	0	27
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	70	24	46	21	13	8	9
CSP +	100	71	18	53	18	9	9	11
- Cadre, profession libérale.....	100	80	24	56	13	4	9	7
- Profession intermédiaire.....	100	66	14	52	20	12	8	14
CSP -	100	68	10	58	26	17	9	6
- Employé.....	100	66	15	51	33	20	13	1
- Ouvrier.....	100	69	9	60	24	16	8	7
- Retraité.....	100	71	12	59	18	13	5	11
- Autres inactifs (*).....	100	73	15	58	20	11	9	7
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	68	18	50	21	11	10	11
- Cadre, profession libérale (*).....	100	78	36	42	22	8	14	0
- Profession intermédiaire.....	100	64	11	53	21	13	8	15
CSP -	100	68	11	57	25	15	10	7
- Employé.....	100	64	13	51	29	19	10	7
- Ouvrier.....	100	72	9	63	22	12	10	6
- Retraité.....	100	70	11	59	17	13	4	13
- Autres inactifs.....	100	75	16	59	21	13	8	4
Statut								
Actif	100	67	14	53	23	14	9	10
- Travaille à son compte.....	100	62	19	43	22	17	5	16
- Salarié.....	100	69	12	57	23	13	10	8
Dont : secteur public.....	100	74	17	57	21	12	9	5
Dont : secteur privé.....	100	66	9	57	25	14	11	9
Inactif	100	71	12	59	19	14	5	10
- Etudiant (*).....	100	84	23	61	16	4	12	0
- Femme au foyer.....	100	77	9	68	17	12	5	6
- Retraité.....	100	70	11	59	17	13	4	13
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	67	11	56	22	14	8	11
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	65	10	55	24	16	8	11
- BAC.....	100	75	17	58	17	12	5	8
- BAC + 2.....	100	77	18	59	17	12	5	6
- Supérieur à Bac +2.....	100	77	28	49	18	10	8	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	Les échanges culturels et universitaires						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	69	13	56	21	14	7	10
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	66	12	54	23	14	9	11
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	64	11	53	26	17	9	10
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	75	15	60	20	15	5	5
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	78	19	59	12	10	2	10
Département								
- Calvados	100	72	16	56	18	12	6	10
- Manche	100	68	11	57	23	14	9	9
- Orne	100	63	9	54	29	19	10	8
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	74	20	54	19	13	6	7
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	70	15	55	20	9	11	10
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	68	12	56	22	15	7	10
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	68	12	56	21	14	7	11
- Locataire	100	70	14	56	23	16	7	7
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	73	16	57	21	8	13	6
- 6 à 10 ans	100	72	16	56	11	7	4	17
- Plus de 10 ans	100	69	13	56	22	15	7	9
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	78	18	60	13	10	3	9
- Très attaché	100	81	27	54	11	10	1	8
- Plutôt attaché	100	76	14	62	15	11	4	9
Pas attaché	100	57	7	50	33	19	14	10
- Plutôt pas attaché	100	69	8	61	21	14	7	10
- Pas attaché du tout.....	100	50	6	44	39	22	17	11
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	57	7	50	35	20	15	8
- 5	100	62	9	53	20	17	3	18
- 6 et 7	100	80	18	62	13	11	2	7
- 8 et plus.....	100	77	22	55	17	4	13	6
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	83	19	64	11	8	3	6
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	59	9	50	32	20	12	9
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	82	21	61	12	8	4	6
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	61	10	51	31	20	11	8

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	L'environnement et le développement durable						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	61	8	53	34	22	12	5
Sexe								
- Homme.....	100	63	9	54	33	19	14	4
- Femme.....	100	60	7	53	34	24	10	6
Age								
Moins de 30 ans	100	68	11	57	30	16	14	2
- 18 à 24 ans.....	100	71	12	59	27	13	14	2
- 25 à 29 ans (*).....	100	61	11	50	36	22	14	3
De 30 à 49 ans	100	62	9	53	33	23	10	5
- 30 à 39 ans.....	100	60	10	50	34	23	11	6
- 40 à 49 ans.....	100	63	8	55	33	24	9	4
50 ans ou plus	100	58	6	52	36	22	14	6
- 50 à 64 ans.....	100	49	8	41	44	25	19	7
- 65 à 74 ans.....	100	66	4	62	33	22	11	1
- 75 ans et plus.....	100	70	7	63	19	13	6	11
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	59	0	59	39	35	4	2
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	67	20	47	30	20	10	3
CSP +	100	57	7	50	35	24	11	8
- Cadre, profession libérale.....	100	72	9	63	25	18	7	3
- Profession intermédiaire.....	100	49	6	43	40	27	13	11
CSP -	100	66	9	57	32	20	12	2
- Employé.....	100	69	8	61	28	21	7	3
- Ouvrier.....	100	65	9	56	33	20	13	2
- Retraité.....	100	60	5	55	33	20	13	7
- Autres inactifs (*).....	100	51	12	39	47	20	27	2
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	61	8	53	31	21	10	8
- Cadre, profession libérale (*).....	100	71	6	65	27	19	8	2
- Profession intermédiaire.....	100	57	8	49	33	22	11	10
CSP -	100	61	7	54	36	22	14	3
- Employé.....	100	60	7	53	35	24	11	5
- Ouvrier.....	100	63	8	55	36	20	16	1
- Retraité.....	100	61	5	56	31	20	11	8
- Autres inactifs.....	100	60	12	48	37	20	17	3
Statut								
Actif	100	61	8	53	35	23	12	4
- Travail à son compte.....	100	61	15	46	37	31	6	2
- Salarié.....	100	62	7	55	33	21	12	5
Dont : secteur public.....	100	64	7	57	32	22	10	4
Dont : secteur privé.....	100	61	7	54	34	21	13	5
Inactif	100	61	8	53	33	20	13	6
- Etudiant (*).....	100	69	19	50	31	12	19	0
- Femme au foyer.....	100	60	10	50	37	25	12	3
- Retraité.....	100	61	5	56	31	20	11	8
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	60	9	51	36	17	19	4
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	61	7	54	34	23	11	5
- BAC.....	100	64	8	56	30	25	5	6
- BAC + 2.....	100	63	11	52	32	20	12	5
- Supérieur à Bac +2.....	100	60	8	52	35	25	10	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	L'environnement et le développement durable						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	61	8	53	34	22	12	5
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	58	8	50	38	23	15	4
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	59	10	49	34	21	13	7
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	66	5	61	29	23	6	5
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	70	8	62	25	16	9	5
Département								
- Calvados	100	64	9	55	30	18	12	6
- Manche	100	57	6	51	40	28	12	3
- Orne	100	63	10	53	32	20	12	5
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	65	9	56	32	19	13	3
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	59	9	50	33	17	16	8
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	61	8	53	34	22	12	5
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	60	7	53	34	23	11	6
- Locataire	100	62	9	53	34	20	14	4
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	58	6	52	34	14	20	8
- 6 à 10 ans	100	62	9	53	28	20	8	10
- Plus de 10 ans	100	62	8	54	34	22	12	4
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	70	8	62	26	20	6	4
- Très attaché	100	75	11	64	21	14	7	4
- Plutôt attaché	100	68	7	61	28	22	6	4
Pas attaché	100	49	8	41	46	25	21	5
- Plutôt pas attaché	100	61	9	52	31	22	9	8
- Pas attaché du tout.....	100	42	8	34	55	26	29	3
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	44	5	39	52	26	26	4
- 5	100	62	7	55	29	21	8	9
- 6 et 7	100	74	9	65	22	19	3	4
- 8 et plus.....	100	64	14	50	35	18	17	1
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	71	13	58	26	21	5	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	55	5	50	41	21	20	4
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	74	13	61	23	18	5	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	54	6	48	43	23	20	3

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	La recherche et l'innovation						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	58	8	50	32	21	11	10
Sexe								
- Homme.....	100	60	11	49	33	21	12	7
- Femme.....	100	56	5	51	32	21	11	12
Age								
Moins de 30 ans	100	66	13	53	28	20	8	6
- 18 à 24 ans.....	100	74	15	59	22	13	9	4
- 25 à 29 ans (*).....	100	41	7	34	47	42	5	12
De 30 à 49 ans	100	57	7	50	33	22	11	10
- 30 à 39 ans.....	100	57	7	50	35	21	14	8
- 40 à 49 ans.....	100	57	6	51	31	23	8	12
50 ans ou plus	100	55	7	48	34	21	13	11
- 50 à 64 ans.....	100	51	9	42	39	26	13	10
- 65 à 74 ans.....	100	56	3	53	36	24	12	8
- 75 ans et plus.....	100	64	8	56	20	7	13	16
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	51	0	51	27	26	1	22
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	62	17	45	26	15	11	12
CSP +	100	59	7	52	28	20	8	13
- Cadre, profession libérale.....	100	67	10	57	17	11	6	16
- Profession intermédiaire.....	100	54	5	49	35	25	10	11
CSP -	100	59	10	49	35	25	10	6
- Employé.....	100	52	7	45	45	29	16	3
- Ouvrier.....	100	61	11	50	32	23	9	7
- Retraité.....	100	56	5	51	34	21	13	10
- Autres inactifs (*).....	100	58	8	50	32	12	20	10
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	57	8	49	34	24	10	9
- Cadre, profession libérale (*).....	100	75	15	60	21	11	10	4
- Profession intermédiaire.....	100	51	6	45	38	28	10	11
CSP -	100	60	8	52	31	21	10	9
- Employé.....	100	54	6	48	36	23	13	10
- Ouvrier.....	100	65	9	56	27	20	7	8
- Retraité.....	100	55	5	50	35	22	13	10
- Autres inactifs.....	100	61	10	51	31	15	16	8
Statut								
Actif	100	59	9	50	31	22	9	10
- Travaille à son compte.....	100	59	13	46	26	20	6	15
- Salarié.....	100	60	8	52	32	22	10	8
Dont : secteur public.....	100	61	8	53	33	26	7	6
Dont : secteur privé.....	100	60	8	52	31	20	11	9
Inactif	100	56	7	49	35	21	14	9
- Etudiant (*).....	100	65	15	50	29	12	17	6
- Femme au foyer.....	100	64	11	53	27	13	14	9
- Retraité.....	100	55	5	50	35	22	13	10
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	52	8	44	37	19	18	11
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	61	6	55	29	21	8	10
- BAC.....	100	61	7	54	31	24	7	8
- BAC + 2.....	100	60	10	50	34	25	9	6
- Supérieur à Bac +2.....	100	56	12	44	34	23	11	10

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	La recherche et l'innovation						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	58	8	50	32	21	11	10
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	55	5	50	34	21	13	11
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	59	11	48	32	20	12	9
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	60	10	50	30	24	6	10
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	63	9	54	30	21	9	7
Département								
- Calvados	100	61	9	52	30	17	13	9
- Manche	100	54	5	49	35	26	9	11
- Orne	100	57	10	47	34	22	12	9
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	61	10	51	37	27	10	2
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	59	12	47	29	17	12	12
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	57	7	50	32	21	11	11
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	57	7	50	31	21	10	12
- Locataire	100	58	7	51	35	23	12	7
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	50	6	44	43	22	21	7
- 6 à 10 ans	100	54	6	48	28	16	12	18
- Plus de 10 ans	100	59	8	51	32	22	10	9
Attachement à l'Union européenne								
- Attaché	100	67	11	56	24	18	6	9
- Très attaché	100	72	15	57	21	15	6	7
- Plutôt attaché	100	65	9	56	25	19	6	10
- Pas attaché	100	46	4	42	44	26	18	10
- Plutôt pas attaché	100	55	2	53	36	24	12	9
- Pas attaché du tout.....	100	40	5	35	50	28	22	10
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	41	3	38	50	29	21	9
- 5	100	52	6	46	32	23	9	16
- 6 et 7	100	70	9	61	22	19	3	8
- 8 et plus.....	100	72	18	54	23	8	15	5
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	76	13	63	18	12	6	6
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	49	5	44	42	25	17	9
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	77	13	64	17	12	5	6
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	49	6	43	43	27	16	8

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	Les infrastructures de transports						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	57	8	49	37	24	13	6
Sexe								
- Homme.....	100	57	9	48	39	25	14	4
- Femme.....	100	57	7	50	35	24	11	8
Age								
Moins de 30 ans	100	63	9	54	33	24	9	4
- 18 à 24 ans.....	100	65	9	56	32	21	11	3
- 25 à 29 ans (*).....	100	54	7	47	37	32	5	9
De 30 à 49 ans	100	58	10	48	36	23	13	6
- 30 à 39 ans.....	100	59	10	49	34	18	16	7
- 40 à 49 ans.....	100	56	9	47	38	26	12	6
50 ans ou plus	100	53	5	48	40	26	14	7
- 50 à 64 ans.....	100	54	7	47	38	27	11	8
- 65 à 74 ans.....	100	49	2	47	47	29	18	4
- 75 ans et plus.....	100	59	5	54	33	19	14	8
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	68	3	65	23	7	16	9
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	45	14	31	44	32	12	11
CSP +	100	50	8	42	39	28	11	11
- Cadre, profession libérale.....	100	54	10	44	35	24	11	11
- Profession intermédiaire.....	100	48	7	41	41	31	10	11
CSP -	100	66	10	56	32	22	10	2
- Employé.....	100	64	13	51	34	26	8	2
- Ouvrier.....	100	67	9	58	30	20	10	3
- Retraité.....	100	53	5	48	41	25	16	6
- Autres inactifs (*).....	100	49	5	44	44	20	24	7
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	47	8	39	42	29	13	11
- Cadre, profession libérale (*).....	100	61	20	41	34	25	9	5
- Profession intermédiaire.....	100	42	4	38	45	30	15	13
CSP -	100	64	8	56	33	22	11	3
- Employé.....	100	58	8	50	36	27	9	6
- Ouvrier.....	100	70	8	62	29	17	12	1
- Retraité.....	100	51	3	48	42	26	16	7
- Autres inactifs.....	100	59	10	49	34	21	13	7
Statut								
Actif	100	59	9	50	35	24	11	6
- Travaille à son compte.....	100	63	16	47	29	20	9	8
- Salarié.....	100	58	8	50	36	24	12	6
Dont : secteur public.....	100	61	10	51	35	26	9	4
Dont : secteur privé.....	100	57	7	50	36	22	14	7
Inactif	100	53	5	48	40	25	15	7
- Etudiant (*).....	100	71	8	63	27	18	9	2
- Femme au foyer.....	100	60	10	50	33	20	13	7
- Retraité.....	100	51	3	48	42	26	16	7
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	63	9	54	32	18	14	5
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	57	7	50	37	25	12	6
- BAC.....	100	52	4	48	40	29	11	8
- BAC + 2.....	100	51	6	45	43	31	12	6
- Supérieur à Bac +2.....	100	47	12	35	43	26	17	10

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	Les infrastructures de transports						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	57	8	49	37	24	13	6
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	56	6	50	38	22	16	6
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	58	10	48	37	23	14	5
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	61	9	52	34	26	8	5
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	52	8	44	38	31	7	10
Département								
- Calvados	100	57	7	50	35	24	11	8
- Manche	100	55	7	48	40	26	14	5
- Orne	100	59	10	49	38	22	16	3
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	64	15	49	31	20	11	5
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	58	11	47	32	19	13	10
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	55	6	49	39	26	13	6
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	56	6	50	37	25	12	7
- Locataire	100	57	10	47	38	23	15	5
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	45	3	42	45	24	21	10
- 6 à 10 ans	100	48	11	37	42	27	15	10
- Plus de 10 ans	100	59	8	51	36	24	12	5
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	64	9	55	30	21	9	6
- Très attaché	100	73	9	64	20	12	8	7
- Plutôt attaché	100	59	8	51	35	26	9	6
Pas attaché	100	47	7	40	47	29	18	6
- Plutôt pas attaché	100	50	4	46	41	30	11	9
- Pas attaché du tout.....	100	45	8	37	51	28	23	4
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	47	4	43	49	28	21	4
- 5	100	52	4	48	35	25	10	13
- 6 et 7	100	62	9	53	34	26	8	4
- 8 et plus.....	100	73	18	55	25	11	14	2
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	67	11	56	29	22	7	4
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	53	6	47	42	23	19	5
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	71	14	57	26	20	6	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	50	5	45	44	26	18	6

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	La qualité de l'alimentation						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	53	7	46	42	26	16	5
Sexe								
- Homme.....	100	51	7	44	44	25	19	5
- Femme.....	100	55	7	48	40	26	14	5
Age								
Moins de 30 ans	100	62	8	54	35	23	12	3
- 18 à 24 ans	100	65	8	57	32	19	13	3
- 25 à 29 ans (*)	100	55	7	48	41	33	8	4
De 30 à 49 ans	100	50	6	44	42	24	18	8
- 30 à 39 ans	100	48	6	42	46	24	22	6
- 40 à 49 ans	100	52	7	45	39	24	15	9
50 ans ou plus	100	52	7	45	44	28	16	4
- 50 à 64 ans	100	47	7	40	48	27	21	5
- 65 à 74 ans	100	52	4	48	46	32	14	2
- 75 ans et plus.....	100	66	13	53	30	23	7	4
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	60	9	51	35	22	13	5
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	52	17	35	44	30	14	4
CSP +	100	45	3	42	43	26	17	12
- Cadre, profession libérale.....	100	47	2	45	43	25	18	10
- Profession intermédiaire	100	43	2	41	44	27	17	13
CSP -	100	56	8	48	41	24	17	3
- Employé	100	52	9	43	44	22	22	4
- Ouvrier	100	58	8	50	39	24	15	3
- Retraité.....	100	52	6	46	44	28	16	4
- Autres inactifs (*).....	100	63	8	55	34	15	19	3
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	39	2	37	49	26	23	12
- Cadre, profession libérale (*).....	100	38	3	35	58	36	22	4
- Profession intermédiaire	100	40	2	38	45	22	23	15
CSP -	100	55	7	48	41	23	18	4
- Employé	100	47	4	43	47	27	20	6
- Ouvrier	100	61	9	52	37	19	18	2
- Retraité.....	100	52	8	44	44	30	14	4
- Autres inactifs	100	63	8	55	33	21	12	4
Statut								
Actif	100	51	7	44	43	24	19	6
- Travaille à son compte.....	100	58	13	45	37	24	13	5
- Salarié	100	51	6	45	43	24	19	6
Dont : secteur public	100	48	5	43	49	31	18	3
Dont : secteur privé	100	52	6	46	40	20	20	8
Inactif	100	56	8	48	39	26	13	5
- Etudiant (*)	100	72	15	57	27	16	11	1
- Femme au foyer.....	100	61	8	53	36	24	12	3
- Retraité.....	100	52	8	44	44	30	14	4
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	57	8	49	38	22	16	5
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	53	8	45	43	27	16	4
- BAC	100	53	4	49	39	22	17	8
- BAC + 2.....	100	44	6	38	49	32	17	7
- Supérieur à Bac +2.....	100	44	5	39	48	30	18	8

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	La qualité de l'alimentation						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	53	7	46	42	26	16	5
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	50	6	44	44	24	20	6
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	57	9	48	39	29	10	4
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	59	6	53	36	23	13	5
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	48	7	41	45	28	17	7
Département								
- Calvados	100	51	7	44	44	26	18	5
- Manche	100	51	5	46	43	25	18	6
- Orne	100	59	10	49	36	25	11	5
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	64	10	54	32	22	10	4
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	50	10	40	44	19	25	6
- un pavillon ou une maison individuelle	100	52	6	46	43	27	16	5
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	51	6	45	43	28	15	6
- Locataire	100	56	8	48	40	23	17	4
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	51	11	40	43	17	26	6
- 6 à 10 ans	100	54	7	47	34	20	14	12
- Plus de 10 ans	100	53	7	46	43	27	16	4
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	60	9	51	34	26	8	6
- Très attaché	100	63	10	53	31	22	9	6
- Plutôt attaché	100	59	9	50	35	27	8	6
Pas attaché	100	42	4	38	53	25	28	5
- Plutôt pas attaché	100	46	2	44	49	33	16	5
- Pas attaché du tout	100	41	6	35	55	21	34	4
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	37	3	34	59	26	33	4
- 5	100	51	5	46	41	28	13	8
- 6 et 7	100	61	8	53	34	25	9	5
- 8 et plus.....	100	69	17	52	29	20	9	2
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	68	12	56	29	22	7	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	45	4	41	49	25	24	6
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	65	11	54	31	24	7	4
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	48	6	42	48	24	24	4

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	Les infrastructures de santé						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	45	7	38	47	31	16	8
Sexe								
- Homme.....	100	45	8	37	46	30	16	9
- Femme.....	100	45	6	39	47	31	16	8
Age								
Moins de 30 ans	100	61	10	51	35	23	12	4
- 18 à 24 ans.....	100	62	12	50	35	22	13	3
- 25 à 29 ans (*).....	100	57	4	53	39	29	10	4
De 30 à 49 ans	100	41	6	35	49	33	16	10
- 30 à 39 ans.....	100	42	8	34	50	33	17	8
- 40 à 49 ans.....	100	40	4	36	49	34	15	11
50 ans ou plus	100	42	6	36	49	31	18	9
- 50 à 64 ans.....	100	37	4	33	56	35	21	7
- 65 à 74 ans.....	100	47	8	39	45	32	13	8
- 75 ans et plus.....	100	48	8	40	39	20	19	13
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	46	1	45	44	40	4	10
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	32	13	19	56	41	15	12
CSP +	100	39	5	34	49	35	14	12
- Cadre, profession libérale.....	100	40	0	40	44	36	8	16
- Profession intermédiaire.....	100	39	8	31	50	34	16	11
CSP -	100	50	9	41	46	30	16	4
- Employé.....	100	43	4	39	52	39	13	5
- Ouvrier.....	100	52	10	42	45	27	18	3
- Retraité.....	100	46	6	40	44	26	18	10
- Autres inactifs (*).....	100	39	3	36	54	32	22	7
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	35	2	33	52	36	16	13
- Cadre, profession libérale (*).....	100	38	0	38	51	38	13	11
- Profession intermédiaire.....	100	33	2	31	53	36	17	14
CSP -	100	50	9	41	46	29	17	4
- Employé.....	100	46	7	39	47	31	16	7
- Ouvrier.....	100	53	10	43	45	26	19	2
- Retraité.....	100	43	5	38	46	29	17	11
- Autres inactifs.....	100	48	7	41	45	29	16	7
Statut								
Actif	100	45	7	38	47	31	16	8
- Travaille à son compte.....	100	47	17	30	46	38	8	7
- Salarié.....	100	46	6	40	47	30	17	7
Dont : secteur public.....	100	42	5	37	51	29	22	7
Dont : secteur privé.....	100	48	6	42	44	30	14	8
Inactif	100	44	6	38	47	30	17	9
- Etudiant (*).....	100	50	4	46	46	26	20	4
- Femme au foyer.....	100	47	8	39	47	34	13	6
- Retraité.....	100	43	5	38	46	29	17	11
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	54	9	45	39	20	19	7
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	43	4	39	49	33	16	8
- BAC.....	100	38	6	32	53	42	11	9
- BAC + 2.....	100	36	6	30	58	43	15	6
- Supérieur à Bac +2.....	100	32	7	25	51	32	19	17

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	Les infrastructures de santé						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	45	7	38	47	31	16	8
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (<2000).....	100	42	8	34	51	31	20	7
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	49	6	43	43	27	16	8
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	47	6	41	48	35	13	5
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	46	5	41	40	32	8	14
Département								
- Calvados	100	47	9	38	42	27	15	11
- Manche	100	37	2	35	56	37	19	7
- Orne	100	52	8	44	43	28	15	5
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	58	10	48	38	26	12	4
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	44	12	32	42	24	18	14
- un pavillon ou une maison individuelle	100	44	6	38	48	32	16	8
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	40	6	34	50	35	15	10
- Locataire	100	52	7	45	43	25	18	5
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	33	13	20	54	29	25	13
- 6 à 10 ans	100	39	10	29	42	26	16	19
- Plus de 10 ans	100	46	6	40	47	31	16	7
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	50	8	42	42	30	12	8
- Très attaché	100	51	11	40	39	29	10	10
- Plutôt attaché	100	50	7	43	43	31	12	7
Pas attaché	100	37	4	33	54	32	22	9
- Plutôt pas attaché	100	45	4	41	45	33	12	10
- Pas attaché du tout	100	34	5	29	59	31	28	7
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	33	4	29	58	30	28	9
- 5	100	43	3	40	45	31	14	12
- 6 et 7	100	49	7	42	44	36	8	7
- 8 et plus	100	59	17	42	37	21	16	4
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	55	10	45	39	30	9	6
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	41	5	36	52	30	22	7
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	57	11	46	38	29	9	5
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	40	5	35	54	32	22	6

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	L'industrie						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	42	5	37	51	33	18	7
Sexe								
- Homme.....	100	45	5	40	51	32	19	4
- Femme.....	100	39	4	35	51	34	17	10
Age								
Moins de 30 ans	100	56	8	48	38	23	15	6
- 18 à 24 ans.....	100	63	9	54	34	19	15	3
- 25 à 29 ans (*).....	100	35	4	31	51	34	17	14
De 30 à 49 ans	100	40	5	35	54	40	14	6
- 30 à 39 ans.....	100	43	5	38	50	35	15	7
- 40 à 49 ans.....	100	36	4	32	58	44	14	6
50 ans ou plus	100	40	4	36	52	30	22	8
- 50 à 64 ans.....	100	35	5	30	58	34	24	7
- 65 à 74 ans.....	100	48	0	48	47	27	20	5
- 75 ans et plus.....	100	43	7	36	42	22	20	15
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	37	5	32	51	39	12	12
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	57	15	42	39	29	10	4
CSP +	100	35	3	32	55	39	16	10
- Cadre, profession libérale.....	100	51	4	47	38	32	6	11
- Profession intermédiaire.....	100	26	2	24	64	42	22	10
CSP -	100	45	6	39	51	33	18	4
- Employé.....	100	40	5	35	55	40	15	5
- Ouvrier.....	100	47	6	41	50	31	19	3
- Retraité.....	100	41	3	38	51	30	21	8
- Autres inactifs (*).....	100	44	3	41	46	27	19	10
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	38	2	36	54	40	14	8
- Cadre, profession libérale (*).....	100	47	0	47	51	43	8	2
- Profession intermédiaire.....	100	34	2	32	55	39	16	11
CSP -	100	40	7	33	55	34	21	5
- Employé.....	100	38	7	31	54	35	19	8
- Ouvrier.....	100	42	7	35	57	34	23	1
- Retraité.....	100	40	3	37	51	30	21	9
- Autres inactifs.....	100	52	3	49	41	28	13	7
Statut								
Actif	100	41	6	35	53	35	18	6
- Travaille à son compte.....	100	41	12	29	53	37	16	6
- Salarié.....	100	42	5	37	52	35	17	6
Dont : secteur public.....	100	41	2	39	53	42	11	6
Dont : secteur privé.....	100	42	7	35	51	30	21	7
Inactif	100	44	3	41	48	30	18	8
- Etudiant (*).....	100	59	4	55	37	25	12	4
- Femme au foyer.....	100	46	0	46	45	31	14	9
- Retraité.....	100	40	3	37	51	30	21	9
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	44	5	39	49	26	23	7
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	42	5	37	52	34	18	6
- BAC.....	100	44	6	38	49	39	10	7
- BAC + 2.....	100	40	2	38	53	38	15	7
- Supérieur à Bac +2.....	100	42	5	37	50	39	11	8

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	L'industrie						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	42	5	37	51	33	18	7
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	38	3	35	55	33	22	7
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	45	9	36	51	33	18	4
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	46	3	43	44	30	14	10
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	46	4	42	46	36	10	8
Département								
- Calvados	100	44	5	39	49	31	18	7
- Manche	100	39	1	38	54	35	19	7
- Orne	100	43	9	34	50	33	17	7
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	54	10	44	44	31	13	2
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	45	14	31	47	29	18	8
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	41	3	38	52	34	18	7
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	40	3	37	52	34	18	8
- Locataire	100	45	8	37	51	33	18	4
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	53	6	47	37	24	13	10
- 6 à 10 ans	100	44	1	43	46	34	12	10
- Plus de 10 ans	100	42	5	37	52	33	19	6
Attachement à l'Union européenne								
- Très attaché	100	50	6	44	42	31	11	8
- Plutôt attaché	100	46	7	39	45	38	7	9
- Plutôt pas attaché	100	52	6	46	40	28	12	8
- Pas attaché	100	32	3	29	64	36	28	4
- Plutôt pas attaché	100	45	1	44	49	38	11	6
- Pas attaché du tout.....	100	24	4	20	73	35	38	3
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	30	2	28	67	36	31	3
- 5	100	39	5	34	47	31	16	14
- 6 et 7	100	51	4	47	43	34	9	6
- 8 et plus.....	100	52	12	40	43	26	17	5
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	55	8	47	40	29	11	5
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	34	3	31	61	35	26	5
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	58	7	51	37	28	9	5
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	34	4	30	62	36	26	4

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	L'agriculture						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	41	6	35	54	32	22	5
Sexe								
- Homme	100	45	7	38	51	27	24	4
- Femme	100	37	5	32	57	37	20	6
Age								
Moins de 30 ans	100	46	7	39	52	31	21	2
- 18 à 24 ans	100	46	7	39	52	31	21	2
- 25 à 29 ans (*)	100	44	6	38	53	31	22	3
De 30 à 49 ans	100	40	6	34	53	33	20	7
- 30 à 39 ans	100	40	6	34	50	29	21	10
- 40 à 49 ans	100	40	6	34	56	36	20	4
50 ans ou plus	100	40	6	34	56	32	24	4
- 50 à 64 ans	100	31	7	24	64	35	29	5
- 65 à 74 ans	100	40	4	36	58	35	23	2
- 75 ans et plus	100	60	6	54	35	21	14	5
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*)	100	35	8	27	65	45	20	0
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	44	14	30	53	28	25	3
CSP +	100	36	4	32	56	34	22	8
- Cadre, profession libérale	100	40	3	37	51	31	20	9
- Profession intermédiaire	100	34	4	30	58	36	22	8
CSP -	100	43	8	35	53	34	19	4
- Employé	100	28	5	23	63	48	15	9
- Ouvrier	100	48	9	39	49	29	20	3
- Retraité	100	43	4	39	52	30	22	5
- Autres inactifs (*)	100	33	3	30	65	24	41	2
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	37	2	35	55	35	20	8
- Cadre, profession libérale (*)	100	46	0	46	52	34	18	2
- Profession intermédiaire	100	34	3	31	56	36	20	10
CSP -	100	39	7	32	57	34	23	4
- Employé	100	31	5	26	62	37	25	7
- Ouvrier	100	46	8	38	53	32	21	1
- Retraité	100	44	5	39	50	28	22	6
- Autres inactifs	100	41	5	36	55	32	23	4
Statut								
Actif	100	40	7	33	55	33	22	5
- Travaille à son compte	100	41	16	25	57	38	19	2
- Salarié	100	40	6	34	54	33	21	6
Dont : secteur public	100	39	6	33	56	36	20	5
Dont : secteur privé	100	40	6	34	54	32	22	6
Inactif	100	42	5	37	53	30	23	5
- Etudiant (*)	100	38	5	33	58	34	24	4
- Femme au foyer	100	43	4	39	54	32	22	3
- Retraité	100	44	5	39	50	28	22	6
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire	100	45	8	37	49	22	27	6
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	39	5	34	57	38	19	4
- BAC	100	38	7	31	56	34	22	6
- BAC + 2	100	37	4	33	59	37	22	4
- Supérieur à Bac +2	100	42	4	38	53	36	17	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	L'agriculture						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	41	6	35	54	32	22	5
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	38	6	32	58	32	26	4
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	42	9	33	51	30	21	7
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	44	6	38	50	35	15	6
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	46	2	44	49	31	18	5
Département								
- Calvados	100	43	6	37	52	31	21	5
- Manche	100	32	3	29	64	39	25	4
- Orne	100	52	11	41	43	24	19	5
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	46	4	42	48	31	17	6
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	37	11	26	55	27	28	8
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	41	6	35	55	33	22	4
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	42	6	36	53	32	21	5
- Locataire	100	40	7	33	56	32	24	4
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	44	5	39	50	19	31	6
- 6 à 10 ans	100	52	8	44	37	24	13	11
- Plus de 10 ans	100	40	6	34	56	34	22	4
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	48	6	42	47	35	12	5
- Très attaché	100	54	6	48	42	31	11	4
- Plutôt attaché	100	46	7	39	49	37	12	5
Pas attaché	100	31	6	25	64	29	35	5
- Plutôt pas attaché	100	36	1	35	58	37	21	6
- Pas attaché du tout.....	100	28	8	20	68	24	44	4
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	28	5	23	69	26	43	3
- 5	100	41	5	36	49	29	20	10
- 6 et 7	100	48	5	43	49	39	10	3
- 8 et plus.....	100	49	13	36	47	32	15	4
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	51	8	43	45	36	9	4
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	34	5	29	61	27	34	5
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	49	7	42	47	38	9	4
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	35	6	29	62	30	32	3

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	La formation professionnelle						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	41	4	37	50	35	15	9
Sexe								
- Homme.....	100	40	4	36	50	34	16	10
- Femme.....	100	42	4	38	49	35	14	9
Age								
Moins de 30 ans	100	49	7	42	49	35	14	2
- 18 à 24 ans	100	54	7	47	44	30	14	2
- 25 à 29 ans (*)	100	35	6	29	61	48	13	4
De 30 à 49 ans	100	38	3	35	51	37	14	11
- 30 à 39 ans	100	36	3	33	52	35	17	12
- 40 à 49 ans	100	40	3	37	51	38	13	9
50 ans ou plus	100	41	4	37	48	32	16	11
- 50 à 64 ans	100	36	4	32	56	35	21	8
- 65 à 74 ans	100	43	2	41	46	34	12	11
- 75 ans et plus.....	100	45	6	39	37	24	13	18
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	62	3	59	28	27	1	10
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	45	18	27	49	33	16	6
CSP +	100	38	0	38	50	38	12	12
- Cadre, profession libérale.....	100	45	0	45	43	33	10	12
- Profession intermédiaire	100	35	0	35	53	40	13	12
CSP -	100	40	4	36	54	37	17	6
- Employé	100	32	2	30	66	43	23	2
- Ouvrier	100	43	5	38	50	35	15	7
- Retraité.....	100	40	3	37	48	33	15	12
- Autres inactifs (*).....	100	43	5	38	50	26	24	7
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	37	2	35	49	38	11	14
- Cadre, profession libérale (*)	100	47	3	44	46	39	7	7
- Profession intermédiaire	100	32	1	31	50	37	13	18
CSP -	100	38	4	34	56	37	19	6
- Employé	100	31	2	29	61	40	21	8
- Ouvrier	100	46	7	39	49	33	16	5
- Retraité.....	100	40	3	37	47	32	15	13
- Autres inactifs	100	45	3	42	49	33	16	6
Statut								
Actif	100	40	5	35	51	36	15	9
- Travail à son compte.....	100	59	15	44	34	25	9	7
- Salarié	100	36	3	33	54	39	15	10
Dont : secteur public	100	41	3	38	52	40	12	7
Dont : secteur privé	100	34	3	31	55	38	17	11
Inactif	100	42	3	39	48	33	15	10
- Etudiant (*)	100	53	5	48	47	30	17	0
- Femme au foyer.....	100	46	3	43	45	34	11	9
- Retraité.....	100	40	3	37	47	32	15	13
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	45	5	40	45	24	21	10
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	41	4	37	50	37	13	9
- BAC.....	100	38	2	36	52	40	12	10
- BAC + 2.....	100	31	3	28	62	47	15	7
- Supérieur à Bac +2.....	100	38	3	35	49	36	13	13

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	La formation professionnelle						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	41	4	37	50	35	15	9
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	39	3	36	52	33	19	9
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	44	6	38	48	33	15	8
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	48	4	44	45	36	9	7
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	35	4	31	47	39	8	18
Département								
- Calvados	100	38	3	35	50	37	13	12
- Manche	100	40	3	37	51	34	17	9
- Orne	100	47	6	41	47	30	17	6
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	41	7	34	52	36	16	7
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	41	9	32	48	32	16	11
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	41	3	38	49	34	15	10
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	38	3	35	51	36	15	11
- Locataire	100	44	6	38	49	34	15	7
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	30	3	27	63	36	27	7
- 6 à 10 ans	100	36	4	32	44	26	18	20
- Plus de 10 ans	100	42	4	38	49	35	14	9
Attachement à l'Union européenne								
- Attaché	100	49	5	44	42	32	10	9
- Très attaché	100	56	5	51	36	30	6	8
- Plutôt attaché	100	46	5	41	44	33	11	10
- Pas attaché	100	29	3	26	62	39	23	9
- Plutôt pas attaché	100	40	1	39	48	36	12	12
- Pas attaché du tout.....	100	23	4	19	70	40	30	7
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	25	2	23	67	39	28	8
- 5	100	37	1	36	48	31	17	15
- 6 et 7	100	52	3	49	41	37	4	7
- 8 et plus.....	100	51	16	35	39	23	16	10
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	55	6	49	38	29	9	7
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	34	3	31	58	37	21	8
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	54	6	48	40	31	9	6
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	36	3	33	57	35	22	7

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	Le développement économique						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	41	4	37	53	35	18	6
Sexe								
- Homme	100	46	5	41	50	33	17	4
- Femme	100	36	3	33	56	37	19	8
Age								
Moins de 30 ans	100	52	6	46	46	29	17	2
- 18 à 24 ans	100	55	7	48	44	25	19	1
- 25 à 29 ans (*)	100	43	2	41	53	39	14	4
De 30 à 49 ans	100	41	4	37	52	37	15	7
- 30 à 39 ans	100	43	2	41	49	33	16	8
- 40 à 49 ans	100	39	5	34	55	40	15	6
50 ans ou plus	100	37	4	33	56	35	21	7
- 50 à 64 ans	100	29	5	24	64	39	25	7
- 65 à 74 ans	100	38	0	38	57	41	16	5
- 75 ans et plus	100	53	7	46	37	19	18	10
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*)	100	46	0	46	50	40	10	4
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	40	10	30	56	45	11	4
CSP +	100	37	1	36	53	36	17	10
- Cadre, profession libérale	100	41	2	39	47	36	11	12
- Profession intermédiaire	100	35	1	34	56	36	20	9
CSP -	100	43	5	38	54	34	20	3
- Employé	100	37	1	36	60	44	16	3
- Ouvrier	100	46	7	39	51	30	21	3
- Retraité	100	41	3	38	52	33	19	7
- Autres inactifs (*)	100	35	7	28	57	34	23	8
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	40	1	39	51	39	12	9
- Cadre, profession libérale (*)	100	60	0	60	38	31	7	2
- Profession intermédiaire	100	32	1	31	56	42	14	12
CSP -	100	41	5	36	55	32	23	4
- Employé	100	36	3	33	59	34	25	5
- Ouvrier	100	47	7	40	51	30	21	2
- Retraité	100	41	3	38	51	33	18	8
- Autres inactifs	100	43	5	38	51	34	17	6
Statut								
Actif	100	41	4	37	54	36	18	5
- Travail à son compte	100	36	10	26	62	48	14	2
- Salarié	100	43	4	39	51	33	18	6
Dont : secteur public	100	47	6	41	48	35	13	5
Dont : secteur privé	100	40	2	38	54	33	21	6
Inactif	100	41	4	37	51	34	17	8
- Etudiant (*)	100	48	1	47	48	26	22	4
- Femme au foyer	100	41	6	35	52	40	12	7
- Retraité	100	41	3	38	51	33	18	8
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire	100	41	6	35	53	24	29	6
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	41	3	38	52	39	13	7
- BAC	100	43	3	40	51	42	9	6
- BAC + 2	100	34	3	31	61	45	16	5
- Supérieur à Bac +2	100	40	4	36	51	36	15	9

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	Le développement économique						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	41	4	37	53	35	18	6
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	39	5	34	54	34	20	7
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	44	6	38	52	33	19	4
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	42	2	40	53	40	13	5
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	45	2	43	49	35	14	6
Département								
- Calvados	100	44	6	38	49	30	19	7
- Manche	100	33	1	32	60	44	16	7
- Orne	100	47	6	41	50	31	19	3
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	48	10	38	51	32	19	1
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	43	10	33	51	29	22	6
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	40	3	37	53	36	17	7
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	40	3	37	52	36	16	8
- Locataire	100	41	5	36	56	34	22	3
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	34	4	30	60	27	33	6
- 6 à 10 ans	100	43	5	38	47	33	14	10
- Plus de 10 ans	100	41	4	37	54	36	18	5
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	51	5	46	43	32	11	6
- Très attaché	100	55	6	49	39	27	12	6
- Plutôt attaché	100	49	4	45	44	34	10	7
Pas attaché	100	28	3	25	67	39	28	5
- Plutôt pas attaché	100	33	2	31	60	44	16	7
- Pas attaché du tout.....	100	26	4	22	70	35	35	4
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	24	2	22	72	39	33	4
- 5	100	36	3	33	52	37	15	12
- 6 et 7	100	54	4	50	42	35	7	4
- 8 et plus.....	100	52	12	40	43	24	19	5
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	55	7	48	42	32	10	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	33	2	31	62	36	26	5
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	55	4	51	41	30	11	4
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	35	5	30	61	36	25	4

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	La pêche et l'aquaculture						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	40	6	34	50	29	21	10
Sexe								
- Homme.....	100	38	6	32	53	29	24	9
- Femme.....	100	42	6	36	46	29	17	12
Age								
Moins de 30 ans	100	41	5	36	52	31	21	7
- 18 à 24 ans.....	100	49	6	43	48	23	25	3
- 25 à 29 ans (*).....	100	16	1	15	65	55	10	19
De 30 à 49 ans	100	42	4	38	46	27	19	12
- 30 à 39 ans.....	100	39	4	35	47	27	20	14
- 40 à 49 ans.....	100	45	5	40	46	27	19	9
50 ans ou plus	100	38	8	30	52	30	22	10
- 50 à 64 ans.....	100	36	8	28	55	33	22	9
- 65 à 74 ans.....	100	35	7	28	60	36	24	5
- 75 ans et plus.....	100	46	7	39	34	16	18	20
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	38	8	30	45	40	5	17
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	36	14	22	53	27	26	11
CSP +	100	41	7	34	48	25	23	11
- Cadre, profession libérale.....	100	43	6	37	41	23	18	16
- Profession intermédiaire.....	100	39	7	32	52	27	25	9
CSP -	100	45	5	40	47	30	17	8
- Employé.....	100	33	1	32	53	34	19	14
- Ouvrier.....	100	49	6	43	45	29	16	6
- Retraité.....	100	36	5	31	52	30	22	12
- Autres inactifs (*).....	100	36	5	31	54	26	28	10
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	36	4	32	54	30	24	10
- Cadre, profession libérale (*).....	100	44	7	37	48	26	22	8
- Profession intermédiaire.....	100	34	3	31	55	31	24	11
CSP -	100	43	5	38	50	30	20	7
- Employé.....	100	37	5	32	51	31	20	12
- Ouvrier.....	100	49	5	44	47	28	19	4
- Retraité.....	100	36	5	31	49	27	22	15
- Autres inactifs.....	100	42	6	36	48	30	18	10
Statut								
Actif	100	42	6	36	50	29	21	8
- Travaille à son compte.....	100	50	19	31	41	25	16	9
- Salarié.....	100	41	4	37	50	29	21	9
Dont : secteur public.....	100	44	5	39	49	29	20	7
Dont : secteur privé.....	100	39	3	36	51	29	22	10
Inactif	100	37	5	32	50	29	21	13
- Etudiant (*).....	100	43	4	39	52	26	26	5
- Femme au foyer.....	100	43	10	33	47	34	13	10
- Retraité.....	100	36	5	31	49	27	22	15
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	43	11	32	45	22	23	12
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	41	3	38	50	32	18	9
- BAC.....	100	38	3	35	51	30	21	11
- BAC + 2.....	100	33	3	30	61	39	22	6
- Supérieur à Bac +2.....	100	37	7	30	52	32	20	11

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	La pêche et l'aquaculture						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	40	6	34	50	29	21	10
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	43	6	37	49	29	20	8
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	39	7	32	50	28	22	11
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	39	7	32	47	28	19	14
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	36	3	33	53	32	21	11
Département								
- Calvados	100	41	7	34	49	27	22	10
- Manche	100	36	3	33	56	35	21	8
- Orne	100	44	7	37	41	24	17	15
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	44	12	32	44	30	14	12
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	35	7	28	49	24	25	16
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	41	5	36	50	30	20	9
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	40	5	35	49	29	20	11
- Locataire	100	41	7	34	51	31	20	8
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	36	3	33	49	15	34	15
- 6 à 10 ans	100	38	3	35	49	30	19	13
- Plus de 10 ans	100	41	6	35	50	30	20	9
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	49	8	41	42	28	14	9
- Très attaché	100	51	10	41	35	24	11	14
- Plutôt attaché	100	48	7	41	45	30	15	7
Pas attaché	100	28	3	25	61	31	30	11
- Plutôt pas attaché	100	32	0	32	52	32	20	16
- Pas attaché du tout.....	100	26	4	22	67	31	36	7
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	25	2	23	66	33	33	9
- 5	100	38	4	34	48	27	21	14
- 6 et 7	100	49	6	43	43	32	11	8
- 8 et plus.....	100	51	15	36	37	17	20	12
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	52	12	40	40	27	13	8
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	31	2	29	59	31	28	10
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	52	10	42	38	27	11	10
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	34	5	29	59	30	29	7

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	Le développement des zones rurales						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	39	6	33	54	36	18	7
Sexe								
- Homme.....	100	38	6	32	56	37	19	6
- Femme.....	100	40	7	33	53	36	17	7
Age								
Moins de 30 ans	100	39	10	29	57	43	14	4
- 18 à 24 ans.....	100	44	13	31	52	36	16	4
- 25 à 29 ans (*).....	100	26	0	26	70	62	8	4
De 30 à 49 ans	100	38	6	32	55	37	18	7
- 30 à 39 ans.....	100	38	7	31	55	35	20	7
- 40 à 49 ans.....	100	38	5	33	56	39	17	6
50 ans ou plus	100	40	6	34	52	33	19	8
- 50 à 64 ans.....	100	39	7	32	53	32	21	8
- 65 à 74 ans.....	100	37	6	31	60	40	20	3
- 75 ans et plus.....	100	46	4	42	42	29	13	12
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	50	10	40	45	34	11	5
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	40	12	28	56	39	17	4
CSP +	100	32	4	28	57	42	15	11
- Cadre, profession libérale.....	100	35	2	33	55	41	14	10
- Profession intermédiaire.....	100	31	5	26	58	42	16	11
CSP -	100	43	9	34	53	36	17	4
- Employé.....	100	34	14	20	64	44	20	2
- Ouvrier.....	100	45	7	38	50	34	16	5
- Retraité.....	100	38	5	33	54	36	18	8
- Autres inactifs (*).....	100	44	5	39	51	20	31	5
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	28	2	26	61	41	20	11
- Cadre, profession libérale (*).....	100	35	7	28	58	43	15	7
- Profession intermédiaire.....	100	25	0	25	62	40	22	13
CSP -	100	40	6	34	56	38	18	4
- Employé.....	100	28	6	22	66	44	22	6
- Ouvrier.....	100	51	7	44	47	32	15	2
- Retraité.....	100	39	4	35	52	35	17	9
- Autres inactifs.....	100	44	11	33	51	34	17	5
Statut								
Actif	100	37	6	31	56	38	18	7
- Travail à son compte.....	100	49	16	33	46	32	14	5
- Salarié.....	100	37	5	32	57	38	19	6
Dont : secteur public.....	100	32	4	28	63	42	21	5
Dont : secteur privé.....	100	39	5	34	54	37	17	7
Inactif	100	42	7	35	51	34	17	7
- Etudiant (*).....	100	57	17	40	41	35	6	2
- Femme au foyer.....	100	45	12	33	51	29	22	4
- Retraité.....	100	39	4	35	52	35	17	9
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	49	13	36	47	27	20	4
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	38	3	35	55	39	16	7
- BAC.....	100	30	2	28	60	43	17	10
- BAC + 2.....	100	27	5	22	67	49	18	6
- Supérieur à Bac +2.....	100	36	6	30	54	36	18	10

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	Le développement des zones rurales						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	39	6	33	54	36	18	7
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	36	5	31	57	34	23	7
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	45	13	32	49	35	14	6
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	43	5	38	51	40	11	6
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	34	3	31	57	43	14	9
Département								
- Calvados	100	36	5	31	55	35	20	9
- Manche	100	40	3	37	55	39	16	5
- Orne	100	43	14	29	52	35	17	5
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	45	13	32	51	42	9	4
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	36	9	27	54	38	16	10
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	39	5	34	54	35	19	7
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	38	5	33	54	37	17	8
- Locataire	100	41	8	33	53	35	18	6
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	41	5	36	52	26	26	7
- 6 à 10 ans	100	47	9	38	44	27	17	9
- Plus de 10 ans	100	39	7	32	55	38	17	6
Attachement à l'Union européenne								
- Attaché	100	47	8	39	47	36	11	6
- Très attaché	100	50	10	40	43	31	12	7
- Plutôt attaché	100	45	7	38	49	39	10	6
- Pas attaché	100	29	5	24	64	37	27	7
- Plutôt pas attaché	100	35	6	29	56	41	15	9
- Pas attaché du tout.....	100	26	5	21	69	35	34	5
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	27	3	24	68	36	32	5
- 5	100	33	4	29	56	38	18	11
- 6 et 7	100	44	4	40	51	42	9	5
- 8 et plus.....	100	66	26	40	29	20	9	5
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	54	12	42	44	37	7	2
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	32	4	28	61	35	26	7
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	50	10	40	45	37	8	5
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	33	5	28	61	36	25	6

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	La rénovation et amélioration de quartiers						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	39	6	33	53	38	15	8
Sexe								
- Homme.....	100	37	6	31	54	35	19	9
- Femme.....	100	39	5	34	53	41	12	8
Age								
Moins de 30 ans	100	36	8	28	60	41	19	4
- 18 à 24 ans.....	100	38	8	30	58	41	17	4
- 25 à 29 ans (*).....	100	28	6	22	66	41	25	6
De 30 à 49 ans	100	35	5	30	56	38	18	9
- 30 à 39 ans.....	100	32	7	25	57	37	20	11
- 40 à 49 ans.....	100	37	3	34	56	39	17	7
50 ans ou plus	100	43	6	37	48	38	10	9
- 50 à 64 ans.....	100	39	4	35	52	42	10	9
- 65 à 74 ans.....	100	41	8	33	51	38	13	8
- 75 ans et plus.....	100	55	7	48	37	29	8	8
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	44	0	44	51	38	13	5
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	34	16	18	57	42	15	9
CSP +	100	31	6	25	55	37	18	14
- Cadre, profession libérale.....	100	27	2	25	57	38	19	16
- Profession intermédiaire.....	100	32	8	24	54	37	17	14
CSP -	100	40	5	35	55	38	17	5
- Employé.....	100	29	6	23	70	48	22	1
- Ouvrier.....	100	44	5	39	50	34	16	6
- Retraité.....	100	39	4	35	53	42	11	8
- Autres inactifs (*).....	100	46	8	38	44	26	18	10
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	29	2	27	56	36	20	15
- Cadre, profession libérale (*).....	100	33	4	29	56	42	14	11
- Profession intermédiaire.....	100	27	1	26	56	33	23	17
CSP -	100	37	7	30	58	40	18	5
- Employé.....	100	33	6	27	60	41	19	7
- Ouvrier.....	100	43	9	34	55	38	17	2
- Retraité.....	100	42	5	37	49	38	11	9
- Autres inactifs.....	100	42	4	38	51	38	13	7
Statut								
Actif	100	35	6	29	57	39	18	8
- Travaille à son compte.....	100	43	18	25	50	38	12	7
- Salarié.....	100	34	4	30	57	38	19	9
Dont : secteur public.....	100	39	2	37	54	37	17	7
Dont : secteur privé.....	100	32	6	26	59	39	20	9
Inactif	100	42	5	37	50	38	12	8
- Etudiant (*).....	100	36	5	31	61	47	14	3
- Femme au foyer.....	100	50	5	45	40	32	8	10
- Retraité.....	100	42	5	37	49	38	11	9
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	47	10	37	48	34	14	5
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	39	5	34	53	38	15	8
- BAC.....	100	32	2	30	58	44	14	10
- BAC + 2.....	100	22	1	21	69	51	18	9
- Supérieur à Bac +2.....	100	31	5	26	53	34	19	16

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	La rénovation et amélioration de quartiers						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	39	6	33	53	38	15	8
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	39	4	35	52	37	15	9
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	37	8	29	56	40	16	7
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	45	9	36	51	39	12	4
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	33	3	30	55	38	17	12
Département								
- Calvados	100	37	4	33	53	34	19	10
- Manche	100	36	5	31	57	47	10	7
- Orne	100	47	11	36	47	33	14	6
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	42	9	33	52	38	14	6
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	42	14	28	53	24	29	5
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	38	4	34	53	40	13	9
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	37	4	33	53	41	12	10
- Locataire	100	41	8	33	53	32	21	6
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	33	3	30	59	37	22	8
- 6 à 10 ans	100	37	11	26	48	35	13	15
- Plus de 10 ans	100	39	5	34	54	39	15	7
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	43	7	36	49	40	9	8
- Très attaché	100	50	10	40	41	32	9	9
- Plutôt attaché	100	39	5	34	53	44	9	8
Pas attaché	100	33	4	29	59	35	24	8
- Plutôt pas attaché	100	42	6	36	48	36	12	10
- Pas attaché du tout.....	100	27	2	25	66	35	31	7
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	31	2	29	65	41	24	4
- 5	100	30	5	25	55	38	17	15
- 6 et 7	100	45	5	40	46	40	6	9
- 8 et plus.....	100	54	17	37	44	30	14	2
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	47	9	38	47	37	10	6
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	35	4	31	58	38	20	7
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	48	9	39	46	37	9	6
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	35	5	30	60	40	20	5

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	L'insertion sociale et professionnelle						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	34	3	31	57	38	19	9
Sexe								
- Homme.....	100	33	4	29	58	36	22	9
- Femme.....	100	34	1	33	56	41	15	10
Age								
Moins de 30 ans	100	40	4	36	54	39	15	6
- 18 à 24 ans.....	100	51	6	45	46	33	13	3
- 25 à 29 ans (*).....	100	12	0	12	74	56	18	14
De 30 à 49 ans	100	29	3	26	64	44	20	7
- 30 à 39 ans.....	100	26	3	23	68	46	22	6
- 40 à 49 ans.....	100	31	2	29	61	43	18	8
50 ans ou plus	100	36	2	34	52	33	19	12
- 50 à 64 ans.....	100	34	3	31	60	36	24	6
- 65 à 74 ans.....	100	36	0	36	52	34	18	12
- 75 ans et plus.....	100	41	2	39	34	23	11	25
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	37	0	37	49	37	12	14
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	31	12	19	66	48	18	3
CSP +	100	28	2	26	59	46	13	13
- Cadre, profession libérale.....	100	29	5	24	58	46	12	13
- Profession intermédiaire.....	100	27	0	27	60	46	14	13
CSP -	100	35	3	32	62	40	22	3
- Employé.....	100	23	1	22	74	42	32	3
- Ouvrier.....	100	39	4	35	58	39	19	3
- Retraité.....	100	35	1	34	51	34	17	14
- Autres inactifs (*).....	100	40	0	40	53	24	29	7
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	24	0	24	65	48	17	11
- Cadre, profession libérale (*).....	100	29	0	29	63	56	7	8
- Profession intermédiaire.....	100	23	1	22	64	44	20	13
CSP -	100	34	4	30	61	38	23	5
- Employé.....	100	29	2	27	65	41	24	6
- Ouvrier.....	100	39	6	33	58	36	22	3
- Retraité.....	100	34	1	33	50	33	17	16
- Autres inactifs.....	100	41	2	39	53	37	16	6
Statut								
Actif	100	33	4	29	60	40	20	7
- Travail à son compte.....	100	39	9	30	54	41	13	7
- Salarié.....	100	31	3	28	62	42	20	7
Dont : secteur public.....	100	27	2	25	66	49	17	7
Dont : secteur privé.....	100	34	3	31	59	37	22	7
Inactif	100	35	1	34	53	36	17	12
- Etudiant (*).....	100	40	7	33	58	47	11	2
- Femme au foyer.....	100	45	0	45	48	37	11	7
- Retraité.....	100	34	1	33	50	33	17	16
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	43	3	40	47	27	20	10
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	34	3	31	58	40	18	8
- BAC.....	100	28	2	26	63	45	18	9
- BAC + 2.....	100	22	0	22	75	55	20	3
- Supérieur à Bac +2.....	100	23	4	19	64	47	17	13

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	L'insertion sociale et professionnelle						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	34	3	31	57	38	19	9
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	34	2	32	58	36	22	8
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	37	6	31	53	36	17	10
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	35	2	33	58	47	11	7
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	28	0	28	61	42	19	11
Département								
- Calvados	100	33	3	30	57	38	19	10
- Manche	100	30	1	29	62	42	20	8
- Orne	100	42	5	37	49	34	15	9
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	41	2	39	57	36	21	2
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	35	5	30	55	24	31	10
- un pavillon ou une maison individuelle.....	100	32	2	30	58	41	17	10
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	32	2	30	57	40	17	11
- Locataire	100	35	3	32	61	38	23	4
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	27	3	24	62	34	28	11
- 6 à 10 ans	100	36	4	32	48	30	18	16
- Plus de 10 ans	100	34	2	32	58	40	18	8
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	39	3	36	51	39	12	10
- Très attaché	100	42	3	39	44	35	9	14
- Plutôt attaché	100	37	3	34	55	41	14	8
Pas attaché	100	26	2	24	66	38	28	8
- Plutôt pas attaché	100	35	0	35	53	41	12	12
- Pas attaché du tout.....	100	21	3	18	74	37	37	5
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	24	1	23	70	34	36	6
- 5	100	33	1	32	52	36	16	15
- 6 et 7	100	39	1	38	54	45	9	7
- 8 et plus.....	100	45	12	33	48	35	13	7
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	47	4	43	46	36	10	7
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	29	2	27	63	38	25	8
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	44	5	39	47	38	9	9
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	30	2	28	64	38	26	6

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	L'emploi						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	27	4	23	68	41	27	5
Sexe								
- Homme.....	100	28	4	24	68	40	28	4
- Femme.....	100	25	3	22	69	42	27	6
Age								
Moins de 30 ans	100	33	8	25	63	42	21	4
- 18 à 24 ans.....	100	38	11	27	58	39	19	4
- 25 à 29 ans (*).....	100	18	0	18	78	51	27	4
De 30 à 49 ans	100	26	3	23	68	42	26	6
- 30 à 39 ans.....	100	28	4	24	64	41	23	8
- 40 à 49 ans.....	100	25	3	22	71	42	29	4
50 ans ou plus	100	24	2	22	71	40	31	5
- 50 à 64 ans.....	100	21	4	17	75	40	35	4
- 65 à 74 ans.....	100	25	0	25	71	44	27	4
- 75 ans et plus.....	100	30	3	27	62	35	27	8
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*).....	100	25	0	25	70	38	32	5
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	30	14	16	67	31	36	3
CSP +	100	24	4	20	64	44	20	12
- Cadre, profession libérale.....	100	30	0	30	57	43	14	13
- Profession intermédiaire.....	100	21	6	15	68	45	23	11
CSP -	100	26	4	22	70	41	29	4
- Employé.....	100	18	4	14	80	40	40	2
- Ouvrier.....	100	29	4	25	67	41	26	4
- Retraité.....	100	27	1	26	69	43	26	4
- Autres inactifs (*).....	100	27	5	22	71	37	34	2
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	25	2	23	64	42	22	11
- Cadre, profession libérale (*).....	100	27	0	27	68	54	14	5
- Profession intermédiaire.....	100	25	3	22	62	37	25	13
CSP -	100	24	4	20	72	39	33	4
- Employé.....	100	22	5	17	71	38	33	7
- Ouvrier.....	100	27	4	23	72	39	33	1
- Retraité.....	100	24	1	23	71	44	27	5
- Autres inactifs.....	100	33	5	28	63	43	20	4
Statut								
Actif	100	25	4	21	69	39	30	6
- Travaille à son compte.....	100	29	10	19	68	33	35	3
- Salarié.....	100	26	4	22	67	40	27	7
Dont : secteur public.....	100	25	2	23	70	47	23	5
Dont : secteur privé.....	100	26	5	21	66	35	31	8
Inactif	100	28	3	25	68	44	24	4
- Etudiant (*).....	100	48	11	37	47	38	9	5
- Femme au foyer.....	100	34	3	31	63	46	17	3
- Retraité.....	100	24	1	23	71	44	27	5
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	29	7	22	66	30	36	5
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	27	2	25	69	43	26	4
- BAC.....	100	23	1	22	69	49	20	8
- BAC + 2.....	100	22	2	20	76	54	22	2
- Supérieur à Bac +2.....	100	23	5	18	66	47	19	11

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi la liste suivante des domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie, dites-moi si selon vous l'Union européenne s'en occupe... ?

	Total	L'emploi						NSPP
		Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	
ENSEMBLE	100	27	4	23	68	41	27	5
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000).....	100	26	3	23	69	35	34	5
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	26	9	17	71	45	26	3
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	32	1	31	64	49	15	4
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	24	1	23	65	43	22	11
Département								
- Calvados	100	27	3	24	67	40	27	6
- Manche	100	21	2	19	75	48	27	4
- Orne	100	35	9	26	61	32	29	4
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	30	2	28	68	35	33	2
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif.....	100	21	5	16	72	33	39	7
- un pavillon ou une maison individuelle	100	27	4	23	68	43	25	5
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	27	5	22	68	45	23	5
- Locataire	100	24	2	22	71	35	36	5
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*).....	100	28	7	21	67	32	35	5
- 6 à 10 ans	100	28	7	21	63	37	26	9
- Plus de 10 ans	100	26	3	23	69	42	27	5
Attachement à l'Union européenne								
- Attaché	100	32	4	28	62	42	20	6
- Très attaché	100	30	3	27	64	46	18	6
- Plutôt attaché	100	33	5	28	61	40	21	6
- Pas attaché	100	18	3	15	79	41	38	3
- Plutôt pas attaché	100	26	3	23	69	49	20	5
- Pas attaché du tout	100	14	3	11	84	36	48	2
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	16	1	15	82	37	45	2
- 5	100	24	3	21	67	40	27	9
- 6 et 7	100	30	2	28	65	48	17	5
- 8 et plus	100	43	14	29	52	33	19	5
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	38	7	31	59	40	19	3
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	21	1	20	76	40	36	3
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	38	8	30	56	40	16	6
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	20	2	18	78	39	39	2

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Tableau comparatif entre les domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie « connus » et dont ceux elle s'occupe « bien »

	« Domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie »	« L'Union européenne en Basse-Normandie s'en occupe bien »
	En %	En %
- Les échanges culturels et universitaires	69	69
- Le tourisme	68	71
- L'environnement et le développement durable	68	61
- La recherche et l'innovation	63	58
- L'agriculture.....	59	41
- Le développement économique	54	41
- L'industrie.....	51	42
- La pêche et l'aquaculture	47	40
- Les infrastructures de transports.....	46	57
- La qualité de l'alimentation.....	44	53
- Les infrastructures de santé	40	45
- La formation professionnelle	39	41
- Le développement des zones rurales	38	39
- La rénovation et amélioration de quartiers	33	39
- L'insertion sociale et professionnelle.....	31	34
- L'emploi.....	29	27

**Place de la Basse-Normandie dans les fonds européens par rapport
aux autres régions de France**

QUESTION - Selon vous, la participation financière de l'Union européenne en Basse-Normandie est-elle plus importante, moins importante, ni plus ni moins importante que dans les autres régions de France ?

	Ensemble %
- Plus importante.....	7
- Moins importante	28
- Ni plus ni moins importante.....	52
- Ne se prononcent pas	13
TOTAL.....	100

Selon vous, la participation financière de l'Union européenne en Basse-Normandie est-elle plus importante, moins importante, ni plus ni moins importante que dans les autres régions de France ?

	Total	Plus importante	Moins importante	Ni plus ni moins importante	NSPP
ENSEMBLE	100	7	28	52	13
Sexe					
- Homme.....	100	7	28	51	14
- Femme.....	100	7	28	52	13
Age					
Moins de 30 ans	100	10	25	61	4
- 18 à 24 ans.....	100	13	25	57	5
- 25 à 29 ans (*).....	100	3	22	73	2
De 30 à 49 ans	100	7	27	54	12
- 30 à 39 ans.....	100	7	27	57	9
- 40 à 49 ans.....	100	6	28	52	14
50 ans ou plus	100	6	31	45	18
- 50 à 64 ans.....	100	8	30	47	15
- 65 à 74 ans.....	100	3	33	45	19
- 75 ans et plus.....	100	8	28	42	22
Profession du chef de famille					
- Agriculteur (*).....	100	12	20	42	26
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	2	27	60	11
CSP +	100	7	23	59	11
- Cadre, profession libérale.....	100	13	22	56	9
- Profession intermédiaire.....	100	5	23	60	12
CSP -	100	9	28	54	9
- Employé.....	100	8	24	63	5
- Ouvrier.....	100	10	30	50	10
- Retraité.....	100	4	32	46	18
- Autres inactifs (*).....	100	6	33	43	18
Profession de l'interviewé(e)					
CSP +	100	8	23	55	14
- Cadre, profession libérale (*).....	100	16	20	52	12
- Profession intermédiaire.....	100	5	25	55	15
CSP -	100	7	30	55	8
- Employé.....	100	5	27	62	6
- Ouvrier.....	100	9	34	48	9
- Retraité.....	100	5	29	45	21
- Autres inactifs.....	100	8	31	51	10
Statut					
Actif	100	8	28	54	10
- Travaille à son compte.....	100	12	19	55	14
- Salarié.....	100	7	29	54	10
Dont : secteur public.....	100	3	29	53	15
Dont : secteur privé.....	100	9	29	55	7
Inactif	100	6	29	48	17
- Etudiant (*).....	100	5	28	64	3
- Femme au foyer.....	100	12	29	45	14
- Retraité.....	100	5	29	45	21
Niveau de diplôme					
- Sans diplôme/Primaire.....	100	9	30	46	15
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	6	29	51	14
- BAC.....	100	4	27	58	11
- BAC + 2.....	100	7	24	62	7
- Supérieur à Bac +2.....	100	8	24	56	12

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Selon vous, la participation financière de l'Union européenne en Basse-Normandie est-elle plus importante, moins importante, ni plus ni moins importante que dans les autres régions de France ?

	Total	Plus importante	Moins importante	Ni plus ni moins importante	NSPP
ENSEMBLE	100	7	28	52	13
Catégorie d'agglomération					
- Communes rurales (-2000).....	100	6	30	50	14
- Unités urbaines de 2000h à 20000h.....	100	11	29	49	11
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	3	30	52	15
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	8	20	60	12
Département					
- Calvados	100	8	25	52	15
- Manche	100	6	32	49	13
- Orne	100	7	31	53	9
Type d'habitation					
- un appartement HLM.....	100	17	32	44	7
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	5	25	58	12
- un pavillon ou une maison individuelle	100	6	28	52	14
Statut d'occupation					
- Propriétaire	100	5	27	51	17
- Locataire	100	10	30	52	8
Ancienneté d'habitation dans la région					
- 5 ans et moins (*).....	100	8	16	66	10
- 6 à 10 ans	100	2	30	52	16
- Plus de 10 ans	100	8	29	50	13
Attachement à l'Union européenne					
Attaché	100	8	28	54	10
- Très attaché	100	11	26	50	13
- Plutôt attaché	100	6	29	56	9
Pas attaché	100	6	30	47	17
- Plutôt pas attaché	100	5	29	52	14
- Pas attaché du tout.....	100	7	30	44	19
Note d'appréciation de l'Union européenne					
- 4 et moins	100	3	31	47	19
- 5	100	5	29	53	13
- 6 et 7	100	9	26	53	12
- 8 et plus.....	100	15	26	52	7
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région					
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	11	27	54	8
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	4	33	49	14
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle					
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	12	29	51	8
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	5	32	50	13

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

V. Le niveau d'information sur l'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie

Sentiment d'information sur l'action de l'Union européenne en Basse-Normandie

QUESTION - Avez-vous le sentiment d'être très bien informé, assez bien informé, assez mal informé ou très mal informé sur l'action de l'Union européenne en Basse-Normandie ?

	Ensemble	Rappel Français Hiver 2008	Rappel Bas-Normands Hiver 2008
	%	%	%
Bien informé	23	27	18
- Très bien informé.....	3	3	4
- Assez bien informé	20	24	14
Mal informé	76	73	81
- Assez mal informé	46	50	52
- Très mal informé.....	30	23	29
- Ne se prononcent pas.....	1	-	1
TOTAL.....	100	100	100

Avez-vous le sentiment d'être très bien informé, assez bien informé, assez mal informé ou très mal informé sur l'action de l'Union européenne en Basse-Normandie ?

	Total	Bien informé	Très bien informé	Assez bien informé	Mal informé	Assez mal informé	Très mal informé	NSPP
ENSEMBLE	100	23	3	20	76	46	30	1
Sexe								
- Homme.....	100	23	4	19	77	46	31	0
- Femme.....	100	23	2	21	76	46	30	1
Age								
Moins de 30 ans	100	21	4	17	78	43	35	1
- 18 à 24 ans	100	25	5	20	74	38	36	1
- 25 à 29 ans (*).....	100	9	0	9	91	57	34	0
De 30 à 49 ans	100	19	3	16	81	47	34	0
- 30 à 39 ans	100	23	4	19	77	36	41	0
- 40 à 49 ans	100	15	1	14	85	56	29	0
50 ans ou plus	100	28	4	24	71	46	25	1
- 50 à 64 ans	100	24	2	22	75	46	29	1
- 65 à 74 ans	100	32	6	26	68	42	26	0
- 75 ans et plus.....	100	34	5	29	65	50	15	1
Profession du chef de famille								
- Agriculteur (*)	100	29	0	29	71	52	19	0
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	16	2	14	84	51	33	0
CSP +	100	20	4	16	79	45	34	1
- Cadre, profession libérale	100	23	4	19	77	51	26	0
- Profession intermédiaire	100	19	4	15	80	42	38	1
CSP -	100	18	2	16	82	44	38	0
- Employé	100	13	1	12	87	41	46	0
- Ouvrier.....	100	20	3	17	80	45	35	0
- Retraité.....	100	31	3	28	68	47	21	1
- Autres inactifs (*).....	100	26	10	16	73	45	28	1
Profession de l'interviewé(e)								
CSP +	100	19	3	16	81	46	35	0
- Cadre, profession libérale (*)	100	23	7	16	77	41	36	0
- Profession intermédiaire	100	19	2	17	81	47	34	0
CSP -	100	17	2	15	83	46	37	0
- Employé	100	16	3	13	84	47	37	0
- Ouvrier.....	100	17	1	16	83	45	38	0
- Retraité.....	100	32	3	29	67	46	21	1
- Autres inactifs.....	100	27	6	21	72	42	30	1
Statut								
Actif	100	19	3	16	81	46	35	0
- Travaille à son compte.....	100	28	5	23	72	46	26	0
- Salarié	100	17	2	15	83	47	36	0
Dont : secteur public	100	19	3	16	81	46	35	0
Dont : secteur privé	100	15	1	14	85	47	38	0
Inactif	100	29	4	25	70	45	25	1
- Etudiant (*)	100	15	2	13	85	44	41	0
- Femme au foyer	100	28	3	25	70	47	23	2
- Retraité.....	100	32	3	29	67	46	21	1
Niveau de diplôme								
- Sans diplôme/Primaire.....	100	28	5	23	71	41	30	1
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	100	24	3	21	76	47	29	0
- BAC	100	21	2	19	78	46	32	1
- BAC + 2.....	100	10	2	8	90	52	38	0
- Supérieur à Bac +2	100	18	3	15	81	50	31	1

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Avez-vous le sentiment d'être très bien informé, assez bien informé, assez mal informé ou très mal informé sur l'action de l'Union européenne en Basse-Normandie ?

	Total	Bien informé	Très bien informé	Assez bien informé	Mal informé	Assez mal informé	Très mal informé	NSPP
ENSEMBLE	100	23	3	20	76	46	30	1
Catégorie d'agglomération								
- Communes rurales (-2000)	100	24	3	21	75	42	33	1
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	23	5	18	77	49	28	0
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	27	4	23	73	46	27	0
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	17	0	17	82	52	30	1
Département								
- Calvados	100	22	3	19	78	47	31	0
- Manche	100	24	4	20	75	45	30	1
- Orne	100	25	4	21	75	45	30	0
Type d'habitation								
- un appartement HLM	100	26	6	20	74	37	37	0
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	29	4	25	70	39	31	1
- un pavillon ou une maison individuelle	100	22	3	19	77	48	29	1
Statut d'occupation								
- Propriétaire	100	24	3	21	75	45	30	1
- Locataire	100	22	3	19	78	47	31	0
Ancienneté d'habitation dans la région								
- 5 ans et moins (*)	100	24	3	21	73	30	43	3
- 6 à 10 ans	100	22	2	20	77	42	35	1
- Plus de 10 ans	100	23	3	20	77	47	30	0
Attachement à l'Union européenne								
Attaché	100	29	4	25	71	48	23	0
- Très attaché	100	39	8	31	60	44	16	1
- Plutôt attaché	100	25	2	23	75	50	25	0
Pas attaché	100	15	2	13	84	42	42	1
- Plutôt pas attaché	100	15	0	15	84	51	33	1
- Pas attaché du tout	100	15	4	11	84	37	47	1
Note d'appréciation de l'Union européenne								
- 4 et moins	100	13	3	10	87	43	44	0
- 5	100	20	3	17	79	47	32	1
- 6 et 7	100	29	4	25	71	51	20	0
- 8 et plus	100	37	4	33	63	36	27	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	31	4	27	69	48	21	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	20	2	18	79	42	37	1
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle								
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	33	3	30	67	47	20	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	19	3	16	80	43	37	1

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Notoriété de l'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie

Pour la période 2007-2013, la Basse-Normandie bénéficie d'un peu plus de 447 millions d'euros apportés par l'Union européenne pour soutenir des projets en faveur de la création d'emplois, de la croissance économique par l'innovation et de la promotion du développement durable. Ces fonds sont gérés au niveau régional par les autorités publiques (Etat, Région, etc.), qui subventionnent les projets répondant aux critères et objectifs régionaux négociés avec l'Union européenne.

QUESTION - Aviez-vous déjà entendu parler de ces fonds ?

	Ensemble %
Oui	22
- Oui, et je savais bien ce dont il s'agissait	9
- Oui, mais je ne savais pas vraiment ce dont il s'agissait	13
Non	78
- Ne se prononcent pas.....	-
TOTAL	100

Aviez-vous déjà entendu parler de ces fonds ?

	Total	Oui	Oui, et je savais bien ce dont il s'agissait	Oui, mais je ne savais pas vraiment ce dont il s'agissait	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	22	9	13	78	0
Sexe						
- Homme	100	28	12	16	72	0
- Femme	100	18	7	11	82	0
Age						
Moins de 30 ans	100	16	4	12	84	0
- 18 à 24 ans	100	19	2	17	81	0
- 25 à 29 ans (*)	100	6	6	0	94	0
De 30 à 49 ans	100	20	8	12	80	0
- 30 à 39 ans	100	25	10	15	75	0
- 40 à 49 ans	100	16	7	9	84	0
50 ans ou plus	100	27	12	15	73	0
- 50 à 64 ans	100	20	8	12	79	1
- 65 à 74 ans	100	42	19	23	58	0
- 75 ans et plus	100	21	9	12	79	0
Profession du chef de famille						
- Agriculteur (*)	100	23	4	19	77	0
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	19	9	10	81	0
CSP +	100	27	15	12	73	0
- Cadre, profession libérale	100	35	19	16	65	0
- Profession intermédiaire	100	23	12	11	77	0
CSP -	100	15	6	9	85	0
- Employé	100	14	5	9	86	0
- Ouvrier	100	15	6	9	85	0
- Retraité	100	31	11	20	69	0
- Autres inactifs (*)	100	9	1	8	90	1
Profession de l'interviewé(e)						
CSP +	100	31	16	15	69	0
- Cadre, profession libérale (*)	100	47	28	19	53	0
- Profession intermédiaire	100	24	11	13	76	0
CSP -	100	14	6	8	86	0
- Employé	100	13	6	7	87	0
- Ouvrier	100	15	6	9	85	0
- Retraité	100	31	12	19	69	0
- Autres inactifs	100	18	3	15	81	1
Statut						
Actif	100	20	9	11	80	0
- Travaille à son compte	100	27	15	12	73	0
- Salarié	100	19	9	10	81	0
Dont : secteur public	100	23	12	11	77	0
Dont : secteur privé	100	16	6	10	84	0
Inactif	100	25	9	16	75	0
- Etudiant (*)	100	16	1	15	84	0
- Femme au foyer	100	18	5	13	82	0
- Retraité	100	31	12	19	69	0
Niveau de diplôme						
- Sans diplôme/Primaire	100	21	9	12	79	0
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.	100	20	7	13	80	0
- BAC	100	26	7	19	74	0
- BAC + 2	100	14	3	11	85	1
- Supérieur à Bac +2	100	41	28	13	59	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Aviez-vous déjà entendu parler de ces fonds ?

	Total	Oui	Oui, et je savais bien ce dont il s'agissait	Oui, mais je ne savais pas vraiment ce dont il s'agissait	Non	NSPP
ENSEMBLE	100	22	9	13	78	0
Catégorie d'agglomération						
- Communes rurales (-2000)	100	22	10	12	78	0
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	22	7	15	78	0
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	25	11	14	75	0
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	23	8	15	76	1
Département						
- Calvados	100	24	9	15	76	0
- Manche	100	21	9	12	79	0
- Orne	100	20	9	11	80	0
Type d'habitation						
- un appartement HLM	100	16	4	12	84	0
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	20	9	11	79	1
- un pavillon ou une maison individuelle	100	24	10	14	76	0
Statut d'occupation						
- Propriétaire	100	26	11	15	74	0
- Locataire	100	17	6	11	83	0
Ancienneté d'habitation dans la région						
- 5 ans et moins (*)	100	16	5	11	84	0
- 6 à 10 ans	100	26	13	13	74	0
- Plus de 10 ans	100	23	9	14	77	0
Attachement à l'Union européenne						
Attaché	100	27	11	16	73	0
- Très attaché	100	40	21	19	60	0
- Plutôt attaché	100	22	7	15	78	0
Pas attaché	100	16	6	10	84	0
- Plutôt pas attaché	100	14	7	7	86	0
- Pas attaché du tout	100	17	5	12	83	0
Note d'appréciation de l'Union européenne						
- 4 et moins	100	18	9	9	82	0
- 5	100	18	4	14	82	0
- 6 et 7	100	26	12	14	74	0
- 8 et plus	100	31	11	20	69	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région						
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	33	14	19	67	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	18	7	11	82	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle						
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	33	17	16	67	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	17	6	11	83	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Notoriété spontanée des réalisations européennes en Basse-Normandie

QUESTION - Quelles sont toutes les actions et réalisations soutenues financièrement par l'Union européenne que vous pouvez citer en Basse-Normandie ?

<i>Question ouverte- réponses spontanées</i>	Ensemble %
Infrastructures	12
Transports.....	10
- L'aménagement routier / les routes / les autoroutes / les infrastructures routières ..	7
- Les transports / infrastructures de transport	2
- Les chemins de fer/ TGV.....	1
- La santé / les hôpitaux	1
- Les transports maritimes / les ports	1
- Les infrastructures (sp) / grands chantiers	1
- La centrale nucléaire / l'EPR	1
Agriculture et pêche.....	8
- L'agriculture.....	6
- La pêche	3
- L'aide aux agriculteurs	1
Tourisme / culture	7
- Le tourisme	2
- Le Mont Saint-Michel.....	1
- La culture / actions culturelles	1
- Le patrimoine, les monuments historiques / les musées	1
- L'aménagement rural pour les petites communes	1
Education	7
- La recherche / l'innovation	2
- Les échanges, le programme Erasmus.....	2
- L'éducation / la formation	2
- Les aides aux universités	1
Emploi / l'économie.....	6
- L'industrie / les usines	2
- L'emploi.....	2
- Des aides pour développer certaines entreprises / l'aide pour l'industrie.....	1
- Le développement des zones industrielles, commerciales.....	1
Environnement	3
- Le développement durable.....	1
- L'écologie / environnement	1
Action Sociale.....	1
Autres	-
- Ne se prononcent pas	76
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

Quelles sont toutes les actions et réalisations soutenues financièrement par l'Union européenne que vous pouvez citer en Basse-Normandie ?

	Infrastructures	Transports	L'aménagement routier / les routes / les autoroutes / les infrastructures routières	Agriculture et pêche	L'agriculture	La pêche	L'aide aux agriculteurs	Tourisme / culture	Education	Emploi / l'économie	Environnement	Action Sociale	Autres	NSPP
ENSEMBLE	12	10	7	8	6	3	1	7	7	6	3	1	0	76
Sexe														
- Homme.....	16	12	9	10	7	3	2	9	7	9	3	0	1	70
- Femme.....	9	7	5	6	5	2	1	5	6	3	2	1	0	81
Age														
Moins de 30 ans	7	4	3	2	2	1	0	3	7	8	4	0	0	84
- 18 à 24 ans.....	8	4	4	2	2	1	0	4	8	8	5	0	0	83
- 25 à 29 ans (*).....	4	4	2	3	3	0	0	3	4	9	0	0	0	85
De 30 à 49 ans	12	9	6	12	9	4	2	8	8	6	3	1	1	72
- 30 à 39 ans.....	16	12	9	10	7	4	2	9	8	7	6	0	2	70
- 40 à 49 ans.....	9	6	3	13	10	4	2	8	7	4	1	1	0	74
50 ans ou plus	15	12	10	6	5	2	1	7	5	6	2	1	0	76
- 50 à 64 ans.....	14	11	9	8	5	3	1	7	6	5	2	0	0	75
- 65 à 74 ans.....	20	18	14	4	4	1	0	7	6	7	2	1	0	70
- 75 ans et plus.....	11	7	7	5	4	1	0	6	2	4	0	1	0	85
Profession du chef de famille														
- Agriculteur (*).....	13	12	12	12	10	2	2	9	2	2	2	0	0	71
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	3	3	3	9	7	2	2	11	7	4	4	0	2	76
CSP +	12	8	5	13	10	3	2	10	14	8	5	0	1	69
- Cadre, profession libérale.....	20	11	7	18	12	3	5	18	29	16	6	0	2	49
- Profession intermédiaire.....	9	7	4	10	9	3	1	7	7	4	4	1	1	80
CSP -	13	9	6	8	5	3	1	3	4	6	3	0	0	78
- Employé.....	16	9	6	8	5	4	1	3	2	4	5	1	0	77
- Ouvrier.....	12	9	6	8	6	3	2	4	4	7	2	0	0	79
- Retraité.....	15	13	11	5	4	1	0	8	6	7	1	1	0	75
- Autres inactifs (*).....	8	4	3	5	3	5	0	6	4	0	3	1	0	85
Profession de l'interviewé(e)														
CSP +	13	9	7	11	9	4	2	12	15	7	5	1	2	68
- Cadre, profession libérale (*).....	22	14	7	14	9	3	3	27	38	19	7	0	3	40
- Profession intermédiaire.....	9	7	7	10	9	4	1	6	6	2	3	1	1	78
CSP -	12	9	6	8	5	3	2	3	3	6	2	0	0	79
- Employé.....	8	5	2	7	4	3	2	1	3	3	2	0	0	85
- Ouvrier.....	16	13	9	8	5	3	2	6	4	8	2	0	0	74
- Retraité.....	17	14	12	6	5	2	0	7	6	7	1	1	0	74
- Autres inactifs.....	8	4	3	6	5	3	0	8	6	5	4	1	0	81
Statut														
Actif	12	9	7	9	7	3	2	7	7	6	3	0	1	75
- Travaille à son compte.....	7	7	7	12	10	2	2	10	8	4	4	0	1	70
- Salarié.....	12	9	6	9	6	3	2	6	7	6	3	0	1	76
Dont : secteur public.....	15	10	6	12	8	5	3	9	10	8	5	1	1	70
Dont : secteur privé.....	10	8	6	7	5	2	1	4	5	6	2	0	0	80
Inactif	13	10	8	6	5	2	0	7	6	6	2	1	0	77
- Etudiant (*).....	13	4	4	3	3	2	0	2	10	8	7	0	0	81
- Femme au foyer.....	7	3	1	7	6	3	0	9	6	4	2	1	0	78
- Retraité.....	17	14	12	6	5	2	0	7	6	7	1	1	0	74
Niveau de diplôme														
- Sans diplôme/Primaire.....	9	8	7	4	4	0	1	5	3	6	0	0	0	83
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P.....	12	9	7	7	6	3	0	6	3	4	2	1	0	78
- BAC.....	16	10	8	9	5	5	3	9	9	9	5	1	0	73
- BAC + 2.....	13	9	6	9	7	3	1	8	17	11	7	0	1	66
- Supérieur à Bac +2.....	20	14	9	20	14	5	5	17	23	7	8	3	4	50

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Quelles sont toutes les actions et réalisations soutenues financièrement par l'Union européenne que vous pouvez citer en Basse-Normandie ?

	Infrastructures	Transports	L'aménagement routier / les routes / les autoroutes / les infrastructures routières	Agriculture et pêche	L'agriculture	La pêche	Tourisme / culture	Education	Emploi / l'économie	Environnement	Action Sociale	Autres	NSPP
ENSEMBLE	12	10	7	8	6	3	7	7	6	3	1	0	76
Catégorie d'agglomération													
- Communes rurales (-2000)	10	8	6	7	5	2	8	4	6	3	0	1	78
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	9	7	4	8	7	3	6	7	5	2	0	0	78
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	22	15	12	10	9	4	8	8	7	1	2	1	68
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	15	14	9	7	5	1	5	12	6	5	1	0	72
Département													
- Calvados	10	8	6	7	5	2	6	8	5	3	0	0	79
- Manche	17	12	9	10	9	4	8	8	6	2	1	1	68
- Orne	10	9	7	6	4	2	7	2	9	3	1	1	80
Type d'habitation													
- un appartement HLM	13	9	7	5	4	1	6	3	4	1	0	0	80
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	5	4	4	4	3	4	8	5	1	2	1	0	83
- un pavillon ou une maison individuelle	13	10	7	9	7	3	7	7	7	3	1	1	74
Statut d'occupation													
- Propriétaire	14	11	8	9	6	3	7	8	7	3	1	0	73
- Locataire	9	8	6	7	6	2	8	4	5	2	0	0	79
Ancienneté d'habitation dans la région													
- 5 ans et moins (*)	14	8	8	2	2	1	3	14	10	6	0	0	74
- 6 à 10 ans	20	15	8	17	8	5	18	10	3	8	2	4	57
- Plus de 10 ans	12	9	7	7	6	3	6	6	6	2	1	0	77
Attachement à l'Union européenne													
- Attaché	14	11	8	9	6	3	9	9	8	4	1	1	72
- Très attaché	17	13	7	14	9	2	14	14	12	6	2	1	65
- Plutôt attaché	13	10	9	6	5	4	6	6	7	3	0	1	75
- Pas attaché	10	8	6	7	5	2	5	3	3	1	0	0	80
- Plutôt pas attaché	6	5	5	4	3	2	8	4	4	1	1	0	81
- Pas attaché du tout	13	9	7	8	7	1	3	3	3	1	0	0	80
Note d'appréciation de l'Union européenne													
- 4 et moins	11	8	6	7	6	2	6	3	2	1	0	0	80
- 5	12	8	6	7	6	2	5	6	5	2	1	0	77
- 6 et 7	16	12	9	11	8	4	9	10	9	5	1	1	69
- 8 et plus	9	9	8	5	2	1	7	7	7	2	1	1	81
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région													
- Plus d'avantages que d'inconvénients	17	12	10	9	7	3	10	9	8	5	1	1	70
- Plus d'inconvénients que d'avantages	9	7	5	6	5	2	4	5	6	2	0	0	80
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle													
- Plus d'avantages que d'inconvénients	14	11	9	13	9	5	12	11	8	4	1	1	70
- Plus d'inconvénients que d'avantages	11	8	5	5	4	1	4	6	6	1	0	0	79

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Notoriété assistée des fonds européens en Basse-Normandie

QUESTION - Pour chacun des fonds européens suivants en Basse-Normandie, dites-moi si vous en avez déjà entendu parler ? ⁽¹⁾

%	En a entendu parler	N'en n'a pas entendu parler	Ne se prononcent pas
- Le FEADER (le Fonds européen agricole pour le développement rural)..... 100	29	71	-
- Le FSE (le Fonds social européen) 100	29	71	-
- Le FEP (le Fonds européen pour la pêche)..... 100	27	73	-
- Le FEDER (le Fonds européen de développement régional)..... 100	23	77	-

%	<i>Rappel Français Hiver 2008</i>	
	%	
	En a entendu parler	N'en n'a pas entendu parler
- Le FSE (le Fonds social européen) 100	35	65
- Le FEDER (le Fonds européen de développement régional)..... 100	23	77
- Le FEADER (le Fonds européen agricole pour le développement rural) 100	18	82
- Le FEP (le Fonds européen pour la pêche)..... 100	15	85

%	<i>Rappel Bas-Normands Hiver 2008</i>	
	%	
	En a entendu parler	N'en n'a pas entendu parler
- Le FSE (le Fonds social européen) 100	38	62
- Le FEDER (le Fonds européen de développement régional)..... 100	23	77
- Le FEADER (le Fonds européen agricole pour le développement rural) 100	22	78
- Le FEP (le Fonds européen pour la pêche)..... 100	15	85

⁽¹⁾ En hiver 2008, la question était formulée de la manière : « Vous personnellement, connaissez-vous, ne serait-ce que de nom... ? »

Pour chacun des fonds européens suivants en Basse-Normandie, dites-moi si vous en avez déjà entendu parler ?

	Total	Le FEADER (le Fonds européen agricole pour le développement rural)		
		En a entendu parler	N'en n'a pas entendu parler	NSPP
ENSEMBLE	100	29	71	0
Sexe				
- Homme	100	30	70	0
- Femme	100	29	71	0
Age				
Moins de 30 ans	100	16	83	1
- 18 à 24 ans	100	16	83	1
- 25 à 29 ans (*)	100	16	84	0
De 30 à 49 ans	100	26	74	0
- 30 à 39 ans	100	25	75	0
- 40 à 49 ans	100	26	74	0
50 ans ou plus	100	37	63	0
- 50 à 64 ans	100	33	67	0
- 65 à 74 ans	100	52	48	0
- 75 ans et plus	100	27	73	0
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	39	61	0
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	26	74	0
CSP +	100	32	68	0
- Cadre, profession libérale	100	36	64	0
- Profession intermédiaire	100	29	71	0
CSP -	100	22	78	0
- Employé	100	18	81	1
- Ouvrier	100	23	77	0
- Retraité	100	38	62	0
- Autres inactifs (*)	100	17	82	1
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	29	71	0
- Cadre, profession libérale (*)	100	40	60	0
- Profession intermédiaire	100	25	75	0
CSP -	100	24	76	0
- Employé	100	22	78	0
- Ouvrier	100	26	74	0
- Retraité	100	41	59	0
- Autres inactifs	100	20	79	1
Statut				
Actif	100	27	73	0
- Travaille à son compte	100	30	70	0
- Salarié	100	27	73	0
Dont : secteur public	100	26	74	0
Dont : secteur privé	100	28	72	0
Inactif	100	33	67	0
- Etudiant (*)	100	16	82	2
- Femme au foyer	100	23	76	1
- Retraité	100	41	59	0
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	37	63	0
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	24	76	0
- BAC	100	24	76	0
- BAC + 2	100	27	71	2
- Supérieur à Bac +2	100	37	63	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pour chacun des fonds européens suivants en Basse-Normandie, dites-moi si vous en avez déjà entendu parler ?

	Total	Le FEADER (le Fonds européen agricole pour le développement rural)		
		En a entendu parler	N'en n'a pas entendu parler	NSPP
ENSEMBLE	100	29	71	0
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	29	71	0
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	27	73	0
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	26	73	1
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	38	62	0
Département				
- Calvados	100	29	71	0
- Manche	100	31	69	0
- Orne	100	28	72	0
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	36	64	0
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	33	66	1
- un pavillon ou une maison individuelle	100	28	72	0
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	30	70	0
- Locataire	100	31	69	0
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	20	78	2
- 6 à 10 ans	100	23	77	0
- Plus de 10 ans	100	30	70	0
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	32	68	0
- Très attaché	100	39	61	0
- Plutôt attaché	100	29	71	0
Pas attaché	100	26	74	0
- Plutôt pas attaché	100	28	72	0
- Pas attaché du tout	100	25	75	0
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	26	74	0
- 5	100	26	74	0
- 6 et 7	100	29	71	0
- 8 et plus	100	43	56	1
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	38	62	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	26	74	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	36	64	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	29	71	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pour chacun des fonds européens suivants en Basse-Normandie, dites-moi si vous en avez déjà entendu parler ?

	Total	Le FSE (le Fonds social européen)		
		En a entendu parler	N'en n'a pas entendu parler	NSPP
ENSEMBLE	100	29	71	0
Sexe				
- Homme	100	31	69	0
- Femme	100	26	74	0
Age				
Moins de 30 ans	100	25	75	0
- 18 à 24 ans	100	28	71	1
- 25 à 29 ans (*)	100	17	83	0
De 30 à 49 ans	100	31	69	0
- 30 à 39 ans	100	31	69	0
- 40 à 49 ans	100	31	69	0
50 ans ou plus	100	28	72	0
- 50 à 64 ans	100	27	73	0
- 65 à 74 ans	100	33	67	0
- 75 ans et plus	100	22	78	0
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	26	74	0
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	28	72	0
CSP +	100	37	63	0
- Cadre, profession libérale	100	46	54	0
- Profession intermédiaire	100	33	67	0
CSP -	100	26	74	0
- Employé	100	30	69	1
- Ouvrier	100	24	76	0
- Retraité	100	29	71	0
- Autres inactifs (*)	100	23	77	0
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	39	61	0
- Cadre, profession libérale (*)	100	55	45	0
- Profession intermédiaire	100	32	67	1
CSP -	100	26	74	0
- Employé	100	32	68	0
- Ouvrier	100	21	79	0
- Retraité	100	30	70	0
- Autres inactifs	100	23	77	0
Statut				
Actif	100	30	70	0
- Travaille à son compte	100	31	69	0
- Salarié	100	29	71	0
Dont : secteur public	100	35	65	0
Dont : secteur privé	100	26	74	0
Inactif	100	27	73	0
- Etudiant (*)	100	20	78	2
- Femme au foyer	100	23	77	0
- Retraité	100	30	70	0
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	24	76	0
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	26	74	0
- BAC	100	30	70	0
- BAC + 2	100	40	58	2
- Supérieur à Bac +2	100	42	58	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pour chacun des fonds européens suivants en Basse-Normandie, dites-moi si vous en avez déjà entendu parler ?

	Total	Le FSE (le Fonds social européen)		
		En a entendu parler	N'en n'a pas entendu parler	NSPP
ENSEMBLE	100	29	71	0
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	26	74	0
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	25	75	0
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	37	62	1
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	34	66	0
Département				
- Calvados	100	30	70	0
- Manche	100	30	70	0
- Orne	100	24	76	0
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	30	70	0
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	31	68	1
- un pavillon ou une maison individuelle	100	28	72	0
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	30	70	0
- Locataire	100	27	73	0
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	24	74	2
- 6 à 10 ans	100	35	65	0
- Plus de 10 ans	100	28	72	0
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	34	66	0
- Très attaché	100	41	59	0
- Plutôt attaché	100	30	70	0
Pas attaché	100	22	78	0
- Plutôt pas attaché	100	29	71	0
- Pas attaché du tout	100	18	82	0
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	24	76	0
- 5	100	21	79	0
- 6 et 7	100	37	63	0
- 8 et plus	100	31	68	1
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	37	63	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	25	75	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	39	61	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	25	75	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pour chacun des fonds européens suivants en Basse-Normandie, dites-moi si vous en avez déjà entendu parler ?

	Total	Le FEP (le Fonds européen pour la pêche)		
		En a entendu parler	N'en n'a pas entendu parler	NSPP
ENSEMBLE	100	27	73	0
Sexe				
- Homme	100	29	71	0
- Femme	100	24	75	1
Age				
Moins de 30 ans	100	16	83	1
- 18 à 24 ans	100	19	80	1
- 25 à 29 ans (*)	100	8	92	0
De 30 à 49 ans	100	21	79	0
- 30 à 39 ans	100	16	84	0
- 40 à 49 ans	100	25	75	0
50 ans ou plus	100	35	64	1
- 50 à 64 ans	100	32	67	1
- 65 à 74 ans	100	45	55	0
- 75 ans et plus	100	30	70	0
Profession du chef de famille				
- Agriculteur (*)	100	25	75	0
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	29	71	0
CSP +	100	27	73	0
- Cadre, profession libérale	100	31	69	0
- Profession intermédiaire	100	25	75	0
CSP -	100	19	81	0
- Employé	100	14	85	1
- Ouvrier	100	21	79	0
- Retraité	100	34	65	1
- Autres inactifs (*)	100	26	74	0
Profession de l'interviewé(e)				
CSP +	100	20	80	0
- Cadre, profession libérale (*)	100	26	74	0
- Profession intermédiaire	100	17	82	1
CSP -	100	23	77	0
- Employé	100	19	81	0
- Ouvrier	100	27	73	0
- Retraité	100	37	62	1
- Autres inactifs	100	24	75	1
Statut				
Actif	100	22	78	0
- Travaille à son compte	100	27	73	0
- Salarié	100	21	79	0
Dont : secteur public	100	19	81	0
Dont : secteur privé	100	22	78	0
Inactif	100	32	67	1
- Etudiant (*)	100	16	82	2
- Femme au foyer	100	30	70	0
- Retraité	100	37	62	1
Niveau de diplôme				
- Sans diplôme/Primaire	100	34	66	0
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	23	77	0
- BAC	100	21	79	0
- BAC + 2	100	21	77	2
- Supérieur à Bac +2	100	29	71	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pour chacun des fonds européens suivants en Basse-Normandie, dites-moi si vous en avez déjà entendu parler ?

	Total	Le FEP (le Fonds européen pour la pêche)		
		En a entendu parler	N'en n'a pas entendu parler	NSPP
ENSEMBLE	100	27	73	0
Catégorie d'agglomération				
- Communes rurales (-2000)	100	26	73	1
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	26	74	0
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	22	77	1
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	32	68	0
Département				
- Calvados	100	28	72	0
- Manche	100	32	68	0
- Orne	100	14	85	1
Type d'habitation				
- un appartement HLM	100	28	72	0
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	25	74	1
- un pavillon ou une maison individuelle	100	26	74	0
Statut d'occupation				
- Propriétaire	100	28	71	1
- Locataire	100	25	75	0
Ancienneté d'habitation dans la région				
- 5 ans et moins (*)	100	20	75	5
- 6 à 10 ans	100	31	69	0
- Plus de 10 ans	100	27	73	0
Attachement à l'Union européenne				
Attaché	100	28	72	0
- Très attaché	100	37	63	0
- Plutôt attaché	100	24	75	1
Pas attaché	100	25	75	0
- Plutôt pas attaché	100	18	82	0
- Pas attaché du tout	100	29	71	0
Note d'appréciation de l'Union européenne				
- 4 et moins	100	22	78	0
- 5	100	25	75	0
- 6 et 7	100	26	73	1
- 8 et plus	100	38	61	1
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	29	70	1
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	27	73	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle				
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	31	69	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	28	72	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pour chacun des fonds européens suivants en Basse-Normandie, dites-moi si vous en avez déjà entendu parler ?

	Total	Le FEDER (le Fonds européen de développement régional)	
		En a entendu parler	N'en n'a pas entendu parler
ENSEMBLE	100	23	77
Sexe			
- Homme	100	25	75
- Femme	100	21	79
Age			
Moins de 30 ans	100	15	85
- 18 à 24 ans.....	100	14	86
- 25 à 29 ans (*).....	100	16	84
De 30 à 49 ans	100	20	80
- 30 à 39 ans.....	100	23	77
- 40 à 49 ans.....	100	18	82
50 ans ou plus	100	29	71
- 50 à 64 ans.....	100	29	71
- 65 à 74 ans.....	100	37	63
- 75 ans et plus.....	100	20	80
Profession du chef de famille			
- Agriculteur (*)	100	29	71
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*).....	100	33	67
CSP +	100	28	72
- Cadre, profession libérale	100	42	58
- Profession intermédiaire	100	21	79
CSP -	100	16	84
- Employé.....	100	14	86
- Ouvrier.....	100	16	84
- Retraité.....	100	28	72
- Autres inactifs (*)	100	14	86
Profession de l'interviewé(e)			
CSP +	100	28	72
- Cadre, profession libérale (*)	100	48	52
- Profession intermédiaire	100	21	79
CSP -	100	16	84
- Employé.....	100	11	89
- Ouvrier.....	100	20	80
- Retraité.....	100	28	72
- Autres inactifs	100	23	77
Statut			
Actif	100	21	79
- Travaille à son compte	100	31	69
- Salarié	100	19	81
Dont : secteur public.....	100	28	72
Dont : secteur privé	100	14	86
Inactif	100	26	74
- Etudiant (*).....	100	22	78
- Femme au foyer	100	25	75
- Retraité.....	100	28	72
Niveau de diplôme			
- Sans diplôme/Primaire	100	25	75
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	19	81
- BAC	100	21	79
- BAC + 2	100	24	76
- Supérieur à Bac +2	100	39	61

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Pour chacun des fonds européens suivants en Basse-Normandie, dites-moi si vous en avez déjà entendu parler ?

	Total	Le FEDER (le Fonds européen de développement régional)	
		En a entendu parler	N'en n'a pas entendu parler
ENSEMBLE	100	23	77
Catégorie d'agglomération			
- Communes rurales (-2000)	100	22	78
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	22	78
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	100	28	72
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	25	75
Département			
- Calvados	100	24	76
- Manche	100	24	76
- Orne	100	20	80
Type d'habitation			
- un appartement HLM	100	16	84
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	25	75
- un pavillon ou une maison individuelle	100	24	76
Statut d'occupation			
- Propriétaire	100	25	75
- Locataire	100	22	78
Ancienneté d'habitation dans la région			
- 5 ans et moins (*)	100	24	76
- 6 à 10 ans	100	25	75
- Plus de 10 ans	100	23	77
Attachement à l'Union européenne			
Attaché	100	28	72
- Très attaché	100	42	58
- Plutôt attaché	100	22	78
Pas attaché	100	17	83
- Plutôt pas attaché	100	19	81
- Pas attaché du tout	100	16	84
Note d'appréciation de l'Union européenne			
- 4 et moins	100	17	83
- 5	100	19	81
- 6 et 7	100	26	74
- 8 et plus	100	38	62
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région			
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	30	70
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	20	80
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle			
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	34	66
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	20	80

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

VI. Les moyens d'information sur l'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie

Usages des moyens de communication de l'Union européenne en Basse-Normandie

QUESTION - Parmi les sources d'informations suivantes, quelles sont celles que vous utilisez pour vous renseigner sur l'actualité de la région et notamment sur l'activité de l'Union européenne en Basse-Normandie ?

	En premier %	Total des réponses %
- Les informations données par la télé nationale	21	49
- Les informations données par la télé locale	21	46
- Les informations données par la presse écrite locale.....	17	45
- Les informations données par la radio locale	11	30
- Les conversations avec votre entourage, le bouche à oreille	7	28
- Les informations données par la presse écrite nationale	7	23
- Internet	10	23
- Les informations données par la radio nationale	4	20
- Ne se prononcent pas	2	2
TOTAL.....	100	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

Parmi les sources d'informations suivantes, quelles sont celles que vous utilisez pour vous renseigner sur l'actualité de la région et notamment sur l'activité de l'Union européenne en Basse-Normandie ?
En premier

	Total	Les informations données par la télé nationale	Les informations données par la télé locale	Les informations données par la presse écrite locale	Les informations données par la radio locale	Internet	Les conversations avec votre entourage, le bouche à oreille	Les informations données par la presse écrite nationale	Les informations données par la radio nationale	NSPP
ENSEMBLE	100	21	21	17	11	10	7	7	4	2
Sexe										
- Homme	100	19	22	18	10	11	8	6	4	2
- Femme.....	100	22	19	17	11	9	7	8	5	2
Age										
Moins de 30 ans	100	19	11	7	11	25	11	9	3	4
- 18 à 24 ans	100	23	12	6	14	26	12	4	2	1
- 25 à 29 ans (*)	100	9	7	7	3	23	6	25	5	15
De 30 à 49 ans	100	21	19	18	11	10	9	5	5	2
- 30 à 39 ans	100	17	20	18	16	11	8	3	5	2
- 40 à 49 ans	100	24	19	18	7	10	10	6	4	2
50 ans ou plus	100	21	26	20	10	4	5	8	5	1
- 50 à 64 ans	100	20	27	21	10	4	7	8	3	0
- 65 à 74 ans	100	23	20	24	4	8	3	11	5	2
- 75 ans et plus.....	100	21	30	15	18	0	4	2	8	2
Profession du chef de famille										
- Agriculteur (*).....	100	14	18	16	17	8	10	15	2	0
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	100	19	12	18	8	15	16	8	2	2
CSP +	100	16	12	18	11	19	6	10	6	2
- Cadre, profession libérale.....	100	8	9	24	10	14	7	17	10	1
- Profession intermédiaire.....	100	21	13	15	12	21	5	6	4	3
CSP -	100	24	22	14	12	8	10	3	4	3
- Employé.....	100	15	26	20	14	7	7	4	5	2
- Ouvrier	100	26	21	12	11	9	11	3	4	3
- Retraité	100	21	23	22	9	6	4	8	5	2
- Autres inactifs (*)	100	22	40	15	8	9	4	2	0	0
Profession de l'interviewé(e)										
CSP +	100	14	11	21	15	15	8	6	8	2
- Cadre, profession libérale (*).....	100	6	7	37	8	18	5	10	9	0
- Profession intermédiaire.....	100	17	12	16	17	14	9	4	7	4
CSP -	100	21	21	15	11	9	10	7	4	2
- Employé.....	100	20	13	19	17	7	7	10	4	3
- Ouvrier	100	22	30	12	6	10	12	4	3	1
- Retraité	100	23	22	23	10	5	4	7	4	2
- Autres inactifs	100	23	27	11	6	17	6	5	5	0
Statut										
Actif	100	19	18	17	12	11	9	7	5	2
- Travaille à son compte.....	100	16	19	19	9	11	13	8	2	3
- Salarié.....	100	20	17	17	12	11	9	7	5	2
Dont : secteur public	100	19	16	19	8	11	6	9	8	4
Dont : secteur privé.....	100	20	18	17	15	10	10	5	3	2
Inactif	100	23	24	18	9	9	5	7	4	1
- Etudiant (*).....	100	14	18	4	9	34	11	5	4	1
- Femme au foyer.....	100	29	33	15	4	5	4	6	4	0
- Retraité	100	23	22	23	10	5	4	7	4	2
Niveau de diplôme										
- Sans diplôme/Primaire.....	100	18	27	12	13	8	8	8	4	2
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	100	26	23	16	10	7	7	4	5	2
- BAC.....	100	22	13	21	9	15	7	8	3	2
- BAC + 2.....	100	13	8	27	8	13	9	10	8	4
- Supérieur à Bac +2.....	100	11	11	25	10	19	8	10	6	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi les sources d'informations suivantes, quelles sont celles que vous utilisez pour vous renseigner sur l'actualité de la région et notamment sur l'activité de l'Union européenne en Basse-Normandie ?

En premier

	Total	Les informations données par la télé nationale	Les informations données par la télé locale	Les informations données par la presse écrite locale	Les informations données par la radio locale	Internet	Les conversations avec votre entourage, le bouche à oreille	Les informations données par la presse écrite nationale	Les informations données par la radio nationale	NSPP
ENSEMBLE	100	21	21	17	11	10	7	7	4	2
Catégorie d'agglomération										
- Communes rurales (-2000).....	100	25	19	18	7	9	9	6	5	2
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	100	16	25	12	15	9	10	5	5	3
- Unités urbaines de 20 à 100000 h.....	100	18	22	21	11	10	2	7	8	1
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	100	17	17	21	14	14	5	10	0	2
Département										
- Calvados	100	20	18	17	12	14	7	7	3	2
- Manche	100	20	21	22	8	6	10	7	6	0
- Orne	100	23	26	11	11	8	6	5	6	4
Type d'habitation										
- un appartement HLM	100	10	20	16	17	17	9	9	1	1
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	100	23	22	9	23	8	3	6	2	4
- un pavillon ou une maison individuelle	100	22	21	19	8	9	8	6	5	2
Statut d'occupation										
- Propriétaire	100	22	18	20	8	11	6	8	6	1
- Locataire	100	19	26	13	16	7	9	6	1	3
Ancienneté d'habitation dans la région										
- 5 ans et moins (*).....	100	22	16	10	3	13	13	9	5	9
- 6 à 10 ans	100	26	12	15	7	17	10	7	4	2
- Plus de 10 ans	100	20	22	18	11	9	7	6	5	2
Attachement à l'Union européenne										
Attaché	100	17	19	21	11	12	7	7	4	2
- Très attaché	100	15	23	20	10	11	6	9	5	1
- Plutôt attaché	100	19	18	21	11	12	7	7	3	2
Pas attaché	100	24	23	13	11	8	9	5	5	2
- Plutôt pas attaché	100	26	22	18	8	5	9	7	5	0
- Pas attaché du tout.....	100	23	24	11	12	9	9	4	5	3
Note d'appréciation de l'Union européenne										
- 4 et moins	100	20	24	12	10	9	8	7	7	3
- 5	100	22	21	16	13	8	8	8	3	1
- 6 et 7	100	20	16	23	10	11	9	5	4	2
- 8 et plus	100	20	25	19	10	11	4	7	4	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région										
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	17	17	22	12	14	8	6	4	0
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	21	25	14	10	7	9	7	5	2
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle										
- Plus d'avantages que d'inconvénients	100	17	15	25	7	15	7	8	5	1
- Plus d'inconvénients que d'avantages	100	22	26	13	12	8	8	5	4	2

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

Parmi les sources d'informations suivantes, quelles sont celles que vous utilisez pour vous renseigner sur l'actualité de la région et notamment sur l'activité de l'Union européenne en Basse-Normandie ?

Total des réponses

	Les informations données par la télé nationale	Les informations données par la télé locale	Les informations données par la presse écrite locale	Les informations données par la radio locale	Les conversations avec votre entourage, le bouche à oreille	Les informations données par la presse écrite nationale	Internet	Les informations données par la radio nationale	NSPP
ENSEMBLE	49	46	45	30	28	23	23	20	2
Sexe									
- Homme	50	45	41	33	28	23	26	18	1
- Femme	48	47	48	28	28	23	20	21	2
Age									
Moins de 30 ans	42	33	32	26	39	24	45	18	4
- 18 à 24 ans.....	47	33	35	29	40	22	49	20	1
- 25 à 29 ans (*).....	28	35	22	15	35	28	33	12	15
De 30 à 49 ans	48	42	46	33	31	21	27	20	2
- 30 à 39 ans.....	46	43	43	38	29	15	27	20	2
- 40 à 49 ans.....	49	41	48	30	33	25	27	20	2
50 ans ou plus	53	56	49	29	22	26	12	20	1
- 50 à 64 ans.....	54	56	51	27	23	27	14	18	0
- 65 à 74 ans.....	56	56	54	25	21	30	15	18	2
- 75 ans et plus.....	44	56	36	41	19	17	2	29	2
Profession du chef de famille									
- Agriculteur (*)	44	44	46	30	20	30	15	17	0
- Artisan, Commerçant, Chef d'entreprise (*)	52	40	40	30	35	24	26	14	2
CSP +	37	34	47	29	27	30	41	22	2
- Cadre, profession libérale	34	32	45	30	25	39	39	23	1
- Profession intermédiaire	38	36	47	29	28	25	42	22	3
CSP -	52	45	41	31	34	20	24	18	3
- Employé.....	44	48	50	32	37	25	24	20	2
- Ouvrier.....	55	45	38	31	34	18	25	18	3
- Retraité.....	53	54	49	32	22	25	12	20	2
- Autres inactifs (*).....	48	63	40	23	28	10	15	27	0
Profession de l'interviewé(e)									
CSP +	30	34	53	32	31	20	41	18	2
- Cadre, profession libérale (*)	28	33	67	29	35	39	52	19	0
- Profession intermédiaire	32	35	47	33	30	13	37	18	3
CSP -	52	45	39	33	31	25	24	21	2
- Employé.....	46	37	44	31	31	25	23	20	3
- Ouvrier.....	57	52	35	34	31	25	26	21	1
- Retraité.....	53	54	49	32	23	23	11	19	2
- Autres inactifs.....	51	54	42	22	28	21	26	25	0
Statut									
Actif	47	41	43	31	31	24	28	19	2
- Travaille à son compte	51	39	40	33	28	29	18	18	3
- Salarié	44	41	43	32	31	22	30	19	2
Dont : secteur public.....	48	41	48	27	28	27	37	22	4
Dont : secteur privé	42	40	40	35	33	20	26	17	1
Inactif	51	54	47	29	25	23	16	21	1
- Etudiant (*).....	39	38	36	33	32	28	49	28	1
- Femme au foyer	52	68	54	17	23	20	12	24	0
- Retraité.....	53	54	49	32	23	23	11	19	2
Niveau de diplôme									
- Sans diplôme/Primaire	47	55	34	30	22	23	13	22	2
- B.E.P.C./C.A.P/B.E.P	56	48	47	34	31	21	22	18	2
- BAC	50	36	50	26	37	23	35	20	2
- BAC + 2	40	31	52	25	27	31	32	23	4
- Supérieur à Bac +2	29	38	57	24	26	29	37	17	0

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

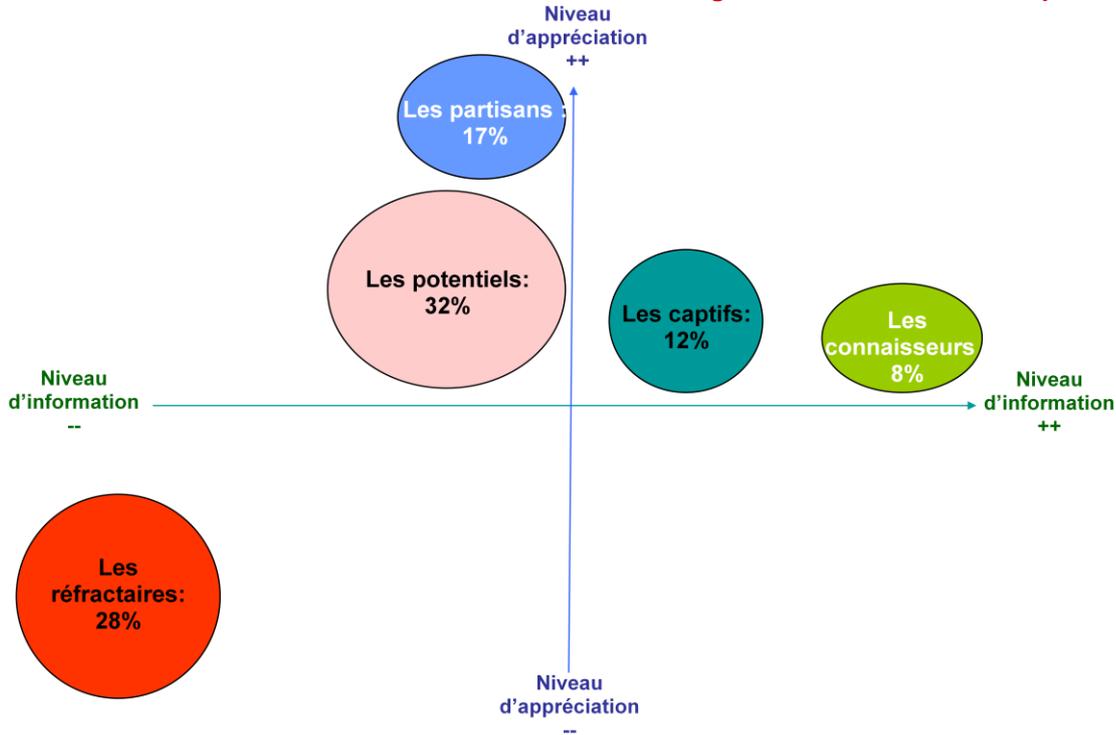
Parmi les sources d'informations suivantes, quelles sont celles que vous utilisez pour vous renseigner sur l'actualité de la région et notamment sur l'activité de l'Union européenne en Basse-Normandie ?
Total des réponses

	Les informations données par la télé nationale	Les informations données par la télé locale	Les informations données par la presse écrite locale	Les informations données par la radio locale	Les conversations avec votre entourage, le bouche à oreille	Les informations données par la presse écrite nationale	Internet	Les informations données par la radio nationale	NSPP
ENSEMBLE	49	46	45	30	28	23	23	20	2
Catégorie d'agglomération									
- Communes rurales (-2000)	50	42	42	29	29	21	18	22	2
- Unités urbaines de 2000h à 20000h	48	51	42	30	25	22	22	17	3
- Unités urbaines de 20 à 100000 h	54	51	53	35	36	25	29	22	1
- Unités urbaines de 100 à 200000h et +	40	49	47	30	22	30	33	13	2
Département									
- Calvados	46	47	41	29	25	23	27	19	2
- Manche	52	46	54	34	31	24	21	18	0
- Orne	49	46	37	27	30	23	17	24	4
Type d'habitation									
- un appartement HLM	46	47	34	29	36	19	30	13	1
- un appartement dans un autre type d'habitat collectif	36	46	30	43	26	17	30	16	4
- un pavillon ou une maison individuelle	51	46	48	29	27	25	21	21	2
Statut d'occupation									
- Propriétaire	50	47	50	28	27	25	22	22	1
- Locataire	47	47	35	36	29	19	23	16	3
Ancienneté d'habitation dans la région									
- 5 ans et moins (*)	41	32	31	23	37	19	27	27	9
- 6 à 10 ans	47	32	34	28	29	23	42	15	2
- Plus de 10 ans	49	49	47	31	28	23	21	20	2
Attachement à l'Union européenne									
Attaché	45	45	48	29	30	24	25	21	2
- Très attaché	39	46	57	28	25	26	21	25	1
- Plutôt attaché	47	44	44	29	31	23	26	20	2
Pas attaché	55	50	40	33	27	22	21	18	2
- Plutôt pas attaché	58	45	52	36	30	28	18	18	0
- Pas attaché du tout	53	52	33	31	25	18	23	17	3
Note d'appréciation de l'Union européenne									
- 4 et moins	55	50	43	29	25	24	21	21	3
- 5	52	48	41	32	27	24	23	14	1
- 6 et 7	43	38	51	30	33	24	27	21	2
- 8 et plus	47	58	40	32	24	19	16	25	0
Impact de l'appartenance à l'UE pour la région									
- Plus d'avantages que d'inconvénients ..	44	39	47	35	32	26	27	23	1
- Plus d'inconvénients que d'avantages ..	50	53	45	29	30	22	19	18	2
Impact de l'appartenance à l'UE pour la situation personnelle									
- Plus d'avantages que d'inconvénients ..	44	39	55	27	31	23	29	20	1
- Plus d'inconvénients que d'avantages ..	52	51	40	31	30	22	21	19	2

(*) En raison de la faiblesse des effectifs, les résultats sont à interpréter avec prudence

VII. Typologie

Positionnement des Bas-Normands à l'égard de l'intervention européenne



Description des « types » (*)

Les connaisseurs (8%)	Les partisans (17%)
<ul style="list-style-type: none"> ➔ <u>Attachement à l'UE</u> : Très attaché 39% ➔ <u>Sentiment de bénéficier de l'UE</u> : Oui 62% ➔ <u>Connaissance des fonds</u> : Oui, et savait ce dont il s'agissait : 100% ➔ <u>Sentiment d'information</u> : Bien 52% <p><i>Et sont plutôt...</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • des personnes âgées de 65 à 74 ans : 28% • des CSP+ : 27% • des cadres et professions libérales : 12% • des personnes possédant un diplôme supérieur à bac +2 : 23% <ul style="list-style-type: none"> • L'UE apporte plus d'avantages que d'inconvénients à sa situation personnelle : 55% • L'UE apporte plus d'avantages que d'inconvénients à la situation de la région : 61% • A déjà entendu parler du FEDER : 64%, FSE : 60%, FEADER: 66%, FEP: 51% <ul style="list-style-type: none"> • Domaines d'intervention de l'UE connus : l'environnement et le développement durable, le développement économique, la recherche et l'innovation, la pêche et l'aquaculture, la rénovation et l'amélioration des quartiers, les échanges culturels et universitaires • Domaines dont l'UE s'occupe bien : la recherche et l'innovation, la formation professionnelle, l'insertion sociale et professionnelle, la rénovation et l'amélioration des quartiers, les échanges culturels et universitaires, le tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ <u>Note d'appréciation de l'UE</u> : 7.14 ➔ <u>Attachement à l'UE</u> : Très attachée 31% ➔ <u>Sentiment de bénéficier de l'UE</u> : Oui, certainement 54% ➔ <u>Connaissance des fonds</u> : Non 92% <p><i>Et sont plutôt...</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • des personnes ne possédant pas de diplôme ou école primaire : 44% • des personnes âgées de 75 ans et plus : 16% • très attachés à la région 61% <ul style="list-style-type: none"> • L'UE apporte plus d'avantages que d'inconvénients à sa situation personnelle : 49% • L'UE apporte plus d'avantages que d'inconvénients à la situation de la région : 52% • Télévision locale : 36% <ul style="list-style-type: none"> • Domaines d'intervention de l'UE connus : le développement économique, la qualité de l'alimentation, les infrastructures de transports, le développement des zones rurales, la formation professionnelle, l'emploi, l'insertion sociale, les infrastructures de santé • Domaines dont l'UE s'occupe bien : le développement économique, recherche et l'innovation, la qualité de l'alimentation, les infrastructures de transports, le développement des zones rurales, l'emploi, la rénovation et amélioration des quartiers, le tourisme

(*) **Caractéristiques sur-représentées au sein des types :**

Il ne s'agit pas d'une description exclusive (ce type n'est pas constitué pour autant majoritairement de Y) mais relative (les Y sont sur-représentées au sein de ce type par rapport à leur poids dans la population globale ou par rapport aux autres types).

Lecture des pourcentages : X% = X% des personnes appartenant à ce type ont la caractéristique décrite.

Description des « types » (*)

Les captifs (12%)

- ➔ Attachement à l'UE : Attaché 68%
- ➔ Sentiment de bénéficiaire de l'UE : Oui, probablement 52%
- ➔ Connaissance des fonds : Oui, mais ne savait pas vraiment ce dont il s'agissait : 100%

Et sont plutôt...

- Des personnes âgées de 65 à 74 ans : 23%
- Retraités : 37%
- L'UE apporte plus d'avantages que d'inconvénients à la situation de la région : 53%
- Pense que la participation financière de l'UE est plus importante en Basse-Normandie que dans une autre région : 13%
- A déjà entendu parler du FEDER : 37%, FSE : 43%, FEADER : 46%, FEP : 37%
- Presse écrite locale : 40%
- Domaines d'intervention de l'UE connus : le développement économique, l'emploi, l'industrie
- Domaines dont l'UE s'occupe bien : l'environnement et le développement durable, la recherche et l'innovation

(*) **Caractéristiques sur-représentées au sein des types :**

Il ne s'agit pas d'une description exclusive (ce type n'est pas constitué pour autant majoritairement de Y) mais relative (les Y sont sur-représentées au sein de ce type par rapport à leur poids dans la population globale ou par rapport aux autres types).

Lecture des pourcentages : X% = X% des personnes appartenant à ce type ont la caractéristique décrite.

<p style="text-align: center;">Les potentiels (32%)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ <u>Note d'appréciation de l'UE</u> : 5.84 ➔ <u>Attachement à l'UE</u> : Plutôt attaché 56% ➔ <u>Sentiment de bénéficiaire de l'UE</u> : Oui probablement 53%, non probablement pas 42% ➔ <u>Connaissance des fonds</u> : Non 100% ➔ <u>Sentiment d'information</u> : Assez bien 26 % <p><i>Et sont plutôt...</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • des femmes : 62% • des personnes âgées de 18 à 24 ans : 17% • employés : 22% • salariés : 54% • Plutôt attaché au département 52% • Plutôt attaché à la région 53% • N'a jamais entendu parler du FEDER : 85%, FEADER : 78%, FEP : 80% • Bouche à oreille : 35% • Domaines d'intervention de l'UE connus : l'environnement et le développement durable, la recherche et l'innovation, les échanges culturels et universitaires, le tourisme • Domaines dont l'UE s'occupe bien : l'environnement et le développement durable, le développement économique, recherche et l'innovation, la formation professionnelle, les échanges culturels et universitaires, l'industrie 	<p style="text-align: center;">Les réfractaires (28%)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ <u>Note d'appréciation de l'UE</u> : 3.04 ➔ <u>Attachement à l'UE</u> : Pas attaché 75% ➔ <u>Sentiment de bénéficiaire de l'UE</u> : Non, certainement pas 61% ➔ <u>Connaissance des fonds</u> : Non 99% ➔ <u>Sentiment d'information</u> : Mal 97% <p><i>Et sont plutôt...</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • des habitants de communes rurales : 55% • des personnes âgées de 35 à 49 ans : 35% • artisans, commerçants, chefs d'entreprise : 8% • CSP - : 41% • actifs : 67% • L'UE apporte plus d'inconvénients que d'avantages à sa situation personnelle : 76% • L'UE apporte plus d'inconvénients que d'avantages à la situation de la région : 72% • N'a jamais entendu parler du FEDER : 88%, FSE : 79%, FEADER : 81%, FEP : 79%
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

(*) **Caractéristiques sur-représentées au sein des types :**

Il ne s'agit pas d'une description exclusive (ce type n'est pas constitué pour autant majoritairement de Y) mais relative (les Y sont sur-représentées au sein de ce type par rapport à leur poids dans la population globale ou par rapport aux autres types).

Lecture des pourcentages : X% = X% des personnes appartenant à ce type ont la caractéristique décrite.

VI. Note globale d'analyse des résultats qualitatifs et quantitatifs grand public



Fiche technique

Le dispositif mis en place a pour vocation de dresser un état des lieux de la connaissance et perception de l'intervention européenne en Basse-Normandie et à terme d'assurer un suivi dynamique du plan de communication mis en place pour valoriser les programmes 2007-2013.

Pour ce faire, en ce début de programmation des fonds européens, nous avons conduit :

Phase 1 : Une phase documentaire préparatoire suivie d'une étude qualitative exploratoire prenant la forme de 10 entretiens individuels en face à face auprès de Bas-Normands réalisés en juillet 2009 répartis :

- dans les 3 départements de Basse-Normandie
- 50% rural, 50% urbain

Phase 2 : Une phase qualitative réalisée par entretiens individuels en face à face dans les 3 départements de Basse-Normandie auprès des bénéficiaires de fonds :

- 10 entretiens bénéficiaires actuels de fonds européens (4 associations, 3 structures intercommunales, 1 agriculteur, 1 entreprise, 1 organisme de recherche)
- 5 entretiens bénéficiaires potentiels de fonds européens (1 association, 1 structure intercommunale, 1 agriculteur, 1 entreprise, 1 organisme de recherche)

Phase 3 : Une phase quantitative auprès du grand public permettant d'établir un état des lieux statistique des performances du dispositif de communication mis en place à l'égard du grand public et d'évaluer à partir des prochaines vagues d'enquêtes son impact dans le temps.

Ce sondage a été réalisé par téléphone les 15, 16 et 17 septembre 2009 au domicile des personnes interrogées auprès d'un échantillon régional représentatif de 805 Bas-Normands âgés de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par département et catégorie d'agglomération.

I. L'Union européenne en Basse-Normandie : une image globale assez médiocre voire mauvaise

L'image de l'Union européenne en Basse-Normandie est assez médiocre dans l'ensemble, au même titre que ce que l'on constate en France. Tout d'abord, cette étude révèle une certaine distance des Bas-Normands à son égard. Alors qu'une large majorité des Bas-Normands se sent attachée à la France (95%), à la région (89%), à leur département (87%) et à leur commune (84%), seule une courte majorité d'entre eux, 58%, se sent attachée à l'Union Européenne (et à peine 17% précisent « très attachés »).

L'attachement à l'Union européenne en Basse-Normandie n'a donc pas évolué depuis l'an dernier (57%, + 1 point) et reste à un niveau inférieur à la moyenne nationale (65% en moyenne des Français en hiver 2008).

En conséquence, leur jugement est assez sévère : la note moyenne accordée à l'image de l'Union européenne n'est que de 5.17 sur 10. Seuls 13% des Bas-Normands donnent une « bonne note » (8 ou plus) à l'Union européenne, 34% une « note moyenne » (6 ou 7) mais 53% une « mauvaise note » (5 ou moins). Dans le détail, on constate que l'image globale de l'Union européenne est significativement meilleure auprès des jeunes de moins de 30 ans (5.54/10), des personnes âgées de 75 ans et plus et des cadres et professions libérales (5.85/10). A l'inverse, on observe un décrochage notable de l'appréciation de l'Union européenne chez les ruraux (4.86/10).

D'ailleurs, pour une majorité relative de Bas-Normands, l'appartenance à l'Union est même plutôt « néfaste » : respectivement 51% et 48% jugent qu'elle a eu plus d'inconvénients que d'avantages pour eux-mêmes et pour leur région.

En outre, dans l'esprit des Bas-Normands, leur région pourrait être davantage considérée par l'Union européenne par rapport aux autres régions françaises. Si une majorité des interrogés (52%) estime que la participation financière de l'Union européenne en Basse-Normandie n'est ni plus, ni moins importante que dans les autres régions françaises, ils sont quatre fois plus nombreux à penser que cette participation est relativement moins importante en Basse-Normandie (28%) qu'à penser qu'elle est relativement plus importante (7%).

Toutefois, si ce bilan d'image est globalement faible, cela provient sans doute d'un important déficit d'information. En effet, cette étude révèle une profonde difficulté des Bas-Normands à pouvoir identifier le rôle de l'Union européenne dans la région, à savoir ce qu'elle fait et dans quel domaine. Or, nous le verrons par la suite, l'image de l'Union européenne est meilleure auprès des mieux informés, autrement dit, accroître la visibilité de l'intervention devrait permettre d'améliorer son image.

II. Une image souffrant avant tout d'un déficit d'information considérable

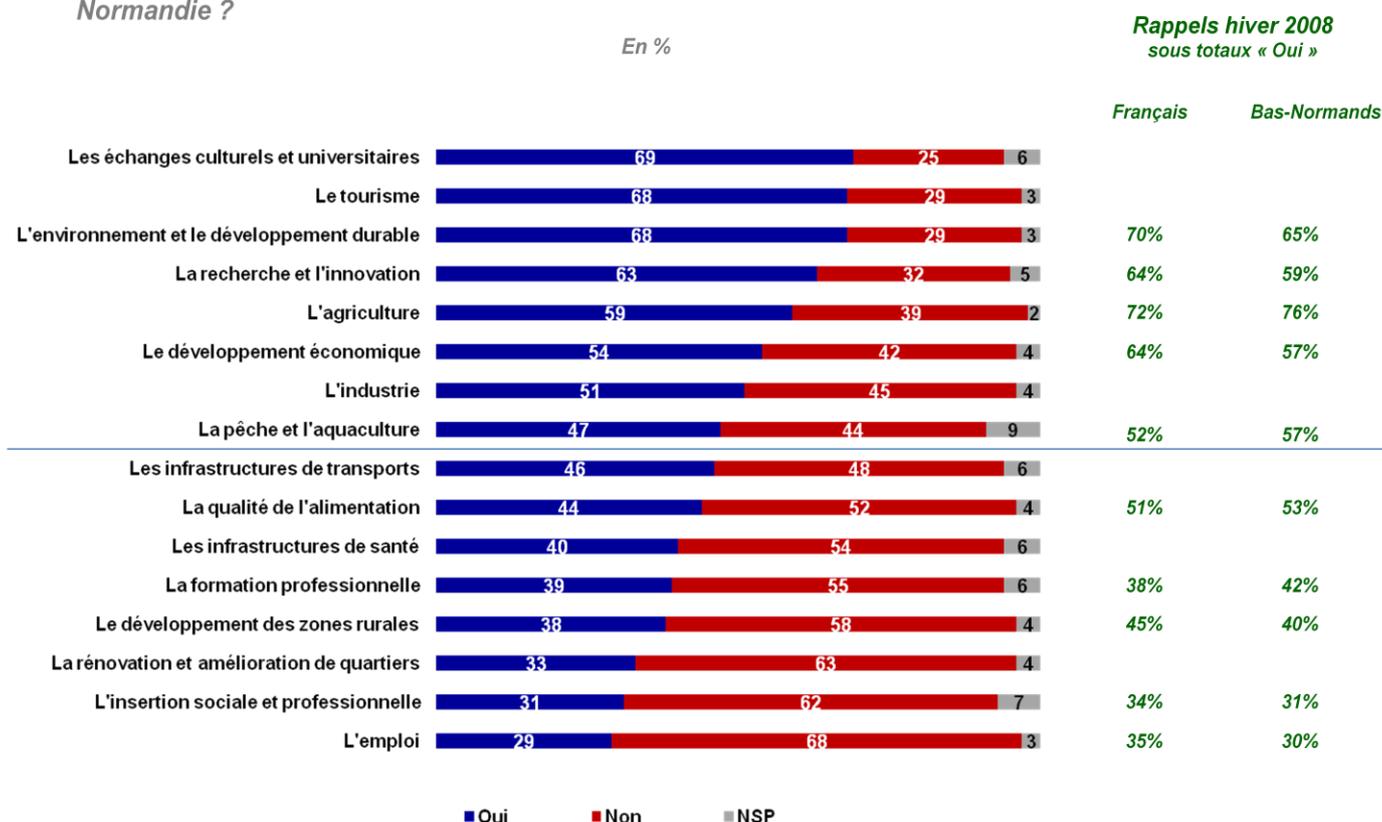
Un manque d'information certain apparaît de façon transversale tout au long de cette enquête, que se soit de façon objective ou subjective.

On observe une **connaissance particulièrement faible du champ d'intervention** de l'Union européenne et **des fonds européens**.

A l'instar des résultats obtenus lors de l'étude nationale de 2008, la notoriété des domaines d'intervention de l'Union européenne est **faible de manière générale et moins bonne auprès des Bas-Normands** qu'en moyenne des Français.

En termes d'évolution, on observe même des **résultats en baisse** par rapport à ceux de l'année dernière (voir ci-dessous le tableau de la notoriété des domaines d'intervention financière attribués à l'Union européenne).

Pensez-vous que l'Union européenne intervient financièrement dans les domaines suivants en Basse-Normandie ?



De plus, la notoriété des fonds européens est faible et moins bonne en Basse-Normandie que dans le reste de la France. En spontané, seuls 22% des Bas-Normands déclarent en avoir déjà entendu parler (ceux qui déclarent savoir précisément ce dont il s'agit sont principalement les hommes, les personnes âgées de 65 à 74 ans et les cadres et professions libérales, ainsi que les personnes ayant une image positive de l'Union européenne).

En assisté, la notoriété s'améliore un peu et atteint 29% pour le FEADER, 29% pour le FSE et 27% pour le FEP, contre uniquement 23% pour le FEDER.

La phase qualitative de l'enquête nous apprend par ailleurs que si *a priori* ni les acronymes, ni les objectifs des différents fonds ne sont connus, leurs rôles sont assez clairs lorsque qu'on détaille leurs noms (surtout le FEDER et le FSE, le FEADER, assimilé à la PAC) et qu'ils sont jugés utiles et bienvenus (avec un bémol pour le FSE, dont l'utilité semble plus difficile à percevoir). Au global, les fonds européens semblent avoir la capacité de tirer la région vers le haut et apparaissent comme une bonne initiative dans un contexte difficile. On peut en conclure que ces fonds gagnent à être connus.

En terme de ressentis, le déficit d'information se confirme également. **Moins d'un Bas-Normand sur quatre (23%) déclare se sentir bien informé** à ce sujet (les personnes âgées de 50 ans et plus (notamment les retraités) et les moins diplômés ainsi que les personnes ayant une bonne image de l'Union européenne se sentent mieux informés que les autres).

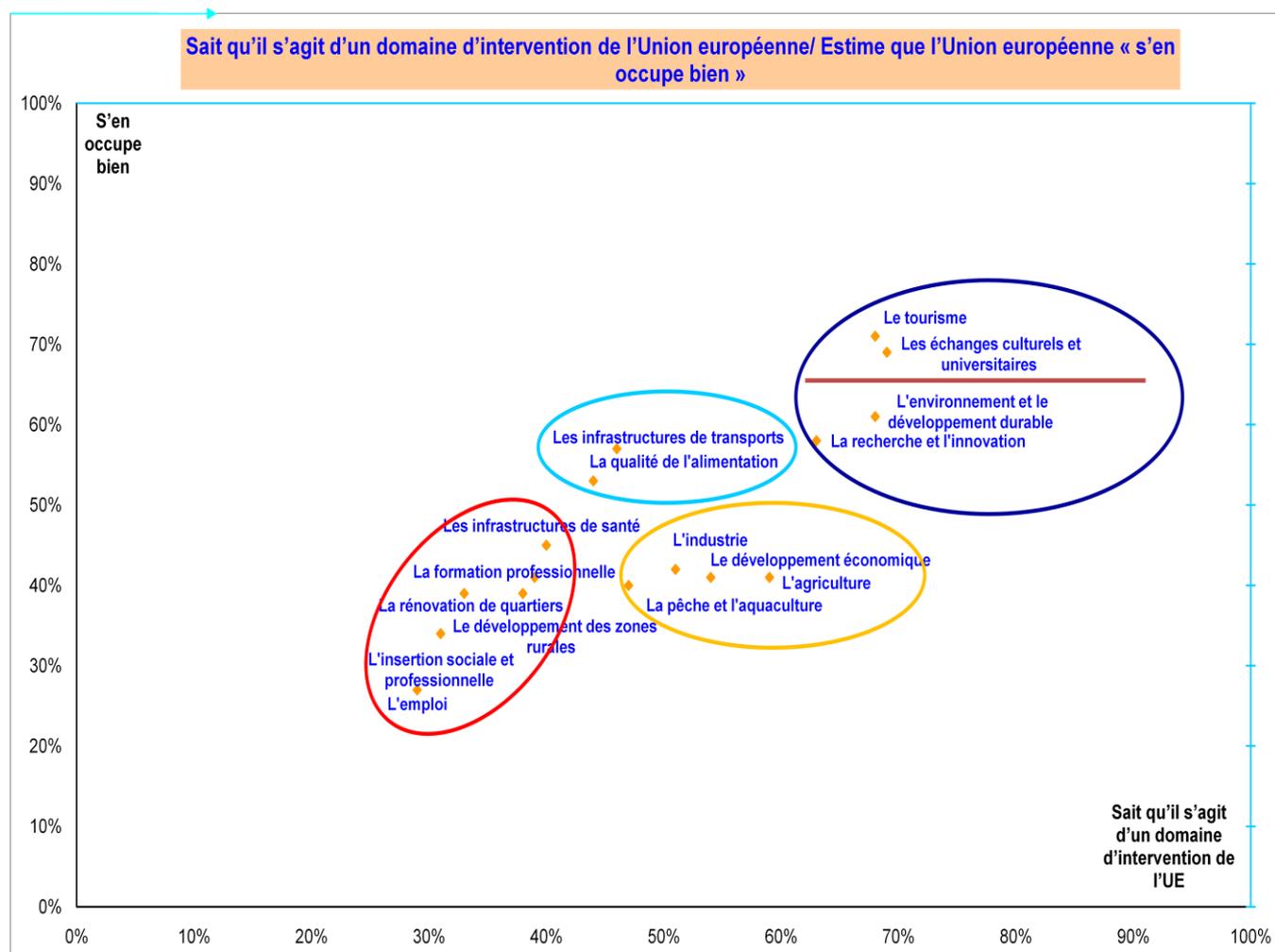
En outre, seuls **47% des Bas-Normands**, dont seulement 12% « certainement », ont le **sentiment de bénéficiaire** directement ou indirectement de l'intervention européenne.

Pour conclure, on s'aperçoit donc souvent que lorsqu'ils sont ou se sentent mieux informés, les Bas-Normands manifestent une plus forte appréciation de l'intervention européenne. C'est pourquoi ce jugement négatif à l'égard de l'institution sera sans doute dépassable par une communication tenant compte des spécificités du domaine d'intervention et de la cible visée (rappelons que cette étude s'inscrit en amont de la mise en place d'une campagne de communication de la Région).

III. Un champ d'intervention connu de façon peu précise et des interventions surtout jugées en fonction de leur visibilité

Comme le traduit le schéma ci-dessous, on constate une certaine linéarité entre le fait de savoir que l'Europe intervient financièrement dans un domaine et le jugement sur la qualité de son intervention :

Tableau comparatif entre les domaines d'intervention de l'Union européenne en Basse-Normandie « connus » et dont ceux elle s'occupe « bien »



A un second niveau, on constate des différences d'appréciation de l'intervention européenne en Basse-Normandie. Son image peut se décrire et se résumer en quatre grands traits, de la façon suivante :

✓ **Les domaines bien identifiés et bien gérés :**

Les échanges culturels et universitaires et le tourisme, puis en bémol le développement durable, l'innovation et la recherche ;

✓ **Les domaines assez bien identifiés mais assez mal gérés :**

L'agriculture, le développement économique et l'industrie (en mineur, la pêche et l'aquaculture). La phase qualitative fait d'ailleurs ressortir de fortes attentes en matière de développement économique. Les personnes interviewées lors de cette phase souhaitent que l'Union européenne intervienne davantage auprès des entreprises en créant des passerelles entre entrepreneurs de pays différents, en facilitant leur installation en Basse-Normandie et en les aidant à y rester.

✓ **Les domaines assez peu identifiés mais assez bien gérés :**

Les infrastructures de transport et la qualité de l'alimentation. Notons que les infrastructures de transport se situent au cœur des axes d'amélioration qui se dégagent de la phase qualitative. Les jugeant comme l'un des principaux points faibles de la région, les Bas-Normands attendent de l'Union européenne qu'elle les aide dans ce domaine perçu comme essentiel à la vie économique de la région, comme moteur des filières qu'ils estiment les plus porteuses : le tourisme, l'agriculture, l'automobile, le nucléaire et la recherche.

✓ **Les domaines assez peu identifiés et assez mal gérés :**

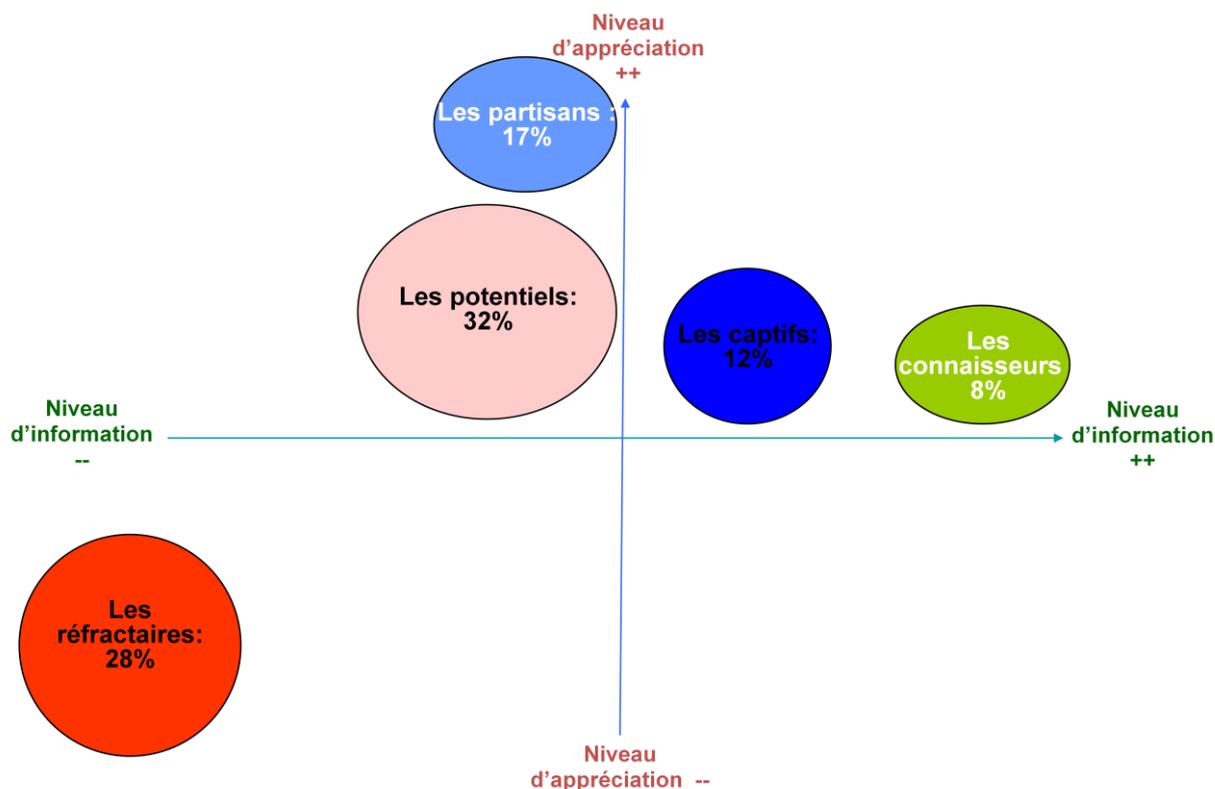
Les infrastructures de santé, la formation professionnelle, le développement de zones rurales, la rénovation et l'amélioration des quartiers, l'insertion sociale et l'emploi.

On précise que sur l'ensemble des domaines testés, les habitants de la Manche se montrent plus rétifs que leurs voisins, sans doute en raison du caractère « rural » de leur territoire.

IV. Un potentiel d'action de communication notable, variable selon les cibles

L'analyse typologique décrite ci-dessous, nous permet d'isoler cinq grands « types » d'attitudes à l'égard de l'Union européenne :

Positionnement des Bas-Normands à l'égard de l'intervention européenne



- « **Les connaisseurs** » (8%) : ils se montrent mieux informés que les autres, avec une image plutôt positive de l'intervention européenne (au global et dans le détail) : ce sont surtout des personnes âgées de 65 à 74 ans ou possédant un diplôme supérieur à bac +2 ;

Les domaines d'intervention qu'ils lui attribuent davantage qu'en moyenne sont : l'environnement et le développement durable, le développement économique, la recherche et l'innovation, la pêche et l'aquaculture, la rénovation et l'amélioration des quartiers, les échanges culturels et universitaires.

- « **Les partisans** » (17%) : ils ont une très bonne image de l'Union européenne, s'ils ne savent guère ce que sont les fonds européens, ils identifient bien toutefois la plupart des domaines d'intervention de l'UE ; ce sont surtout des personnes âgées de 75 ans et plus, ne possédant pas de diplôme ou un niveau d'école primaire ;

Les domaines d'intervention qu'ils lui attribuent davantage qu'en moyenne sont : le développement économique, la qualité de l'alimentation, les infrastructures de transports, le développement des zones rurales, la formation professionnelle, l'emploi, l'insertion sociale, les infrastructures de santé.

- **« Les potentiels » (32%)** : ils apprécient davantage l'Union européenne qu'en moyenne mais se montrent moins enthousiastes que les partisans, ils ne connaissent pas les fonds européens, ils identifient peu les domaines d'intervention, mais pensent que l'Union européenne s'en occupe bien : ce sont surtout des femmes, des jeunes âgés de 18 à 24 ans et des employés ;

Les domaines d'intervention qu'ils lui attribuent davantage qu'en moyenne sont : le développement durable, la recherche et l'innovation, les échanges culturels et universitaires et l'industrie.

- **« Les captifs » (12%)** : ils ont un niveau d'information sur l'intervention européenne en Basse-Normandie assez bon mais peu précis, surtout en terme de connaissance des fonds, avec un niveau d'appréciation globalement neutre : ce sont surtout des retraités ;

Les domaines d'intervention qu'ils lui attribuent davantage qu'en moyenne sont : le développement économique, l'emploi et l'industrie.

- **« Les réfractaires » (28%)** : ils ont une image particulièrement dégradée de l'Union européenne, s'ils n'ont pas le sentiment de bénéficier de son intervention, ils la perçoivent même comme majoritairement néfaste. Par ailleurs, **leur niveau et sentiment d'information est plus faible qu'en moyenne** : ce sont surtout des ruraux, des personnes âgées de 35 à 49 ans, des actifs, notamment des artisans, commerçants et chefs d'entreprise et des catégories populaires ;

Sans surprise, aucun des domaines d'intervention testés ne ressort plus que dans les autres types comme relevant de la compétence de l'Union européenne.

V. Pistes de réflexion et axes d'optimisation possibles de la communication s'ouvrant dans le cadre des programmes européens 2007-2013

Comme on l'observait lors de la phase qualitative de l'enquête, les Bas-Normands se montrent tout à fait **ouverts et en attente de plus d'informations** sur ce sujet.

Au final, il semble essentiel d'informer sur l'existence et le fonctionnement des fonds européens de manière générale et par type de domaines, mais aussi **d'accompagner cette communication de preuves concrètes de l'apport de l'Union européenne**. Cette matérialisation de l'Union européenne dans l'univers immédiat des Bas-Normands apparaît indispensable pour gagner les faveurs des plus réticents, qui sont le plus souvent des individus sous-informés sur les interventions européennes en général.

A titre d'exemple, intégrer et mettre en avant quelques projets très concrets bénéficiant d'une aide financière de l'Union européenne, comme dans le supplément « Connexions » en ce qui concerne les porteurs de projet, semble tout à fait fondamental pour les personnes interviewées à ce sujet dans la phase qualitative.

Dans cette optique, **les supports de communication privilégiés** pour se renseigner sur l'Union européenne, sont, d'après les Bas-Normands **en premier la télévision nationale** (49% des citations), **en deuxième la télévision locale** (46%), **puis en troisième de la presse locale** (45%). Notons toutefois la place plus importante qu'en moyenne prise par la télévision locale pour cibler les « *partisans* », par le bouche à oreille pour les « *potentiels* » et par la presse écrite locale pour les « *captifs* ».

VI. Conclusion

Les résultats de cette étude révèlent un **attachement fort à la région Basse-Normandie, mais d'importantes craintes pour l'avenir** : pour beaucoup, il s'agit d'une région qui bénéficie d'un potentiel élevé mais qui traverse aujourd'hui la crise avec difficulté et qui est perçue comme en déclin.

Plus encore qu'au niveau national, **l'image de l'Union européenne et de ses interventions est globalement affaiblie** alors même que l'Europe bénéficie d'*a priori* positifs.

Surtout, cette étude met en lumière un **déficit patent d'information** : **le rôle de l'Union européenne paraît purement théorique, la visibilité des interventions de l'Union est floue, la notoriété de ses fonds est faible** (sauf pour la PAC, qui reste toutefois un sujet contesté). Même chez les bénéficiaires, la connaissance se limite bien souvent à sa propre expérience.

L'Union européenne bénéficie d'un **potentiel pourtant important** : ses interventions, lorsqu'elles sont connues, sont très porteuses ; par ailleurs, les fonds sont jugés utiles et bienvenus, d'autant plus qu'ils tirent la région vers le haut dans un contexte difficile.

Au final, il en résulte des **attentes fortes**, notamment du fait du **sentiment d'être moins bien lotie que les autres régions**. Un **besoin de réassurance important** est nécessaire de ce point de vue (avec par exemple la communication de chiffres nationaux et régionaux), ainsi que la **mise en exergue de symboles forts, d'exemples concrets de l'intervention européenne** facilement repérables par tous dans différents secteurs.